

RUSSIE L'opération du cœur du président russe, qui a débuté, mardi matin 5 novembre, devait durer plusieurs heures. Ce multiple pontage coronarien est pratiqué au Centre de

cardiologie de Moscou, par une équipe exclusivement russe dirigée par le professeur Renat Akhtchourine. ● LE PREMIER MINISTRE, Viktor Tchernomyrdine, a été chargé d'as-

surer l'intérêt du chef de l'Etat durant l'intervention chirurgicale. M. Eltsine a délégué tous ses pouvoirs, y compris le contrôle du « bouton » nucléaire au chef du gouvernement,

mais devrait reprendre ses attributions par décret dès son réveil postopératoire. ● LA GRAVITÉ de la maladie du président avait été longtemps cachée à l'opinion publique russe. Ce

n'est qu'à l'automne, par exemple, que l'on a appris que Boris Eltsine avait eu plusieurs défaillances cardiaques en juin, entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Boris Eltsine a été opéré par une équipe de chirurgiens russes

L'intervention a eu lieu, mardi matin 5 novembre à Moscou. Dans un message, le président a affirmé que la Russie ne resterait « pas une seconde » sans dirigeant. Le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, assure l'intérêt du chef de l'Etat

ATTENDUE depuis plus de deux mois, l'opération cardiaque de Boris Eltsine a commencé, mardi 5 novembre à 7 heures (4 heures GMT), au centre cardiologique Tchazov, dans la banlieue ouest de Moscou. L'équipe chirurgicale était composée de douze spécialistes russes, dont quatre chirurgiens (le professeur Akhtchourine assisté des docteurs Chirbaev, Korolev et Bradt).

Quatre heures après le début de l'intervention, des médecins étrangers devaient s'associer, comme consultants, aux spécialistes russes. Parmi eux, le chirurgien américain Michael DeBakey et son assistant ainsi que des spécialistes allemands (les docteurs Axel Haderich et Thorsten Walther). La présidence russe avait diffusé la veille un bulletin de santé rassurant, indiquant que la tension artérielle du patient était « stable » (douze et huit centimètres de mercure) et que sa température était « normale ». Selon les services médicaux du Kremlin, son pouls battait à une vitesse de 64 à 68 pulsations par minute.

D'un point de vue théorique, l'intervention chirurgicale réalisée sur Boris Eltsine ne soulève pas de difficultés techniques importantes. En pratique toutefois, compte tenu de l'état de santé général et des antécédents du malade, une telle intervention comporte deux risques ma-

jeurs. Le premier, qui ne peut être sous-estimé, est celui d'une « mort sur table » ou d'un décès dans la période post-opératoire. On l'estime ici de l'ordre de « quelques pour cent ». Avant son arrivée dans la capitale russe, Michael DeBakey l'avait évalué entre 2 % et 4 %. Le second est de ne pas parvenir, en dépit d'une intervention réussie sur les artères coronaires, à améliorer la puissance contractile du myocarde. Dans ce cas, l'insuffisance cardiaque dont souffre le président persisterait et son autonomie demeurerait excessivement réduite lui interdisant, à terme, d'exercer sa fonction. On indique dans l'entourage du président russe que ce risque est « élevé ».

LESIONS OBSTRUCTIVES

Parfaitement maîtrisée, très fréquemment mise en œuvre par les équipes spécialisées des pays occidentaux, l'opération de pontage aorto-coronarien fait aujourd'hui partie du quotidien de la chirurgie cardiaque moderne. Cette intervention consiste schématiquement à modifier, de diverses manières, l'arrivée du flux sanguin au sein du muscle cardiaque. Elle est notamment pratiquée lorsque les artères coronaires présentent des lésions obstructives (des plaques d'athé-

rom le plus souvent) qui réduisent l'irrigation sanguine du muscle et provoquent des crises d'angine de poitrine.

En fonction de la topographie des lésions et de l'état du malade, les chirurgiens peuvent être amenés à réaliser un, deux, trois voire quatre « pontages ». Ils cherchent ici à court-circuiter au mieux les lésions coronaires en ayant recours à des fragments de veines (ou mieux d'artères) prélevés en différents points de l'organisme. Contrairement à une idée très répandue, un nombre élevé de pontages ne fournit pas d'indication préjudiciable sur l'état du muscle cardiaque. Il peut au contraire signifier que l'équipe chirurgicale a jugé possible et utile de tout mettre en œuvre pour tenter d'obtenir – chez les malades jeunes notamment – un rétablissement complet de la fonction cardiaque. Le professeur Renat Akhtchourine a, pour sa part, indiqué qu'il tenterait, chez M. Eltsine, un triple pontage.

On ne parle plus, officiellement du moins, d'intervention sur la lésion dont souffre par ailleurs le président russe au niveau de son orifice aortique. Il est vrai que réaliser dans le même temps opératoire un triple pontage et une valvuloplastie aortique nécessitent une compétence et une virtuosité chirurgicale peu

compatible avec la volonté du patient d'être impérativement opéré par un chirurgien russe.

Le dossier de M. Eltsine se complique du fait que le président russe a beaucoup trop tardé à accepter l'intervention chirurgicale que nécessitait son état. Cette inter-

venue de plusieurs crises d'infarctus du myocarde. Après deux accidents graves survenus l'an passé, il a souffert d'un nouvel infarctus il y a quelques semaines, ce qui a retardé un peu plus la date de l'intervention. Toutefois, aux yeux de spécialistes occidentaux, ce retard ne s'explique

éléments qui à l'évidence compliquent la prise en charge de ce patient peu ordinaire. Outre ses séquelles de différents accidents cardiaques, il leur a fallu tenir compte d'une intoxication alcoolique chronique et d'une insuffisance de la fonction thyroïdienne. Plus récemment, ils ont été confrontés à une anémie importante, conséquence d'une hémorragie occulte probablement d'origine digestive. Toutes ces données – auxquelles il faut ajouter la pression psychologique hors du commun à laquelle est soumise l'équipe – ajoutent à la complexité de la tentative et lui confèrent une dimension presque tragique.

Les autorités russes n'ont ici nullement fait la transparence sur l'état de santé du président. Les informations médicales le concernant ont été fournies très tardivement, lorsqu'elle ne pouvaient plus être masquées, et de manière parcellaire. Les autorités n'ont pas de ce point de vue rompu avec les pratiques en vigueur du temps du régime soviétique. Il reste à savoir si la mobilisation médiatique internationale que suscite l'intervention les conduira à révéler dans le détail ce qui s'est passé dans le bloc opératoire du centre Tchazov.

Jean-Yves Niau

La délégation de pouvoir devrait durer plus longtemps qu'annoncé

MOSCOU

de notre correspondante
L'heure de Viktor Tchernomyrdine, premier ministre depuis décembre 1992, est arrivée mardi 5 novembre. Celui dont la fidélité envers Boris Eltsine ne fut jamais prise en défaut a été chargé d'assurer l'intérêt du président pendant l'opération cardiaque de ce dernier. Conformément à un article succinct (92-3) de la constitution, comme à un oukase signé, mardi, par Boris Eltsine, juste avant de se mettre à la disposition des médecins, a rapporté l'agence Itar-Tass.

Un autre décret, signé par le président le mois dernier, définissait certaines conditions de ce futur transfert de pouvoirs et précisait qu'il serait éminemment provisoire : le décret devait signer un autre décret « dès son réveil » pour reprendre ces pouvoirs, y compris celui commandant l'usage du feu nucléaire. Mais la

réalité pouvant être quelque peu différente, et la convalescence du président exigeant qu'il reste un temps certain au repos complet, le premier ministre devrait assumer son intérim, au moins partiellement, plus longtemps que prévu par les décrets actuels. Au cas où le président ne devait pas se réta-

blir – un concept que la constitution ne définit pas avec précision –, c'est encore M. Tchernomyrdine qui devra préparer une nouvelle élection présidentielle sous trois mois.

En prévision de son opération et de toutes ses conséquences possibles, Boris Eltsine avait déjà transmis progressivement certains de ses pouvoirs à son premier ministre. En septembre dernier, quand le cessez-le-feu en Tchétchénie semblait encore fragile, ce fut ceux de « coordonner » l'action des ministres de la défense, de l'intérieur, des affaires étrangères et des divers services secrets.

M. Tchernomyrdine fut, ensuite, délégué pour remplacer ponctuellement le président lors de cérémonies protocolaires, et la semaine dernière, pour présider le Conseil de sécurité à la place de Boris Eltsine. Une telle réunion, qui s'est tenue lundi, fut retransmise partiellement par les chaînes de télévision, qui n'ont pas manqué de montrer avantagèrement, depuis une semaine, la façon dont le premier ministre s'acquittait déjà de ses fonctions intermédiaires. Sans omettre de signaler que M. Tchernomyrdine, âgé de 58 ans, a subi lui-même un pontage coronarien il y a dix ans, et qu'il fut opéré par

le même professeur Akhtchourine qui devait opérer mardi le président.

Ce dernier, dans une adresse au pays rendue publique, mardi, la matinée, a assuré que la Russie « ne resterait pas une seconde sans dirigeant ». Mais qu'il n'avait « pas l'intention de rester longtemps à l'hôpital » et qu'il « pense rapidement travailler comme avant ».

« GENS DE CONFIANCE »

Dans ce message, Boris Eltsine rend hommage à Viktor Tchernomyrdine et à ses « autres collaborateurs, des gens de confiance sur qui repose une grande responsabilité ». Une précision qui s'imposait alors que les médias russes n'ont cessé depuis septembre de commenter les luttes de pouvoir autour du président, exacerbées par les perspectives d'une élection présidentielle anticipée. Chacun en Russie s'accorde pour estimer que ce pouvoir est détenu par un tandem

officiel, Viktor Tchernomyrdine et le chef de l'administration présidentielle, Anatoli Tchoubais. Ainsi que par un trio occulte, composé des deux mêmes dirigeants et de la fille cadette du président, Tatiana, qui gèrerait les contacts de son père avec le monde extérieur depuis l'aggravation de son état de santé.

Mais dans la perspective d'une présidentielle anticipée, le très ambitieux Anatoli Tchoubais, auteur des impopulaires privatisations, n'a guère de chances, dans l'immédiat du moins. Ce qui laisserait, comme prétendants possibles à la succession, M. Tchernomyrdine, le maire de Moscou Loujov, le chef communiste Guennadi Ziouganov et – une hypothèse toute fraîche relevée samedi par un quotidien russe – celle qu'on appelle, désormais, « la princesse du Kremlin ».

Sophie Shihab

Des élections en Tchétchénie fin janvier

Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, a donné, lundi 4 novembre à Moscou, son accord de principe pour la tenue, le 27 janvier, d'élections législatives et présidentielle en Tchétchénie, date annoncée par les dirigeants tchétchènes. M. Tchernomyrdine, qui a annoncé son intention de rencontrer la direction tchétchène, a déclaré, lors d'une réunion du Conseil de sécurité russe, que l'organisation de ces élections était une « question complexe », mais qu'elles pourraient avoir lieu à condition que « la sécurité soit garantie », et que les 300 000 ressortissants tchétchènes qui se trouvent actuellement hors de la république, puissent participer aux scrutins. Fin octobre, le responsable du dossier tchétchène au Kremlin, Ivan Rybkine, avait conditionné l'organisation d'élections à une « démission » de la république, tandis que les indépendantistes insistaient, de leur côté, sur un « retrait total » des forces russes.

La maladie du président, un secret d'Etat intenable

MOSCOU

de notre correspondante
L'intervention chirurgicale, menée mardi 5 novembre au centre cardiologique Tchazov à Moscou, était déjà devenue l'opération « la plus médiatisée de l'histoire », malgré tous les efforts de l'entourage présidentiel pour l'éviter. Le recours au secret à la mode soviétique fut encore utilisé l'été dernier, lorsqu'une nouvelle rechute cardiaque du président sortant, entre les deux tours de scrutin, fut cachée à la population, dont la majorité choisit alors de réélire Boris Eltsine pour quatre ans. Mais la Russie de cet hiver 1996 n'est plus celle d'antan, et les murs du Kremlin, comme ceux des cliniques pour dignitaires, ne sont plus étanches : des « fuites » d'informations ont ponctué toutes les péripéties ayant précédé le moment critique de l'intervention chirurgicale.

Ce moment aurait dû, lui aussi, être gardé secret jusqu'à la fin : la date de l'opération ne devait être annoncée qu'une fois engagée, avait précisé la semaine dernière le porte-parole du président, Sergueï Iastrjembki. Mais, dimanche, le quotidien Komсомolskaja Pravda annonçait, citant « une source haut placée de l'administration présidentielle », que l'opération pourrait avoir lieu mardi. M. Iastrjembki avait alors tenté de relativiser la signification de

l'arrivée, le même jour à Moscou, du cardiologue américain Michael DeBakey. Ce « patriarche » de la cardiologie, chargé par Bill Clinton d'assister ses collègues russes, avait multiplié les interviews pour affirmer que l'état de santé du président s'était amélioré, et que l'opération pourrait être menée rapidement.

« DISPARITIONS »

Alors que le Kremlin annonçait, lundi soir, qu'aucune information ne serait diffusée sur les conclusions du concile de médecins tenu dans la journée, une « source informée », citée par la radio Echos de Moscou, affirmait que l'opération était prévue pour le lendemain. Un bulletin médical annonçait alors que l'état du président était « optimal » pour une intervention, des forces de police étaient placées ostensiblement autour du centre Tchazov. Et, surtout, le patriarche de Moscou et de toutes les Russies, Alexis II, lançait aux fidèles un appel à prier pour le président « non seulement aujourd'hui, mais aussi dans les jours qui suivront l'opération ». Celle-ci porte, en effet, de sérieuses menaces de complications. Car l'histoire des maladies de Boris Eltsine est aussi longue que celle de sa décennie de vie publique à Moscou.

Ses premières alertes cardiaques remontent aux débuts que lui ont

fait subir Mikhaïl Gorbatchev et les « conservateurs » du Kremlin en 1987 et 1988. Mais c'est après son élection à la tête du nouvel Etat russe que le monde entier commença à s'interroger sur ses « refroidissements » et « fatigues » diverses. Victime d'un « léger malaise cardiaque » après le putsch raté de 1991, Boris Eltsine apparut, ensuite, de plus en plus souvent en état d'ébriété, un penchant qui n'avait rien d'un secret.

Les incidents publics s'étaient multipliés – durant sa première tournée aux Etats-Unis, au Soviet suprême, lors de sommets de la Communauté des Etats indépendants (CEI), à Berlin, à l'aéroport de Shannon... En janvier 1995, une nouvelle « disparition », coïncidant avec l'entrée des troupes russes en Tchétchénie, reçoit une explication officielle (opération de la cloison nasale), qui ne fait plus sourire les Russes. En juillet et octobre, des montages télévisés maladroits avaient mal dissimulé la gravité de deux hospitalisations successives du président.

Boris Eltsine brave ensuite tous ceux qui lui conseillent de ne pas se présenter à l'élection présidentielle de juin 1996. Plus tard, son garde du corps, Alexandre Korkjakov, entre-temps remercié, accusa ses rivaux de l'entourage présidentiel d'avoir ignoré des conclusions médi-

cales interdisant à Boris Eltsine de poursuivre sa campagne électorale éfrénée. Mais si la campagne à l'américaine, organisée par ses rivaux, a entraîné une nouvelle crise cardiaque du président, elle a surtout permis son maintien au pouvoir.

Son nouvel entourage, dirigé par sa fille cadette, Tatiana Diatchenko, le chef de file libéral Anatoli Tchoubais et une poignée de banquiers ayant financé la campagne, a réussi à obtenir des médias russes une complicité de fait pour cacher la chute présidentielle. Une fois réélu, Boris Eltsine annonce lui-même, le 5 septembre, qu'il se soumettra à une opération. Mais les vieilles habitudes ont façonné des esprits portés au doute et aux « théories du complot ».

L'hebdomadaire Itogi, qui se dit bien informé, affirmait encore, dans son édition de lundi, que l'opération de Boris Eltsine est à ce point risquée, que le mieux, pour lui et pour son entourage, serait de ne pas la subir, tout en annonçant qu'elle s'est déroulée avec succès. De toute façon, une bonne période de convalescence est prévue, qui pourrait dépasser les deux mois maximum, dont a parlé le bon professeur DeBakey.

S. Sh.

3 900 F*

Nouveau prix jours au
de l'aller / départ de
retour Roissy.
Paris- Pour aller
Vienne à l'Est,
en "Grand Austrian
Class Airlines,
Europe". l'exactitude et
la nouvelle le confort de
classe la nouvelle
destinée aux "Grand Class
voyageurs Europe".
d'affaires. welcome
4 vols par to Austrian Airlines

AUSTRIAN AIRLINES

Le Tribunal suprême espagnol « blanchit » Felipe Gonzalez dans l'affaire des GAL

Une victoire pour l'ancien chef du gouvernement socialiste

Le Tribunal suprême espagnol a décidé, mardi 5 novembre à Madrid, de ne pas citer à comparaître Felipe Gonzalez dans l'affaire des « escadrons de la mort » an-

MADRID
de notre correspondant
Par six voix favorables, et quatre contraires, les dix juges du Tribunal suprême, la plus haute instance judiciaire espagnole, ont décidé, dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 novembre, de « blanchir » l'ancien chef de gouvernement socialiste, Felipe Gonzalez, dans l'affaire des GAL, ces groupes antiterroristes de libération, responsables de plus d'une vingtaine d'assassinats dans les milieux séparatistes basques, au cours des années 80.

Les juges qui avaient à se prononcer sur un des quatre grands dossiers concernant les actions des GAL, en l'occurrence celui de Segundo Marey, enlevé « par erreur » à Hendaye en décembre 1983, ont donc finalement décidé, après sept heures de débat, de ne pas citer à comparaître M. Gonzalez, ni en tant que témoin ni surtout en tant qu'accusé.

PAS DE PREUVES

Ce dernier avait été mis directement en cause, à plusieurs reprises, durant l'été 1995 et le printemps 1996, à la fois par Ricardo Garcia Zambrano, l'ex-secrétaire général du Parti socialiste (PSOE) en Espagne, qui avait affirmé que Felipe Gonzalez « avait pris lui-même la décision d'intervenir dans le sud de la France

contre l'ETA », de même que par Luis Roldan, l'ancien directeur de la Guardia Civil, qui accusait l'ex-chef de gouvernement d'« avoir toujours tout su sur les GAL ».

Estimant ces déclarations « insuffisantes », car non étayées par des preuves, le Tribunal suprême a préféré « blanchir » M. Gonzalez, ainsi que deux autres dirigeants socialistes, l'ancien vice-président du gouvernement, Narcis Serra et l'ex-secrétaire à l'Organisation politique, du PSOE, José Maria Benegas. Déjà en avril, le juge qui instruisait l'affaire, Eduardo Moner, avait une première fois décidé, faute d'indices suffisants, de mettre M. Gonzalez hors de cause, mais cette décision avait fait l'objet de plusieurs recours.

Felipe Gonzalez, qui clame son innocence depuis le début, est-il cette fois définitivement tiré d'affaire, à propos des GAL ? En théorie oui, si aucune « preuve », naturellement, ne surgit contre lui, dans les autres dossiers. Mais même s'il est mis hors de cause sur le plan judiciaire il lui faudra aussi se « blanchir » totalement aux yeux d'une opinion publique qui peut toujours conserver un doute. D'autant que l'ancien ministre de l'Intérieur, José Barrio-nuevo, ainsi que l'ex-secrétaire d'Etat à la Sécurité, Rafael Vera, ont été inculpés, alors que M. Gonzalez, qui fut leur « pa-

tron » direct, est totalement innocent.

Le leader socialiste, sans doute en partie parce qu'il était freiné depuis des mois par l'attente du verdict dans l'affaire des GAL, a adopté, en tant que chef de l'opposition, un profil singulièrement bas. Il va pouvoir relever quelque peu la tête. Mais il n'est pas dit qu'il change de ton pour autant.

CHAMPRE

Au printemps, lors de la campagne électorale pour les élections législatives, Felipe Gonzalez, en dépit d'un charisme incontestable, s'était attiré de nombreuses critiques et avait été violemment mis en cause dans une partie de la presse. Face à un chef de gouvernement conservateur, José Maria Aznar, sans doute plus fâché, mais qui a eu au moins le mérite de tenter de calmer le jeu politique, Felipe Gonzalez a mené, pour lui donner en quelque sorte la réplique, une politique d'opposition mesurée et constructive qui se révèle payante.

En effet, il y a quelques jours, les sondages indiquaient un regain de faveur du PSOE - qui, s'il y avait de nouvelles élections, battrait la droite - et surtout une remontée de popularité de Felipe Gonzalez, redevenu l'homme politique favori des Espagnols.

Marie-Claude Decamps

M. Milosevic est assuré d'une majorité confortable au Parlement yougoslave

Le président serbe, dont le parti a remporté les élections du dimanche 3 novembre, envisage une modification de la Constitution pour se maintenir au pouvoir au-delà du terme normal

LE PRÉSIDENT de Serbie, Slobodan Milosevic, a réussi une fois de plus son pari. La victoire de son parti aux élections du dimanche 3 novembre lui assure un avenir politique dégagé. Car l'appareil caractéristique de ce scrutin, destiné à désigner les députés d'une



ANALYSE

Chambre fédérale et les conseillers municipaux, cachait un enjeu d'une autre ampleur : deux fois élu à la tête de l'Etat serbe, Slobodan Milosevic est constitutionnellement dans l'impossibilité de solliciter, en décembre 1997, un troisième mandat. Or, comme le souligne un diplomate de Belgrade, « sa seule manière d'abandonner le pouvoir, c'est d'en obtenir un encore plus grand ». La confortable majorité qu'il a obtenue à l'Assemblée des citoyens - une des deux Chambres du Parlement fédéral, avec l'Assemblée des Républiques - lui permet d'envisager sereinement un changement sur mesure de la Constitution.

La palette des possibilités qui s'offre à Slobodan Milosevic est large. La plus simple est d'imaginer une levée de l'interdiction constitutionnelle de renouvellement de mandats. Mais un peu à l'écart dans son costume de président de la République de Serbie - qui forme avec la République du Monténégro la République fédérale de Yougoslavie (RFY) - le dirigeant socialiste s'oriente, selon de nombreux observateurs, vers la conquête de la fédération, en envisageant d'être candidat au poste de premier ministre ou, mieux, président élu de la République fédérale, après une modification de la Charte suprême.

Par ce tour de passe-passe, il mettrait fin à une sorte de fiction. Actuellement le président de la République fédérale de Yougoslavie est élu par le Parlement fédéral. Mais Zoran Djindjic, désigné le 25 juin 1993, n'a que l'apparence du pouvoir face à un Slobodan Milosevic porté par le suffrage universel et sa coalition de partis de gauche. « La RFY est en fait une coquille vide », explique un observateur. Une anecdote le résume. Lors d'un récent voyage en Chine, M. Djindjic prononce un discours à l'issue duquel il précise devoir « remettre notre président Slobodan Milosevic », devant la traductrice interloquée qui lui fait remarquer : « Mais

c'est bien vous le président ? »

Slobodan Milosevic a le pouvoir de fait, à tel point qu'il est le seul signataire des accords de Dayton, alors que la politique étrangère est du ressort théorique de la présidence fédérale. Avec les changements prévus dans la Constitution, le nouveau chef de l'Etat fédéral sera élu au suffrage universel, et disposera d'un moins deux mandats. Les préparatifs de cette transformation avaient déjà commencé avant même le scrutin de dimanche. Avec, par exemple, un vaste plan de transfert de la police du ministère de l'Intérieur de la République serbe vers le ministère fédéral.

Artisan de cette transformation des institutions, Slobodan Milosevic peut aussi envisager par ce biais d'améliorer la situation de la province du Kosovo - où une écri-

naliste présidente des Serbes de Bosnie, Biljana Plavsic, qui leur avait adressé un pourtant bien envenimé message de soutien. Une illustration de la tentation qu'a l'opposition de reprendre le flambeau nationaliste.

La démission - officiellement pour raisons de santé - de l'ancien gouverneur de la banque centrale Dragoslav Avramovic, qui avait un temps accepté d'être la tête de liste de l'opposition, n'a fait qu'aviver la guerre des chefs en son sein. La coalition, baptisée Ensemble, peut, à juste titre, s'interroger sur les éventuelles pressions du régime pour forcer l'ex-gouverneur à renoncer. L'opposition a aussi toutes les raisons de souligner la maladresse de l'appareil d'Etat sur les chaînes de télévision et la majorité de la presse, qui ont le plus souvent totale-

Les Etats-Unis « inquiets » pour la démocratie

Le département d'Etat américain a souligné, lundi 4 novembre, qu'il était « très inquiet depuis longtemps à propos du développement de la démocratie en Serbie et au Monténégro », en réaction aux élections législatives et municipales qui ont eu lieu dimanche 3 novembre en République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro). La coalition au pouvoir a pour sa part proclamé sa « très nette victoire, plus nette que lors de toutes les élections précédentes », a déclaré le porte-parole du Parti socialiste (SPS). Selon des résultats encore partiels, le SPS obtiendrait une majorité des 138 sièges que compte l'Assemblée fédérale des citoyens. L'opposition s'est déclarée « satisfaite » de son score, « compte tenu des conditions et du blocus médiatique » qu'elle a subi de la part du parti au pouvoir. (AFP)

sante majorité d'Albanais revendiquent l'indépendance, - puisque l'autonomie pourrait être plus facilement envisagée dans le cadre d'une vraie fédération. Il confirme de toute manière qu'il est le seul maître à bord, avec à tout le moins la bienveillance d'une communauté internationale qui, affirme un diplomate occidental, « a appris à travailler avec lui, et qui a beaucoup de raisons de s'en satisfaire, à l'exception notable de la coopération avec le Tribunal pénal international ».

OPPOSITION DÉMUNIE

Face à cette stratégie, l'opposition apparaît bien démunie. Ses dirigeants ont en fait le plus grand mal à s'adapter aux multiples évolutions du régime qu'ils combattent. Au point que, pour se distinguer d'un président Milosevic qui souligne sans cesse son engagement - tout de même récent - pour la paix, ils croient habile de faire applaudir en plein meeting de clôture de campagne l'ultra-natio-

ment ignoré sa campagne. Mais en l'absence de programme cohérent, d'engagements clairs sur la question du nationalisme, ou sur la politique à mener dans le Kosovo, elle ne peut recueillir que l'écume du mécontentement, sans inquiéter outre mesure le régime en place. Et ce ne sont pas les quelques mairies conquises - qu'un dirigeant présentait, avant même le scrutin, comme devant être extrêmement difficiles à gérer - qui changeront quelque chose. Même la situation économique et sociale très difficile et l'absence prévisible d'amélioration à court terme n'ont pas de prise sur un électoral sonné après cinq années de guerre, et qui, devant l'absence d'alternance crédible, a prouvé par son abstention massive qu'il se désintéressait quelque peu des querelles politiques et laissait à Slobodan Milosevic la possibilité de poursuivre comme il l'entend la consolidation de son pouvoir.

Denis Hautin-Guibaut

La Roumanie devrait connaître une alternance démocratique pour la première fois depuis soixante ans

BUCAREST

On aurait dit une soirée de dimanche ordinaire à Bucarest si ce n'était une poignée de jeunes gens bruyants qui, munis de trompes et de drapeaux, arpentaient les rues du centre-ville en klaxonnant et en scandant « Emili ! », le prénom du héros du moment. « C'est pourtant un jour historique », s'écriait un étudiant en brandissant une affiche électorale représentant Emil Constantinescu.

Souriant sous sa barbe d'instincteur de la III^e République, le candidat de la Convention démocratique de Roumanie (CDR) venait en effet d'amener l'opposition aux portes du pouvoir. Mais, lors des débordements populaires connus dans les mois qui s'écouleront de la « révolution » jusqu'à la sanglante descente des mineurs en juin 1990, les Roumains ont reçu avec indifférence, voire apathie, un événement qui devrait, à plus d'un titre, faire date dans leur histoire contemporaine. Pour la première fois depuis la chute de la dictature de Nicolae Ceausescu, en décembre 1989, l'opposition, conduite par la CDR et l'Union social-démocrate (USD) de l'ancien premier ministre Petre Roman, est en effet en passe d'accéder au pouvoir à l'issue des élections législatives et du premier tour de la présidentielle organisés dimanche 3 novembre.

Jusqu'alors, la Roumanie était le seul pays de l'Est à ne pas avoir connu d'alternance politique. Ion Diaconescu, le président du Parti national paysan chrétien-démocrate - formation « historique » et colonne vertébrale de la CDR - rappelait une autre singularité : « Si les résultats se confirment, ce serait la première fois depuis soixante ans qu'un gouvernement roumain changerait par la voix des urnes, et non par une dictature, par la guerre, par les mineurs ou par une révolution. » « Le pays, ajoutait-il, a fait un grand pas vers la démocratie. »

Mardi matin, les résultats définitifs, transmis par plus de 80 % des bureaux de vote du pays, confirmaient les tendances établies à la sortie des bureaux de vote, où les Roumains se sont déplacés en grand nombre. A l'issue de ces élections législatives à un tour, la CDR (30 % des voix), l'USD (13,5 %) et l'Union démocratique des Magyars de Roumanie

(UDMR), représentant les intérêts de la minorité hongroise, sont quasiment assurés de remporter la majorité absolue des sièges à la Chambre des députés et au Sénat. Crédité de 23 % des suffrages, le Parti de la démocratie sociale de Roumanie (PDSR) du président Ion Iliescu limite les dégâts, malgré l'usure de sa popularité provoquée par sept ans de pouvoir et de réformes douloureuses pour la population, bien que menées à pas comptés. « Nous nous attendions à perdre encore plus d'électeurs », confiait même le chef de l'Etat, qui, depuis la chute de Ceausescu, conduit les destinées du pays.

Le président sortant peut compter sur le réflexe conservateur du très large électoral rural, qui lui est toujours acquis

La sanction des électeurs a moins touché le PDSR que ses anciens alliés, avec lesquels cette formation avait bruyamment rompu quelques mois seulement avant le scrutin. Seuls les ultranationalistes du Parti de l'union nationale de Roumanie (PUNR) ont péniblement franchi la barre des 3 % des suffrages exprimés nécessaires pour faire leur entrée au Parlement. En revanche, les ex-communistes du Parti socialiste du travail (PST) n'ont pas atteint le seuil requis, ce qui rend impossible la reconduction de l'ancienne majorité. De même, du côté de l'ancienne opposition, les agrariens et les libéraux du Parti pour l'Alliance civique de Roumanie (PACR) et du PC 93 sortent du Parlement.

Politicien mûré aux allures de bon père du peuple, Ion Iliescu, habitué à rebondir, a personnellement mieux résisté que son parti. Cet ancien responsable communiste sous Ceausescu, tombé ensuite en disgrâce avant de devenir réformateur - au temps de la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev - puis l'homme de la transition roumaine, arriverait en tête au premier tour, avec 32 % des voix, devant M. Constantinescu (28 %), M. Roman (20 %) et György Frum-

da (UDMR, 6 %). Tout se jouera donc entre les deux tours. Théoriquement, le candidat de la droite dispose d'un réservoir de voix suffisant pour effacer le sévère échec de 1992. Mais le président sortant peut compter sur le réflexe conservateur du très large électoral rural, qui lui est toujours acquis. Une cohabitation - thème autour duquel le chef de l'Etat a bâti une partie de sa campagne électorale - n'est pas à exclure. M. Constantinescu a certes salué la « volonté de changement exprimée par la population », mais a également exhorté les électeurs à « ne pas s'endormir sur les lauriers d'une victoire supposée » et à se mobiliser pour le second tour, prévu dimanche 17 novembre.

En attendant ce rendez-vous, les grandes manœuvres ont commencé au sein de l'opposition. En cas d'échec à la présidentielle, elle devrait en effet se présenter devant le chef de l'Etat, qui, selon la Constitution, nomme le premier ministre, choisit au sein du parti arrivé en tête aux législatives. Le succès de M. Constantinescu serait loin de résoudre tous les problèmes. La nouvelle majorité, élue pour quatre ans comme le président, doit dès aujourd'hui tracer un trait sur ses promesses électorales, souvent populistes, pour dégager un programme commun minimal de gouvernement.

L'enjeu est de sortir la Roumanie de sa léthargie. « Le futur gouvernement devra aborder les problèmes budgétaires et monétaires et accélérer le rythme des réformes s'il veut obtenir de nouveaux crédits du Fonds monétaire international », a averti l'Organisation internationale. Or l'application de ces recommandations sera nécessairement douloureuse pour la population, notamment pour ce qui concerne la restructuration du gigantesque secteur industriel d'Etat.

L'actuel gouvernement était conscient du problème, mais a eu peur de s'y attaquer en raison du coût social élevé qu'il induit. Pour l'opposition, l'exercice s'avèrera d'autant plus périlleux qu'elle comprend des formations qui couvrent un large spectre politique, allant des libéraux aux sociaux-démocrates, des nationalistes aux défenseurs de la minorité hongroise. Le temps des meetings est bien terminé.

Christophe Chatelot

LES FRANÇAIS ET L'ARGENT

DIX SIÈCLES D'UNE PASSION SECRÈTE



- Comment les Français se sont enrichis depuis un siècle.
- Le mythe du franc fort.
- Les catholiques sont-ils de mauvais capitalistes ?
- Corruption des hommes publics : un phénomène qui remonte à l'Ancien Régime. Mais qui n'a jamais épargné la République.
- Palmarès des dix plus grosses fortunes de France.

N° 204 - NOVEMBRE 1996 - EN KIOSQUE - 36 F

Découverte de vestiges ptolémaïques à Alexandrie

ALEXANDRIE. Le chasseur d'épaves français Franck Goddio a affirmé, dimanche 3 novembre, avoir complété la cartographie de la cité antique d'Alexandrie. Fondateur de l'Institut européen d'archéologie sous-marine, M. Goddio, qui a obtenu il y a un an un permis de fouille des antiquités égyptiennes, aurait découvert des vestiges permettant de localiser dans le port d'Alexandrie les anciens palais de Cléopâtre et d'Antoine, engloutis depuis seize siècles. « Toutes les pièces archéologiques, découvertes au cours de plus de 1 000 plongées, d'époque ptolémaïque, confirment que le port Est a connu l'épopée de Cléopâtre », a-t-il indiqué. (AFP)

Israël demande aux Etats-Unis et à l'Allemagne d'intercéder auprès de l'Iran et de la Syrie

JÉRUSALEM. Israël a sollicité pour la première fois une intervention de pays occidentaux pour tenter de prévenir une attaque-suicide du Jihad islamique palestinien, en leur demandant de faire pression sur l'Iran et la Syrie, supposés avoir de l'influence sur les extrémistes palestiniens, a annoncé, lundi 4 novembre, la présidence du conseil. Le Jihad islamique est suspecté de vouloir perpétrer une attaque à l'occasion du premier anniversaire du meurtre de son chef Fathi Chakaki, à Malte, imputé à des agents israéliens. Israël a maintenu lundi le bouclage total des territoires palestiniens, qui condamne au chômage près de 50 000 Palestiniens privés de leur travail. (AFP)

ASIE

■ **AFGHANISTAN** : les talibans ont dépêché des renforts dans l'est du pays, où ils ont subi récemment des revers face aux troupes de l'ex-gouvernement, a annoncé, lundi 4 novembre, Maulvi Sadar Azam, gouverneur adjoint taliban de la province du Nangarhar. Les troupes fidèles à l'ancien président Rabbani se sont emparées d'un district situé près de la frontière du nord du Pakistan. (Reuters)

■ **CAMBODGE** : une nouvelle division - 300 hommes - des forces khmères rouges a décidé de se rallier aux forces gouvernementales, ont déclaré lundi 4 novembre des responsables cambodgiens. 4 000 rebelles s'étaient ralliés en août, à la suite de l'engagement de l'armée de Pol Pot, et 8 000 autres combattants ont fait de même au cours du week-end. (Reuters)

AMÉRIQUES

■ **CHILI** : le gouvernement a mis en concurrence quatre constructeurs d'avions de combat, en leur adressant une demande sur les conditions auxquelles ils pourraient lui vendre entre seize et vingt appareils. Il s'agit de Lockheed (le F-16), de McDonnell Douglas (le F-18), du suédois SAAB (le Gripen) et de Dassault (le Mirage 2000-5). Les livraisons à l'armée de l'air chilienne devraient intervenir en 2000.

■ **ÉTATS-UNIS** : le chanteur Michael Jackson a annoncé qu'une « amie de longue date » allait bientôt donner naissance à un enfant dont il est le père. La future maman, Debbie Rowe, présentée comme « une proche amie depuis quinze ans », est une infirmière de trente-sept ans. Elle doit accoucher au début de 1997. L'enfant aurait été conçu par insémination artificielle. (AFP)

EUROPE

■ **ARMÉNIE** : l'ambassadeur d'Arménie à Londres, Armen Sarkissian, a été nommé, lundi 4 novembre, premier ministre par le président Levon Ter-Petrossian. M. Sarkissian remplace Grant Bagratian, qui semblait tombé en disgrâce depuis l'élection présidentielle du 22 septembre, dont la régularité avait été contestée. (AFP)

■ **BIÉLORUSSIE** : la Cour constitutionnelle de la Biélorussie a annoncé, lundi 4 novembre, que les deux référendums concurrents prévus le 24 novembre (l'un par le président Loukachenko, l'autre par le Parlement) pour modifier les prérogatives présidentielles n'auraient qu'une valeur consultative. (AFP)

AFRIQUE

■ **ALGÉRIE** : dix femmes et trois enfants ont été égorgés dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 novembre, par un groupe armé, à Douaouda, à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'Alger, ont rapporté, mardi, plusieurs quotidiens privés algériens. Selon les mêmes sources, le groupe armé, composé d'une vingtaine d'hommes, a attaqué à la grenade la maison où logeaient les victimes avant de les achever alors qu'elles tentaient de fuir. Plusieurs attentats particulièrement meurtriers, attribués officiellement aux groupes islamistes armés, ont endeuillé, ces derniers mois, la région où s'est déroulé le drame. (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL** : la Cour suprême a bloqué provisoirement, lundi 4 novembre, un projet de loi de l'intérieur assouplissant les conditions d'attribution du port d'arme (Le Monde du 5 novembre). La cour, saisie par un député de gauche, se prononcera ultérieurement. (AFP)

Le Vatican suspend sa contribution à l'Unicef

Le Saint-Siège a décidé de suspendre cette année sa contribution toute symbolique (2 000 dollars par an) au Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Raison avancée lundi 5 novembre par le Vatican : le financement par l'Unicef de campagnes en faveur du contrôle des naissances et de l'avortement. Dans un communiqué, la mission vaticane auprès de l'agence de l'ONU cite notamment la participation de l'Unicef à la publication d'une revue des Nations unies « *variant la distribution de contraceptifs post-coïtaux à des femmes en situation de réfugiées* » et donnant des informations « *selon lesquelles du personnel de l'Unicef distribue dans plusieurs pays des contraceptifs et fournit des conseils pour leur utilisation* ». (Reuters)

(Publication judiciaire)

Suivant jugement prononcé par le T.G.I. de Versailles le 23/11/93 à la requête notamment de la S.A. MONTGOLFIER-ETANG, confirmée par arrêt de la Cour d'Appel de Versailles du 9/05/96, il a été jugé que les éléments distinctifs de la gamme « *Astronomie* » créée (...) pour la S.A. MONTGOLFIER-ETANG, ont été contrefaits par la société IKEA pour la création de la gamme « *Maribel* », constituée des mêmes objets (assiettes...) ; des mêmes couleurs bleue, or et crème, des mêmes agencements de formes et de couleurs sur les sites de l'assiette (...) PAR CES MOTIFS (...) Constate que la société IKEA a commis des faits de contrefaçon au détriment (...) et de la S.A. MONTGOLFIER-ETANG. « *Interdit à la société IKEA d'offrir à la vente ou de vendre tout élément de vaisselle de la ligne « *Maribel* » (...)* »

Ordonne, sous contrôle d'un ou plusieurs huissiers, la destruction des stocks de vaisselle de la ligne « *Maribel* », ainsi que de tous les prospectus visant cette gamme (...).

En outre, diverses condamnations pécuniaires ont été prononcées à l'encontre de la SNC Meubles Ikea France.

Pour extrait, Cabinet de Maître Michèle BITTON Avocat à la Cour d'appel de Paris.

Après des débuts hésitants en politique étrangère, Bill Clinton a réussi à s'imposer

Les dossiers internationaux n'auront guère pesé dans la campagne électorale

Les deux principaux candidats à l'élection présidentielle du 5 novembre, le président sortant, Bill Clinton, et le candidat républicain, Bob Dole, dé-

fendent des programmes très proches en politique étrangère. Ils s'accordent sur le maintien de l'engagement américain dans le monde, comme

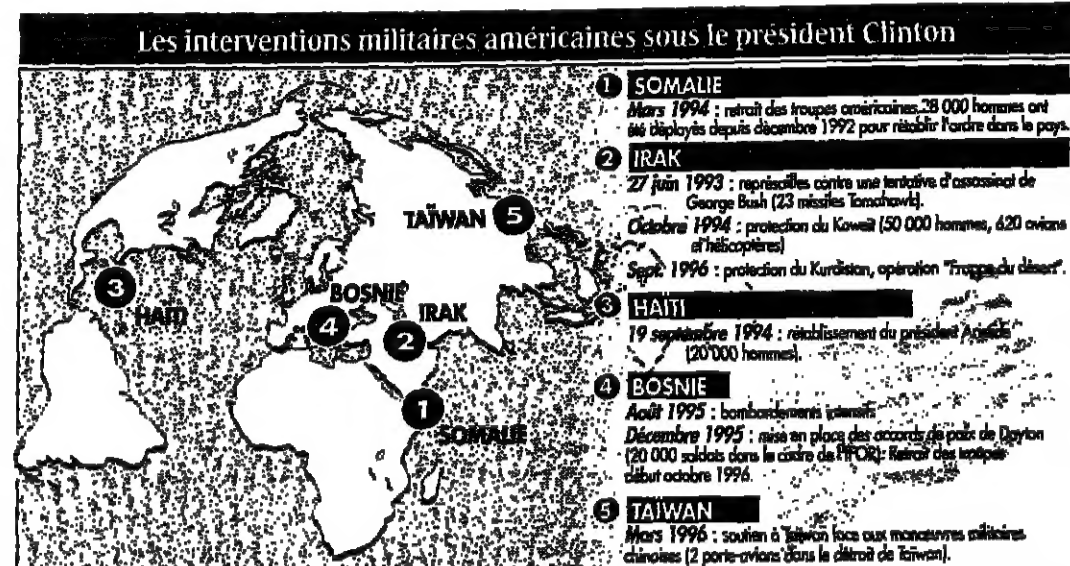
M. Dole l'avait prouvé l'an dernier en appuyant la décision de M. Clinton d'envoyer 20 000 soldats en Bosnie (Lire aussi notre éditorial page 16).

WASHINGTON
de notre correspondant
Premier président américain de l'après-guerre froide à n'avoir pas connu la guerre, Bill Clinton est arrivé à la Maison Blanche en janvier 1993 sans avoir jamais touché à la politique étrangère.

ELECTIONS
Gouverneur d'un Etat, l'Arkansas, dont l'existence était à peine connue au-delà des frontières américaines, il avait promis aux électeurs de faire de l'économie sa priorité et avait battu le président George Bush, vainqueur de la guerre du Golfe, en l'accusant de s'être laissé accaparer par la diplomatie. Avec l'éclatement de l'Union soviétique, le monde venait d'hériter de trois nouvelles puissances nucléaires. Ecartés depuis douze ans de la Maison Blanche, les démocrates étaient coupés des grands dossiers internationaux. Tout promettait des débuts diplomatiques cahotants pour l'administration Clinton.

Ils le furent. Ils furent si cahotants qu'au bout d'un an à peine il était difficile de trouver à Washington un démocrate heureux, pour peu qu'il s'intéressât à la politique étrangère. « *Fiascos* », « *bavures* », « *zig-zag* », « *faiblesse* » furent sans doute les expressions les plus courues dans la chronique diplomatique de l'époque. En octobre 1993, à dix jours d'intervalle, les Etats-Unis subissaient deux humiliations que Bill Clinton n'était pas près d'oublier : dix-huit soldats américains étaient tués en Somalie, le corps dénué d'un d'entre eux trainé dans les rues de Mogadiscio, et une poignée de voyous gesticulant sur le quai de Port-au-Prince faisait rebrousser chemin à un navire de l'US Navy, le *Harlan County*, avec six cents soldats à bord. La Bosnie, pendant ce temps, s'enfonçait un peu plus dans le drame sous l'œil impuissant de l'Occident.

Bill Clinton doit apprendre sur le tas. Comme ses prédécesseurs, il apprit que le président de la première - et désormais seule - superpuissance mondiale ne pouvait ignorer le monde qu'il entourait. Il apprit si bien et la métamorphose fut si complète qu'à la fin de son premier mandat son bandicap initial était transformé en atout : le président Clinton est aujourd'hui un homme dont plus personne, à l'étranger ou chez lui, ne conteste l'autorité en politique étrangère, un chef d'Etat qui a pris goût à la diplomatie et aux moyens qu'il peut y mettre en œuvre, un politicien qui sait exploiter à son avantage la puissance que lui confère sur la scène internationale son rang de président des Etats-Unis, comme lorsqu'il convoque les protagonistes du conflit au Proche-Orient pour ten-



ter de sauver le processus de paix. Les attaques sur « *l'absence de leadership* » américain ont cessé : c'est plutôt, de nouveau, la propension américaine à décider seule que l'on dénonce. Existe-t-il pour autant une diplomatie Clinton ? Les mêmes experts sont bien en peine de la définir. C'est une diplomatie souvent empirique, une diplomatie du cas par cas ajustable aux aléas d'un monde changeant. Mais dans au moins deux domaines Bill Clinton a réussi à forger une méthode qui lui est propre : l'usage limité de la force et la diplomatie commerciale.

En Haïti et en Bosnie, il est parvenu, après de multiples hésitations et faux départs, à obtenir des résultats en combinant la diplomatie et

la diplomatie commerciale à Washington, « *des décisions politiquement risquées, qu'il faut porter à son crédit* ». Réel, le risque était néanmoins calculé.

A l'heure de la mondialisation, Bill Clinton a su également résister aux sondages en imposant aux syndicats et aux élus démocrates le traité de libre-échange de l'Amérique du Nord (Alena), puis en passant outre l'avis du Congrès pour sauver le Mexique de la faillite financière au moment de la crise du peso. Cette détermination à lier la politique étrangère à l'économie et à l'emploi, il l'avait acquise dès le début de son mandat et s'en est servi pour forcer l'ouverture des marchés japonais aux produits américains :

Le président sortant a réussi à forger une méthode qui lui est propre : l'usage limité de la force et la diplomatie commerciale

L'usage de la force : en Haïti, les auteurs du coup d'Etat militaire ont finalement été accusés à l'extrême par l'intervention des troupes américaines, et le président Aristide a pu revenir. Si l'ordre public et la prospérité sont loin de régner, la terreur et l'émigration sauvage ont cessé. En Bosnie, une fois que l'administration Clinton s'est résolue à prendre l'initiative au printemps 1995, un plan américain a été mis sur pied, sous l'impulsion de Tony Lake, conseiller à la sécurité nationale, qui a abouti aux accords de Dayton et à la cessation des hostilités.

Dans les deux cas, le président Clinton, auquel on reproche assez, en politique intérieure, de se laisser guider par les sondages, a décidé d'envoyer des troupes américaines à l'étranger - 20 000 hommes dans chaque opération - en prenant le contre-pied de l'humeur de ses compatriotes et du Congrès. C'était, estime Jeremy Rosner, expert à la

« *Clinton, affirme au New York Times Mickey Kantor, secrétaire au commerce, est le premier président à avoir réellement fait du commerce le pont entre la politique intérieure et la politique étrangère.* »

Ses détracteurs l'accusent de ne pas avoir, en quatre ans, réussi à élaborer une vision cohérente de la diplomatie américaine de l'après-guerre froide et de ne répondre qu'aux impératifs du court terme. Faux, rétorquent ses partisans : en Russie, l'administration Clinton avait choisi de soutenir Boris Eltsine, et, si elle a dû modérer ses ardeurs à mi-chemin, elle a tenu bon. Elle peut se targuer d'avoir obtenu le retrait des troupes russes des pays baltes, et surtout persuadé très tôt la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan de se débarrasser des armes nucléaires héritées de l'URSS. Parallèlement, de réels progrès ont été accomplis sur la voie de la construction de la sécurité euro-

péenne et de l'élargissement de l'Otan. Le président Clinton aurait du mal, en revanche, à se vanter de tels résultats sur l'un des dossiers les plus épineux de la politique étrangère américaine : les relations avec la Chine. Constamment partagé entre la défense des intérêts commerciaux américains et celle des droits de l'homme, Bill Clinton n'a cessé d'osciller à l'égard de Pékin. Nancy Soderberg fait à ce sujet un commentaire en forme d'aveu d'échec : « *Il faut être réaliste, dit-elle, sur l'étendue des progrès qu'il est possible de faire avec la Chine.* » Quant à la politique à l'égard de l'Irak, elle relève davantage, de l'avis général, de la gestion de crises successives que de la stratégie à long terme. Et la question cubaine, elle, largement cédée à la pression d'une année électorale, au risque de froisser les pays amis.

Conseiller de Bob Dole pour la politique étrangère, Paul Wolfowitz dénonce « *une diplomatie basée sur l'illusion : dans la plupart des cas, les problèmes ont simplement été retardés : c'est le cas pour la Bosnie, pour Haïti, pour l'Irak, pour la Corée du Nord.* » Nancy Soderberg elle-même admet que « *ces problèmes ne sont pas forcément résolus, mais des progrès importants ont été réalisés.* »

Un deuxième mandat Clinton peut permettre de transformer ces essais : l'horreur, le scénario catastrophe, est tout aussi concevable. Pour l'heure, Bill Clinton aura réussi à convaincre l'électorat qu'il n'a pas à pâlir de son bilan de politique étrangère, il aura coupé l'herbe sous le pied de ses adversaires républicains, qui n'ont pas osé l'attaquer sur ce point pendant la campagne car, pas plus que lui, ils n'ont su formuler de vision cohérente. Malgré les tensions suscitées par la lutte contre le terrorisme international, il aura fait accepter l'idée d'un deuxième mandat par ses partenaires européens.

Sylvie Kauffmann

La visite annoncée de Fidel Castro sème le trouble à Santiago

SANTIAGO
de notre correspondant

Une fois n'est pas coutume, le général Augusto Pinochet, chef de l'armée de terre et ancien homme fort du Chili, a fait preuve de clémence à l'égard d'une militante communiste. Histoire de commémorer dignement le putsch qui, il y a vingt-trois ans, renversa le régime démocratique du président Allende. Gladys Marin, présidente du Parti communiste chilien, avait publiquement traité le général de « *psychopathe* » et de « *maître-chanteur* », s'attirant des poursuites pour injures et calomnies assorties d'un bref séjour en prison (Le Monde du 1^{er} et 2 novembre). Mais le 31 octobre, à la surprise générale, le général Pinochet a annoncé, pour des « *raisons humanitaires* », pas autrement spécifiées, qu'il abandonnait sa plainte.

Ce revirement inattendu - le général avait clamé haut et fort qu'il « *irait jusqu'au bout* » - doit beaucoup au prochain sommet ibéro-américain qui se tiendra, du 9 au 11 novembre, à Santiago, en pré-

sence de vingt-trois chefs d'Etat et de gouvernement, dont le roi Juan Carlos d'Espagne. A la veille d'une réunion où l'on parlera beaucoup de démocratie et de liberté, le Chili, qui entend revenir avec éclat dans l'arène internationale, pouvait difficilement se permettre l'arrestation, pour écarts de langage, d'une dirigeante politique dont le mari a été assassiné sous la dictature. Et, apparemment, les autorités de Santiago ont su faire capoter leur projet au général Pinochet.

APPELS AU CALME

Pour autant, ce geste d'apaisement n'aura pas suffi à calmer l'agitation qui entoure le prochain sommet. Car parmi les chefs d'Etat attendus à Santiago figure... Fidel Castro. Ce dernier n'était pas revenu au Chili depuis 1971. A l'époque, le président cubain, accompagné de Salvador Allende, avait traversé le pays de long en large, prodiguant conseils et discours sur la façon de construire le socialisme. Les militants de gauche furent enthousiastes, mais dans l'opposition, le voyage avait été

dénoncé comme une inadmissible ingérence dans les affaires intérieures chiliennes.

Le retour du Lider Maximo à peine annoncé, les réactions ont jailli de toutes parts, menaçant la quiétude du prochain sommet. Un certain Rodrigo Eitel, leader d'un groupuscule d'extrême droite proche des services secrets de l'ancienne dictature et largement financé par les exilés cubains de Miami, a commencé par promettre qu'il ferait tout pour faire capoter la visite du président cubain.

D'autres activistes d'extrême droite lui ont emboîté le pas, distribuant des milliers de tracts dans les rues ou organisant la venue à Santiago du poète dissident cubain Armando Valladares. Ce dernier risque fort d'y croiser Hubert Matos, ancien camarade de M. Castro passé dans l'opposition après vingt ans d'incarcération, et qui a, lui aussi, annoncé sa venue. Des députés proches du général Pinochet exigent, eux, que Fidel Castro comparaisse en justice : c'est lui qui, disent-ils, aurait fourni les armes qui tuèrent, il y a quel-

ques années, un sénateur de leur obédience politique.

Autant de prises de position bien embarrassantes pour le gouvernement chilien qui tente de calmer le jeu. Tout en rappelant qu'il a le devoir de protéger ses visiteurs, quels qu'ils soient, il vient de lancer un appel à « *toutes les forces politiques* » pour qu'elles contribuent au succès de ce sommet si désiré. Ironie de l'histoire, seul le général Pinochet l'a, pour le moment, enteché.

Eduardo Olivares

(Publication judiciaire)

La 2^{ème} Chambre du Tribunal de Grande Instance de Rennes, par jugement du 13 mai 1996, a condamné la société SARRAZYN à la société TEXTILES FRANCE à verser à la société MONTAGNE BURTON des dommages et intérêts pour avoir importé et commercialisé des vêtements portant la marque « *BURTON* », commettant ainsi toutes les deux des actes de contrefaçon et, en outre, pour la société SARRAZYN, des actes de concurrence déloyale.

La France est prête à participer à une intervention humanitaire au Zaïre

Soutenu par Madrid, Paris suggère l'envoi de troupes pour « sécuriser » les secours, mais souligne qu'il n'est pas question d'agir seul. Des divergences apparaissent au sein de la communauté internationale sur les modalités de l'opération

Les rebelles, qui contrôlent désormais une partie des provinces du Kivu, dans l'est du Zaïre, ont annoncé un cessez-le-feu unilatéral de trois semaines pour permettre aux organisations humanitaires d'évacuer les réfugiés qui le souhaitent. Dans le même temps, le président Mobutu Sese Seko est arrivé, lundi 4 novembre, en France, dans sa résidence sur la Côte d'Azur, en provenance

de Suisse, où, depuis plus de deux mois, il était en traitement pour un cancer. Le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, a invité l'Organisation de l'unité africaine (OUA),

l'Europe, les États-Unis et le Canada à une réunion pour définir une « réaction immédiate » de la communauté internationale qui suppose l'envoi des « forces de sécurité » nécessaires pour venir en

aide au million de réfugiés déplacés. La France est « prête à s'engager, à la stricte condition qu'il y ait une participation européenne, africaine, américaine », a ajouté le ministre français.

Un tel projet peut surprendre, dans la mesure où Kigali, qui soutient actuellement la rébellion au Zaïre, s'il a régulièrement proclamé qu'il était favorable au retour des réfugiés, n'a rien tenté de concret, au cours des deux années passées, pour le faciliter. Le HCR sympathise avec le projet de Kigali, suivant ainsi le point de vue américain. « Il est de plus en plus évident que l'ensemble de l'opération entreprise par le Rwanda a eu la bénédiction des États-Unis », entend-on à Bruxelles. Le Rwanda, dont les plans pourraient se trouver contrecarrés par une opération internationale amenant notamment des Français au Kivu, tente actuellement de convaincre les pays de l'Union européenne dont il a l'oreille (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Irlande...) que la solution qu'il préconise est la meilleure.

A LA VEILLE du sommet régional prévu mardi à Nairobi en l'absence du Zaïre, la rébellion zairoise a annoncé un cessez-le-feu unilatéral de trois semaines. Affirmant parler depuis Bukavu, Laurent-Désiré Kabila s'est présenté comme le coordinateur de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Zaïre. Il a précisé que cette trêve doit permettre aux organisations humanitaires d'évacuer les réfugiés qui le souhaitent. Il a indiqué qu'à part quelques « poches de résistance », les rebelles « contrôlent » Bukavu et Gombe et les régions environnantes. A Kigali, le président rwandais, Pasteur Bizimungu, a également appelé à la trêve.

Un cessez-le-feu était l'une des conditions posées par l'Union européenne à une intervention humanitaire en faveur des centaines

de milliers de réfugiés déplacés par les combats. Lors du sommet franco-espagnol à Marseille, Jacques Chirac et José María Aznar, le chef du gouvernement espagnol, ont lancé, lundi soir, un appel solennel à la communauté internationale pour une action militaire d'urgence au Zaïre. « La France et l'Espagne, en liaison avec leurs partenaires européens, américains, ONU et OUA (Organisation de l'unité africaine), ont décidé d'unir leurs efforts, indiquent une déclaration commune. Le président de la République et le premier ministre d'Espagne ont examiné en détail les modalités possibles d'une sécurisation temporaire du Nord et du Sud-Kivu, pour permettre aux réfugiés de regagner les camps qu'ils ont quittés et aux populations déplacées de regagner leurs villages. Les deux pays participeront à une réunion interna-

tionale destinée à préparer cette opération à laquelle elles sont prêtes à contribuer et qui devrait être décidée par le Conseil de sécurité des Nations unies. » Paris et Madrid, nous signale notre envoyé spécial à Marseille, Henri de Bresson, souhaitent que le Conseil de sécurité se réunisse au plus vite, malgré les élections américaines. Du côté français, on réaffirme qu'il n'est pas question d'agir seul, mais dans le cadre d'une opération à laquelle participeraient d'autres pays européens, africains, et les États-Unis.

La Grande-Bretagne s'est montrée favorable à la création de « couloirs » humanitaires, mais a demandé « davantage de détails » sur l'« idée » française. Même prudence à Washington, où les autorités ont souhaité « plus d'informations », tandis que l'ambassadeur des États-Unis au Rwanda, Robert

Gibbin, déclarait : « Je ne vois pas l'utilité d'une intervention militaire extérieure » dans l'est du Zaïre, estimant qu'un cessez-le-feu sera observé dans cette région.

LANGAGE FERME

« L'aide humanitaire doit être acheminée d'urgence là où le million de réfugiés hutus se trouve, c'est-à-dire au Zaïre. Nous n'avons pas l'impression que ces gens veulent être rapatriés au Rwanda et aucune loi ne peut les forcer à rentrer, ce serait une déportation. » Tel est le langage, ferme, qu'Emma Bonino, commissaire européen chargé de l'action humanitaire, entendait tenir au ministre des affaires étrangères du Rwanda, en visite à Bruxelles, nous rapporte notre correspondant, Philippe Lemaître, et c'est dans ce sens qu'elle s'est déjà exprimée, lundi soir, lors d'une

communication téléphonique avec M^{me} Sadako Ogata, haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés.

Il semble qu'un clivage, plus politique que technique, divise le camp occidental, voire, entre eux, les pays de l'Union européenne. Les ministres des Quinze débattent du dossier, jeudi, à Bruxelles. Alors que se réunit la conférence de Nairobi, qui rassemble, mardi et mercredi, les dirigeants de la région des Grands Lacs, les tractions ont déjà commencé. Si l'on en croit les informations parvenues à Bruxelles, les Rwandais proposeraient que vivres, médicaments et autres équipements soient rassemblés au Rwanda et que les couloirs humanitaires soient mis en place dans le sens Zaïre-Rwanda, favorisant ainsi le retour d'un nombre important de réfugiés.

Ces mesures, qui s'apparentent à un état d'urgence non déclaré, ont été prises au lendemain de pillages commis à Binza-Ma Campagne, quartier résidentiel de la banlieue de Kinshasa, où nombre de ministres et de généraux occupent de somptueuses villas. La résidence de Muturi Wa Bashara, conseiller du premier ministre pour les problèmes concernant les réfugiés du Kivu, a été scrupuleusement pillée dimanche soir. La maison du député Rukwa Buba Shinga, exclu du Parlement pour nationalité douteuse, a aussi été pillée, ainsi que celle de M. Bisengimana Rwema, directeur de cabinet du maréchal Mobutu pendant une dizaine d'années. Les appels au calme lancés par M^{me} Nkoye Mafuta, gouverneur de Kinshasa, sur les ondes de la radio et de la télévision depuis plusieurs jours, n'ont

Le maréchal dans son paradis pour millionnaires

Le maréchal Mobutu Sese Seko est arrivé sur la Côte d'Azur, lundi vers 17 h 15, presque sans prévenir. Son avion, un DC 8 blanc de location, s'est posé sur l'aéroport de Nice alors que les autorités préfectorales n'avaient été alertées de sa venue que vers la fin-journée. Le président zairois est monté dans une Mercedes blindée. Une escorte du GIPN a assuré la sécurité du cortège tout au long du trajet, entre Nice et Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes). M. Mobutu s'est enfoncé dans sa propriété de la Villa Dei Mare. En Suisse, le départ imprévu de l'ancien président zairois, en traitement médical depuis le 15 août, a momentanément calmé les esprits. Un membre communiste du gouvernement du canton de Vaud, Josef Zisgys, n'a ainsi pas dissimulé son « soulagement » en apprenant la nouvelle. A Berne, les autorités helvétiques se montrent plus réservées mais elles ne regrettent pas de se voir débarrassées d'un hôte devenu encombrant.

A Kinshasa en quasi état d'urgence, les dirigeants attendent le président Mobutu comme le sauveur

KINSHASA

de notre envoyé spécial « Ah ! Mais j'aperçois le professeur Célestin Kabuya Lumuna ! C'est qu'il doit avoir une bonne nouvelle à nous donner ! », a lancé, lundi 4 novembre, le présentateur du journal télévisé de 20 heures, comme s'il était surpris de trouver sur son plateau le directeur adjoint du bureau du président. « Effectivement, j'ai une bonne nouvelle ! Le maréchal Mobutu Sese Seko sera parmi nous, au pays, dans les prochains jours », a annoncé, sans plus de détails, pour mettre fin au suspense, M. Kabuya, silhouette fine, coiffure rayée de militaire, barbe et lunettes d'intellectuel. « Il résulte du rapport de ses médecins que le maréchal a quitté la Suisse le 30 octobre. Aucune visite médicale n'étant plus attendue, le chef de l'État a déjà quitté la Suisse », a-t-il précisé. Il se trouve en France, où il prendra quelques contacts avant de regagner le pays », a-t-il ajouté, sans toutefois préciser la date de ce retour.

Le retour du maréchal-président est très attendu à Kinshasa, où le gouvernement peine à gérer la crise. Paradoxalement, la population (qui le considère il y a peu,

l'accusant de tous les maux), les militaires et la classe politique attendent le maréchal Mobutu comme un sauveur, comme l'homme providentiel, qui seul rendra au Zaïre son honneur perdu.

Le déballeage sur la place publique des problèmes militaires par le chef d'état-major, le général Enkai en personne, samedi, a ajouté à la confusion (Le Monde du 5 novembre). Les adversaires politiques du premier ministre Léon Kengo Wa Dondo, soutenus par plusieurs journaux zairois, tirent à boulets rouges sur le gouvernement, qu'ils essaient de contraindre à la démission. « Kengo désavoué par les forces armées zairoises », « Enkai donne le signal de la chute du gouvernement Kengo », titrent notamment deux quotidiens de l'opposition radicale.

PILLAGES

Le gouvernement, qui a reconnu lundi soir, par la voix de son porte-parole, le ministre de l'Information Bogno Makeli, avoir perdu le contrôle de Gombe et de Bukavu, les chefs-lieux du nord et du sud-Kivu, semble avoir choisi la fermeté pour reprendre le contrôle de la

situation - du moins dans la capitale, Kinshasa, où dérapages, comme à l'accoutumée, riment avec pillages. Le ministre, déclarant que « certains milieux politiques exploitent » cette situation de guerre à des fins politiciennes, a annoncé trois mesures gouvernementales destinées à maintenir l'ordre : « Interdiction, jusqu'à nouvel ordre, de toute manifestation publique sur l'ensemble du territoire national ; renforcement des patrouilles de jour comme de nuit dans tout Kinshasa, désormais divisée en quatre zones opérationnelles ; autorisation pour les patrouilles de tirer après sommations sur tous ceux qui se livrent à des visites domiciliaires illégales ou à d'autres actes de vandalisme. »

Ces mesures, qui s'apparentent à un état d'urgence non déclaré, ont été prises au lendemain de pillages commis à Binza-Ma Campagne, quartier résidentiel de la banlieue de Kinshasa, où nombre de ministres et de généraux occupent de somptueuses villas. La résidence de Muturi Wa Bashara, conseiller du premier ministre pour les problèmes concernant les réfugiés du Kivu, a été scrupuleusement pillée dimanche soir. La maison du député Rukwa Buba Shinga, exclu du Parlement pour nationalité douteuse, a aussi été pillée, ainsi que celle de M. Bisengimana Rwema, directeur de cabinet du maréchal Mobutu pendant une dizaine d'années. Les appels au calme lancés par M^{me} Nkoye Mafuta, gouverneur de Kinshasa, sur les ondes de la radio et de la télévision depuis plusieurs jours, n'ont

été que partiellement entendus. Des militaires ont fait leur apparition dès lundi soir dans les rues de Kinshasa à certains carrefours et devant les grands hôtels de la ville. Lundi matin, des soldats armés attendaient de pied ferme à la gare routière. C'est là, selon le mot d'ordre qui avait été donné avant que l'interdiction gouvernementale ne tombe, que les étudiants et les manifestants devaient se regrouper pour défiler dans les rues de Kinshasa. Les décisions gouvernementales ont été accueillies avec soulagement par une partie de la population. Mais ceux qui ont vécu les pillages massifs de 1991 et de 1995 se disent inquiets. Les militaires zairois, toutes armes confondues, avaient mis la ville et ses banlieues en coupe réglée.

Frédéric Fritscher

La grande prudence de la diplomatie sud-africaine

JOHANNESBURG

correspondance

L'Afrique du Sud est « prête à jouer un rôle » dans la crise de la région des Grands Lacs, mais dans la limite de sa « capacité ». Cette déclaration du président Mandela exprime bien la réticence de Pretoria à se placer en première ligne dans la résolution du conflit. L'Afrique du Sud est pourtant de plus en plus sollicitée par ses partenaires africains, mais aussi par les Européens.

Le poids de son économie, comparée à celle des autres pays de la région, et la stature de son président, prédisposent l'Afrique du Sud à jouer le rôle de leader régional. Officiellement, le pays se déclare prêt à endosser ce rôle, défini comme un des piliers de sa politique étrangère. Mais jusqu'à présent bien peu d'engagements concrets ont traduit dans les faits cette déclaration d'intention.

Un des premiers actes diplomatiques du nouveau gouvernement, à l'issue des élections multiraciales d'avril 1994, a certes été l'adhésion à l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Mais elle n'a jamais cherché à jouer un rôle prépondérant au sein de l'Organisation. De manière générale, l'Afrique du Sud s'accommode des structures de coopération existantes et évite de se mettre en avant dans la résolution des problèmes régionaux. Pretoria ne veut pas alimenter les craintes d'hégémonie que pourraient avoir ses partenaires africains, déjà inquiets de son poids économique et de sa politique commerciale expansionniste. Cette logique s'applique aussi dans sa sphère d'influence directe, la zone australe. L'Afrique du

Sud se garde bien, par exemple, de toute intervention directe dans le processus de paix en Angola. Cette prudence diplomatique se traduit aussi par sa réticence à participer aux opérations militaires de maintien de la paix sur le continent. Le gouvernement de Nelson Mandela a contribué à l'effort humanitaire et logistique en Libéria ou au Rwanda, mais n'a jamais engagé de troupes sur le terrain.

RECONSTRUCTION

Il maintient pour l'instant cette ligne de conduite à l'égard de la nouvelle crise dans la région des Grands Lacs. Face aux pressions l'incitant à s'impliquer directement, l'Afrique du Sud en appelle à la communauté internationale. Celle-ci « doit prendre des mesures urgentes, à travers les Nations unies et les organisations régionales pour restaurer la paix dans la région », déclare Alfred Nzo, le ministre sud-africain des affaires étrangères. Son adjoint, Aziz Pahad, a rappelé, dans le même esprit, que l'Afrique du Sud n'était pas prête à participer à une opération militaire de maintien de la paix. Il a précisé, pour apaiser l'impatience de ses partenaires, qu'elle devait néanmoins « commencer à se préparer à cette éventualité ».

L'armée sud-africaine, fait-on valoir à Pretoria, est en plein processus de restructuration et n'a pas la capacité, à l'heure actuelle, d'effectuer ce genre d'opérations. Confrontée à d'immenses besoins de reconstruction, le pays ne veut pas mener une politique africaine dangereuse et coûteuse. Même s'il s'en défend, il donne la priorité à ses problèmes intérieurs.

Frédéric Chambon

Plus de 50 lignes en une seule carte

Abonnement
000012345678
257596
AIR JEAN-DEWIS BONNET

Plus de 500 vols par jour

La nouvelle carte d'abonnement d'Air Inter Europe ne coûte que 2500F par an et elle vous fait profiter du plus grand réseau national, soit plus de 50 lignes et plus de 500 vols par jour.

Plus vite rentabilisée

La nouvelle carte d'abonnement d'Air Inter Europe vous offre jusqu'à 35% de réduction sur nos lignes.

Plus tous les avantages du programme Fréquence Plus

La nouvelle carte d'abonnement d'Air Inter Europe vous permet, en cumulant des Miles, de gagner des billets gratuits sur nos vols et ceux d'Air France.

Plus de privilèges

La nouvelle carte d'abonnement d'Air Inter Europe fait de vous un client privilégié : priorité en liste d'attente, comptoirs spécifiques, possibilité de réserver sur minitel et nombreux avantages chez nos porteurs.

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou Air Inter Europe
(à Paris : 01 45 46 90 00) ou 3615 AIRINTER (1,29 rtt/mn)

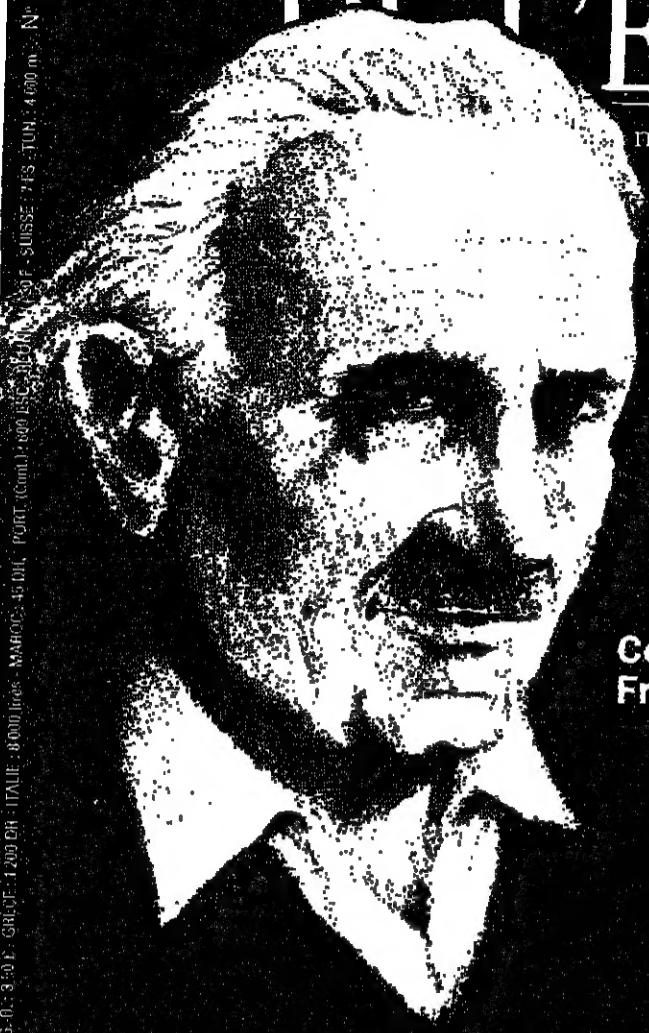
AIR INTER EUROPE

Le prêt à partir

ALLEMAGNE : 9 DM - ANTILES GUYANE : 30 F - BELGE : 10 F - BRÉSIL : 10 000 R\$ - CANADA : 10 \$ - CHILI : 10 000 P\$ - COLOMBIE : 10 000 P\$ - CÔTE D'IVOIRE : 10 000 F - ESPAGNE : 700 PTA - ÉTATS-UNIS : 5 \$ - GABON : 10 000 F - GRÈCE : 1 000 DR - ITALIE : 800 LIRE - JAPON : 1 000 ¥ - MAROC : 100 DH - PORTUGAL : 100 ESC - ROUMANIE : 10 000 LEI - RUSSIE : 10 000 R\$ - SUISSE : 5 F - TUNISIE : 10 000 F - VENEZUELE : 10 000 B\$

Le Monde DE L'ÉDUCATION

nsuel n° 242 novembre 1996



Célestin
Freinet



Jean
Piaget

1896-1996 Que reste-t-il des grands ancêtres...

- Entretien exclusif avec le ministre de l'éducation russe
- Primaire : 98 ouvrages parascolaires au banc d'essai



Aussi dans ce numéro :
Etranger : en Turquie, des écoles islamistes forment les futurs cadres de l'Etat.
Maternelles : quand le mobilier scolaire oublie la pédagogie.

M UNE PUBLICATION DU « MONDE »
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

NOVEMBRE 1996 - 28 F

Benazir Bhutto a été démise de ses fonctions

Accusé d'être incompétent et d'avoir facilité la corruption, le premier ministre du Pakistan a été remplacé par M. Meraj Khaleel, chargé d'organiser des élections législatives pour le 3 février prochain

Le Premier ministre pakistanais, M^{me} Benazir Bhutto a été démise de ses fonctions, dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 novembre, par le président pakistanais Farouq Leghari, qui a également dis-

sous l'Assemblée nationale et fixé les nouvelles élections au 3 février. Le président a aussi nommé un premier ministre par intérim, M. Meraj Khaleel, membre du Parti du peuple pakistanais (PPP), le mou-

vement de M^{me} Bhutto. M. Khaleel a été président de l'Assemblée nationale de 1988 à 1990, pendant le premier gouvernement de M^{me} Bhutto. M^{me} Bhutto, 44 ans, avait été nommée premier mi-

nistre en octobre 1993 après la victoire de son parti aux élections législatives face à la Ligue musulmane pakistanaise de Nawaz Sharif, ancien premier ministre. Elle avait été déjà démise de ses fonctions

dans des conditions similaires en 1990. Elle a fait face, ces derniers mois à une intense campagne de l'opposition qui réclamait son départ en l'accusant d'être incompétente et de favoriser la corruption.

NEW DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

L'histoire se répète pour Benazir Bhutto. Limogée en 1990, après vingt mois à la tête du gouvernement, pour « incompétence » et « corruption » par le président de la République pakistanaise de l'époque, la voila de nouveau écartée du pouvoir, pour des motifs semblables, trois ans après être revenue aux affaires. Cette fois, c'est son propre allié, le président Farouq Leghari, vieux routier du Parti du peuple pakistanais (PPP) - la formation des Bhutto -, qui a été obligé de la démettre de ses fonctions.

Le chef de l'Etat pakistanais n'a pas eu de mot trop dur pour renvoyer un premier ministre accusé de « népotisme, corruption et viola-

tion répétée de la loi ». « Je suis convaincu que la situation est arrivée au point que le gouvernement fédéral ne peut pas poursuivre son travail en accord avec la Constitution. Un appel à l'électorat est nécessaire », a déclaré le président en fixant un prochain scrutin législatif pour le mois de février. Un ancien président de l'Assemblée sous le premier gouvernement de M^{me} Bhutto, Meraj Khaleel, a été nommé chef du gouvernement par intérim et l'Assemblée nationale a été dissoute.

Le limogage de Benazir Bhutto, quarante-trois ans, ne constitue cependant pas une surprise : au Pakistan, tout le monde savait que les jours politiques de « l'héritière » de la famille Bhutto étaient comptés. Restait simplement à savoir quand et dans quelles conditions le chef du gouvernement devrait quitter

son poste. « Je ne démissionnerai pas », répétait cette acharnée de pouvoir et cette passionaria, convaincue qu'elle porte sur ses épaules le destin du Pakistan. Mais la « fille de l'est », comme elle s'est elle-même baptisée dans son autobiographie, avait fait trop d'erreurs et s'était fait trop d'ennemis pour être en mesure de rester plus longtemps premier ministre.

ACCROCHAGES
« J'étais aux prises avec l'hostilité du président, des militaires et de l'administration », affirmait-elle au Monde, en octobre 1993, après sa victoire aux élections, en rappelant les conditions de son premier limogage. L'histoire se répète donc parce que c'est exactement ce qui vient de se passer : le président Leghari, contrairement à son prédéces-

seur Gulam Issaq, avait eu, au départ, toutes les raisons politiques et personnelles de soutenir « son » premier ministre. Mais peu à peu, cet ancien fonctionnaire, originaire de la province du Balouchistan, s'était affaibli.

Les rapports entre M^{me} Bhutto et le chef de l'Etat se sont ainsi dégradés au fil des mois, celui-ci renâclant à accepter les « oukases » d'un premier ministre « régalien » dont l'arrogance n'aurait pu souffrir de prévenir le chef de l'Etat de ses décisions. La nomination du chef de l'armée, un candidat du président, avait constitué l'un des premiers accrochages entre le premier ministre et le chef de l'Etat, celui-ci parvenant finalement à imposer son choix.

La nomination du président de la Cour suprême et de onze autres

juges de cette instance - les favoris de M^{me} Bhutto -, avait constitué un autre épisode significatif de la tension entre Farouq Leghari et « BB », comme tout le monde surnomme désormais Benazir Bhutto au Pakistan : les onze « nommés » avaient fini par démissionner de leurs fonctions et la Cour suprême, en mars dernier, avait rendu un verdict défavorable au premier ministre en estimant que les juges doivent être nommés avec l'approbation du président de la République, sans que le chef du gouvernement ait à intervenir dans cette décision.

HOSTILITÉ DE L'ARMÉE
Voilà pour le président. Quant à l'armée - qui avait fini par la soutenir lors des élections de 1993 - et l'administration, ces deux instances ont « lâché » M^{me} Bhutto, celle-ci se retrouvant, désormais, confrontée à l'hostilité combinée de ce que l'on appelle au Pakistan « l'establishment ». Les accusations du président sont très graves et de nombreux Pakistanais les estimeront parfaitement fondées : « Corruption et népotisme », a dit Farouq Leghari dans son « réquisitoire ». Dans le cas de Benazir Bhutto, ces deux « concepts » sont liés puisque c'est son mari, Asif Zardari, qui est au centre de la controverse.

Ce play-boy, dont elle est passionnément amoureuse, aura en fait ruiné sa carrière. Il ne semble au Pakistan n'être un secret pour personne que M. Zardari est le « Monsieur 10 % » local, celui sans lequel aucun contrat avec une firme étrangère ne saurait être signé. En échange, évidemment, des pots de

vin adéquats... En nommant récemment Asif Zardari ministre de l'investissement, M^{me} Bhutto avait voulu défier ses accusateurs, comme si elle se moquait des rumeurs circulant sur son mari. L'achat d'un gigantesque palais en Angleterre par la famille Bhutto n'avait fait que renforcer les soupçons de tous ceux qui finissent par douter fortement de la probité du chef du gouvernement. « Que l'on commence donc par enquêter sur moi ! je n'ai pas peur, je préfère les prisons aux palaces », clamaient-elle l'autre jour à l'Assemblée, lors de la proposition d'un amendement constitutionnel destiné à lutter contre la corruption !

« Des milliers de personnes sont mortes » sous le gouvernement de M^{me} Bhutto, a également ajouté le président de la République, en faisant référence à la féroce répression déclenchée par la police et les forces paramilitaires contre le mouvement des Pakistanais d'origine indienne qui rêvent à une autonomie de Karachi, la capitale économique qu'ils considèrent comme « leur » ville.

Si elle disparaît pour de bon de la scène politique, on retiendra d'elle le souvenir d'une extraordinaire personnalité, d'un personnage hors du commun qui fit vibrer des foules assoiffées de démocratie mais qui finit, tout comme son père, par dérailler dans l'autoritarisme - voire même la mégalomanie. Benazir Bhutto a été victime, au bout du compte, de son appétit fou pour le pouvoir.

Bruno Philip

Après l'épopée, la désillusion d'une femme au pouvoir

ELLE AVAIT FASCINÉ l'Occident à défaut d'avoir su durablement séduire son propre pays. Jeune, femme et cultivée, elle avait imposé à l'étranger l'image de son fameux châle flottant sur les cheveux, symbole d'une modernité démocratique révisant dans un pays musulman



PORTRAIT

pas tardé à se raviser après des premières années héroïques. « Benazir » laisse un pays engoncé dans le sous-développement et maré par les violences confessionnelles et ethniques aussi que par une corruption atteignant des sommets. C'est un constat d'échec, mais l'épopée de la « fille de l'est » n'est pas terminée. Née le 21 juin 1953 à Karachi, Benazir était la plus jeune des quatre enfants de Zulfikar Ali Bhutto, figure du tiers-monde et père du « socialisme » pakistanais, qui fût très tôt ambassadeur de la politique. A l'âge de dix-neuf ans, elle l'accompagne à un sommet avec Indira Gandhi en

qualité, dit-elle, de « secrétaire personnelle ». La pendaison de son père en 1979, dont elle recueille les dernières confidences, la traumatise et la métamorphose en une opposante résolue à la dictature militaire. Cet activisme lui vaudra emprisonnements et résidences surveillées.

Alors que monte la contestation démocratique, elle s'impose naturellement comme un recours. A son retour en 1986 de Londres, où elle vient d'empocher un diplôme d'économie et de philosophie à Oxford, elle est triomphalement accueillie par des dizaines de milliers de manifestants en délire. Le chemin est tracé. Deux ans plus tard, la victoire de son mouvement le Parti du peuple pakistanais (PPP) aux élections législatives la propulse au poste de premier ministre.

COUPS DU SORT
Cette première expérience de pouvoir lui laisse un goût amer. Déjà, une frange de son parti prend ses distances avec son « opportuniste ». Soucieuse d'apaiser la caste militaire, elle s'expose au reproche de donner l'absolution aux assassins de son père et de trahir les idéaux socialistes du PPP. Elle n'en est pas quitte pour autant avec ses adversaires tradi-

tionnels. Les intégristes la conspuent lors d'une manifestation hostile aux Versets sataniques de Salman Rushdie. Et l'état-major de l'armée, engagé dans la répression des troubles ethniques à Karachi, obtient finalement sa révocation en août 1990.

C'est une nouvelle traversée du désert dans un parcours déjà marqué par les coups du sort. Volontaire et inflexible - Salman Rushdie l'avait qualifiée avec peu de délicatesse de « vierge en culotte de fer » -, elle se prépare déjà à rebondir. En 1993, la voilà à nouveau plébiscitée par les urnes et investie chef de gouvernement. Elle impose à l'économie de son pays les recettes du Fonds monétaire international, et pour échapper à une rapide érosion de sa cote personnelle, voyage beaucoup à l'étranger. Elle parvient à convaincre Washington de renouer des contacts militaires - suspendus en raison du programme nucléaire d'Islamabad -, mais échoue à créer un courant de sympathie internationale pour la cause d'un Pakistan insoumis. Elle ignore les critiques, se cabre, stigmatise et vitupère. En vain. Rebondira-t-elle à nouveau ? Elle en est capable.

Frédéric Bobin

Le « Triangle d'or » de l'Asie du Nord-Est, un projet économique titanesque

HUNCHUN

de notre envoyé spécial
A droite, de l'autre côté des eaux limonueuses du fleuve Tumen, c'est la Corée du Nord. A gauche, au-delà de barbelés couverts de poteaux en béton à une dizaine de mètres, c'est la Russie. Seules la route et la moitié du fleuve sont chinoises : soit soixante-quinze mètres. Après cet étranglement, l'appendice du territoire chinois entre ses deux voisins s'étend légèrement pour s'achever deux kilomètres plus loin au fleuve « Fenchuan ». « Ici, lorsque que le coq chante, il réveille trois pays », disent les Chinois.

Du haut d'une colline, on aperçoit les maisons de briques du village russe de Khasan et les bûches d'une voie ferrée : le terminus du transsibérien Moscou-Vladivostok. Au-delà s'étend la pente de vue un plat pays marécageux couvert d'une herbe rase opale. Du côté nord-coréen, le paysage plus vallonné est d'un vert sombre. A une quinzaine de kilomètres, on devine la mer du Japon. Mais la Chine n'y a pas accès : par le train de Aligou (1859) elle doit céder au tsar la partie sud de la Tumen.

Le territoire chinois s'achève par une langue de terre sur une largeur d'une dizaine de mètres, à l'entrée du pont de fer qui relie la Russie à la Corée du Nord : pour Pyong-yang, c'est le « pont de l'amitié » ; pour les Chinois, le « pont russo-coréen ». Mais une pancarte, peu avant d'arriver à l'extrémité du territoire chinois, proclame en grands idéogrammes : « Fraternité entre les trois pays ». Ce ne fut pas toujours le cas. Le conflit idéologique entre Moscou et Pékin et l'importance stratégique de Vladivostok firent de cette région un bout du monde auquel personne ne s'intéressait, si ce n'est pour des raisons militaires.

Aujourd'hui, le bassin de la Tumen, qui prend sa source 516 kilomètres au nord-ouest, au mont Paekchu, volcan éteint entre la Chine et de la Corée du Nord - lieu my-

thique s'il en fut pour les Coréens, dont la légende veut que leur peuple y aurait été engendré -, est au cœur d'un titanesque projet de zone économique transnationale, lancé en 1992 dans le cadre du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Le projet du « Grand Delta », couvrant 10 000 kilomètres carrés, s'étend en cercle de Chongjin, en Corée du Nord, à Yangji, en Chine, jusqu'à Nakhodka, en Russie. L'attention se concentre sur le « Petit Delta », soit 1 000 kilomètres carrés, qui forme

et la Corée du Nord la main-d'œuvre, le Japon et la Corée du Sud la technologie et le capital. La région est enfin à proximité d'un marché de 300 millions de consommateurs - la « Chine battante », la Corée du Sud et le Japon. Exploitation des matières premières, production à coût compétitif et transformation de la région portuaire de Rajin-Sonbong en RPDC en centre de transit et de communication desservant la région : telle est l'idée du nouveau « Triangle d'or de l'Asie du Nord-Est ».

Il faut, cependant, encore beaucoup d'imagination pour penser que le bassin de la Tumen pourra un jour ressembler à la zone économique de Shenzhen et que le port de Rajin-Sonbong sera un nouveau Rotterdam. Le projet a souffert de la mégalomanie de certains de ses promoteurs qui ont versé dans l'irréalisme. Les objectifs des principaux protagonistes sont, en outre, divergents : le Japon est réservé, la Russie plus intéressée par ses propres projets sibériens, la Mongolie impuissante. Seuls les Chinois et les Coréens - du Nord (mais sans moyens) comme du Sud - sont partants.

La province chinoise de Jilin, qui comprend la région « autonome » coréenne de Yanbian, est le moteur du projet. A l'extrémité nord-est de la Chine, Jilin est dans un « cul de sac » et son développement dépend d'un accès à la mer, soit par Rajin-Sonbong, soit par Zambino en Russie. La ville de Hunchun est l'exemple de ce volontarisme. Jusqu'à ce que Pékin décide en 1992 d'en faire une zone économique spéciale, c'était une cité frontalière endormie et fermée aux étrangers, coincée entre la Russie et la RPDC à l'extrémité orientale de la région autonome coréenne de Yanbian et à une centaine de kilomètres de Yanji, son chef-lieu. Aujourd'hui, Hunchun (60 000 habitants) est un vaste chantier : une nouvelle ville surgit sur les amas de l'ancienne. Les deux coexistent dans certaines rues qui

présentent inopinément un double alignement : au premier plan celui de maisons basses de brique rouge avec leurs échoppes et les étals sur le trottoir et derrière celui des bâtiments flamboyants. Un jour, les mesures seront rasées et la rue ne sera plus bordée que de bâtiments modernes. Pour l'instant, beaucoup sont vides ou inachevés. Car le « boom » de la construction s'est brutalement arrêté : les promoteurs ont vu grand et les financiers se sont asséchés.

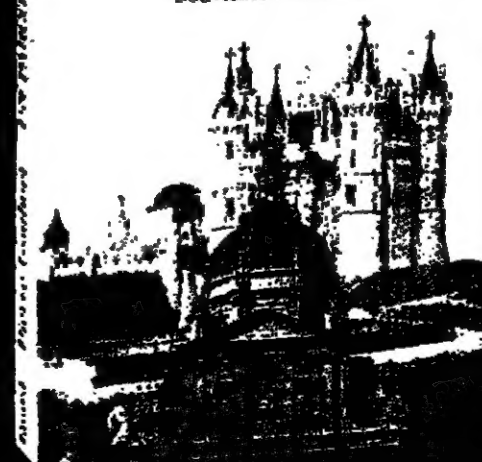
Dans les rues, parfois encore de terre battue, des privilégiés fument avec leur téléphone portable côte à côte le réparateur de chambres à air avec, dans sa bassine d'eau et ses rustines, les taxis bringuebalants et la noria de vélos avec les voitures japonaises. On pousse, on tire, on klaxonne et on s'investit en chinois ou en coréen, on trafique, on vend ou on échange et, le soir, les places retentissent de la cacophonie des karaokés installés sous des tentes où s'égoïssent la jeunesse locale : à Hunchun, les bras ballants du socialisme ont fait place à un appétit fébrile de profit.

Avec ses buildings à l'architecture kitsch et le fourmillement d'une vie multiforme au ras du sol, Hunchun est une ville de l'anticipation. Ici, personne ne doute que le projet Tumen se réalisera : les autorités, qui prévoient que la population dépassera le million en 2010, construisent sur les collines avoisinantes une zone résidentielle destinée aux étrangers, le Village du soleil. Le dynamisme de Hunchun gagera-t-il la région de Rajin-Sonbong en Corée du Nord, qui doit constituer la porte sur la mer de la zone économique de Tumen mais dont, pour l'instant, l'écologie est loin d'être perturbée par le développement ? Si, à Hunchun, l'imagination s'est envolée, à Rajin-Sonbong, on fait un bon de cinquante ans en arrière.

Philippe Pons

PRIX DE LA FONDATION PIERRE LAFUE 1996

Pierre Goubert
UN PARCOURS
D'HISTORIEN
Souvenirs 1915-1995



330 p.
138 F

Pierre Goubert a l'écriture dans le sang... Ce n'est pas une vie, c'est le parcours d'un homme qui s'est voulu passionnément historien. Ce livre m'a fasciné.
Pierre Chauvin, Le Figaro de l'Institut

Du même auteur chez Fayard
Louis XIV et vingt millions de Français
Initiation à l'histoire de la France
Mazarin

L'Histoire
chez
FAYARD

GAUCHE Les socialistes préparent une politique économique alternative. La commission nationale d'élaboration doit discuter pendant deux jours, mardi 5 et mercredi 6 no-

vembre, d'un document de travail élaboré par Henri Emmanuelli et intitulé « Objectif emploi ». ■ **PLUSIEURS POINTS** n'ont pas été tranchés par Lionel Jospin et peuvent

être modifiés à la faveur de la discussion, avant qu'un document ne soit présenté au conseil national du 9 novembre, puis soumis au vote des militants avant la convention

des 14 et 15 décembre. ■ **LA PRIORITÉ À L'EMPLOI** est affichée avec la création d'emplois d'utilité sociale et un programme national pour l'emploi des jeunes. Dans le secteur

privé, une obligation légale viserait à augmenter de 500 000, en deux ans, les embauches de jeunes, auxquelles s'ajouteraient 300 000 emplois aidés reconvertis.

Le PS réfléchit à une obligation légale d'emploi des jeunes

La préparation du projet économique des socialistes s'accélère à l'approche de la convention nationale qui devra adopter les orientations proposées par le parti. Réduction du temps de travail et lutte contre le chômage des moins de vingt-cinq ans sont au centre du débat

« ON N'EST PAS LÀ pour jeter des slogans ou des illusions », assure François Hollande, lundi 4 novembre. Le porte-parole du Parti socialiste faisait allusion à la mesure « choc » autour de laquelle va tourner l'essentiel des débats internes, celle qui à travers une « obligation légale » – portant en deux ans la proportion de jeunes de moins de vingt-cinq ans à 15 % des effectifs d'une entreprise – vise à offrir un emploi aux 600 000 jeunes chômeurs.

Les rocardiens trouvent ce système « trop bureaucratique », et d'autres socialistes, d'accord sur l'objectif mais réservés sur les modalités, font la grimace. Pour M. Hollande, qui réitérait ainsi l'opinion de Lionel Jospin, la lutte contre le chômage sera, en fait, la seule véritable priorité, « car c'est sur ce seul engagement que nous serons jugés si nous revenons au pouvoir ».

Mardi et mercredi, les quatre-vingt-deux membres de la commission nationale d'élaboration du projet économique vont plancher toute la journée à partir du texte présenté par Henri Emmanuelli. Le grand ordonnateur de cette troisième convention y a consacré son week-end, avec, à l'arrivée, un texte de vingt pages, qui reprend son rapport initial de la fin août, son

plan centré autour de dix réformes prioritaires, et qui tient compte des débats ayant déjà eu lieu.

La mise au point du texte, qui a donné lieu à une discussion avec Lionel Jospin, lundi soir, laisse en suspens un certain nombre de points qui n'ont pas encore été tranchés. Ce document constitue donc une base de travail qui ne préjuge pas du texte qui sera présenté au conseil national du 9 novembre, avant d'être soumis au vote des militants et ratifié par la convention des 14 et 15 décembre. Le texte de M. Emmanuelli résume le débat et marque une étape mais non la fin du processus tant il est vital que de nombreuses modifications peuvent intervenir, y compris de son auteur, avant la version finale.

UN PAS VERS MICHEL ROCARD D'emblée, M. Emmanuelli souligne que « le travail demeure le premier facteur d'intégration sociale ». « Il n'y a pas de priorité à l'emploi, souligne-t-il, sans une double réforme en profondeur des prélèvements sociaux, de l'organisation et du temps de travail. » Il préconise d'asseoir le financement social sur l'ensemble des revenus et de la richesse. Les exonérations de cotisations sociales devraient être supprimées et « les crédits corres-

pondant recyclés en faveur des jeunes et des emplois de service aux personnes ».

Pour poursuivre la réforme engagée par Michel Rocard, M. Emmanuelli suggère de remplacer les cotisations des salariés par une CSG élargie, qui serait accompagnée d'une baisse du taux « se traduisant par une augmentation du pouvoir d'achat des salariés ». Le député des Landes reprend son idée d'« asseoir les cotisations employeurs-malades sur l'ensemble de la richesse produite et non plus sur le seul travail », mais il tient compte en partie des critiques émises par Dominique Strauss-Kahn en concluant que sa mise en œuvre « sera examinée avec le plus grand soin ». L'objet de la réforme est de « modifier la répartition de la charge actuelle qui pèse exagérément sur les entreprises qui utilisent le plus de main d'œuvre, à faible ou à forte qualification ».

Si les socialistes envisagent une loi-cadre qui abaisserait la durée légale à trente-cinq heures, sans perte de salaire, il reste que pour M. Emmanuelli, « la perspective de la réduction du temps de travail est d'aller vers une semaine de trente-deux heures et de quatre jours ». A cet égard il fait un pas dans le sens du système proposé par M. Rocard d'une modulation des cotisations

sociales pour les entreprises passant aux trente-deux heures. Pour ces entreprises, dans le secteur industriel, « une baisse de la cotisation patronale sera étudiée, financée par la surtaxation des heures supplémentaires et la progressivité de la CSG ».

M. Emmanuelli souhaite aussi la

création d'emplois d'utilité sociale, avec un financement spécifique qui serait assuré par une dotation globale de création d'emplois locaux. Le document, intitulé « Objectif emploi », reprend aussi l'idée d'un programme national pour l'emploi des jeunes. L'Etat s'enga-

gerait, en liaison avec les collectivités locales, à financer 350 000 emplois supplémentaires en deux ans. L'obligation légale pour le secteur privé – pierre d'achoppement dans le débat – serait temporaire et ne concernerait pas les entreprises artisanales. Elle viserait à porter en deux ans la

faire. L'objectif est d'arriver en deux ans à l'embauche de 500 000 jeunes, auxquels s'ajouteraient 300 000 emplois aidés reconvertis.

Avant même de connaître le texte, Jean Poperen a fait part, mardi, de ses réflexions. « Nous ne déglutirons la masse de nos concitoyens que si nous réussissons à les intéresser, à les engager avec nous dans la préparation de l'alternance », souligne l'ancien ministre, qui propose la mise en place, en lien avec le mouvement social, de « comités pour l'initiative citoyenne ». Il préconise la négociation d'un « pacte social », qui pourrait se transformer, à la suite d'une coordination des initiatives de la gauche politique et syndicale européenne, en « contrat social européen » pour l'emploi, la justice sociale et les garanties sociales.

« L'adversaire ce n'est pas l'Europe, c'est le libéralisme, c'est le capitalisme libéral, plus fort que jamais, plus implacable, dans sa phase de mondialisation », proclame M. Poperen. Au passage, le maire de Meyrieu (Rhône) se demande « si la question ne se pose pas en termes renouvelés de l'éventuelle dissolution du Front national ».

Michel Noblecourt

Une contribution pour « certaines nationalisations »

Manuel Valls, chargé de la communication au secrétariat national du PS, a déposé à son tour, avec Olivier Gallana, adjoint au maire de Taverny, une contribution au débat économique. Ce texte préconise une « révolution de l'emploi » par la transformation des dépenses passives en dépenses actives, afin de « créer un formidable gisement d'emplois de service au profit de la collectivité publique » et de l'économie sociale, bénéficiant en priorité aux 600 000 jeunes sans emploi. MM. Valls et Gallana soutiennent la proposition de Michel Rocard sur la réduction de la durée du travail et suggèrent de créer une « agence nationale pour la promotion des emplois de service ». Partisans d'un « Etat solide et protecteur », ils affirment qu'« à l'avenir, si les besoins l'exigent, lorsque la concurrence est altérée ou l'intérêt national en jeu, il ne faudra pas hésiter à recourir à certaines nationalisations » et citent la distribution d'eau comme « un exemple ».

proportion des jeunes de moins de vingt-cinq ans à 22,5 % de l'effectif de l'entreprise. Enfin, l'Etat financerait aussi un tutorat dans l'entreprise, pour celles qui procéderaient à des embauches à durée indéterminée, afin de garantir

« l'accès des jeunes au savoir ».

Les hauts fonctionnaires retrouvent le chemin de Solferino

« ILS REVIENTENT ! » Anciens membres des cabinets ministériels durant les deux septennats de François Mitterrand ou jeunes dinarques faisant leurs premières armes dans l'administration, les hauts fonctionnaires s'intéressent de nouveau au Parti socialiste. « Si le rythme de retour était le même pour les militants, nous aurions doublé notre nombre d'adhérents », confie Pierre Moscovici, chargé des études au secrétariat national. En délicatesse avec le PS depuis 1993 ou échaudés par le procès fait aux élites – qu'Edith Cresson a récemment prolongé en dénonçant de nouveau le pouvoir de « l'énarchie », les hauts fonctionnaires reprennent le chemin de « Solferino ».

Certains le font discrètement, à distance. D'autres, plus nombreux, participent aux travaux des commissions du parti que Lionel Jospin a remises en place. Il en est ainsi de la commission économique, réinstallée le 13 novembre 1995, qui comprend cent soixante-trois membres, dont de nombreux universitaires et haut fonctionnaires. Deux fois par mois, quatre-vingt personnes y participent.

La grande majorité des serveurs de l'Etat préservent leur anonymat pour ne pas se mettre en difficulté avec leur administration. D'autres agissent à visage découvert. Deux anciens conseillers sociaux de Michel Rocard se sont, ainsi, impliqués : Marie-Thérèse Jolin-Lambert à la commission emploi, Jacques Rigaudat à la commission économique. Jean Laverge, ancien conseiller social de François Mitterrand, Pierre-Louis Rémy, ancien conseiller social d'Edith Cresson, André Gauron, ancien conseiller de Pierre Bérégovoy, Christian Sauter, ancien secrétaire général adjoint de la présidence de la République et ancien préfet de la région Ile-de-France, et, dans une moindre mesure, Jean-Baptiste de Foucauld, ancien commissaire au Plan,

apportent aussi leur contribution à la réflexion économique et sociale du PS. Ancien chef de cabinet de Michel Rocard à Matignon, directeur adjoint de la campagne de M. Jospin, Yves Colmou travaille aujourd'hui dans un cabinet de « chasseurs de têtes ». Se défaisant comme « rocard-jospiniste », il remplit également les fonctions de chargé de mission auprès du premier secrétaire.

La plupart préservent leur anonymat pour ne pas se mettre en difficulté avec leur administration

Un ancien conseiller de Pierre Bérégovoy, Gérard Guibert, adjoint au maire du Mans, a choisi de travailler pour Laurent Fabius. Dans une note intitulée : « Pour une autre politique économique et sociale », ce professeur associé de sciences économiques à l'université du Maine a dégagé cinq « points majeurs » marquant le changement : « La lutte contre le dumping du dollar », « une conférence salariale annuelle pour améliorer les perspectives d'évolution des petits et moyens salaires », « un pacte fiscal de redistribution avec les Français », « une forte réduction du temps de travail pour l'emploi », « faire en sorte que l'emploi soit au cœur des systèmes d'intervention publique ». Autant de priorités qui se retrouvent, sous des formes différentes, dans le débat en cours sur le projet économique. M. Guibert voyant dans la réduction des inégalités « le vecteur majeur de la croissance de demain ».

Les hauts fonctionnaires reviennent mais les experts ont joué, dans le débat économique, un rôle nettement moins important que lors de la convention sur l'Europe et la mondialisation. « La commission économique est intervenue très en amont », explique son président, Jean-Paul Planchon, maire de Chelles, en Seine-et-Marne. Cette appréciation rejoint celle d'Henri Emmanuelli, pour qui les experts, souvent « orthodoxes » dans leur philosophie économique, ont surtout aidé à « cadrer » techniquement certaines propositions.

Nombre d'entre eux ont participé, cependant, aux travaux du groupe animé par Dominique Strauss-Kahn sur « croissance et emploi » tandis qu'Alain Richard avait défriché le sujet de la réforme fiscale au sein de la commission économique. Quant à l'économiste Pierre-Alain Muet, il a travaillé sur la proposition de M. Rocard de réduction de la durée du temps de travail, qui pourrait conduire à la création de 550 000 à 800 000 emplois à l'horizon de cinq ans pour un coût de 40 à 50 milliards de francs pour les finances publiques.

M. Emmanuelli s'est donc moins appuyé sur les experts du PS que sur les intervenants extérieurs qu'il a consultés. Jean-Paul Fitoussi, directeur de l'OFCE, s'est exprimé devant l'« université d'été » de La Rochelle. Patrick Arthur, chef des études économiques à la Caisse des dépôts, a été entendu rue de Solferino, de même qu'Hervé Hannouin, sous-gouverneur de la Banque de France et ancien directeur du cabinet de Pierre Bérégovoy, les anciens ministres Roger Fauroux, Edith Cresson, des socialistes comme des chefs d'entreprise. Les experts veillent, mais la primauté reste aux « politiques ».

M. N.

« La perspective est d'aller vers une semaine de quatre jours »

INTITULÉ « Objectif emploi », le document de travail élaboré sous la responsabilité d'Henri Emmanuelli s'articule pour l'essentiel autour d'« une double réforme, en profondeur, des prélèvements sociaux, de l'organisation et du temps de travail ». Le texte propose de « mener à son terme » la mise en place de la contribution sociale généralisée (CSG). « Les cotisations salariales seront remplacées par une CSG élargie. Elles seront accompagnées d'une baisse du taux, se traduisant par une augmentation du pouvoir d'achat des salariés. Les modalités de sa mise en œuvre sur les retraites feront l'objet d'une négociation avec les retraités, avec l'objectif de sécuriser l'avenir des retraités. Cette CSG sera non déductible, mais bénéficiera d'abattements à la base permettant d'assurer une certaine progressivité », M. Emmanuelli souhaite « asseoir les cotisations employeurs majorées sur l'ensemble de la richesse produite et non plus sur le seul travail ».

Sur le chapitre de l'emploi, le texte estime que « la perspective de la réduction du temps de travail est d'aller vers une semaine de trente-deux heures et de quatre jours ». « Dans le cadre de la législation, les socialistes proposeront, après négociation avec les partenaires sociaux, une loi-cadre qui abaissera l'heure légale à trente-cinq heures, sans baisse de salaires, qui réduira les durées maximales autorisées et le volume annuel d'heures supplémentaires ainsi que leur coût. Elle abrogera les dispositions des lois Giraud et Robien, et redéfinira les modalités du temps partiel dans le sens d'un temps réellement choisi et accompagné des garanties normales du droit du travail ».

Au titre du « programme national en faveur de l'emploi des jeunes », le texte fait trois propositions : « l'engagement de l'Etat, en liaison avec les collectivités locales, à créer et financer 350 000 emplois supplémentaires en deux ans ; création d'une obligation légale de porter en deux ans la proportion des jeunes de moins de vingt-cinq ans à 22,5 % de l'effectif de l'entreprise (contre 17,5 % en moyenne actuellement) ; financement par l'Etat d'un tutorat dans l'entreprise de façon à assurer l'accès des jeunes au savoir-faire de l'entreprise », cette dernière mesure étant réservée aux entreprises qui embaucheraient sur contrat à durée indéterminée.

Par ailleurs, le texte propose une « refonte » de la fiscalité avec deux objectifs : « stabiliser l'imposition globale » et « rééquilibrer l'imposition du travail et du capital, en atténuant l'imposition des classes moyennes et en renforçant la progressivité de celle des hauts revenus et des patrimoines ». Pour parvenir à cet objectif, M. Emmanuelli avance « trois mesures d'équité » : « Suppression de la détaxation et des abattements dont bénéficient les revenus des placements financiers (hors épargne populaire), les plus-values, les stock-options et les hauts revenus pour l'acquisition d'un logement ou l'emploi de personnes à domicile ; limitation des avantages dont bénéficient les patrimoines cédés par anticipation et les contrats d'assurance-vie, extension de l'as-

Les députés, sous la conduite de Laurent Fabius, commencent à se faire entendre

LE GROUPE SOCIALISTE a-t-il enfin trouvé ses marques à l'Assemblée nationale ? En tout cas, ses membres en conviennent : l'affaire Thomson leur a donné une « visibilité » inégalée jusqu'à présent. En organisant une conférence de presse dans l'enceinte du Palais-Bourbon pour dénoncer les conditions de cession du groupe d'électronique de défense, en déposant immédiatement une demande de commission d'enquête, Laurent Fabius, « patron » des députés socialistes, a sans doute réalisé son plus gros « coup » depuis son arrivée à la tête du groupe il y a un peu plus d'un an.

Le groupe – « être plus oppositionnel et plus propositionnel » – est affiché, mais les députés socialistes peinent à traduire tout cela en une stratégie parlementaire claire. Certes, le groupe PS s'est parfois opposé obstinément. A deux reprises, sur loi d'habilitation sur la Sécurité sociale, à l'hiver 1995, puis sur la réforme de France Télécom, en juin, il a mené de vraies guerillas d'obstruction. L'arrivée des élus des scrutins partiels lui a permis de franchir le nombre des soixante députés, nécessaire pour saisir le Conseil constitutionnel. Certes encore, les socialistes ont défendu, en tout, quatre motions

Sèvres), c'est le lot de toute opposition qui, dans l'organisation actuelle des débats, pâtit inéluctablement de son infériorité numérique. « Les groupes ont un temps de parole strictement proportionnel à leurs effectifs. Dès lors, les gens ont l'impression qu'on est moins actifs. Lors des séances de question d'actualité, nous avons dix minutes quand la majorité a trois quarts d'heure pour s'exprimer. Dans ces conditions, il est plus difficile d'exister », affirme t-elle.

SE RECALER ET SE REPARLER Si le groupe a réussi à se faire entendre sur Thomson d'avance

il avait mené son offensive lors des seules questions d'actualité. Infériorité numérique ? Pour Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis), le groupe a été vraiment handicapé par son faible poids au début de la législature. « Les élus de 1993 sont des rescapés d'une catastrophe électorale. Au début, on était traumatisé. On avait connu le groupe à plus de deux cents cinquante députés. On était, d'un coup, un peu plus de cinquante. On n'arrivait pas à émerger. Il a fallu du temps pour se « recalcr », explique-t-il. Du temps, c'est-à-dire deux ans durant lesquels Martin

Ainsi remis sur pied, le groupe aurait pu « monter au créneau », mais la bataille entre balladuriers et chiraquiens l'a gêné. Faute d'avoir un début de programme, les socialistes ont été évacués du cœur du débat politique. M. Fabius a appris peu à peu à déléguer. Aujourd'hui, assurent les membres du groupe, la « machine de guerre » est en marche, mais des ajustements techniques restent à faire. Offensif lors du vote de confiance, à l'ouverture de la session, M. Fabius avait commencé à opposer au gouvernement un contre-programme

En Corse, l'a parisiens

Les élus terr

Polémique su

parlemen

En Corse, l'action des juges antiterroristes parisiens est critiquée par la police

Quinze personnes ont été interpellées dans le cadre de l'enquête sur l'attentat meurtrier de Bastia

Un coup de filet a été réalisé en Corse, dimanche 3 et lundi 4 novembre, dans la mouvance du Mouvement pour l'autodétermination,

vitrine légale du FLNC-canal habituel, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat du 1^{er} juillet, à Bastia, qui avait fait un mort et un blessé, tous

deux dirigeants d'A Cuncolta, vitrine légale du canal historique. Ces opérations spectaculaires sont critiquées par la police locale.

BASTIA
de notre correspondant
Quinze personnes réputées proches du mouvement pour l'autodétermination (MPA), vitrine légale du FLNC-canal habituel, ont été interpellées, dimanche 3 et lundi 4 novembre, à Bastia et dans des villages de la région de Balagne, au nord-ouest de la Corse. Toutes ces personnes sont gardées à vue dans le cadre de l'enquête sur l'attentat à la voiture piégée sur le port de Bastia le 1^{er} juillet. Cet attentat avait fait un mort, Pierre-Louis Lorenzi, et grièvement blessé Charles Pieri, tous deux dirigeants d'A Cuncolta, vitrine légale du FLNC-canal historique. Les interpellations ont été menées par les hommes du SRPJ d'Ajaccio, sur commission rogatoire du juge Laurence Le Vert, de la 14^e section antiterroriste du parquet de Paris.

Pour l'heure, les perquisitions réalisées au domicile des personnes gardées à vue ont permis de découvrir quelques armes de poing, une arme d'épaule, un fusil, deux pistolets automatiques, des chargeurs, des munitions et un gilet pare-balles. Mais aucun élément relatif à l'attentat à la voiture piégée n'a été rapporté par les enquêteurs. Tous les espoirs du juge Le Vert reposent aujourd'hui sur les auditions, assorties de présentation à des témoins que les policiers de Bastia doivent encore organiser. Faute de résultat, le juge antiterroriste sera contraint de conclure son enquête par quelques mises en examen pour infraction à la législation sur les armes.

Cet échec des investigations de la 14^e section du parquet de Paris en Corse poserait une nouvelle fois la question du but réellement poursuivi dans des opérations de

police surtout caractérisées par l'orchestration de leur retentissement médiatique.

La dernière enquête à s'être soldée par un échec est l'opération du 25 septembre, organisée simultanément à Bordeaux, Marseille et Bonifacio devant les caméras de télévision par le juge Bruguière, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre la mairie de Bordeaux. Douze personnes avaient été interpellées et une seule mise en examen, pour des motifs sans lien avec cet attentat.

Lundi, les mêmes caméras de télévision étaient présentes dès l'aube dans les rues du petit village de Nessa, en Balagne, juste avant l'arrivée des enquêteurs de la SRPJ d'Ajaccio. Ce remue-ménage aurait même alerté une personne recherchée, qui aurait réussi à prendre la fuite avant l'arrivée des forces de l'ordre. « C'est du tor-

pillage organisé par certains services à Paris contre la police judiciaire locale ! On ne nous laisse pas faire notre travail normalement », proteste un responsable du SRPJ de Corse. « Certains magistrats antiterroristes misent sur la technique spectaculaire du coup de filet et n'hésitent pas à médiatiser pour donner l'impression à l'opinion que les affaires se règlent... Résultat des courses ? Les personnes interpellées sont discrètement relâchées et nos enquêtes ruinées ! » La presse locale n'apprécie pas davantage. En attendant, comme chaque fois, cette médiatisation a pour effet que les noms des personnes interpellées circulent déjà et la rumeur en fait, sans attendre les conclusions de l'enquête, des boucs émissaires confrontés aux risques de vengeance.

Michel Codaccioni

Seuls les élus territoriaux de droite ont voté pour la zone franche

AJACCIO

de notre correspondant

C'est seulement par vingt-six voix contre vingt-quatre et une abstention que l'Assemblée de Corse, dans la soirée du lundi 4 novembre, a donné un avis favorable, toutefois assorti d'importantes réserves, au projet de loi portant sur la création d'une zone franche en Corse, qui lui était soumis. A l'exception de Jean-Louis Albertini (RPR) qui s'est abstenu, tous les élus se réclamant des groupes de la majorité présidentielle ont voté pour. En revanche, l'ensemble des élus nationalistes, communistes et divers gauches, dont l'ancien député apparenté PS, Nicolas Alfonsi, se refusaient à avaliser des dispositions jugées globalement inadéquates, insuffisantes, voire susceptibles de constituer « une coupe dans la liquidation du statut fiscal de la Corse ».

« Les dispositions législatives spécifiques, relatives au maintien d'activités et d'emplois en Corse », désignées par le terme générique de zone franche, seront présentées au Parlement dans le cadre du projet de loi de finances rectificative pour 1996, qui doit être soumis au conseil des ministres le 13 novembre. Leur entrée en vigueur, après adoption par le Parlement, est prévue pour le 1^{er} janvier 1997. Ces

mesures sont de trois types : une exonération d'impôts sur les bénéfices pendant cinq ans, dans la limite de 400 000 francs de bénéfices par période de douze mois, avec des dispositions spécifiques pour un grand nombre d'entreprises ayant leurs activités en Corse et hors de Corse ; une exonération de la part communale de taxe professionnelle pendant cinq ans s'appliquant jusqu'à un montant de base net imposable de 3 millions par établissement, avant l'application de l'abattement de 25 % établi par la loi de 1994 portant statut fiscal de la Corse ; une majoration de l'allègement des charges sociales pour les salariés, employés en Corse, s'appliquant principalement aux charges patronales de Sécurité sociale sur les bas salaires.

ILLUSIONS ET DÉSEILLUSION

« Ces trois mesures sont assorties de plafonnements et d'un certain nombre de restrictions parfois plus contraignantes que le laissent penser les annonces faites à Ajaccio par le premier ministre, le 17 juillet », a souligné Jean-Paul de Rocca Serra, président de l'Assemblée de Corse, député de Corse-du-Sud et maire RPR de Porto-Vecchio, dans son allocution d'ouverture. Rappelant que la réglementation euro-

péenne a limité l'action du gouvernement et souhaitant que « l'on en revienne aux annonces du premier ministre », afin que les exonérations et les allègements touchent bien, selon l'expression même d'Alain Juppé, « la quasi-totalité des secteurs économiques ». M. de Rocca Serra a cependant dit « qu'il s'agissait là, d'un effort de solidarité appréciable à l'égard de la Corse ».

En fait, cette zone franche, dont on connaît déjà les contours réels depuis le mois de mai et la visite d'Alain Lamassoure, ministre du budget, n'aura finalement suscité qu'illusions et déceptions. Dès le 31 mai, le conseil économique, social et culturel de la Corse avait dénoncé le caractère limité du débat, avant, le 20 octobre, de qualifier le projet de « décevant ». Dans l'île, les dispositions proposées n'ont pas trouvé de soutiens explicites, moins encore d'adhésion. Mais il est vrai que « l'on ne saurait refuser un cadeau », a déclaré Marc Balesi, conseiller territorial UDF, pour expliquer son vote favorable du bout des lèvres. Un cadeau, en effet, que les socio-professionnels acceptent, eux aussi, du bout des lèvres, mais dont les salariés et les ménages ne verront pas la couleur.

Paul Silvani

Polémique sur le FN autour du budget de la culture

ABSENT de l'Assemblée nationale, où il ne compte aucun élu, le Front national a été au centre d'une brève polémique au Palais-Bourbon, lundi 4 novembre, lors de l'examen des crédits du ministère de la culture. Répondant à Thierry Mariani (RPR, Vaucluse), le ministre, Philippe Douste-Blazy, venait de faire le point sur l'état des subventions versées par l'Etat aux programmes culturels de la ville d'Orange, municipalité détenue par le Front national.

Le débat semblait clos, d'autant plus que le ministre jouait l'apaisement en déclarant : « Ne nous battons donc pas sur ce sujet : cela ne pourrait profiter qu'au Front national ! », mais les protestations de Frédéric Bredin (PS, Seine-Maritime) lui ont fait perdre son calme. Le ministre a répliqué à l'adresse des socialistes : « Vous avez fait le Front national, et son audience ne

fera que monter si vous ne reconnaissez pas notre engagement et nos convictions [...]. Le premier ministre et le président de la République ont été plus clairs que vous sur le sujet, madame... » Félicitant M. Mariani de « mener au quotidien, loin des effets de tribune », son « combat dans ce domaine », M. Douste-Blazy a conclu : « Sachez qu'entre la culture ouverte au monde et le repli, la rupture imposée par le maire Front national, je serai toujours avec vous, du côté de la culture universelle ! »

Jointe à un hommage à André Malraux, cette charge a permis au ministre de resserer les rangs d'une majorité quelque peu désappointée par l'évolution des crédits de son ministère, en baisse de 2,9 % par rapport à 1996. Sans insister sur le fait que la culture reste en-deçà du symbolique 1 % du budget de l'Etat (0,97 % du budget, soit

15,077 milliards de francs, grâce à différents transferts de compétence), nombre de députés UDF et RPR ont protesté contre l'étalement sur trois ans de la loi de programme sur le patrimoine.

« INVERSION DES PRIORITÉS »

« Si nous n'y prenons pas garde, cela met en cause 1 milliard de francs de travaux et deux mille cinq cents à cinq mille emplois », a affirmé Marie-Josée Roig (RPR, Vaucluse), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, en évoquant « la situation déjà difficile du bâtiment et des travaux publics ». A tout de rôle, quasiment tous les orateurs de la majorité ont fait part de leur inquiétude à ce sujet. Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne) a affirmé que la baisse des crédits de ce secteur « paraît marquer une inversion des priorités du ministère ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Interrogations parlementaires sur les économies imposées à l'audiovisuel public

LES DÉPUTÉS ont adopté, lundi 4 novembre, le budget de la communication pour 1997, qui comprend, principalement, les crédits de l'audiovisuel public – soit une enveloppe de 17 milliards de francs, en hausse de 1,2 % – et les aides à la presse qui, à 230,2 millions de francs, sont amputées de 37 millions de francs par rapport à la loi de finances initiale de 1996, soit une baisse de 14 %. La majorité RPR et UDF a voté pour, non sans émettre des réserves. Le PS et le PC se sont prononcés contre, en dénonçant « un budget d'austérité ».

Sur la maigre douzaine de députés s'étaient mobilisés pour examiner les lignes budgétaires concernées, une bonne poignée de « spécialistes » ont animé les débats. Outre le rapporteur de la

commission des finances, Alain Griotteray (UDF-PR, Val-de-Marne), éditeur et directeur délégué du *Figaro Magazine*, figuraient, côté RPR, Louis de Broissia, député de Côte-d'Or, président du directoire du quotidien régional *Le Bien public*, et Jacques Baunel, élu des Hauts-de-Seine, président du Conseil national des collectivités locales pour l'audiovisuel. Côté UDF s'est échauffé Laurent Dominati (PR, Paris), ancien directeur délégué du groupe publicitaire Carat.

ANTICIPATION

Selon le projet de budget, l'ensemble des sociétés publiques devront économiser un total de 617 millions de francs en 1997. Cet objectif a soulevé de vives interrogations, tant sur les bancs de la

majorité que sur ceux de l'opposition. Il anticipe, en effet, sur les réformes proposées dans le projet de loi sur l'audiovisuel, qui ne devrait être soumis au Parlement qu'au printemps 1997. Ainsi, la fusion envisagée entre la Sept-Arte et La Cinquième devrait entraîner 142,2 millions de francs d'économies, réparties à hauteur de 76,4 millions pour La Cinquième et 65,8 millions pour la chaîne culturelle. Pour sa part, France-Télévision devra réaliser 220 millions de francs d'économies, notamment par la renégociation des contrats des producteurs privés de France 2.

Les socialistes, par les voix de Didier Mathus (Saône-et-Loire) et de Frédéric Bredin (Seine-Maritime), et l'UDF, par celles de MM. Griotteray et Dominati, se

sont interrogés sur la participation de France-Télévision au futur « bouquet » de programmes numériques de TPS (Télévision par satellite). Deux amendements visant à limiter les crédits publics à disposition de France Télévision pour cet engagement financier ont été toutefois repoussés.

M. Griotteray a par ailleurs annoncé que le gouvernement va accorder un supplément d'aide exceptionnelle à la presse écrite afin de compenser la suppression de l'abattement fiscal de 30 % des journalistes. Cette aide pourrait être gagée sur le produit de la taxe sur la publicité audiovisuelle, même si ces ressources ne peuvent être explicitement affectées au soutien à la presse.

Caroline Momot

Consensus quasi général pour les marins-pêcheurs au Sénat

JOSELIN DE ROHAN, sénateur du Morbihan, président du groupe RPR du Sénat, a déclaré, lundi 4 novembre, que le projet de loi d'orientation sur la pêche et les cultures marines, préparé par Philippe Vasseur et dont il est lui-même le rapporteur au nom de la commission des affaires économiques, est « ambitieux, pragmatique et réaliste ». Ce texte vise notamment à instituer un smic annuel pour les marins-pêcheurs. Dans le cadre de la réorganisation de la profession, M. de Rohan estime qu'« il est important d'associer à toute politique les grandes surfaces puisqu'elles commercialisent 40 % du poisson vendu en France ». Le rapport de M. de Rohan a été adopté en commission par tous les groupes, à l'exception du PC, qui a réservé son vote.

La CGT incite les salariés à des mobilisations unitaires

LOUIS VIANNET a annoncé, lundi 4 novembre, que la CGT avait décidé d'organiser « une semaine de mobilisation intense du 12 au 16 novembre ». Elle se conclura, le 16, par des manifestations à Paris et dans les régions, avec notamment « un grand rassemblement à Aurillac (Cantal) », en présence de M. Viannet. « Persuadée que les conditions peuvent se créer pour une forte mobilisation unitaire », la CGT a invité les autres confédérations à s'associer. FO devrait faire connaître ses intentions mardi. La CGT a indiqué que la semaine d'action « n'est pas exclusive d'autres initiatives d'ici à la fin novembre et au début décembre ».

DÉPÊCHES

■ **CROISSANCE** : le CNPF ne croit pas à une « vraie reprise » en 1997. La croissance espérée de 2 % l'an prochain n'est « pas acquise » et, « même effective, elle sera insuffisante pour résoudre les problèmes de fond » en France, selon la lettre économique mensuelle du CNPF, publiée lundi 4 novembre. Au total, 1997 devrait connaître un « redressement progressif mais encore insuffisant », d'après la commission des affaires économiques du CNPF.

■ **MAJORITÉ** : le président de la République a reçu, lundi 4 novembre, les députés RPR membres du Club du 4 novembre, jour de sa déclaration de candidature en 1994. Il leur a assuré qu'il est « hors de question de changer de cap ». Ce regroupement de fidèles, présidé par Marc Frayssé (Rhône) et Jean Ueberschlager (Haut-Rhin), se propose, chaque trimestre, de retravailler auprès de Jacques Chirac les attentes de l'électorat (*Le Monde* du 30 octobre).

■ **COGNAC** : le Conseil d'Etat a invalidé, lundi 4 novembre, l'élection de Francis Hardy (RPR) à la mairie de Cognac (Charente). La juridiction a pris en compte le recours de Noël Bellot, qui conduisait une liste dissidente de droite aux élections municipales de 1995 et qui avait estimé que la diffusion d'une interview sur une radio locale à la veille du scrutin avait faussé le vote. – (*Corresp.*)

■ **ENVIRONNEMENT** : l'Assemblée nationale a adopté, lundi 4 novembre, les crédits du ministère de l'environnement, qui s'élèveront en 1997 à 1,861 milliard de francs, en progression de 5,9 %. L'environnement est l'un des rares ministères dont le budget augmente en 1997.

ÉTAT D'URGENCE

Colette Braeckman

TERREUR AFRICAINE

Burundi, Rwanda, Zaïre : les racines de la violence

Fayard

352 p.
130 F

Génocide, exodes, massacres... Diplomatie préventive, échecs des Nations unies, conférences, tribunal international... Que se passe-t-il donc dans cette Afrique centrale si longtemps ignorée du monde ? La réalité apparaît enfin compréhensible quand on prend la peine de l'étudier de près.

FAYARD

JUSTICE Dans une lettre adressée, mercredi 30 octobre, à Jacques Toubon, le premier président de la Cour de cassation, Pierre Truche, « regrette » que Jean-Louis Debré

ait critiqué la décision de la chambre d'accusation de Paris sanctionnant le directeur de la police judiciaire parisienne, Olivier Foll, qui s'est vu retirer son habilitation OPI pour six

mois. ● AU MÊME MOMENT, le premier président de la cour d'appel de Paris, Guy Canivet, supérieur hiérarchique de la présidente de la chambre d'accusation, Martine An-

zani, écrivait à M. Debré pour regretter, lui aussi, l'attitude du ministre de l'intérieur. ● LA CHANCELLERIE a estimé, mardi 5 novembre, que les « décisions de jus-

tice et les hommes qui les rendent devaient être respectés ». « Cela vaut pour tous et pour toutes les situations », ajoutait-on place Vendôme.

Deux hauts magistrats rappellent à l'ordre Jean-Louis Debré

Le ministre de l'intérieur avait estimé qu'en sanctionnant Olivier Foll la chambre d'accusation était « allée trop loin ». Le premier président de la Cour de cassation, Pierre Truche, « regrette » ces propos tandis que la chancellerie rappelle que les juges « doivent être respectés »

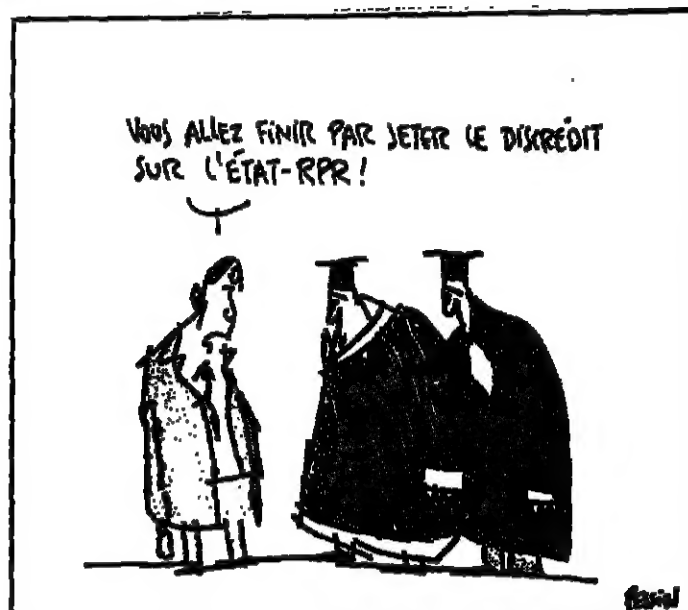
DEUX MOIS après son installation à la première présidence de la Cour de cassation, Pierre Truche a solennellement regretté, dans une missive adressée à Jacques Toubon, les critiques de Jean-Louis Debré à l'égard de la chambre d'accusation de Paris. Interrogé au sujet de la sanction infligée au directeur de la police judiciaire parisienne, Olivier Foll, le ministre de l'intérieur avait déclaré, le 29 octobre, sur RTL : « J'ai reçu beaucoup de témoignages de magistrats, de juges d'instruction, qui m'ont dit : tu as raison. Et je crois que la chambre d'accusation, pour ne pas la nommer, et ceux qui ont pris cette décision vont trop loin et ne rendent pas service à la justice » (Le Monde du 2 novembre).

Dans une lettre adressée au garde des sceaux, mercredi 30 octobre, Pierre Truche regrette « qu'un discrédit soit jeté par un membre du gouvernement sur des magistrats ayant agi dans l'exercice de leurs responsabilités et qui n'ont d'autres moyens d'expression que la motivation de leurs décisions ». Il indique qu'il « appartient à la Cour de cassation, et à elle seule,

saisie d'un pouvoir de la décision de la chambre d'accusation, d'apprécier en droit la conformité à la loi de cette décision et qu'elle le fera évidemment en toute impartialité, insensible qu'elle est aux pressions d'où qu'elles viennent ». Au même moment, le premier président de la cour d'appel, Guy Canivet, écrivait au ministre de l'intérieur pour regretter, lui aussi, les propos tenus par M. Debré.

La chancellerie faisait savoir, mardi 5 novembre, que la position de M. Toubon était « claire ». « Les décisions de justice et les hommes qui les rendent doivent être respectés », soulignait-on place Vendôme. Cela vaut pour tous et pour toutes les situations. »

Dans un arrêt rendu le 21 octobre, la chambre d'accusation de Paris, présidée par Martine Anzani, avait sévèrement critiqué l'attitude d'Olivier Foll, qui avait ordonné à ses policiers de ne pas assister le juge Halphen lors de la perquisition au domicile de Jean Tiberi. « Le directeur de la PJ a agi avec précipitation et sans discernement alors que dès midi, il était informé qu'une opération sensible



était projetée par le juge Halphen, remarquait la cour. [...] L'ordre qu'il a donné de ne pas assister le juge alors que le directeur du 8^e cabinet de délégations judiciaires, assisté de trois officiers de police judi-

habilitation d'OPI (officier de la police judiciaire) dans le ressort de la cour d'appel de Paris. Soutenu par le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale, le directeur de la police judiciaire, qui s'était immédiatement pourvu en cassation, s'était déclaré « surpris par la gravité et la dureté de la sanction ».

SÉVÈRE DÉSAVEU

Malgré le sévère désaveu prononcé par la chambre d'accusation, le ministre de l'intérieur avait maintenu Olivier Foll en fonctions. Pour la première fois dans les annales de la police, la PJ parisiennne est donc dirigée par un homme qui, selon la chambre d'accusation, a « entravé l'action d'un magistrat instructeur » et « failli à ses devoirs d'officier de police judiciaire ».

Les syndicats de magistrats se sont félicités de l'attitude des premiers présidents de la cour de cassation et de la cour d'appel de Paris. « Il est normal que deux magistrats aient réagi aux propos de Jean-Louis Debré », souligne le secrétaire général de l'Union syndi-

cale des magistrats (USM, modérée), Valéry Turcey. Le corps judiciaire est de plus en plus sensible aux attaques contre les magistrats et contre l'indépendance de la justice. » M. Truche et Canivet sont dans leurs rôles lorsqu'ils appellent à plus de modération dans les propos, renchérit le président de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), Georges Fenech. Le ministre de l'intérieur aurait pu se dispenser de critiques aussi ouvertes sur la décision de la chambre d'accusation.

Pour sa part, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), regrette que Jacques Toubon n'ait pas publiquement condamné les propos de Jean-Louis Debré. « Il faut que ce soit les premiers présidents de la Cour de cassation et de la cour d'appel qui rappellent le droit, regrette le secrétaire général, Jean-Claude Bouvier. Le ministre de l'intérieur multiplie les interventions et le ministre de la justice n'a pas un mot pour dire à son collègue qu'il faut laisser les magistrats travailler. »

Arne Chemin

Un sénateur RPR demande une commission d'enquête

LE SÉNATEUR (RPR) du Haut-Rhin, Hubert Haenel, a demandé, mardi 5 novembre, la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les relations entre la justice et la police. « L'ambiance s'envenime de plus en plus, souligne-t-il. Les ministres changent, les promesses ne sont pas tenues et, dès qu'une affaire sensible progresse, les dysfonctionnements se multiplient. Il faut qu'une commission sénatoriale puisse sérieusement dresser un état des lieux et en tirer des conséquences. Le moment est venu de faire la lumière sur ces questions. »

Hubert Haenel, qui a demandé à plusieurs reprises le rattachement de la police judiciaire à la chancellerie, a rédigé une proposition de résolution qui sera étudiée dans les semaines qui viennent par la commission des lois du Sénat.

Composée de vingt et un membres représentant, à la proportionnelle, les différents groupes, les commissions d'enquête parlementaires peuvent travailler « sur place et sur pièces », c'est-à-dire mener des investigations, faire des visites et organiser des auditions précédées de prestations de serment.

En 1990, le Sénat avait constitué une commission de contrôle sur le

fonctionnement de la justice. Présidée par M. Haenel, cette commission, dont le rapporteur était Jean Arthuis (UDF), aujourd'hui ministre de l'économie et des finances, avait entendu plus de quarante personnes, visité des services judiciaires et procédé à une enquête auprès des chefs de juridictions. En 1991, elle avait remis au président du Sénat un rapport de 130 pages qui estimait « c'était d'ailleurs son titre » qu'une justice « sinistrée » mettait la démocratie en danger.

Afin que la justice « reprenne la maîtrise de la police judiciaire », la commission souhaitait notamment que la PJ soit placée sous la responsabilité du garde des sceaux. « Les préfets doivent se voir interdire toute immixtion dans les enquêtes judiciaires, interdiction leur étant notamment faite de recueillir toute information ou documents liés à ces affaires », soulignait le rapport. La commission souhaitait qu'un magistrat soit placé à la tête de la PJ, que la discipline des policiers relève de la seule compétence des autorités judiciaires et que les services d'inspection relèvent exclusivement de la place Vendôme.

A. C.

LE PREMIER PRÉSIDENT de la Cour de cassation prenant sa plume pour faire part au ministre de la justice de sa réaction face à des propos tenus par le ministre de l'intérieur, l'événement est rarissime. Certes, le 12 août 1992, Pierre Drai, alors premier président de la haute juridiction, avait écrit au garde des sceaux du moment, Michel Vauzelle, pour lui exprimer sa « préoccupation » en notant : « Depuis quelque temps, l'action des juges à l'occasion de procédures particulières donne lieu à des débordements par le verbe et par l'écrit que je tiens pour excessifs et même chargés de périls pour l'institution judiciaire » (Le Monde du 12 août 1992).

A l'époque, il s'agissait de dénoncer les attaques parfois personnelles adressées contre les juges de la chambre d'accusation de Paris après l'arrêt accordant un non-lieu à Paul Touvier, mais aussi de stigmatiser certaines déclarations venues du monde politique et mettant en cause des procédures relatives aux « affaires » de financement des par-

tis. Déjà M. Drai rappelait que notre droit prévoit des voies de recours et terminait sa lettre en écrivant : « Laissiez les juges juger. » Le propos pouvait paraître surprenant chez ce haut magistrat qui a plusieurs fois répété qu'il était normal qu'une décision

judiciaire soit commentée et critiquée. Mais son discours était surtout destiné à éviter que se multiplient des pressions sur la justice.

C'est là le seul point de comparaison avec la lettre de M. Pierre Truche, qui concerne un comportement autrement plus grave. Cette fois, c'est un ministre de l'intérieur — et donc chef de la police — qui reproche à la chambre d'accusation et à « ceux qui ont pris cette décision » d'avoir sanctionné un officier de police judiciaire accusé d'avoir ordonné à

ses subordonnés de désobéir à un juge.

Une telle attitude est une fracture de l'Etat de droit. Que cette fracture existe entre un policier et un juge révèle déjà une situation inquiétante. Mais qu'un ministre de l'intérieur, de surcroît

Une fracture de l'Etat de droit

Qu'un ministre de l'intérieur s'insurge publiquement contre une décision judiciaire sur les rapports entre la justice et la police peut avoir des conséquences considérables pour les libertés publiques

ancien magistrat, s'insurge publiquement contre une décision judiciaire relative aux rapports entre la justice et la police peut avoir des conséquences considérables pour les libertés publiques. Ce n'est plus une simple critique, fût-elle acerbe, c'est un pouvoir qui s'oppose à un autre pouvoir.

Certes, dans beaucoup de pays, la police, emportée par l'importance et les difficultés de sa mission, accepte mal l'idée de n'être que le bras armé de la justice, et ce n'est pas par hasard si la Cour européenne exige la présence

judiciaire à chaque étape d'une procédure. Mais il est rare que, dans un pays démocratique, le ministre de l'intérieur lute aussi ostensiblement contre l'autorité judiciaire.

Si ce combat est souvent apparu de manière larvée, notamment dans les procédures menées contre les étrangers en situation irrégulière, les déclarations de M. Debré, après la condamnation du directeur de la police judiciaire, apparaissent comme la révélation d'un conflit ouvert. La gravité de la situation justifiait donc largement l'intervention du premier président de la cour d'appel de Paris et celle, plus exceptionnelle, du premier président de la Cour de cassation.

En termes clairs, le plus haut magistrat de l'ordre judiciaire déclare que la Cour de cassation restera insensible aux pressions, « d'où qu'elles viennent ».

Ce rappel était certainement indispensable, mais le ver n'est-il pas déjà dans le fruit ? Dans sa lettre du 12 août 1992, Pierre Drai avait prévenu en écrivant : « Le risque est grand de voir certaines dérives déboucher sur une situation difficilement maîtrisable et sûrement imprévisible. »

Maurice Peyrot

L'instruction sur un système de corruption au conseil général des Yvelines touche à sa fin

COMMENCÉE en août 1995, à la suite d'une lettre anonyme parvenue au procureur de la République de Versailles, Yves Collet, l'enquête sur la corruption et le favoritisme dont ont fait l'objet certains marchés publics du département des Yvelines touche à sa fin.

Une cinquantaine de personnes, dont un préfet, des fonctionnaires départementaux, quelques élus et des chefs d'entreprise ont déjà été mis en examen. Certains ont passé plusieurs mois en détention provisoire. Paul-Louis Tenaille (UDF-FD), président du conseil général de 1977 à 1994, a jusqu'à présent échappé à une mise en cause personnelle. Mais le juge d'instruction, Richard Pallain, envisage de nouvelles mises en examen, notamment parmi les élus, avant de clore définitivement ses investigations, début 1997.

Celles-ci ont d'abord concerné les marchés d'entretien de certains bâtiments départementaux. Leur attribution, à condition de ne pas franchir le seuil des 300 000 francs, incombait — par délégation de signature — aux fonctionnaires du conseil général. Des chefs d'entre-

prise, bénéficiaires de ces « marchés à bon de commande », ont expliqué au magistrat que des travaux effectués gratuitement chez ces fonctionnaires leur permettaient de ne pas être écartés des marchés.

Environ 100 millions de francs par an, soit la moitié du budget du service des travaux et des bâtiments (STB), ont ainsi échappé à la réglementation du code des marchés. Pierre Cassier, ancien chef de ce service, son supérieur hiérarchique direct, Michel Chevalier, directeur des bâtiments et du patrimoine, ainsi que des ingénieurs de base ont bénéficié des largesses des PME yvelinoises.

En faveur de Christian Dufour, ancien sous-préfet de Mantes-la-Jolie, nommé en 1982 directeur des services du département par M. Tenaille, les largesses prenaient la forme de repas offerts par les entreprises dans les meilleurs restaurants versailles, midi et soir. Ce haut fonctionnaire ne rechignait pas, en contrepartie, à augmenter le montant d'un marché en signant des avenants au contrat initial. Nommé préfet de Haute-Loire

lorsque Franck Borotra (RPR) a pris la présidence du conseil général en avril 1994, M. Dufour, mis en examen pour favoritisme, recel d'abus de biens sociaux et corruption passive, a été détenu de décembre 1993 à la fin mars 1996.

D'IMPORTANTES COMMISSIONS

M. Cassier, détenu dès le mois d'octobre 1995 et libéré un an plus tard, est déterminé à ne pas laisser les seuls fonctionnaires du département porter le chapeau de ce système de corruption. Claude Dumond (UDF-FD), vice-président du conseil général délégué aux travaux, et Jacques Lepout (UDF-FD), président de la commission d'appel d'offres jusqu'aux élections cantonales de 1994 (auxquelles il ne s'est pas représenté), ont eu beau tenter de prendre leurs distances par rapport au système, ils ont été mis en examen et écroués dès le début de l'enquête. Jusqu'au mois d'avril 1996, selon M. Cassier et plusieurs dirigeants d'entreprises du bâtiment, ils auraient eux aussi bénéficié d'importantes commissions en contrepartie de l'attribution de la construction des collèges de Che-

vreuse et de Villepreux à des entreprises d'emvergure nationale (respectivement Entreprise Industrielle et Nord-France). Les deux élus nient le versement de telles commissions.

En menant cette enquête, le juge d'instruction a entrevu d'autres aspects du système de corruption yvelinoise. En accord avec le procureur, plutôt que de se disperser en longues investigations sur les marchés des routes ou de l'eau, M. Pallain préfère mener à terme l'affaire des bâtiments départementaux, qui devrait être jugée avant la fin 1997. Mais le parquet étudie dès maintenant l'ouverture d'une nouvelle information, début 1997, concernant les marchés de l'eau. M. Tenaille serait cette fois directement visé pour avoir présidé ou fait présider par des proches plusieurs syndicats intercommunaux d'assainissement.

Un de ces syndicats, celui du Ru de Marivel, qui regroupe plusieurs communes des Yvelines et des Hauts-de-Seine, a été présidé par M. Tenaille jusqu'aux dernières élections municipales. Cet organisme est soupçonné d'entretenir des

liens financiers douteux avec un bureau d'études, le cabinet Merlin, et avec l'Association française de protection des eaux (AFPE), présidée elle aussi par M. Tenaille. Les élus Verts d'une commune adhérente, Sèvres, ont attiré l'attention de la direction régionale de la concurrence et de la répression des fraudes sur un marché d'étude et de maîtrise d'œuvre confié au cabinet Merlin en mars 1994.

IMBRICATIONS

Or, le cabinet Merlin avait défini lui-même les contraintes techniques du projet, et la commission des marchés était présidée par Claude Boulier (UDF-FD), adjoint au maire de Versailles, époux de la plus proche collaboratrice de M. Tenaille, et mis en examen dans l'affaire des marchés du département. M. Chevalier, directeur des bâtiments départementaux, lui aussi mis en examen, siégeait dans cette commission au titre des personnalités compétentes.

Un autre protagoniste de l'affaire des marchés départementaux, Marc Hettinger, directeur des campagnes électorales de M. Tenaille,

soupçonné d'être expert en fausses factures par l'intermédiaire de l'imprimeur exclusif du département des Yvelines, la société Gutemberg, est aussi directeur de l'AFPE. L'Eau pure, revue de cette association dont fait partie le directeur général du cabinet Merlin, Jean Charrellet, est imprimée par la même société Gutemberg... et l'AFPE touche d'importantes subventions du syndicat du Ru de Marivel, comme d'un autre syndicat d'assainissement, présidé par M. Boulier, le Siarov (Syndicat intercommunal d'assainissement de la région ouest de Versailles), dont l'ingénieur-conseil est là aussi le cabinet Merlin.

L'imbrication de ce bureau d'études, des élus de l'ancien Centre des démocrates sociaux (CDS, Force Démocrate) et des compagnies d'eau (Yonnaise des eaux et Générale des eaux) est telle que l'hypothèse d'un financement politique, que les magistrats n'ont pas décelé dans l'attribution des marchés départementaux, est désormais ouvertement évoquée.

Pascale Sauvage

système éducatif
marges de

souligne

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

Le système éducatif peine à dégager de nouvelles marges de progression pour les élèves

« L'Etat de l'école » souligne la relative stagnation enregistrée au collège et dans le supérieur

La sixième livraison de L'Etat de l'école montre qu'une proportion croissante de jeunes sort du système éducatif avec des diplômes de plus en plus

élevés. Cependant, les écarts se sont creusés entre les meilleurs et les moins bons : les études longues sont de moins en moins accessibles aux élèves, au

profit des filières professionnelles. Pourtant, un diplôme de l'enseignement supérieur reste la meilleure garantie contre le chômage.

C'EST UN VIRAGE, une inflexion d'importance, même si elle est décrite avec prudence par le ministère de l'éducation nationale. Après des années d'expansion glorieuse, l'école semble entrer dans l'ère des rendements décroissants. Autrement dit, les progrès spectaculaires de scolarisation de ces dernières années, à la fois en termes qualitatifs et quantitatifs, appartiennent à une époque fléchissante. Toute amélioration supplémentaire devrait devenir plus difficile à obtenir. Dans la sixième édition de L'Etat de l'école, présentée mardi 5 novembre au ministère, la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) décrit et illustre cette évolution : « Les importantes progressions constatées au cours des deux dernières décennies semblent se ralentir : faire en sorte qu'un jeune supplémentaire ait une qualification à l'issue de sa formation initiale, ou qu'un étudiant supplémentaire entre en second cycle, paraît aujourd'hui plus difficile à atteindre qu'auparavant ».

L'image précise du système éducatif que donne, année après année, avec des indicateurs sans cesse enrichis et affinés, L'Etat de l'école montre cependant un organisme toujours en bonne santé. Ainsi, le niveau général des conscrits n'a cessé de s'améliorer au cours des années. Depuis 1981, il a progressé de 17,1 %, soit 1,3 % de croissance moyenne annuelle. A noter toutefois un « accident » en 1995, année où les résultats étaient en baisse par rapport à l'année précédente, et une évolution qui pourrait être inquiétante : l'écart s'accroît entre les meilleurs (qui progressent légèrement) et les moins diplômés, dont le niveau accuse une tendance à la baisse. Les diplômes, toujours plus élevés pour un plus grand nombre de lauréats, restent le

meilleur passeport contre le chômage parmi les moins de vingt-cinq ans (voir graphique ci-contre). Même si cette affirmation perd de sa force par rapport au milieu des années 80, elle reste vraie. En termes de compétences scolaires, les élèves en fin de collège (classe de troisième) obtiennent un bilan nuancé : les tests d'orthographe sont réussis à 77 %, mais les performances en grammaire restent moyennes (en particulier la conjugaison). Les collégiens ne progressent guère dans la compréhension des textes entre 1990 et 1995. En mathématiques, le seul domaine qui connaisse « une progression spectaculaire » est celui de la géométrie plane (calculs d'angles élémentaires), tandis que le calcul numérique s'améliore légèrement. Les résultats en calcul algébrique stagnent.

Dans l'enseignement supérieur, près de 60 % des bacheliers accèdent au second cycle universi-

taire, selon une durée qui peut s'étaler de deux à cinq ans en incluant d'éventuelles réorientations. Après avoir connu une forte progression entre 1988 et 1990 (+6 %), ce taux a tendance à se stabiliser depuis 1993. Les meilleurs résultats (65,6 %) sont enregistrés par les bacheliers généraux, alors qu'à peine plus d'un étudiant sur quatre (26,7 %) issu des sections technologiques et 13 % des bacs pros réussissent en DEUG.

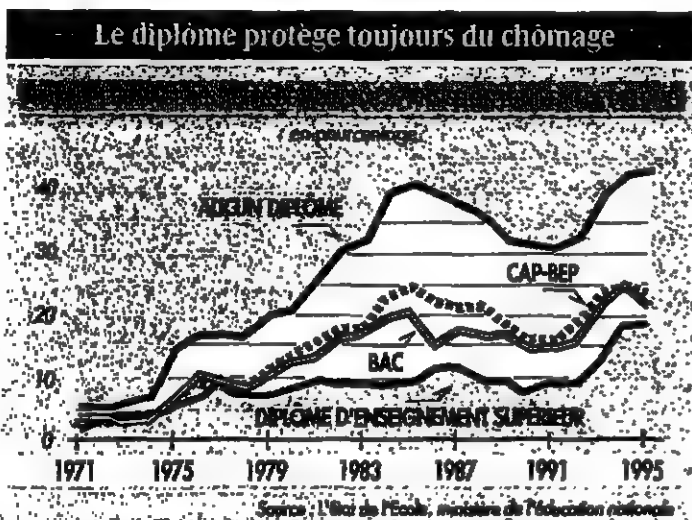
HAUSSE DES INSCRITS EN LEP

Si la durée moyenne d'obtention de ce diplôme (hors IUT et médecine) se stabilise autour de 2,7 ans, la proportion d'étudiants ayant réussi en deux ans se dégrade régulièrement : 49 % en 1994, mais 54 % en 1991. Et encore, c'est dans les lettres et les sciences humaines que les chances se sont améliorées, à l'inverse des sciences économiques et du droit.

Le plus intéressant de cette livraison 1996 réside dans la description du nouvel équilibre qui s'instaure entre les formations générales ou technologiques et les formations professionnelles. La tendance à la scolarisation croissante dans les trois filières générales (L, ES, S) et les quatre filières technologiques du lycée (SMS, STT, STL, STL), ininterrompue depuis les années 60, s'est inversée : le taux de passage en troisième générale diminue en effet depuis 1991, au profit du lycée professionnel. Commentant cette évolution, lors de sa conférence de presse de rentrée, le ministre de l'éducation nationale s'en était réjoui : « Cela veut dire qu'il y a moins d'élèves qui sont attirés par les études longues. Tant mieux », avait déclaré François Bayrou, ajoutant : « Cela prouve que l'orientation professionnelle est choisie par un nombre croissant d'élèves. C'est l'un des buts que nous nous fixons. » Autant sinon plus que les chiffres, ce commentaire marquait un tournant dans la politique éducative de ces dernières années.

Dans ce contexte, alors que les diplômés élevés continuent de démontrer leur valeur, la conclusion de la DEP prend tout son sens : « Il se peut que les modalités par lesquelles l'école peut continuer à progresser soient différentes de ce qu'elles étaient. Cela oblige à un regain de réflexion et d'innovation. » Ce n'est en effet pas d'un effort budgétaire supplémentaire que l'école devra attendre ses éventuels progrès. Alors que, durant les vingt dernières années, la dépense pour l'éducation a crû sensiblement plus vite que la richesse nationale (2,8 % en moyenne contre 2,2 %), il est peu probable que cette tendance se confirme.

Béatrice Gurrey



La protection offerte contre le chômage, dont bénéficient les diplômés, s'est accrue depuis 15 ans. Mais depuis 3 ans, la remontée du chômage des jeunes affecte aussi les plus diplômés d'entre eux.

La « vache folle » a contaminé les élixirs de jeunesse

LES MENACES que fait planer la transmissibilité de l'agent de la « vache folle » à l'espèce humaine ne concerne pas que la sphère alimentaire. A la baisse notable et durable de la consommation de viande bovine, aux précautions tardives prises face à la production de gélatine, il a fallu, ces derniers mois, compter avec les nouvelles mesures préventives prises par les autorités sanitaires vis-à-vis de produits cosmétiques, médicaux ou chirurgicaux dérivés de l'animal et, à ce titre, potentiellement dangereux. Le spectre de la « vache folle » menace aujourd'hui un autre domaine, aux franges de la médecine, de l'effet placebo dûment tarifé et du rêve ancestral : celui des élixirs de jeunesse.

Dans une démarche peu habituelle, les responsables de la célèbre clinique La Prairie, cise à Montreux (Suisse), ont abordé, lundi 4 novembre à Paris, ce problème qui semble en guère troubler les autorités sanitaires. On sait que ce fameux établissement doit sa notoriété internationale aux cures de rajeunissement mises au point par Paul Niehans.

Ces cures consistent, schématiquement, à

injecter au patient les cellules de différents organes de fœtus de mouton censées inverser les processus dégénératifs de la sénescence. Mythe, magie ou déraison, ces thérapies, régulièrement condamnées par la médecine officielle, ont, depuis un demi-siècle, séduit une foule de personnalités, parmi lesquelles Pie XII, le général de Gaulle ou, tout dernièrement, le footballeur Maradona.

Aujourd'hui, les responsables de la clinique La Prairie entendent prendre leurs distances vis-à-vis du passé quelque peu sulfureux de ces pratiques. S'ils continuent à sacrifier des fœtus de mouton, les fragments de foie ou de rein qu'ils recueillent font ensuite l'objet de différents procédés de purification qui, affirment-ils, rend leur usage sûr à 99,9 %.

Ils sont persuadés que les « extraits Clinique La Prairie » contiennent des substances encore mal connues, mais dont on démontrera bientôt l'efficacité « anticancéreuse ». Pour l'heure, ces produits, qui n'ont pas le statut de médicament, ne peuvent être utilisés que sur les rives du lac Léman.

« Nous avons évidemment été inquiets des dé-

veloppements de la « vache folle ». Après avoir réuni des experts et vérifié l'efficacité et l'innocuité de nos produits, nous avons expliqué ce que nous faisons aux autorités cantonales suisses qui nous ont félicités, a déclaré au Monde le docteur Thierry Willi, médecin-chef de l'établissement. Il faut savoir que, dans notre troupeau de quatre cents brebis qui ne mangent que des végétaux, il n'y a jamais eu de cas de tremblante ».

Le docteur Willi est, en revanche, beaucoup plus inquiet de voir que les vieilles pratiques des injections de cellules fœtales ou hyphosphées prélevées sur des fœtus de mouton continuent à exister, que ce soit en Suisse, en Allemagne ou en France.

« J'ai découvert récemment aux Etats-Unis des cellules hyphosphées de fœtus de mouton provenant de la Forêt noire, confie-t-il. Nous connaissons en France des gens qui pratiquent à moitié prix, dans des conditions sanitaires d'un autre temps, de telles injections. Ces personnes n'ont aucun scrupule ».

Jean-Yves Nau

Saisie conservatoire sur les gains d'acteur de Bernard Tapie

Les liquidateurs pressés d'agir par le parquet

LE TRIBUNAL de commerce de Paris a autorisé, le 17 octobre, les liquidateurs de Bernard Tapie à procéder à une saisie conservatoire sur une partie des sommes que doit lui rapporter sa prestation dans le film de Claude Lelouch, *Hommes, femmes, mode d'emploi*, à hauteur de 3 millions de francs. M^{me} Yannick Pavet et Jean-Claude Pierre) disposent, depuis cette date, d'un délai d'un mois pour obtenir la saisie définitive de ces fonds, au profit des créanciers de M. Tapie. Les liquidateurs ont estimé que le contrat signé par le député-acteur avec la société de production de Claude Lelouch définissait « un montage qui a pour objet de détourner la rémunération d'une activité professionnelle de M. Tapie, tout en ouvrant la possibilité de la récupérer sous le couvert d'une société dirigée officiellement par son fils Laurent ».

Signé le 11 janvier 1996, le contrat prévoyait que la rémunération de M. Tapie – « 2,85 francs par entrée en France après 35 000 entrées », plus « un pourcentage fixé à 23,75 % hors taxe des recettes [du producteur] » – serait versée à la SARL Demain l'événement, domiciliée chez son impresario, Jacques Marouani, gérée par son fils, Laurent Tapie, et dont l'objet social consiste à monter « l'autorisation de filmer, de reproduire et de communiquer au public l'image et la voix de M. Bernard Tapie ».

Le film a enregistré 1 004 191 entrées en trois semaines et aurait, sur la base des chiffres publiés par l'hebdomadaire professionnel *Le Film français*, produit un gain potentiel de quelque 3,3 millions de

francs en faveur de Demain l'événement.

L'initiative soudaine des liquidateurs semble trouver son origine dans une lettre qui leur fut adressée le 12 septembre par le procureur adjoint de Paris, Jean-Claude Marin. Agacé par les retards d'une procédure collective engagée en 1994, le magistrat exigeait un « rapport détaillé sur les perspectives d'évolution du dossier », relevant que « la situation passive reste mal déterminée ». Il demandait aussi un état « des perspectives de réalisations des principaux actifs », dont le volier Phocée et l'hôtel particulier de la rue des Saints-Pères – où M. Tapie réside toujours, avec l'autorisation des liquidateurs –, et s'interrogeait sur « le coût de conservation des actifs ».

« SANS DÉLAI »

En effet, hormis quelques ventes d'appartements effectuées à la demande du Trésor et la vente de quelques meubles du couple Tapie, M^{me} Pavet et Pierre n'ont pas cédé les principaux éléments du patrimoine de l'ancien homme d'affaires, alors même qu'ils avaient jugé bon d'assigner le Crédit lyonnais, afin d'en contester la créance. Dans sa lettre, M. Marin demandait enfin aux liquidateurs de faire en sorte, « sans délai », d'« intégrer » les gains cinématographiques de M. Tapie à la procédure en cours. La loi ne prévoyant pas le sort réservé aux gains acquis après la mise en liquidation, cette mesure sera contestée par M. Tapie devant le tribunal de commerce de Paris.

Hervé Gattegno

DÉPÊCHES

■ **VIOLENCES** : alors que six véhicules étaient à nouveau incendiés, lundi 4 novembre, à Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire) près de Tours, un incendiaire présumé, arrêté dimanche matin (*Le Monde* du 5 novembre), était présenté au parquet et écroué. Deux autres incendiaires présumés ont été remis en liberté. Un jeune homme de vingt ans a, en outre, été écroué de six mois de prison avec sursis pour jets de pierres contre les forces de l'ordre.

■ **SANTÉ** : avec 537 cas recensés par l'Inserm en 1995, le nombre de morts subites du nourrisson (MSN) a diminué de plus de moitié par rapport à 1993, a indiqué lundi 4 novembre Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé, à l'occasion du lancement d'une troisième campagne d'information sur la MSN. En 1994, le nombre de cas était passé de 1 113 à 600 dans la foulée d'une première campagne incitant à coucher les bébés sur le dos ou sur le côté.

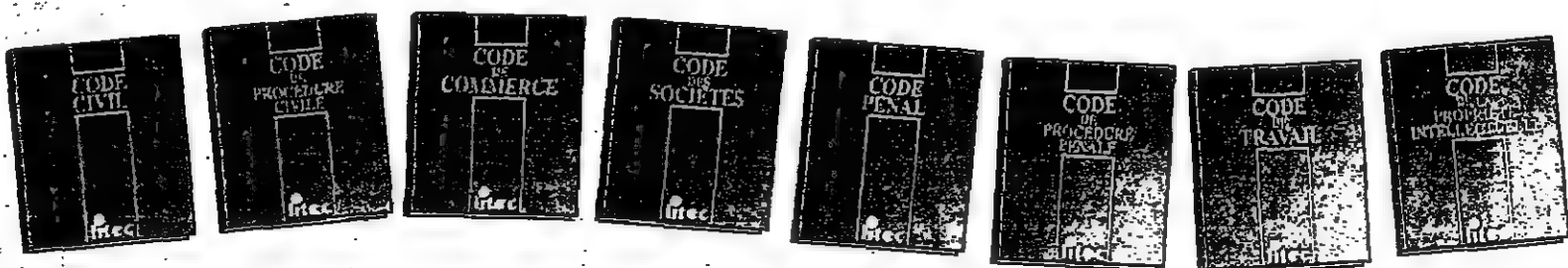
■ **IMMIGRATION** : cinq Turcs ont été reconduits à la frontière à la suite de l'occupation, le 29 octobre, du centre de réception des étrangers du 3^e arrondissement de Paris par 400 sans-papiers, a annoncé, lundi 4 novembre, le « 3^e collectif ». Parmi les vingt et une personnes interpellées ce jour-là, deux Chinois et un Turc ont été assignés à résidence par les magistrats. Les autres ont été libérées par le tribunal administratif, le tribunal de grande instance et la cour d'appel.

■ **JUSTICE** : Lucette Michaux-Chevry, présidente (RPR) du conseil général de Guadeloupe, fait l'objet depuis le 8 octobre d'une « plainte pour faux et usage de faux ». Le plaignant, Marcel Domini, un chômeur très actif sur le terrain judiciaire, reproche au sénateur et maire de la commune de Basse-Terre d'avoir produit un faux lors d'un procès en diffamation qu'elle avait intenté à divers organes de presse, et dont elle a été déboutée par la cour d'appel de Paris le 3 juillet.

■ **VOL** : Richard Bouazis, avocat général à la cour d'appel d'Alençon-Provence, a été renvoyé, le 10 septembre, devant le tribunal correctionnel de Paris pour vol, par le juge d'instruction parisien Marie-Paule Moracchini. M^{me} Bouazis, cinquante-deux ans, avait été accusé en 1994 d'avoir volé des meubles de la cour d'appel, ce qu'il a toujours nié. Son dossier doit être plaidé le 30 janvier 1997.

bleu pour réussir

Les Codes Bleus Litec



- Jurisprudence riche et complète.
- Grande sélection de textes complémentaires.
- Nouvelle présentation plus pratique.

litec

La collection des Codes Bleus est en vente chez votre libraire.

AMÉNAGEMENT L'autoroute A 14, qui relie Orgeval (Yvelines) à la Défense (Hauts-de-Seine), est mise en service mercredi 6 novembre. Ce nouvel axe a été construit pour

rendre plus fluide la circulation à l'ouest de Paris. ● **LES TRAVAUX** réalisés font de l'A 14 l'autoroute la plus chère de France: 4,5 milliards pour 15,6 kilomètres, soit environ

300 millions de francs le kilomètre, près de dix fois plus qu'une autoroute en rase campagne. Ces coûts s'expliquent par la mise en œuvre d'importants travaux pour satisfaire

les exigences environnementales des riverains. ● **PREMIÈRE AUTO-ROUTE** à péage de la région parisienne, elle sera aussi la plus chère de France de ce fait: les automobi-

listes devront déboursier 30 francs. ● **A TOULOUSE COMME A AVRILLÉ**, près d'Angers, les autoroutes à péage et en milieu urbain soulèvent inquiétudes et protestations.

L'autoroute la plus chère de France ouvre entre Orgeval et la Défense

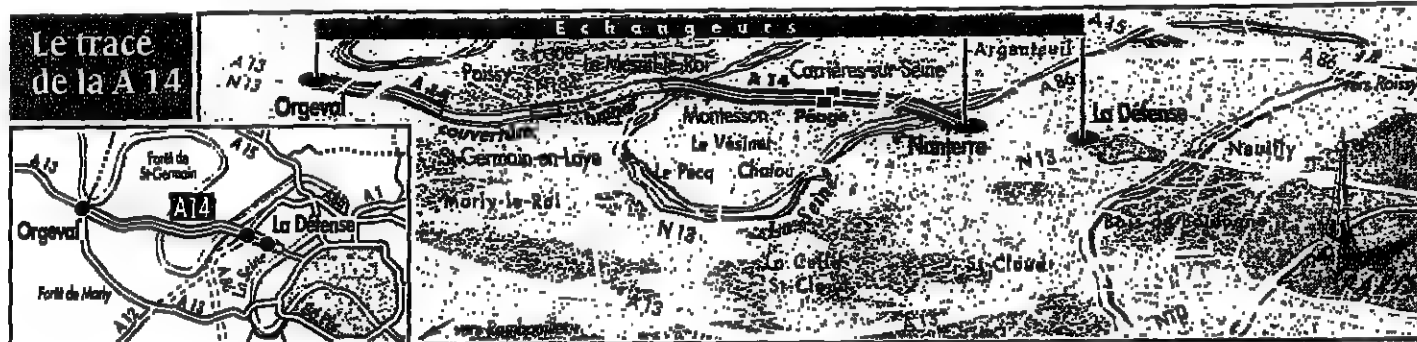
L'A 14 se veut exemplaire quant à son intégration dans l'environnement de l'Ouest parisien. Mais cette exigence a un prix: le coût des travaux est dix fois supérieur à celui d'une autoroute en rase campagne et il faudra s'acquitter d'un péage de 30 francs pour parcourir 15,6 kilomètres

NANTERRE

de notre correspondant
Il aura fallu soixante ans, soit une longue vie, pour que le projet de relier par autoroute Paris à Orgeval (Yvelines) aboutisse. Après avoir connu nombre de rebondissements et déclenché bien des passions, l'A 14 s'ouvre à la circulation, mercredi 6 novembre au matin, entre la Défense et Orgeval. L'axe routier tant étudié et espéré est donc là, et bien là. Mais la facture aussi, qui en fait à ce jour l'autoroute la plus chère de France. Et le péage également, qui en fait la première autoroute payante de la région parisienne.

TRANCHE COUVERTE

Au total, l'A 14 aura coûté 4,5 milliards de francs à la Société des autoroutes Paris-Normandie (SAPN) pour les 15,6 kilomètres à péage dont elle a la charge - au lieu de 1,4 milliard prévu à l'origine - et 2,2 milliards pour les 5,4 kilomètres non concédés dans le département des Hauts-de-Seine. Soit un coût moyen de l'ordre de 300 millions de francs le kilomètre, alors que celui d'un kilomètre d'autoroute en rase campagne est de 35 millions. La moitié des sommes engagées ont été consacrées à la protection de l'environnement, dans la mesure où l'A 14 traverse des secteurs habités comme Poissy ou Carrières-sur-Seine. Un tiers de la longueur totale est couverte ou en souterrain. C'est ainsi qu'un tunnel de 2,8 kilomètres et une tranchée couverte



de 1550 mètres permettent à l'autoroute de traverser la forêt de Saint-Germain-en-Laye sans trop altérer le paysage.

En outre, l'A 14 disposera des dernières innovations techniques, comme le revêtement de la chaussée d'enrobés drainants permettant une meilleure sécurité pour

les usagers et une diminution des impacts phoniques pour les riverains. Elle sera éclairée sur toute sa longueur et surveillée par un réseau de caméras vidéo reliées à un PC construit spécialement à Nanterre. Seize panneaux à messages variables renseigneront les usagers sur les conditions atmosphériques

ou de circulation et des câbles permettront, dans les zones couvertes, de capter six stations radio FM et d'utiliser des radio-téléphones.

Au cours de la très longue gestation de l'A 14, la protection de l'environnement et des riverains a catalysé toutes les énergies. Tout le long du tracé, associations et élus se sont mobilisés, comme à Poissy, pour obtenir des protections phoniques le long de la cité de la Couderie, de l'hôpital ou d'un lotissement. Mais c'est à Saint-Germain-en-Laye que le dossier a été le plus épineux. Ceux qui craignent la « mutilation » de la forêt, un des derniers pommiers verts de l'Ouest parisien, et ceux qui redoutent une augmentation du trafic routier sur les voies locales le firent bruyamment savoir. Par deux fois, en 1990, François Mitterrand intervint personnellement sur le dossier, d'abord pour supprimer l'échangeur prévu en pleine forêt, ensuite pour protéger

le site de la terrasse Saint-Germain.

Au final, interventions, protestations, manifestations ont abouti à de très substantielles modifications. Mais la facture des travaux en a été alourdie d'autant. C'est ainsi que dans le département voisin des Hauts-de-Seine, où l'autoroute n'est pas concédée et sera non payante, les interventions ont permis que le tronçon d'autoroute soit entièrement enterré, ce qui représente un coût total de 2,2 milliards pour trois kilomètres et demi.

■ **PAYER POUR MIEUX CIRCULER**

Aujourd'hui, d'autres oppositions naissent, certains voyant en l'A 14 « une autoroute pour les habitants de Neuilly qui veulent arriver plus vite à Deauville ». Mais les principales réclamations concernent le prix du péage, fixé pour la première année à 30 francs le passage - un coût record là aussi -, même si des formules d'abonne-

ment ramèneront le trajet à 10 francs et si une expérience de covoiturage est tentée (lire ci-contre). A l'argument du prix excessif du kilomètre pour l'usager, qui avoisine les 2 francs, les promoteurs rétorquent qu'il s'agit en fait d'un service nouveau qui devrait permettre de faire le trajet Orgeval-la Défense en quinze minutes, contre parfois deux heures actuellement aux périodes de pointe.

Reste une inconnue: l'arrivée sur Paris. Le pont de Neuilly et l'avenue Charles-de-Gaulle étant déjà surchargés, on risque, en venant de l'ouest, de se retrouver bloqué si tôt après avoir passé la barrière de péage. Ce qui remettrait en cause toute la philosophie du projet: « payer pour mieux circuler ».

Si l'autoroute A 14 est la première du genre, elle ne devrait pas être la dernière. A l'ouest, le dernier maillon de l'A 86 sera constitué par la mise en place d'un tunnel à péage entre Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) et Versailles (Yvelines). La future autoroute A 104, Orgeval-Méry-sur-Oise (Val-d'Oise), qui est déjà très contestée, y compris par le ministre de l'environnement, sera elle aussi à péage. Sans oublier le réseau MUSE (maillage urbain souterrain express), imaginé par le conseil général des Hauts-de-Seine, où, pour traverser le département du nord au sud en souterrain, il faudra également mettre la main à la poche.

Jean-Claude Pierrette

Toulouse: l'octroi de la colère

TOULOUSE

de notre correspondant
Pendant vingt ans, quarante-cinq mille véhicules empruntaient quotidiennement la voie rapide qui relie Toulouse à sa banlieue sud-ouest. Mais depuis le début de l'année, seulement quinze mille véhicules acceptent de payer cinq francs pour accomplir le même parcours. Sauf aux heures de pointe, quand les militants du collectif antipéage viennent manifester devant la nouvelle gare de péage de Roque-sur-Garonne, en laissant tous les automobilistes passer gratuitement.

A la veille du week-end de la Toussaint, le collectif organisait sa 153^e « levée de barrière » avant d'appeler à manifester devant la préfecture où une nouvelle réunion entre les services de l'Etat et les élus locaux a essayé - en vain - de trouver une solution définitive à ce problème. Les négociations achoppent toujours sur la question du rachat du péage par les collectivités locales. Initialement, l'Etat demandait 67 millions de francs. Aujourd'hui, il en coûterait

275 millions. Devant l'inflation galopante du prix du kilomètre de bitume, même illuminé pour satisfaire aux normes d'une autoroute urbaine, les formules de rachat partiel se multiplient.

Les collectivités sont désormais prêtes à payer chacune leur part, mais envisagent difficilement de faire payer les passages de non-résidents par les impôts locaux. Le concessionnaire ASF propose, quant à lui, des rabais de 30 % à 50 % pour ses abonnés, via le télépéage. Les employés d'ASF, inquiets pour leur emploi si le péage venait à être abandonné, préconisent de leur côté une aide au covoiturage.

Mais le collectif, fort des quarante mille signatures recueillies sur sa pétition, réclame désormais le rachat pour le franc symbolique, et cherche à mener la contestation sur les autres péages de l'agglomération, situés à la sortie immédiate du nouveau périphérique toulousain, et assimilés à des résurgences des antiques octrois.

Stéphane Thépot

A Avrillé, dans le Maine-et-Loire: « Un tunnel sinon rien »

« PLUS D'AUTOROUTE en ville... Un tunnel, sinon rien », exigent ceux qui, à Avrillé (Maine-et-Loire), se mobilisent - notamment à travers la Coordination des associations contre le tracé urbain sud, CACTUS - contre le projet de passage de l'autoroute A 11 (l'Océane entre Paris et Nantes) en plein tissu urbain, à la limite d'Angers et de leur commune. Ce projet, vieux de trente ans, ne tient pas compte du fait qu'entre-temps la population d'Avrillé, présentée comme une « ville-parc », est passée de 3 000 à près de 15 000 habitants, ni que l'autoroute raserait les immeubles de la cité Verneau, un faubourg populaire d'Angers. Ce tracé sud, de 13,5 kilomètres de long, suppose, en outre, la délocalisation, à Marcé, de l'aérodrome d'Avrillé, qui, à travers son aéro-club, accueille de très nombreuses activités sportives.

Jean Monnier, maire (div. g.) d'Angers et président du district, est, comme la plupart des élus de l'agglomération angevine, particulièrement favorable à la mise en œuvre de ce chaînon manquant de l'Océane. Avec deux fois trois

voies, ce morceau d'autoroute jouerait le rôle de rocade nord et désengorgerait les berges de la Maine, où le trafic a franchi le cap de 90 000 véhicules/jour. Alguillonné par CACTUS, Marc Laffineur, député et maire (UDF) d'Avrillé, essaie d'obtenir une couverture sur le maximum de territoire urbain où des « mesures compensatoires lourdes » ont déjà été prévues sous la forme de parcs de terre et de couvertures partielles sur 1 kilomètre.

Ces aménagements destinés à respecter les « seuils de confort » ne suffisent pas aux associations de défense. Plutôt que de réclamer un tracé différent qui ne ferait que « renvoyer le problème chez les autres », ils se déclarent prêts à accepter le passage de l'A 11 à la seule condition qu'elle passe dans un tunnel de 6 kilomètres, à 25 mètres sous terre, et sans péage. Et de citer en exemple l'A 14... « Ce qu'on a pu faire pour les arbres de la forêt de Saint-Germain, on peut bien le faire pour nous ».

Robert Belleret

Alain Juppé confirme la réalisation du TGV-Est

LE PREMIER MINISTRE Alain Juppé a confirmé « l'importance que le gouvernement attache à la réalisation du projet de TGV-Est européen » à l'issue d'une réunion interministérielle qu'il a présidée, lundi 4 novembre, à Matignon. Le chef du gouvernement a précisé que l'avant-projet détaillé serait élaboré à partir de 1997 et a demandé à Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, et à Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports, de « préparer avec les collectivités locales concernées le contenu de la première phase des travaux et ses modalités de réalisation ». Comme l'espérait M. Pons (Le Monde du 26 octobre), le calendrier des travaux « sera annoncé d'ici à la fin de l'année » et « l'objectif à terme » reste un temps de parcours de deux heures entre Paris et Strasbourg.

Rennes privilégiera les transports en commun au détriment de la voiture

FAVORISER LA CIRCULATION des autobus au détriment des voitures: tel est le choix que le maire de Rennes, Edmond Hervé (PS), a exposé devant son conseil municipal, lundi 4 novembre. Confrontée au risque d'asphyxie du centre historique, la ville devrait démarrer prochainement les premiers travaux d'un futur métro léger (VAL), déjà plusieurs fois retardés, et lancer un nouveau plan de circulation, qui réserverait une rive de la Vilaine aux seuls transports en commun. Cent cinquante millions de francs seraient consacrés au premier programme et 121 millions au second. (Corresp.)

Un maire du Pays basque interdit sa commune aux promeneurs

LE MAIRE DE LARRAU (Pyrénées-Atlantiques) vient d'interdire l'accès de sa commune, dans une haute vallée basque, aux randonneurs et aux pratiquants de sports aériens. Selon les termes de son arrêté, ces activités sont « de nature à troubler l'exercice du droit de chasse » et susceptibles de « porter atteinte à l'ordre public ». Jusqu'au 15 novembre donc, date à laquelle expire la période de chasse à la palombe, « les infractions seront constatées par des procès-verbaux ». Pour le maire qui a appelé, samedi 26 octobre, à un rassemblement dans le village pour célébrer les modes de vie ancestraux, il s'agit de préserver une tradition que des promeneurs seraient susceptibles de perturber. Ce même 26 octobre, l'organisation écologiste Organibideka Col Libre avait convié à une autre rencontre au sommet d'un col, pour protester contre cette interdiction. Selon l'association, « on ne saurait confondre droit de chasse et droit de propriété. Promeneurs, bergers, touristes, chacun a sa place en montagne ». (Corresp.)

■ **PARIS**: Jacques Toubon, garde des sceaux et maire du 13^e arrondissement, déclare dans une interview à La Tribune-Desfosses du 5 novembre que « le projet d'urbanisme Paris-Rive gauche constitue un enjeu stratégique ». Il estime que les dispositions ont été prises pour que les investissements ne pèsent pas sur les finances de la ville, en précisant que « les autorisations d'emprunts pour la société d'économie mixte Semapa s'élèvent à 3,1 milliards de francs dont 80 % garantis par la ville. Leur remboursement ne commencera qu'en 2001 ».

Les Landes gardent la mémoire du métayage

IL Y TOUT JUSTE CINQUANTE ANS, l'Assemblée constituante reprenait une revendication du Conseil national de la résistance (CNR) et votait - à l'unanimité - une loi qui allait entraîner la disparition du métayage dans les campagnes françaises. L'anniversaire est passé inaperçu. Sauf dans les Landes. Réalisé par Sylvie Licard, un film subtil - La Part du maître - fait de témoignages de première main, a rempli les salles de réunion et les écoles communales du département, et alimenté d'innombrables débats. Le conseil général a financé cet été une grande exposition sur le métayage. Et un ouvrage paraîtra cet automne.

Si les Landes n'ont pas la mémoire courte, c'est que, jusqu'aux années cinquante, le métayage a modelé leur vie quotidienne. Mode d'exploitation agricole pour pays pauvres et isolés - entre le propriétaire qui apporte les terres, la maison d'habitation, le bétail, et le métayer, riche de ses seuls bras, il n'y a pas de versement d'argent mais partage des récoltes -, le métayage avait pratiquement disparu de l'Hexagone dès le XIX^e siècle. Dans les

Landes, il triomphait encore à la Libération: les trois quarts des terres étaient exploitées ainsi.

Le métayage avait marqué un progrès incontestable par rapport au servage. En plein XIX^e siècle, il apparut cependant anachronique, indéfendable avec ses corvées obligatoires et gratuites (Journées de lessive « au château » pour les femmes, coupe de bois pour les hommes), ses redevances payables en nature (plusieurs paires de poulets, des oies grasses, des balais de sorgho...) et le cas n'était pas rare, un droit de cuissage pour le propriétaire.

■ **FACTEUR DE STAGNATION ÉCONOMIQUE**

Ceux-ci ne se comportaient pas comme « les seigneurs russes avec leurs serfs », objecte un hobereau interviewé dans le film. Les abus existèrent pourtant qui conduisirent les métayers landais à se révolter à plusieurs reprises au cours de la première moitié du siècle. « C'était des révoltes de pauvres gens. Le clergé a été très discret. Leur mouvement était pourtant légitime », se souvient un prêtre issu d'un mi-

lieu paysan et passé par le syndicalisme chrétien.

Mais ce sont surtout des raisons économiques qui ont condamné à mort le métayage: les baux qui le régissaient étaient trop courts (un an), le métayer n'était pas libre d'exploiter les terres comme il l'entendait, le partage physique des récoltes l'incitait pas l'agriculteur à investir. Le métayage « était devenu un facteur de stagnation économique ».

Votée dans l'euphorie, la loi de 1946 n'entraîne pas facilement en application dans les Landes. Pendant des années, des propriétaires mèneront un combat d'arrière-garde pour s'opposer à son application. Ils obtiendront des tribunaux des expulsions de métayers contre lesquelles ferrailleront des paysans mobilisés par les syndicats communistes. Aujourd'hui, les passions se sont éteintes et le métayage a disparu. Mais ces luttes passées ne sont pas pour rien dans le solide ancrage à gauche des Landes.

Jean-Pierre Tuquoi

Grimal

CARNET DU MON

DISPARITIONS

Pierre Grimal

Un des plus féconds et des plus fameux latinistes

DÉCÉDÉ à Paris samedi 2 novembre à quelques jours de son quatre-vingt-quatrième anniversaire - il est né le 21 novembre 1912 -, Pierre Grimal était l'un des plus féconds et des plus fameux latinistes de notre temps. Membre de l'Institut, fêté par les plus hautes instances internationales, l'érudit, qui n'oublia jamais le Quercy de ses origines, défendit avec une vigueur exemplaire la langue latine, qui fondait à ses yeux autant la réflexion que le français moderne.

Au sortir du lycée Louis-le-Grand, il intégra l'Ecole normale supérieure (1932), est reçu à l'agrégation de lettres (1936), déjà membre de l'Ecole française de Rome (1935-1937). Le choix peut surprendre en un temps où « l'exaltation archéologique » dirigeait les normaliens vers la plus flatteuse Ecole d'Athènes. Initialement attiré par le monde grec, Pierre Grimal dut ce qu'il appelait « la révélation de Rome » à l'enseignement qu'il reçut de Jean Bayet et de Jérôme Carcopino - il souleva cette dette en consacrant un essai au sous-titre transparent, *Un historien au service de l'humanisme* (Belles Lettres, 1981).

Dès 1934 il aborde Pompéi, puis Rome (1935), convaincu qu'en dépit du lieu commun qui veut que la culture latine ait surtout traité celle des Grecs, « la réalité romaine dépassait ce qu'on en disait dans les livres ». Faire partager cette conviction et établir la grandeur propre de l'héritage romain devaient être l'un des grands combats de ce latiniste d'exception. Tout en poursuivant un cursus d'un classicisme sans surprise - professeur au lycée de Rennes (1938-1941), il est maître de conférences à la faculté des lettres de Caen (1941-1945), puis, ayant soutenu sa thèse de doctorat (*Les Jardins romains. Essai sur le naturalisme romain*, De Boccard, 1944, rééd. Fayard, 1984), il devient professeur à la faculté de Bordeaux (1945-1952), à la Sorbonne enfin (1952-1982) - Pierre Grimal va mener de front plusieurs combats.

Outre son métier d'enseignant qu'il tient toujours pour essentiel, il est un savant infatigable, traduisant et commentant Properce et Apulée, Sénèque et Cicéron surtout, mais aussi le plus obscur Frontin. Pour la prestigieuse Bibliothèque de la Pléiade, il traduit et annota tant les *Romans grecs et latins* (1958) que le théâtre romain (*Plaute et Térence*, 1971) et Tacite (1990).

UNE AIDACE MONNÈME

Il crée même aux Presses universitaires de France une collection, « *Erasmus* », misant sur une solide compréhension du texte ancien qui dispense de l'inévitable confrontation, ligne à ligne, à la traduction. Car pour Pierre Grimal le latin n'est pas une langue morte. A l'origine, en 1957, de la revue *Vita latina*, rédigée en latin mais qui n'hésite pas à forger des « néologismes » pour rendre compte au plus juste des réalités du monde contemporain, Pierre Grimal préside longtemps l'association du même nom, au sein du Comité de liaison pour la défense

du latin dont il défend tant la diffusion que l'usage. C'est cet engagement en faveur d'une langue commune, ferment d'un esprit commun qui transcende les particularités nationales, qui le conduit au comité directeur de l'Association pour la défense du latin, alors même qu'il prend siège à l'Académie des inscriptions et belles-lettres (1977), ou le pousse plus récemment à fonder avec Jacqueline de Romilly une Société pour la sauvegarde des enseignements littéraires.

Loin de défendre une conception d'un élitisme réservé, Pierre Grimal manifeste un formidable don de vulgarisateur. Illustrant dès l'étape scolaire la nécessité de gagner un large public au legs culturel antique, il signe, audace pionnière, des manuels de langue et civilisation latines, plus tard un *Guide de l'étudiant latiniste* (1971), compose un *Dictionnaire de la mythologie grecque et romaine* (PUF, 1951) sans cesse réédité, et une *Civilisation romaine* (Arthaud, 1960) aujourd'hui déclinée en poche. Il donne, aux PUF toujours, outre une dizaine de synthèses qui tiennent du tour de force - *Les Villes romaines*, *Le Théâtre antique*, *Le Siècle d'Auguste*, *L'Art des Jardins*, *Cicéron ou Sénèque* entre autres - « Que Sais-je ? », un guide de tourisme culturel (*Nous partons pour Rome*, 1962) en avance sur l'air du temps. Très tôt célébré par les médias comme le plus fameux latiniste français, Pierre Grimal fait là encore œuvre de sobre pédagogie, réalisant pour la RTF des visites à Rome ou à Ravenne ou livrant en 1990 de passionnants entretiens sur l'universalité de l'Urbs pour FR 3. C'est presque paradoxalement le genre biographique qui occupa ses années de semi-retraite. L'historien qui dénonçait la facilité des péplums, inaptés à rendre « la réalité spirituelle de l'Antiquité », campa, après la figure de *Sénèque* (1978), celles de *Virgile* (Arthaud, 1985), *Cicéron* (1986), *Tacite* (1990) et *Marc Aurèle* (1991, tous trois chez Fayard), comme on immerge un sujet, précis donc limité, dans l'esprit du temps qui rend le singulier exemplaire.

En marge de la rigueur attendue de l'universitaire, l'homme ne manque pas de malice et compose de savoureux *Mémoires de T. Pomponius Atticus* (1976), ami de Cicéron, ou plus récemment les *Mémoires d'Agrippine ou Le Procès Néron* (Fayard, 1992 et 1995). Ces récréations ultimes ne doivent pas faire d'ombre au dernier grand œuvre de Grimal, une monumentale *Littérature latine* (Fayard, 1994), composée en solo avec une sûreté, une précision, dans cette langue claire et sobre qui force l'admiration et justifie qu'on ait pu faire de Grimal, sinon le fondateur d'une « école » de Paris - ses leçons de civisme raisonné (*Les Erreurs de la liberté*, Belles Lettres, 1989) sont des mises en garde plutôt qu'un bréviaire militant -, du moins le maître d'un courant qui fonde la source de notre modernité dans la conscience du legs antique.

Philippe-Jean Catnichi

■ **ITHIER DE ROQUEMAUREL**, ancien président d'Hachette, est mort, lundi 4 novembre, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Né le 15 septembre 1914, après des études au Collège Stanislas, à Paris, il est ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufacture. En 1950, il devient PDG de l'imprimerie Brodard et Taupin. Il rentre en 1955 au conseil d'administration de la Librairie Hachette, puis est nommé directeur général adjoint en 1964, avant de devenir PDG en 1967, poste qu'il occupera jusqu'en 1976. Il a succédé, comme PDG de la Librairie Hachette, à son oncle Robert Meunier du Houssoy. Le marquis Ithier de Roquemaurel était un descendant du fondateur de la maison d'édition, Louis Hachette. Ithier de Roquemaurel était officier de la Légion d'honneur et croix de guerre 39-45. Il est le père de Gérard de Roquemaurel, vice-président d'Hachette Filipacchi Presse, et de Florence Terray, directrice déléguée de *Terre sauvage* et d'*Enfants magazine*, chez Bayard Presse.

■ **ARTUR AXMANN**, le dernier dirigeant des Jeunesses hitlériennes, de 1940 à 1945, est mort à Berlin, le 24 octobre, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Né en 1913, Artur Axmann avait rejoint le Parti nazi dès l'âge de dix-sept ans. Il avait succédé en 1940 à Baldur von Schirach à la tête des Jeunesses hitlériennes et de l'Association des jeunes filles allemandes, organisations regroupant des millions de jeunes, qu'il avait dirigées jusqu'à l'écroulement du Troisième Reich. Vers la fin de la seconde guerre mondiale, les Jeunesses hitlériennes avaient

envoyé au front plusieurs centaines de leurs membres, dont certains n'avaient que quinze ans. Ayant réussi à s'échapper de Berlin, Artur Axmann avait été arrêté en décembre 1945. Il avait été traduit devant le tribunal international de Nuremberg qui l'avait condamné en 1949 à trois ans de travail forcé. Après avoir purgé sa peine, il avait gagné Berlin-Ouest où il avait travaillé comme cadre commercial.

■ **ARTUR MIEDZYRZECKI**, poète et écrivain polonais, vice-président de la Fédération internationale du Pen Club, est décédé, samedi 2 novembre, à Varsovie, à l'âge de soixante-quatre ans. Né en 1922, il n'avait rejoint sa patrie qu'en 1950, après avoir été officier de l'armée du général Anders, être passé par Jérusalem, avoir pris part à la campagne d'Italie, avoir fait des études à Paris. Il était connu pour ses traductions de Shakespeare, Molière, Racine, Rimbaud, Apollinaire, Aragon et René Char. Ses œuvres, recueils de poésie, récits-souvenirs de ses voyages et combats, traductions, lui ont valu de nombreux prix littéraires, notamment le *Thornton Wilder Prize* en 1986.

■ **M^{re} JEAN-MARIE Cissé**, président de la conférence épiscopale du Mali, est décédé samedi 2 novembre à Sikasso, ville voisine de la frontière avec la Côte d'Ivoire, dont il était évêque. Né le 28 août 1932 à Siguir (aujourd'hui en Guinée), il était devenu en 1977 le premier évêque de ce pays à très forte majorité musulmane, où les catholiques, implantés dans le Sud, représentent environ 10 % de la population.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Charlotte et son grand-père sont heureux d'accueillir
Chloé,
née le 2 novembre 1996.

Sharon LEE et Bernard PONCET ont la joie d'annoncer la naissance de
Etienne,
le 2 novembre 1996, à Paris.

Ambassade de France en Lettonie, Rainu Bulvaris 9, LV 1050 Riga.

Albert DAUSSIN-CHARPANTIER et Nicole RINGOT ont la joie d'annoncer la naissance de
Victor,
le 31 octobre 1996.

Préfecture, B.P. 429, 70013 Vesoul Cedex.

Décès

Angers. Murs-Érigé. Versailles. Sucey-en-Brie. Paris.

Marthe Anhebaume. Ses enfants. Ses petits-enfants. Son arrière-petit-fils. Sa belle-sœur Suzanne.

ont la douleur de faire part du décès de
André ANTHEAUME,
survenu le 31 octobre 1996, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Murs-Érigé (Maine-et-Loire).

Le président François Dubin. Et les membres du conseil d'administration de la Fédération nationale des centres Pact Arim. Le président André Laure. Et les membres du conseil d'administration de l'Union régionale Pact d'Ile-de-France.

ont le regret de faire part du décès de
Vves AUBERT,
ancien président de la FNC Pact Arim (1977-1985),
ancien président de l'UR Pact Ile-de-France,
survenu le 28 octobre 1996.

Ils s'associent à la douleur de sa famille.

FNC Pact Arim. 27, rue de La Rochefoucauld. 75009 Paris.

Pauline Copigneaux, son épouse, Frédéric Copigneaux, Hélène et Philippe Pouy, François et Joséphine Copigneaux, ses enfants, Florence, Bertrand, Sébastien, Virginie, Louisie, M. Claude Chalmay, ses filles, Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de
Paul COPIGNEAUX,
ministre plénipotentiaire, ancien conseiller général de France à Stuttgart, Sarrebruck et Flourens, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur de l'ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne, chevalier du Mérite du Land de Sarre,
survenu subitement à Paris, le 3 novembre 1996, dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 8 novembre, à 11 heures, au cimetière parisien des Batignolles.

130, rue Lacourbe, 75015 Paris.

M. et M^{me} Jacques Guillaume, M. et M^{me} Olivier Basset, M^{me} Bernard Fichot, M^{me} Odile Fichot, ses sœurs, belle-sœur et beaux-frères, Ses neveux et nièces, Cressy, Fichot, Guillaume et Basset, Les familles Meert, Oudard et Cosmao-Damair.

ont la tristesse de faire part du décès de
M^{me} Geneviève FICHOT,
directrice de la Maison du livre italien, survenue à Paris, le 3 novembre 1996, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 novembre, à 11 heures, en l'église Sainte-Clotilde, 23 bis, rue Las-Cases, Paris-7.

L'inhumation aura lieu le jeudi 7 novembre, au cimetière de Brazzy-en-Plaine (Côte-d'Or).

Ni fleurs ni couronnes.

54, rue de Bourgogne, 75007 Paris.

Maurice Gross, son épouse, Odette Soria, sa mère, Babette et Mathieu, ses enfants, Et leurs familles, ont la douleur d'annoncer le décès de
Martine GHOULA-BOURI,
le 1^{er} novembre, à Paris.

Ses obsèques ont lieu dans l'intimité.

55, rue Sodaine, 75011 Paris.

M^{me} Louis Vermonet et ses enfants, M^{me} Emilie Ferrandi et ses enfants, Les familles de Cambianca, Piazza-Alessandrini, Delmange et Flach, M. René Chaffardon, M. Pierre Mittois, M. Claude Chalmay, ses filles, Et toute la famille.

ont la tristesse d'annoncer le décès de
M. Gaston D'ANGELIS,
survenu le 30 octobre 1996, à Paris, dans sa soixante-troisième année.

Priez pour lui !

Une messe sera célébrée le jeudi 7 novembre, à 15 heures, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu à Lumio (Haute-Corse), le vendredi 8 novembre, à 15 h 30.

11, rue Casenne, 75006 Paris.

Entourée de l'affection de sa famille et de ses amis,

Anne Marguerite GISSINGER
nous a quittés le 2 novembre 1996.

Jean-Louis Druz, M^{me} Joseph Gissinger, Albert, Céline, Nicolas, Antoine et Anne-Charlotte, Christophe, Adélaïde et Allon, Pierre, Lise, Cécile et Simon, conviennent tous ceux qui l'ont connue et aimée à participer à la cérémonie religieuse qui sera célébrée le mercredi 6 novembre, à 14 h 30, en l'église d'Ames (Eure-et-Loir).

41, rue des Martyrs, 75009 Paris.

2, rue d'Anet, 28410 Abondant.

Le président de l'université Paris-IV-Sorbonne, L'UFR de latin, Les professeurs et l'ensemble de la communauté universitaire, ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Pierre GRIMAL,
membre de l'Institut,
leur maître et éminent collègue.
(Lire ci-dessus.)

M^{me} Jean Foillard, M. et M^{me} Jacques Lambert et leurs enfants, La congrégation des sœurs augustines, Et toute la famille, font part du décès de

Marc LAMBERT,
survenu à Paris, le 31 octobre 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 novembre, à 11 heures, en la chapelle des sœurs augustines, 29, rue de la Santé, Paris-13^e.

M^{me} Marie-Hélène Pivnik, Jean, Antoine et Nathalie, ses enfants, Gabrielle, sa belle-fille, Arthur, son petit-fils, ont la douleur de faire part de la disparition brutale de

Jean PIVNIK,
ancien directeur de la Fondation franco-brésilienne, maître de conférences à l'université Paris-X-Navarre, dans sa soixante et unième année.

Une bénédiction sera célébrée le mercredi 6 novembre 1996, à 14 heures, en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière communal d'Antony, rue de Châteaufort.

19, rue Daguerra, 75014 Paris.

M^{me} Paul Simonet, son épouse, M^{me} Régine Simonet et ses enfants, M. et M^{me} Paulette Hannon et leur fils, M. et M^{me} Patrick d'Escauha et leurs enfants, M. Richard Simonet et ses enfants, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul SIMONET,
officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, médaille militaire,

survenu le 4 novembre 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Delcassé, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Suzy, sa fille, Jean-Paul Zahu, son gendre, François Collin, son petit-fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

François VAHL,
ancien médecin-directeur du Laboratoire départemental et hospitalier de la Nivère,

survenu le 1^{er} novembre, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Il sera inhumé près de son épouse, Edith, le 6 novembre, à 11 heures, au cimetière Jean-Gautierin de Nevers.

14, rue des Prés, 58000 Nevers.

Anniversaires de décès

Bernhard BLUMENKRANZ, directeur de recherches au CNRS e.r., nous quitte le 4 novembre 1989.

Il est toujours présent dans le cœur et l'esprit des siens et de ses disciples.

Il y a seize ans, le docteur Jacques PODRABINEK-BIERNACKI nous quitte. Il est toujours présent dans nos cœurs.

Communications diverses

Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, ce jeudi 7 novembre 1996, à 20 h 30 : « Les élections américaines : analyse par M^{me} N. Bernheim, du journal *Le Monde* ».

Réserve pour tous. Sages individuelles du professeur Jacques Benaudis, pour une maîtrise express parfaite du langage modernité/bibliothèque : 01-47-97-30-22/06-68-43-85-78.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Conférences

LE DIABLE L'AMOUR ET LE BON DIEU

Sept jeudis de suite, à 20 h 30, au temple de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée. Paris-17^e. métro Argentine.

Le 7 novembre. « Le diable et la chair » : Jean-Denys Vincent et Claude Geffré, o.p.

Le 14 novembre. « La confiance et le doute » : Alain Duhamel, Flora Groult et J.-F. Collange, théologien protestant.

Le 21 novembre. « La grâce et la foi » : Jean d'Ormesson, Jean Daniel et Louis Perrot, pasteur.

Le 28 novembre. « La souffrance et la mort » : Daniel Sibony, psychanalyste, Marie de Hennezel, auteur de *La Mort intime*, et Alain Houziaux, pasteur.

Le 5 décembre. « La liberté et le destin » : Michel Tournier, Gilles Bernheim, rabbin, et Stan Rougier, prêtre-écrivain.

Le 12 décembre. « Le salut et l'au-delà » : Pascal Bruckner, G. Marielet, s.j.

Le 19 décembre. « L'amour et la solitude » : Jacques de Bourbon-Busset et J.-P. Josuau, o.p. Introductions par Alain Houziaux, pasteur. Libre participation aux frais.

La Quatrième Voie : introduction à l'enseignement de G.I. Gurdjieff, le 7 novembre 1996, à 20 h 30, Espace Saint-Martin, 199bis, rue Saint-Martin, Paris-3^e. P.a.f. 25 francs. Renseignements : 01-34-87-88-60.

CARNET DU MONDE

Téléphone
01-42-17-29-94

Télécopieur
01-42-17-21-36

Le Monde ÉDITIONS

Marc VILBENOÏT

PLEIN CADRE



Itinéraire d'un syndicaliste comblé

Entretiens avec Jean-François RABILLOUD

De la guerre d'Algérie aux grèves de décembre 1995, quarante ans d'histoire, d'engagement et d'encadrement, un itinéraire régulier et obstiné, une analyse sans angélisme ni concessions sur l'avenir des rapports sociaux en général et sur celui des cadres en particulier, par le président de la CFE-CGC.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

une mondiale
politique
Maurroy

0 1 2 3 4 5

Annick Cojean
Dessin : Pancho

ettes du bateau ou de la répartition des couchettes nous a d'abord étonnés, se souvient Alain Deloche. Mais sa gentillesse et sa compétence l'ont tout de suite imposé. C'est quelque chose, un énarque sur un rafiot de la mer de Chine ! » Réunion à 9 heures, et pas 9 h 11 ! Prévisions. Bilan. Discipline, méthode. L'équipe des baroudeurs s'en revient pas. Gouyou planifie l'implanifiable : Gouyou institue

langue de bois », assure un ancien journaliste du Monde, qui pourtant dénonga à l'époque son « humour capricieuse de matador espagnol ».

Giscard d'Estaing sera donc son second tuteur. « La fin de l'ère Pompidou donnait le sentiment que plus rien ne bougeait. Giscard, c'était l'espoir du mouvement. Les deux hommes devenaient amis - « Il me fascinait » -, et lettres du bateau ou de la station des couchettes nous a scisés, se souvient Alain Du Mais sa gentillesse et sa tence l'ont tout de suite C'est quelque chose, un é sur un rafiot de la mer de Réunion à 9 heures, et pas Prévisions. Bilan. Discipline thode. L'équipe des baron n'en revient pas. Gouyou l'implinifiable : Gouyou l'

par Pierre Mauroy

U s'est nouée, pour la

Toutefois, le faible écho de ce congrès, ou, plus exactement, son faible écho en France, confirme qu'il n'a, d'autre côté, que des croyances bien ancrées : la mondialisation de l'économie serait le dernier signe de la modernité mais l'internationalisme politique serait le dernier avatar d'un passé à jamais révolu : l'internationalisme socialiste, quant à elle, ne rassemblerait que quelques partis européens, et, ayant échoué à construire un vrai parti mondial, se contenterait de seulement gérer un club. Ce décalage confirme la nécessité d'expliquer ce qu'est l'internationalisme socialiste aujourd'hui, quel rôle elle joue et quels défis elle doit affronter.

**Aujourd'hui,
les partis de
l'Internationale
socialiste dirigent
le gouvernement, ou
y participent, dans
onze des quinze
Etats membres de
l'Union européenne**

L'internationalisme socialiste est aujourd'hui la première force politique du monde, et une force politique en plein développement. Elle l'est, en premier lieu, par son implantation géographique. Rassemblant hier, c'est vrai, des partis européens, elle est devenue aujourd'hui une véritable organisation internationale. Regroupant en 1951, lors de sa reconstitution, à peine vingt partis et, en 1976 encore, moins de quarante, elle compte depuis quelques semaines cent quarante deux formations.

cent quarante deux fortifications.

Le congrès de New York, en acceptant l'adhésion de trente-deux nouveaux partis, a marqué de ce fait un nouveau progrès, avec, de surcroît, quelques adhésions symboliques qui méritent d'être relevées : la présence, aux côtés de la gauche israélienne, et alors que le processus de paix au Proche-Orient sous-levé bien des inépuissables, du Fatah palestinien ; l'adhésion du Parti social-démocrate bosniaque, qui a su résister aux dérives nationalistes ; l'adhésion du Janata du Pérou, qui vient d'accéder une nouvelle fois au pouvoir ; l'adhésion du Parti kurde irakien, dont les dirigeants ont été assassinés à la fin de notre précédent congrès et dont la cause comme les positions suscitent le respect ; l'adhésion des partis du Mozambique et de l'Angola, après une longue lutte armée pour l'indépendance, qui traduit une présence nouvelle sur le continent afri-

cat. Ce congrès a été l'occasion d'un débat économique favorisant un développement équilibré et durable ; instauration d'une cause sociale dans les traités commerciaux pour garantir le respect, partout, de principes comme la liberté syndicale ou l'interdiction de l'exploitation des enfants ; priorité réelle à la lutte contre le chômage en relançant, partout, la croissance et en réduisant, dans les pays industrialisés, le temps de travail ; création d'un tribunal pénal international permanent pour que les criminels de guerre sachent que, quel que soit leur rang, quelle que soit leur nationalité, ils auront des comptes à rendre à la communauté internationale... Il faut enfin se battre pour convaincre. Il y a urgence.

Pierre Mauroy, sénateur, maire de Lille, est président de l'Internationale socialiste.

caïn ; enfin, l'adhésion des partis polonais et roumain qui font désormais de l'Internationale socialiste une force présente dans tous les pays d'Europe centrale.

Au-delà de son implantation, l'Internationale socialiste est aussi la première force politique par sa puissance électorale. La belle victoire du Pasok de Costas Simitsis en Grèce n'est que la confirmation de beaucoup d'autres. Dans l'Union européenne, quatre des cinq dernières élections législatives se sont traduites par un succès social-démocrate, si bien qu'aujourd'hui les partis de l'Internationale socialiste dirigent le gouvernement, ou y participent, dans onze des quinze États membres.

En Europe centrale, les socialistes polonais et hongrois détiennent la majorité, et les socialistes tchèques et roumains animent une forte minorité. En Afrique, les socialistes gouvernent, à l'Ouest, le Sénégal ou le Mali et, au Sud, le Mozambique ou l'Angola. En Amérique latine, ils participent aux succès chiliens. En Asie, ils dirigent aussi bien le Pakistan que, depuis peu, l'Inde, sans oublier la participation au gouvernement japonais. Et la liste, là encore, n'est pas exhaustive !

Cette implantation géographique et cette puissance électorale sont au service d'un projet qui montre l'unité, et même la nécessité, d'une organisation comme l'Internationale socialiste. La construction d'un réseau, d'abord, permet à tous les responsables sociaux de tous les continents de la présence de leurs intérêts aux débats. Par ailleurs, l'adhésion à l'Internationale socialiste, il y a, ensuite, la délivrance d'un label, un mode de reconnaissance, un facteur de légitimation pour les partis qui sont admis. Et, pour beaucoup de partis issus de l'exil, soit de la guerre, soit du communisme, cette adhésion constitue un enjeu important dans leur propre stratégie politique.

L'internationale socialiste est, enfin, et c'est là l'essentiel, un lieu de débats, de réflexion, de propositions et d'actions. Si je devais me souvenir qu'une seule conclusion de nos travaux, je dirais sans hésiter que la principale préoccupation concerne la lutte contre le développement de cette pauvreté qui ronge notre planète.

Face à un capitalisme arrogant, les socialistes ont manifesté une ferme volonté de reprendre l'offensive politique. Avec, sans doute, une prise de conscience nouvelle : quand plus de un milliard de femmes et d'hommes sont contraints de survivre avec moins de 1 dollar par jour, quand la fortune des 888 personnes les plus riches du monde s'élève à un revenu annuel de 45 % des habitants des plus pauvres, c'est-à-dire 2,6 milliards de personnes, quand on voit la Bourgeoisie de New York baisser après l'annonce d'une réduction du chômage, il est indéniable à la fois de changer de politique et de porter le débat démocratique à où se trouve le pouvoir réel.

se trouve le pouvoir réel.

En un mot, il faut répondre à la mondialisation de l'économie et de la finance par la mondialisation de la politique et de la démocratie. Il faut fixer des objectifs clairs : la fonte d'un système monétaire international qui permette de s'extraire à la spéculation et de stabiliser les taux d'intérêt ; l'élargissement du G 7 pour créer un lieu de débat économique favorisant un développement équilibré et durable ; la ratification d'une clause sociale dans les traités commerciaux pour garantir le respect, partout, de principes comme la liberté syndicale ou l'interdiction de l'exploitation des enfants ; priorité réelle à la lutte contre le chômage en relançant, partout, la croissance et en réduisant, dans les pays industrialisés, le temps de travail ; création d'un tribunal pénal international permanent pour que les criminels de guerre sachent que, quel que soit leur rang, quelle que soit leur nationalité, ils auront des comptes à rendre à la communauté internationale... Il faut enfin se battre pour convaincre. Il y a urgence.

Pierre Mauroy, sénateur, maire de Lille, est président de l'Internationale socialiste.

par Jean-Pierre Azéma, François Bédarida et Henry Rousso

LA COMMISSION présidée par René Rémond, et dont l'un d'entre nous était membre, a été chargée par Jack Lang, le 19 mars 1992, de formuler un avis sur la destination souhaitable des fichiers qui étaient l'objet de polémiques passionnées depuis que Serge Klarsfeld les avait exhumés du ministère des anciens combattants.

Expertisant ces huit fichiers, la commission pouvait conclure que ce qui était dénommé « le fichier juif » n'était pas celui du recensement des juifs de la région parisienne effectué en octobre 1940, sur l'ordre du commandement militaire allemand, par les autorités vichyssoises, mais un ensemble de fichiers - dérivés - de juifs arrêtés, principalement à Paris.

Le rapport remis en juin par la commission au premier ministre formulait, conformément à la mission assignée, une recommandation : ses membres, à l'exception de Jean Kahn, président du Consistoire central de France, estimaient que ces documents devaient être déposés dans les bâtiments des Archives de France, qui ont vocation de conserver tout ce qui intéresse la mémoire de la nation. Pour tenir compte de leur nature particulière, ils avaient suggéré que ces fichiers puissent être conservés et consultés dans un lo-

cal spécialement aménagé à cet effet. Les pouvoirs publics en ont décidé autrement : les fichiers seront déposés et conservés au Centre de documentation juive contemporaine, érigé pour la circonstance en une « enclave » des Archives de France. L'un des responsables du Mémorial juif ne cachait pas que la décision avait été prise par le chef de l'Etat en personne, avant même que la commission ait remis son rapport.

Les crimes qui ont été perpétrés contre les juifs de France relèvent de la mémoire nationale

Le Monde, qui avait lancé l'*« affaire du ficher juif »* le 13 novembre 1991, annonçait brièvement la nouvelle dans ses éditions des 12 et 16 octobre 1996 en soulignant dans le titre qu'elle avait suscité des *« réactions satigées »*. D'autres citoyens, dont nous sommes, tiennent à exprimer leur inquiétude. Ils estiment que non seulement ceux qui entendent parler au nom de la communauté juive mais nhs encore le président

de la République ont commis, au plan symbolique et au plan du patrimoine national, une erreur profondément regrettable.

Ce n'est pas parce que les souffrances spécifiques des juifs de France ont été occultées dans les années qui ont suivi la fin de l'Occupation qu'il faudrait que la mémoire nationale s'engage dans des directions contestables. La mémoire est par essence suffisamment passionnelle et vulnérable à toutes les utilisations et manipulations pour qu'on fasse preuve en la matière d'une extrême vigilance.

Les crimes qui ont été perpétrés contre les juifs de France l'ont été avec la complicité pleine et entière de l'Etat français et appartenant au passé national. Ils relèvent de la mémoire nationale, ce qui n'exclut ni débats ni divergences. Là comme ailleurs, il y aurait danger à vouloir privilégier une logique communautariste. Il est paradoxal que des juifs français passent prévaloir dans le traitement de notre mémoire commune une approche communautaire inévitablement ambivalente, alors que nous reprochons précisément à Vichy d'avoir fait des « israélites » des citoyens relevant d'un statut particulier infamant.

Si les organisations juives peuvent au moins souligner la spécificité du sort des juifs, pen-

dant la guerre, il en va différemment du président de la République, garant de la cohésion nationale et symbole de la République une et indivisible, qui de surcroît se réclame du gaullisme. La pire des hypothèses serait qu'il paraisse donner certains gages symboliques à la « communauté juive » pour faire mieux passer une politique d'ouverture qu'il entend poursuivre à l'égard des pays arabes.

Les historiens et les citoyens que nous sommes ne peuvent s'empêcher d'envisager que désormais des descendants de Vendéens blancs réclament le transfert à Cholet (qui serait du même coup promue également « *antenne des archives nationales* ») des documents ayant trait aux colonnes infernales républicaines, ou que le Musée du Désert exige les archives des camillards traqués pour leur foi par les soudards des armées du roi.

A tous égards, il est très grave que le président de la République accepte que le patrimoine historique de la nation, et en particulier celui des heures les plus sombres, cesse d'être national.

**Jean-Pierre Azéma,
François Bédarida,
Henry Rousso** sont
historiens.



Chez American non seulement nous vous emmenons vers 200 destinations en Amérique, mais en plus nous le faisons dans d'excellentes conditions de confort. Quoi de plus normal puisque nous considérons nos passagers comme de véritables invités. L'hospitalité américaine prend chez nous tout son sens. C'est pourquoi, lorsque vos affaires vous attendent en Amérique, laissez-nous vous y emmener. Nous vous donnerons toujours le meilleur de nous-mêmes pour vous satisfaire. Pour toutes informations ou réservations, contactez votre agence de voyages ou American Airlines au 01 69 32 73 07 (Paris/Île de France) ou 0 800 23 00 35 (Province). 3615 American Airlines (2-23 F/mn).

Copies will not destroy per American Eagle®, more popular known. American Eagle et American Eagle - est des marques déposées et American Eagle. In 1990 American Eagle, Inc. Time and Money.

Les « mauvais élèves » de la transition à l'Est

Pierre-Luc Séguillon
 Cette journée du 5 novembre, pour être sans surprise, n'en est pas moins symbolique. (...) D'un côté, le retour, de retour, sûr d'ellemême et dominatrice, France de la réussite économique et de son dollar triomphant. Elle impose son ordre avec, sinon un président conservateur, du moins un président démocrate, qui fait siennes les vieilles valeurs conservatrices. A l'opposé, la grande Russie est, pour longtemps, hors champ. (...) Il n'est plus à l'Est de contrepois à la toute-puissance des Etats-Unis. Entre ce pôle triomphant et ce pôle évanescant, l'Europe se cherche.

1

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 6 NOVEMBRE 1995

TRANSPORTS Le gouvernement a reporté l'examen par le Parlement, prévu pour le jeudi 14 novembre, du projet de loi portant création du Réseau ferré national, le

nouvel établissement public qui doit hériter des infrastructures ferroviaires et d'une partie de la dette de la SNCF. ● UNE MISSION de définition des contours du nouvel établis-

sement public a été confiée à Claude Martinand, ancien chef de cabinet du ministre des transports Charles Fiterman, en 1982. ● LA CGT CHEMI-

NOTS, majoritaire aux élections professionnelles, avait demandé à Bernard Pons de « retirer le projet de loi ». ● LE GOUVERNEMENT entend rassurer les cheminots sur le fait que la réforme ne prépare pas à une

mise en concurrence de la SNCF. ● APRÈS CE RECUL, la CFDT a demandé « l'abandon de la totalité du projet » et « le maintien de l'unicité de l'entreprise ».

Le gouvernement reporte la réforme de structure de la SNCF

L'examen au Parlement du projet de loi qui devait séparer les installations ferroviaires de l'exploitation du réseau est repoussé « sine die ». Fortes de cette première victoire, les fédérations syndicales CGT et CFDT en demandent l'abandon

LE PREMIER MINISTRE, Alain Juppé, a décidé, lundi 4 novembre, de reporter l'examen, par le Sénat et l'Assemblée nationale, du projet de loi portant création du Réseau ferré national (RFN). Ce nouvel établissement public doit, selon ce projet, hériter, le 1^{er} janvier 1997, des infrastructures ferroviaires et d'une partie de la dette de la SNCF. De sources gouvernementales, on expliquait, lundi soir, que « la réforme ne pourrait pas être adoptée avant la fin de cette année et que le Réseau ferré national ne verrait donc pas le jour, comme prévu, au 1^{er} janvier ».

Le premier ministre a toutefois donné son accord pour que soit créée une mission de préfiguration du nouvel établissement public, afin de pouvoir en préciser plus concrètement les contours et activités, avant même sa création. Cette mission a été confiée à Claude Martinand, directeur des

affaires économiques et internationales au ministère. Ancien chef de cabinet du ministre des transports Charles Fiterman, en 1982, M. Martinand a dirigé, en début d'année, la commission chargée de mener le débat national sur l'avenir de la SNCF à l'issue de la grève de novembre-décembre 1995 et de l'abandon du projet de contrat de plan rejeté par les syndicats de cheminots. M. Martinand devait très certainement devenir le président du Réseau ferré national au moment de sa création, pour l'instant reportée sine die.

Officiellement, Bernard Pons, ministre de l'Équipement, du logement, des transports et du tourisme, et Anne-Marie Idrac, son secrétaire d'État aux transports, se sont rangés à l'avis de François Gerbaud, sénateur de l'Indre et rapporteur au Sénat du projet de loi. « Il existe encore aujourd'hui, et en dépit des réponses et précisions

obtenues, certains problèmes qui peuvent, à tort ou à raison, être susceptibles de créer des zones d'ombre dans ce débat capital », écrivait M. Gerbaud, dans une lettre datée du 4 novembre. Immédiatement, le ministre des transports annonçait le report de l'examen parlementaire qui devait débiter jeudi 14 novembre. La concertation, pourtant engagée depuis près d'un an, « sera approfondie dans les semaines qui viennent », assure le communiqué.

Dix jours plus tôt, la CGT cheminots, qui a totalisé près de 50 % des voix aux dernières élections professionnelles, avait demandé à Bernard Pons, dans une lettre datée du 25 octobre, « de retirer le projet de loi créant l'RFN de l'ordre du jour des travaux du Sénat et de l'Assemblée nationale, et de travailler à de nouvelles propositions qui soient conformes à l'attente des usagers, des cheminots, ratifiées par le débat national et conformes aussi à [ses]

propres déclarations et prises de position de ces derniers mois ».

En reconnaissant implicitement les lacunes de son texte, le gouvernement se montre prêt à en négocier plusieurs points. Il veut en premier lieu rassurer les cheminots et lever leurs doutes sur le fait que la réforme ne prépare pas une mise en concurrence de la SNCF sur les voies ferrées, qui seront bientôt propriété du Réseau ferré national. « Les incompréhensions [soulignées par M. Gerbaud] ont d'ailleurs été aggravées par la publication du Livre blanc de la Commission européenne sur le transport ferroviaire », explique le ministère des transports.

nouvelles lignes. Le gouvernement accepte aussi de revoir sa copie sur la viabilité du RFN.

Ce nouvel établissement hérite, en effet, du déficit structurel de l'activité de construction et d'entretien des voies ferrées (11,4 milliards de francs en 1995 et 12,7 milliards cette année), sans qu'aucun mécanisme de financement complémentaire ait été envisagé. Pire, le projet de loi de finances pour 1997 prévoit une baisse de 800 millions de francs de la contri-

le risque d'aboutir à une remise en cause de celle-ci ? Quelque peu surprise de ce recul gouvernemental inattendu, selon une source proche du dossier, la CGT indiquait, lundi 4 dans la soirée, « se féliciter de la décision du gouvernement de différer de plusieurs semaines l'examen du projet de loi ». Auréolée de ce premier succès, elle repartait à l'offensive, estimant que « ce nouveau délai ne doit pas simplement être mis à profit pour expliquer aux cheminots le bien-fondé des objectifs pour-

Le projet industriel est maintenu

« La mobilisation interne permettra de pallier le report de la réforme institutionnelle », estimait, lundi 4 novembre, la direction de la SNCF. Le président de la société nationale, Louis Gallois, a présenté ce même jour son projet industriel aux organisations syndicales. Articulé en trois chapitres (« Le client », « L'entreprise », « Les hommes ») et couvrant quarante-sept programmes d'actions prioritaires, ce projet vise à mobiliser les cheminots pour partir à la reconquête des clients de la SNCF (Le Monde du 1^{er} novembre).

Tous les syndicats ont accepté de participer aux nombreuses réunions de travail d'ici à la fin décembre pour discuter ce projet qui doit permettre à la SNCF de renouer avec l'équilibre d'ici à la fin 1998. La CFDT cheminots, première à s'exprimer sur ce texte, y voit toutefois « une addition et un empilage de mesures sans stratégie globale ». La fédération cédétiste demande notamment qu'en « soient définis les moyens humains, matériels et financiers ».

En reconnaissant implicitement les lacunes du texte, le ministère prend le risque de le voir remis en question

La Commission européenne a proposé au conseil des ministres du 4 octobre une dérogation progressive, qui commencerait par l'ouverture à la concurrence du trafic marchandises et du trafic international de voyageurs (Le Monde du 27 août et du 4 octobre). Les cheminots demandent que le futur texte de loi et ses décrets d'application garantissent à la SNCF le maintien de son monopole sur l'entretien des infrastructures (40 000 cheminots sont concernés par cette activité) et sur la maîtrise d'œuvre lors de la construction des

bution de l'État. Les cheminots craignent donc que le RFN ne soit obligé de réduire ses investissements ou d'augmenter les péages qu'il percevra de la SNCF. Le ministre des finances, pour sa part, redoute qu'il ne se transforme en machine à emprunter sur les marchés financiers. Le ministère des transports promet une contribution exceptionnelle de l'État en 1997 sous forme de dotation au capital du RFN, prélevée sur les recettes de privatisation.

En stoppant net le cours de la réforme, le gouvernement a-t-il pris

suivis », comme l'indiquait le communiqué ministériel. La CGT demande que soit de nouveau discuté « l'ensemble des questions touchant à l'avenir de la SNCF, de l'unicité de ses missions, du statut du personnel ainsi que des moyens financiers ». La CFDT, forte de 20 % des voix aux élections professionnelles, demande, pour sa part, « l'abandon de la totalité du projet », « la reprise de la totalité de la dette par l'État et le maintien de l'unicité de l'entreprise ».

Christophe Jakubyszyn

COMMENTAIRE MANQUE DE COURAGE

Il y a presque un an, le président de la SNCF présentait aux syndicats un projet de contrat de plan alors qualifié « de la dernière chance ». Ce texte a été remis aux oubliettes sous la pression de la grève. Les cheminots CGT n'ont pas supporté que l'État subordonne le désendettement dont la société nationale a cruellement besoin à un effort mesurable de l'entreprise en matière de coûts. Les observateurs en ont conclu que la France, pays de « corporations indéfectibles », serait décidément impossible à réformer.

En raison, bien sûr, de ce qu'il est convenu d'appeler ses « pesanteurs sociales ». Ce qui n'est pas tout à fait faux. Mais pas tout à fait juste non plus.

D'autres services publics, comme les télécommunications, ont réussi à négocier la virgée de la modernité. Mais en douceur, par la concertation et le débat interne. Force est de constater que la situation de la SNCF n'a, elle, pas bougé d'un pouce depuis l'épisode des grèves. Le pouvoir-elle, compte tenu de la rotation parfaitement déraisonnable de ses présidents : trois en l'espace de onze mois ?

Après Jean Bergougnoux et Loïc Le Roch-Prigent, Louis Gallois a, malgré tout, au courage de s'asseoir dans un fauteuil apparem-

ment maudit. Et sans filet lui aussi, c'est-à-dire sans avoir la certitude d'être soutenu par l'État en cas de problème. D'ailleurs, à peine avait-il annoncé au personnel, le 4 novembre, les mesures à mettre en œuvre pour redresser la situation financière que le gouvernement lui traitait le tapis sous le pied. Et cela sans même que les syndicats aient eu à agiter le chiffon rouge de la grève... son seul souvenir ayant suffi. Ils ne seront pas les seuls à porter la responsabilité du retard de la France quand on constatera l'ampleur des réformes engagées dans le reste de l'Europe. La peur des grèves est compréhensible. Mais elle ne suffit pas à faire une politique.

Anne-Marie Rocca

En reprenant 20,3 % du capital de Valeo, la CGIP se dote d'un fort potentiel de croissance

Ernest-Antoine Seillière, PDG de la holding des héritiers Wendel, expose au « Monde » sa stratégie pour l'équipementier automobile

C'EST FAIT. Cerus, la holding française de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti, a cédé sa participation de 28 % dans l'équipementier automobile Valeo. La Compagnie générale d'Industrie et de Participations (CGIP), holding présidée par Ernest-Antoine Seillière, qui gère les intérêts des héritiers Wendel, reprend 20,3 % du capital de Valeo pour 4,7 milliards de francs. Une filiale de la banque américaine JP Morgan et la Caisse des dépôts et consignations, déjà actionnaire à hauteur de 1,9 %, se partageront le solde de la participation de Cerus. Valeo perdait 5 % à l'ouverture de la Bourse de Paris, mardi 5 novembre, à 295 francs, faute d'OPA sur le titre. CGIP gagnait 5,4 %.

Ainsi prend fin un feuilleton qui aura duré près d'un an. M. De Benedetti a mis en vente, fin 1995, sa filiale Valeo. De nombreux industriels étrangers, notamment américains, se sont alors intéressés au dossier, mais les constructeurs automobiles français Renault et Peugeot avaient indiqué qu'ils ne voulaient pas que Valeo passe sous la coupe d'un étranger. Ils craignaient d'être des clients de second rang pour un équipementier devenu étranger et ne voulaient plus lui confier leurs secrets de conception. Renault et PSA Peugeot Citroën ont menacé de couper leurs commandes à Valeo et dissuadé de nombreux repreneurs.

Les pouvoirs publics, de leur côté, ont engagé le même combat, craignant que les centres de décision de Valeo, et donc l'emploi, ne soient transférés hors de France. Pendant des mois, ils ont cherché des repreneurs français. Sagem, Total et Framatome ont étudié le dossier. C'est finalement Ernest-Antoine Seillière, administrateur de Valeo depuis 1986 et action-

naire de l'équipementier à hauteur de 8 % aux côtés de M. De Benedetti, de 1986 à 1993, qui a repris l'affaire.

PORTFOLIO

Les actions Valeo, qui cotaient, lundi 4 novembre, 311 francs se sont rachetées au prix de 330 francs — auquel s'ajoutera un complément de 10 francs par action qui sera versé en 1998 si le résultat net du groupe de 1997 dépasse 1,45 milliard de francs. Petite astuce : Valeo va verser un superdividende de 10 francs à ses actionnaires, soit un total de 700 millions de francs. Cela va permettre à Cerus de toucher 200 millions supplémentaires que la CGIP n'aura pas à débours.

CGIP va financer cet investissement à hauteur de 3,2 milliards de

francs grâce à la cession de la moitié de sa participation de 20 % dans le leader mondial de l'emballage, Crown Cork and Seal. M. Seillière rééquilibre les actifs de son groupe, qui est une société de portefeuille, désormais investie à 33 % dans des sociétés non cotées (Orange Nassau, Blo-Mérieux et Wheelabrator Allvard, Bureau Veritas), et détient 25 % dans Valeo, 21 % dans Crown Cork and Seal et 21 % dans Cap Gemini. « Lorsque nous avons fusionné Cerus et Valeo, nous avons investi 50 % dans l'emballage, déclare au Monde M. Seillière. Les investisseurs potentiels nous disaient que, soit ils étaient intéressés par l'emballage et ils achetaient directement des actions Crown Cork, soit l'emballage ne les intéressait pas et

ils n'investissaient pas dans la CGIP ».

Avant de se désengager de Crown Cork and Seal, M. Seillière a néanmoins vérifié qu'il pourrait rester président du comité stratégique. En passant de Crown Cork à Valeo, il investit dans une entreprise en croissance. « En le mariant à Crown Cork, nous avons amené Carnaud au premier rang mondial de l'emballage, mais il n'est pas facile de faire de la croissance. Avec Valeo, nous investissons dans une société à fort potentiel de croissance : son chiffre d'affaires devrait passer de 25 milliards actuellement à 40 milliards en l'an 2000. Avec un endettement de 1 milliard de francs pour 10 milliards de francs de capitaux propres, l'entreprise pourra réaliser des acquisitions. Nous ne sommes pas fermés à

d'éventuelles augmentations de capital que nous pourrions suivre ou non », explique-t-il. M. Seillière, qui se présente comme un « actionnaire entrepreneur industriel de long terme », veut travailler en étroite collaboration avec le management de Valeo, qui restera présidé par Noël Goutard.

ALLIANCES

« J'aimerais pouvoir tenir auprès de Valeo un rôle d'actionnaire entrepreneur de même type que celui joué par Cerus et Carlo De Benedetti », affirme M. Seillière. Contrairement à Cerus, la CGIP exigera de Valeo de copieux dividendes, pour donner aux héritiers Wendel des revenus suffisants, notamment pour payer leur impôt sur la fortune. « Noël Goutard a été assez chiche en dividendes ces dernières années puisqu'il n'a distribué que 15 à 18 % de son résultat net. Une holding comme la nôtre doit pouvoir distribuer des dividendes. Nous proposerons donc au conseil d'administration de distribuer le tiers de son résultat net, ce qui est conforme à la moyenne de la place de Paris », confie M. Seillière.

Le PDG de la CGIP se défend d'être le chevalier blanc qui a permis à Valeo de rester français, même s'il a rencontré le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, le 14 octobre. « En 1987, quand Carlo De Benedetti a pris le contrôle de Valeo, j'ai entendu l'établissement français indiquer que l'irruption d'un Italien dans Valeo s'accompagnait d'un danger pour l'industrie française. Dix ans après, tout le monde salue unanimement le travail fait par un industriel qui a favorisé sa clientèle et donc l'industrie automobile française. »

Pour sa part, M. Seillière n'exclut rien pour Valeo, pas même une fusion avec un industriel, comme il l'a fait pour CarnaudMe-

talbox dans l'emballage. « Notre stratégie industrielle pourra conduire un jour à des alliances. Mais on ne peut pas préjuger de ce que sera la vie industrielle dans les dix ans qui viennent, déclare-t-il. L'euro, en particulier, va transformer une affaire nationale en une affaire européenne. Nous sommes totalement indépendants. C'est le développement de Valeo et l'impératif de nos actionnaires qui nous guident. Que cela convienne ou non à un intérêt national quelconque nous importe. C'est une question d'une autre nature », poursuit M. Seillière.

PUISSANCE MÉDIATIQUE

Il indique ne pas avoir cherché auprès des constructeurs automobiles, notamment de Jacques Calvet, président du directoire de PSA Peugeot-Citroën, un quelconque imprimatur. « Je n'ai pas traité de Valeo avec M. Calvet », affirme M. Seillière. Il ne reproche pas non plus au patron de PSA d'avoir fait des objections sur le rachat du groupe par un étranger, privant ainsi les actionnaires minoritaires d'une OPA sur la totalité du capital de Valeo. « Dans des négociations, il y a des clients qui indiquent que le rachat d'un fournisseur par telle ou telle société n'a pas leur convenance. Cela est totalement admis dans la vie des affaires et est très efficace. Ce qui est surprenant dans le cas de Valeo, c'est que cette mise en garde a été faite publiquement et qu'elle a eu une résonance mondiale. Cela prouve simplement que M. Calvet a une forte puissance médiatique. Les acquéreurs potentiels qui se plaignent d'avoir été dissuadés par M. Calvet n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. C'est parce qu'ils n'ont pas lancé d'OPA que je suis là », conclut M. Seillière.

Arnaud Leparmentier

Cerus va rembourser ses actionnaires

LA PAGE est tournée pour Cerus. L'entreprise présidée par Michel Cicurel, qui gère les intérêts français de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti, va engranger 6,3 milliards de francs de liquidités en cédant sa participation de 28 % dans Valeo et dégageant une plus-value de 4,7 milliards de francs. S'y ajouteront un superdividende de 200 millions de francs et un complément de prix de 200 millions de francs payable en 1998.

Cerus, qui a accumulé 8 milliards de francs de pertes depuis 1989, est définitivement tirée d'affaire. Elle avait frôlé la faillite au début des années 90, après la déconfiture financière de la petite banque d'affaires Duménil-Leblé. Sous la présidence de Michel Cicurel, Cerus a mené depuis 1992 un programme de désendettement

massif, les dettes du groupe atteignant, fin 1991, 5,5 milliards de francs. Mais M. Cicurel a tout fait pour ne pas vendre, comme l'auraient souhaité les banquiers, sa participation dans Valeo, seul vrai bijou du groupe. Bien lui en a pris : l'action Valeo qui valait 100 francs fin 1991 aura été vendue finalement 350 francs, si le complément de prix est versé.

COQUILLE VIDE

« Nous avions fait ce qu'il fallait pour que Cerus ait les moyens de conserver Valeo, déclare au Monde Michel Cicurel. C'était la seule façon de bien vendre cette participation. » Cerus est aujourd'hui une coquille vide mais aux caisses pleines. « Le produit de la cession de Valeo sera rendu aux actionnaires. Pour le reste Cerus conserve 3 milliards d'actifs dont aucun n'est

stratégique. » « Nous allons leur donner environ 100 francs par action en effectuant une réduction de capital », poursuit M. Cicurel. L'action Cerus, qui valait 60 francs le 31 décembre dernier, s'était envolée avant de retomber à 132 francs mardi matin, en baisse de 3,7 %.

Après cette opération, qui interviendra au printemps, le groupe aura un actif net d'environ 90 francs par action. Carlo De Benedetti a fait part au conseil de son intention de conserver Cerus. La société va se redévelopper en France en prenant des participations dans des sociétés dans lesquelles elle aura une valeur ajoutée d'opérateur », affirme M. Cicurel, qui eschut de prendre des participations dans le secteur financier.

Ar. L.

Le rapport Lambert s'en prend aux dysfonctionnements du système bancaire

Il prône la banalisation des livrets défiscalisés

Le groupe de travail de la commission des finances du Sénat, présidé par le sénateur Alain Lambert (UC), a remis, mardi 5 novembre, un rapport sur la situa-

tion du système bancaire français. Il préconise la rémunération des dépôts à vue et la tarification de l'ensemble des services bancaires. Le rapport sug-

gère aussi d'abroger le décret sur le temps de travail dans les banques du 31 mars 1957, qui serait remplacé par un régime conventionnel négocié.

« BANQUES, votre santé nous intéresse. » C'est sous ce titre sans ambiguïté que le groupe de travail de la commission des finances du Sénat, présidé par le sénateur Alain Lambert (UC), vient de rendre, mardi 5 novembre, un rapport touffu de 150 pages sur la situation du système bancaire français et les corrections nécessaires à son bon fonctionnement. Un peu vite, dirait-on un peu vite. Depuis un an maintenant, les discours politiques ou corporatistes n'ont pas manqué pour dénoncer pêle-mêle les distorsions de concurrence, le malin des privilèges ou le danger de la perte sur le marché de nouveaux acteurs comme La Poste ou les caisses d'épargne. En fait, aucun document n'avait détaillé le paysage bancaire français avec autant de soin. Aucun n'avait, surtout, dressé une liste de trente propositions qui viennent bousculer bon nombre de tabous.

Les douze membres du groupe.

« Donner des propriétaires aux Caisses d'épargne »

A partir du moment où les livrets défiscalisés vont être distribués dans l'ensemble des réseaux bancaires, les Caisses d'épargne vont se trouver dans une situation concurrentielle beaucoup plus difficile. C'est d'ailleurs l'objectif des banques commerciales, qui, en dénonçant le monopole du livret depuis des années, ont cherché à affaiblir le réseau de l'Eureco, accusé d'être l'un des principaux bénéficiaires des distorsions de concurrence.

Pour permettre aux Caisses d'épargne de faire face à la banalisation du livret A, le rapport Lambert propose à la fois « d'autoriser les Caisses d'épargne à distribuer des crédits aux grandes entreprises (elles n'en ont pas le droit) et de leur donner des propriétaires ». Non seulement les Caisses d'épargne pourraient distribuer l'ensemble des produits bancaires, mais elles deviendraient un réseau comme les autres avec des propriétaires (actionnaires ou sociétaires). Aujourd'hui, le statut des Caisses d'épargne, considéré comme une « anomalie » par le Conseil de la concurrence, fait qu'elles d'appartenance juridique à personne, si ce n'est à la nation. Le rapport Lambert souligne qu'« il apparaît dans leur propre intérêt d'avoir des propriétaires » et que « la culture d'entreprise des Caisses d'épargne les pousse naturellement vers le statut coopératif ».

qui ont planché sur le sujet depuis le 17 janvier 1996, ont opté pour une approche clinique de la situation. Le constat ne peut pas être original : le système bancaire français vient de connaître une crise sans précédent, qui s'est traduite non seulement par une diminution en valeur du produit net bancaire mais aussi par des pertes record pour l'ensemble des banques. Pour les sénateurs, celle-ci est d'origine structurelle. Au cours des années 80, le secteur a connu une suite ininterrompue de réformes (déclassement du crédit, loi bancaire, décloisonnement des marchés financiers...) : les ajustements nécessaires n'ont pas suivi. Les blocages de nature législative, juridique ou fiscale (article 52 du décret de 1957) ont donné aux banques un sentiment « d'immortalité », les ont privé de souplesse et font peser sur elles une fiscalité qui les handicape. Les distorsions de concurrence sont venues se plaquer sur cette situation. « Elles n'ont joué qu'un rôle macroéconomique mineur. En revanche, elles ont induit une puissante redistribution sectorielle qui les rend inévitables aux acteurs qui n'en bénéficient pas. »

PROPOSITIONS SANS DÉTOUR
Les propositions ont en revanche le mérite d'être sans détour. Elles s'articulent autour de trois axes : mettre fin aux rigidités normatives touchant l'ensemble du secteur ; harmoniser les conditions d'exercice du métier bancaire ; modifier en profondeur la politique bancaire de l'Etat. Première série : autoriser

COMMENTAIRE LE MAUVAIS COMBAT DU LIVRET A

La banalisation du Livret A est un serpent de mer. Les banques commerciales la réclament depuis des années, mais les pouvoirs publics n'ont jamais franchi le pas. Le sénateur Alain Lambert l'a fait. La banalisation du Livret A est de toute façon inéluctable pour se conformer aux directives européennes. Mais croire qu'elle va résoudre à elle seule le problème français des distorsions de concurrence est une erreur. La surabondance de l'offre bancaire en France tient notamment à l'incapacité des pouvoirs publics depuis des années de choisir entre les contraintes économiques et l'aménagement du territoire. En

la rémunération des dépôts à vue et la tarification de l'ensemble des services bancaires. Pour préserver les clients modestes, cette tarification ne devrait intervenir qu'au-delà d'un certain nombre de chèques émis. Le rapport préconise aussi d'abroger le décret sur le temps de travail dans les banques du 31 mars 1957, qui serait remplacé par un régime conventionnel négocié. Moderniser la fiscalité bancaire fait aussi partie, selon le rapport, des réformes prioritaires : les banques françaises sont les seules au monde à être assujetties à une taxe sur les salaires et soumises à une contribution au titre des institutions financières, qui rapportent respectivement 46 milliards et 2,6 milliards de francs à l'Etat. Leur suppression progressive devrait être envisagée.

Deuxième série de mesures : l'harmonisation des conditions d'exercice. Les caisses d'épargne et La Poste sont en première ligne, notamment en raison du monopole qu'elles détiennent sur la distribution du Livret A. Les sénateurs estiment qu'il faut généraliser la distribution des livrets défiscalisés « de façon franche et directe », tout en réservant les appellations Livret A et Livret bleu (Crédit mutuel) au profit de leurs distributeurs actuels. Pour autant, les sénateurs veulent que cette banalisation ne déséquilibre ni les réseaux distributeurs ni le financement du logement social et ne pénalise pas les petits porteurs de livrets. Pour être réussie, cette généralisation devra donc se faire sur une période de cinq ans,

simplifiant, l'Etat doit faire le choix entre d'un côté les emplois de banquiers et de l'autre les emplois de postiers et de membres du personnel des caisses d'épargne. Il n'y a pas de place pour tous et il y en aura encore moins après le lancement de l'Euro.

Dans ce contexte, le Livret A - distribué exclusivement par les Caisses d'épargne et La Poste - a pris aux yeux des banques une dimension symbolique qui n'a plus rien à voir avec son importance économique. Elles vendent depuis longtemps des produits similaires comme le Codevi, le Livret d'épargne populaire et, depuis peu, le Livret Jeune. Autant le changement de statut des Caisses d'épargne corrige une aberration, puisque le réseau de l'Eureco n'appartient à personne, autant la distribution par

avec un commissionnement différencié suivant l'encours des livrets. C'est le législateur qui aura compétence pour l'affectation des ressources collectées au financement du logement social.

La modification du statut des caisses d'épargne est à l'ordre du jour (voir ci-contre). Quant à La Poste, si les sénateurs estiment qu'il faut « cantonner ses services financiers à leurs activités actuelles, sans toutefois les restreindre pour des raisons d'aménagement du territoire », il faut « la conduire progressivement vers une fiscalité de droit commun et envisager d'en faire un établissement de place pour les activités qu'elle ne réalise pas pour compte propre, tel que l'octroi de crédit ».

Enfin, le rapport fustige le rôle de l'Etat tuteur comme de l'Etat banquier. Cessons les « recapitalisations perfuses » récurrentes des établissements non viables par un changement de la doctrine d'application de l'article 52 de la loi bancaire, estiment les sénateurs. Il faut privatiser ce qui peut l'être, ce qui implique que l'Etat abandonne tout pouvoir de nomination dans les établissements de crédit privé comme le Crédit foncier. En revanche, il faut étatiser ce qui doit l'être en identifiant de façon précise et transparente des missions de service public que l'Etat continuera à exercer.

Sans être un brûlot, le rapport Lambert devrait faire grincer plus d'une dent. Le pouvoir politique pourrait s'en saisir pour remettre à plat le système bancaire français.

Rabette Stern

tous les établissements du Livret A risque tout au plus d'accroître son déclin. La décollecte du Livret A, qui finance le logement social, atteint 75 milliards de francs depuis le début de l'année.

Le fait de vendre le Livret A dans de nouvelles agences ne le rendra pas plus populaire. Il en existe 48 millions. Plutôt que de se focaliser et de s'affronter depuis des années sur le symbole du Livret A, les banques et les pouvoirs publics auraient mieux fait de s'attaquer aux racines du problème : la surabondance de réseaux et d'établissements ayant des statuts et des vocations très différents et des stratégies peu adaptées à leur environnement. Le rapport Lambert commence seulement à montrer la voie.

Eric Leser

Le comité d'entreprise d'Alcatel-CIT examine le plan de suppression de 1 636 emplois

« Coup de massue » pour Lannion

LANNION

Mardi 5 novembre devait se tenir à Paris la première réunion du comité central d'entreprise d'Alcatel-CIT engageant la procédure de suppression de 1 636 emplois sur environ 9 400 chez le fabricant d'équipements de télécommunications (voir Le Monde du 27 octobre). A Lannion (Côtes-d'Armor), l'un des sites, avec Ormes (Loiret), les plus touchés (respectivement 530 et 510 suppressions d'emplois), des débrayages ont été organisés et certaines mairies ont fermé leur porte, car Alcatel-CIT est le plus gros employeur.

« On ne peut plus faire un pas dans la rue. A chaque fois, la même question : "T'es pas dans le lot, au moins ?" Il faut répondre : "Si, j'y suis", souligne un salarié. « Le plus grave, c'est la moyenne d'âge. Comment se reclasser à l'extérieur ? Il y a des années, on a vu les autres, plus jeunes, c'était déjà difficile. Alors, nous... », indique un autre. « Nous », ce sont eux, et surtout elles, plus nombreuses : quarante-sept ou quarante-huit ans en moyenne. Déjà passées entre les mailles du filet de la crise de la téléphonie - 2 000 emplois perdus -, il y a dix ans.

« ON A REFUSÉ » LES 32 HEURES

La plupart ont découvert l'ampleur du nouveau plan le 26 octobre en lisant Le Télégramme. « On s'est rassuré tout le week-end en se disant "Les syndicats exagèrent peut-être", relève un salarié. « Le lundi suivant, la réunion d'information syndicale, c'est tout le personnel qui l'a provoquée dès 9 heures, explique Alain Lacroix, de la CFDT. Quand on leur a montré les chiffres, ils étaient abattus, silencieux. »

La fermeture d'ici à la fin 1998 de l'unité de production (380 personnes) ? Impensable. Un responsable avait rassuré récemment : « Ne vous inquiétez pas, il y a du travail pour 97 ». Il avait même ajouté : « Accrochez-vous, ne donnez pas de motifs à la direction de vous reprocher quoi que ce soit. »

« Alors, on a suivi, raconte un ouvrier. On a même fait des nouveaux produits difficiles, des petites séries.

Les autres usines d'Alcatel ne se battaient pas pour les avoir. On s'en est bien sorti, on était content. »

« Quand on est passé à 35 heures, il y a cinq ans, ça nous a coûté, mais on avait dit "oui" pour embaucher des jeunes. Il y en a eu, mais si peu. Alors, pour les 32 heures, on a refusé. » 32 heures, un mauvais présage ? « Non, on savait que ça allait mal un jour, mais pas maintenant. Quand un salarié de Cherbourg a été réaffecté, ils lui ont dit : "A Lannion, pas de problèmes, tu iras facilement jusqu'à la retraite." Il a aujourd'hui quarante-huit ans ! »

Même scénario pour dix salariés du site d'Ormes. Ou pour un employé d'Optronics, une filiale dont la fermeture est programmée pour février prochain. « Sa mutation ici à la direction Industrielle est effective au 1^{er} novembre », ironise la CFDT. Autant de signes contradictoires avec l'annonce d'une fermeture irréversible.

On dénonce cette nouvelle gestion « purement financière ». Les ouvriers : « On ne peut plus échanger de travail entre les usines. » Les élus locaux : « Ça ressemble à un coup de tête. » Malheureusement donné dans ce coin de Bretagne, le Trégor, dont le problème reste de compter déjà nombre d'emplois très qualifiés et pas, ou plus, pour les autres.

« Je veux bien parler, mais n'imprimez pas mon nom. » Témoigner, d'accord, mais anonymement. A chaque entretien, la même crainte justifiée par « ces deux ans qui restent et qui vont être durs, ils vont en faire craquer plus d'un d'ici là ». Justifiée encore par le secret espoir de se voir proposer une reconversion, une mutation. « Même pour quelques années, je suis prête à partir. »

Même si certains les exhortent « à sortir du rang pour clamer leur riposte », pour l'instant les salariés de Lannion préfèrent attendre les premières propositions. « Mais si ça ne vient pas, alors là fini le calme, ce sera complètement différent. De toute façon, on n'aura plus rien à perdre. »

Pascal Grousset

Fusion effective des missiles de Matra et British Aerospace

NOËL FORGEARD, PDG DE MATRA DÉFENSE ESPACE, est devenu PDG du groupe Matra-BAE Dynamics, à la suite de la fusion, officielle depuis le début de novembre, en une même société franco-britannique à parts égales des activités « missiles » de Matra et de British Aerospace (BAE). Avec un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs, un carnet de commandes de 21 milliards de francs et 6 000 salariés des deux côtés de la Manche, le nouveau groupe est le premier fabricant de missiles tactiques (air-sol, air-air, anti-radar, sol-air, anti-navires, anti-chars et contre-mesures électroniques) en Europe. Si la reprise par Matra de Thomson privatisée était confirmée, ce nouvel ensemble inclura les activités « missiles » de la branche « systèmes de défense et de missiles » de Thomson-CSF.

DÉPÊCHES

■ THOMSON : les syndicats CGC, FO et CFCT de Thomson et de Matra ont estimé, le 4 novembre, que les deux entreprises « sont complémentaires et doivent être indissociables » dans l'électronique spatiale et de défense. Indiquant que le rachat de Thomson Multimédia (télévision) par le groupe sud-coréen Daewoo « ne donne pas toutes les garanties attendues », ils ont suggéré « d'imaginer une participation majoritaire française ou européenne ».

■ SAAB AB : Bengt Haake, président de la branche défense et aéronautique du groupe suédois, souhaite, dans un entretien aux Echos du 5 novembre, que « l'Europe implique Saab dans le consortium Airbus ». Selon le président de Saab, la restructuration du secteur de la défense en Europe passe par « des liens transnationaux qui ne seront pas centrés sur des programmes mais qui auront une dimension capitaliste ».

■ AUTOMOBILE : le marché automobile français a progressé de 24,7 % en octobre, avec 202 482 voitures neuves vendues. Entre 40 000 et 50 000 immatriculations, cependant, seraient liées aux derniers effets de la prime « juppette », qui a expiré fin septembre. Les prises de commandes ont, elles, fortement baissé. Les marques françaises détiennent 55,4 % du marché, grâce à la progression de Renault (plus 28,7 %) (Le Monde du 1^{er} novembre).

■ FRANCE TELECOM : l'opérateur français et son allié allemand Deutsche Telekom, dont les présidents ont assuré, le 4 novembre à Paris, que les actions à l'international sont désormais coordonnées, sont en concurrence pour l'acquisition de 20 % à 30 % de la compagnie sud-africaine Telkom. ■ FRAMATOME : Dominique Dégot, directeur général de Framatome, estime, dans un entretien au Figaro du 5 novembre, que marier le fabricant de chaudières nucléaires au groupe franco-britannique CEC-Alstom est « une très mauvaise idée ». « Il y a une malaise, une inquiétude profonde du personnel ainsi que des interrogations de nos partenaires. Deux mois après l'annonce du projet, ses promoteurs n'ont toujours pas fait connaître sa finalité. »

■ NESTLÉ : Yves Barbier, administrateur délégué de Nestlé Italie, a annoncé aux syndicats italiens que 1 500 emplois sur 7 100 allaient être supprimés en 1997 et 1998.

CORRESPONDANCE

Une lettre d'Alastair Morton, coprésident d'Eurotunnel

Après la publication de l'article intitulé « L'impossible financement privé du "chantier du siècle" » (Le Monde du 3 octobre), nous avons reçu la lettre suivante d'Alastair Morton, coprésident d'Eurotunnel : Je vous écris, au moment où je quitte mes fonctions de coprésident d'Eurotunnel, au sujet d'un article paru dans vos colonnes et qui comportait quatre affirmations inacceptables.

La construction et l'exploitation du tunnel sous la Manche ont été confiées à un pool de banques et de constructeurs en janvier 1986, pour le compte de la future société Eurotunnel, huit mois avant l'arrivée d'André Bénard à Eurotunnel, alors embryonnaire, treize mois

avant la mi-année. Si les coprésidents, le conseil et la direction d'Eurotunnel se sont trompés en 1987, ce fut de croire que nous pourrions réaliser dans des délais et pour les montants prévus ce que prévoyait à la fois les contrats de financement et de construction préexistants, la concession déjà signée avec les deux gouvernements et enfin la convention d'utilisation ferroviaire déjà négociée avec les chemins de fer nationaux, appuyés de tout leur poids par les gouvernements.

Où que les coprésidents d'Eurotunnel ne se préoccupaient pas du coût en cherchant à achever le projet « coûte que coûte » et « mul-

tipliaient les concessions aux constructeurs » est faux. Les constructeurs de TransManche Link (TML) nous ont inlassablement réclamé plus de temps et plus d'argent - par milliards de francs - pour réaliser le projet. Nous les leur avons obstinément refusés. Ainsi TML a accepté en avril 1994 de recevoir 9 milliards de francs de moins que ce qu'il réclamait.

Quant à l'assertion que nous ne nous soucions guère de nos actionnaires, nous avons prouvé pendant sept ans que nous luttons de toutes nos forces et capacités pour défendre passionnément leurs intérêts, non sans remporter des succès. Mais les retards sont un adversaire impitoyable quand les versements d'intérêts dépassent les 15 millions de francs par jour.

J'en viens donc à la quatrième alléation selon laquelle le conseil d'Eurotunnel savait que nous allions au désastre financier lors du lancement de l'augmentation de capital. La notice d'information de mai 1994 mettait explicitement en garde contre les risques et incertitudes pesant sur Eurotunnel. Les projections financières supposaient la rationalisation des services de ferries avant 1995 et la montée en puissance, au rythme

Communiquez !

Adresser un E-Mail sur Internet ?
Envoyer un fax ?

C'est possible à partir de votre Minitel !

3615 LEMONDE

2,23 franc

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mardi 5 novembre en légère baisse. L'indice Nikkei a cédé 0,20 % pour s'inscrire en clôture à 20 592,33 points.

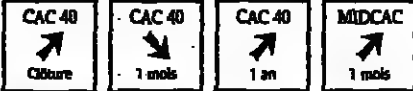
■ LE DOLLAR était en baisse, mardi, lors des premières transactions sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5120 mark, 5,1135 francs et 113,80 yens.

■ L'OR a ouvert en hausse, mardi, sur le marché international de Hong Kong. Il cotait 378,65 - 378,95 dollars pour une once, contre 378,35 - 378,65 dollars lundi.

■ LES COURS du pétrole ont reculé, lundi 4 novembre, sur le marché de New York. Le prix du baril light sweet crude, livraison décembre, a perdu 24 centimes, à 22,79 dollars.

■ LE MONTANT des emprunts obligataires en francs s'est inscrit à 579,5 milliards de francs au cours des dix premiers mois de l'année, selon les statistiques établies par Fininfo.

LES PLACES BOURSIÈRES



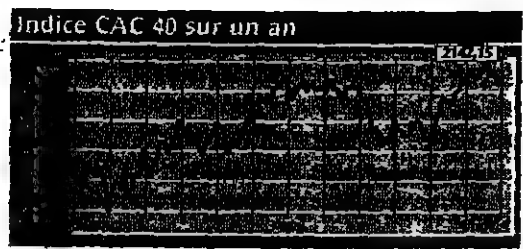
Progression initiale à Paris

LA BOURSE de Paris a ouvert en hausse, mardi 5 novembre. Après quelques minutes d'échanges, l'indice CAC 40 gagnait 0,15 %, à 2 145,38 points.

Les actions françaises étaient insensibles au recul du billet vert, défavorable aux exportations. Les investisseurs restaient toutefois prudents avant les élections américaines et l'issue de l'intervention chirurgicale du président russe Boris Eltsine.

La veille, la Bourse de Paris avait terminé la séance en très légère hausse (+0,08 %). Le marché avait été calme, avec un volume de 3 milliards de francs seulement sur le règlement mensuel.

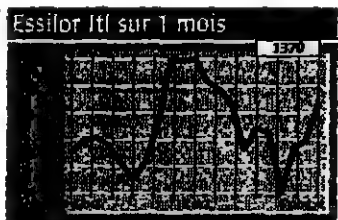
Les gestionnaires s'étaient contentés d'expédier les affaires courantes dans une ambiance attentive avant les élections américaines. Si la réélection du président de Bill Clinton a d'ores et déjà été anticipée par les opérateurs, les milieux financiers s'interrogent sur l'issue des élections au Congrès.



En France, le climat économique reste morose. La Caisse des dépôts et consignations estime que le produit intérieur brut devrait progresser d'un modeste 0,3 % au quatrième trimestre. Par ailleurs, le moral des Français a atteint au mois d'octobre le niveau le plus bas depuis la création en mars 1983 de l'indice de l'institut BVA.

Essilor, valeur du jour

L'ACTION ESSILOR a gagné 1,9 % à 1370 francs lundi 4 novembre à la Bourse de Paris. La valeur a bénéficié des déclarations faites par Jean-Louis Beffa, le président de Saint-Gobain, dans un entretien au Figaro qui annonce vouloir renforcer sa participation de 21 % dans le capital d'Essilor. Saint-Gobain détient également 30 % de la société Valoptec, qui possède 17,3 % d'Essilor. Depuis le début de l'année, le titre a gagné près de 30 %. Essilor a enregistré



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 10h15	Cours au 05/11	04/11	31/10
COPI	1200	+230	+23,96
COPI Communication	370	+24	+6,48
Marine Windel	473	+21,5	+4,55
Micrologie Inter.	13,65	+2,25	+16,48
Credit National	277	+1,05	+0,38
Bongrain	2100	+19,40	+0,92
Spa Communication	558	+1,25	+0,22
Soc. d'Alcatel	144,20	+2,15	+1,50
UIC	39,75	+0,35	+0,88
Synthesio	504	+2,15	+0,43

BAISSES, 10h15	Cours au 05/11	04/11	31/10
Carat Europe	130,20	-2,00	-1,53
Valeo	299	-3,25	-1,08
Grizmic (Ly) I	112,20	-1,30	-1,16
Colteq	214,30	-2,20	-1,03
GAN	120,50	-2,00	-1,65
Valorec	281	-1,30	-0,46
COMPTON (COM) Ly	44	-1,20	-2,73
Fluor	85,50	-1,25	-1,43
SETA	204	-2,50	-1,22
Pathe	1340	-2,10	-0,16

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 10h15	05/11	04/11	31/10
Valeo	17496	5297940	3,45
Thomson Prolec A	15163	297710	1,92
Carat Europe	13020	203430	1,53
St Agathe	4781	199710	4,18
L'Oréal	8542	148805	1,71
LMH Most Valon	12400	147430	1,19
Suez (Gr. des)	2139	151649	0,72
UHP	11257	120350	1,06
Stet	3682	123326	0,33
Carrefour	4387	121275	0,27

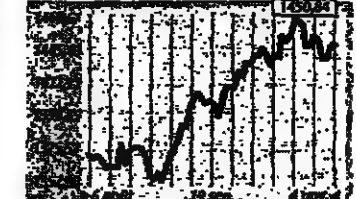
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 10h15	Cours au 05/11	04/11	31/10
GH Industries I	680	+4,40	+6,48
ME-Micrologie TV	431	+2,50	+5,80
Brickson I	205	+2,01	+0,98
Titanium Ciment I	85,50	+2,50	+2,92
Comp. Euro. Tele-CEI	420	+1,25	+0,30

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. SBF 120	04/11	31/10	Var. %
Ind. SBF 120	1505,35	1502,35	+0,21
Ind. SBF 250	1450,34	1442,34	+0,55
Ind. Second Marché	1618,34	1618,34	+0,01
Ind. MidCac	1288,22	1287,22	+0,08

Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



Recul à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mardi 5 novembre en légère baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a cédé 0,20 % pour s'inscrire en clôture à 20 592,33 points.

Lundi, Wall Street avait légèrement progressé, à l'issue d'une journée calme, à la veille du scrutin présidentiel. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes avait gagné 19,75 points (+0,33 %) à 6 041,68 points. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les émissions du Trésor à 30 ans avait reculé à 6,66 % contre 6,68 % vendredi.

Les investisseurs étaient restés sur la réserve en raison de l'incertitude électorale. Certains experts estiment qu'une victoire des démocrates au Congrès aurait un impact négatif. Bill Clinton - dont la victoire semblait acquise aux yeux

des investisseurs - pourrait être tenté de mener une politique budgétaire moins rigoureuse que lors de son premier mandat, placé sous le signe de la cohabitation avec les républicains.

Un raz de marée démocrate risquerait également de geler le processus de dérogation apprécié par les analystes.

INDICES MONDIAUX

Cours au 05/11	04/11	31/10	Var. %
Paris CAC 40	2145,38	2145,38	+0,15
New York DJ	6041,68	6041,68	+0,33
London FT100	2922,60	2922,60	-0,31
Frankfurt DAX	3071,50	3071,50	-0,48
Madrid IBEX	9540	9540	+0,50
Bombay S&P	213,35	213,35	+0,40
Buenos Aires	1802,16	1802,16	+0,40
Milano MIB	158	158	-0,85
Australien ASX	355,50	355,50	+0,19
Madagascar	1671,41	1671,41	+0,06
London FTSE	2611,40	2611,40	+0,06
Hong Kong Hang Seng	12559,40	12559,40	+0,24
Singapore Straits	2075,76	2075,76	+0,37

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

05/11	04/11	31/10
Alcoa	39	39,37
American Express	47,50	47,50
AT & T	67,12	67,12
AT & T	35,75	35,75
Bethlehem	8,50	8,50
Boeing Co	92,75	91,87
Caterpillar Inc.	70,87	69,50
Chevron Corp.	65,12	65,12
Coors Inc.	82,87	82,87
Disney Corp.	66,87	65,50
Du Pont Nemours Co	94,25	93,75
Eastman Kodak Co	79	79,50
Exxon Corp.	88,37	88,25
Gen. Motors Corp.	35,62	34,75
Gen. Electric Co.	75,25	74,50
Goodman T. & R.	46,37	46,50
IBM	126,75	127,62
Intl Paper	45	44
J.P. Morgan Co	85,12	84,50
Mc Don Douglas	34,75	34,50
Merck & Co Inc.	75,25	74,50
Minnesota Mining & Mfg.	75,50	75,87
Philip Morris	92,87	92,87
Procter & Gamble Co	100,50	99
Sealed Air Corp.	47	47,87
Tesoro	97,62	97,25
Union Carb.	62,25	62,50
Uni. Technol.	130,12	129,50
Westinghouse Electric	17,37	17,50
Woolworth	20,87	21,12

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

05/11	04/11	31/10
Allied Lyons	4,75	4,75
Barclays Bank	3,50	3,50
B.T. Industries	4,17	4,22
British Aerospace	11,56	11,42
British Airways	5,49	5,33
British Gas	1,91	1,91
British Petroleum	6,38	6,43
British Telecom	3,75	3,75
B.T.A.	2,30	2,37
Calsonic	5,09	5,11
Eurotunnel	0,88	0,87
Glaxo	9,57	9,64
Grand Metropolitan	4,60	4,63
Guinness	4,39	4,40
Hanson Plc	1,48	1,48
Greiff	5,58	5,62
H.S.B.C.	12,50	12,58
Imperial Chemical	7,72	7,89
Legal	8,29	8,29
Marks and Spencer	3,08	3,12
National Westminster	1,48	1,48
Peninsula Oriental	5,58	5,62
Reckitts	7,42	7,44
Sainsbury and Sainsbury	0,89	0,89
Shell Transport	9,63	9,62
Tate and Lyle	4,75	4,75
Unilever Ltd	12,72	12,72
Zeneca	16,44	16,46

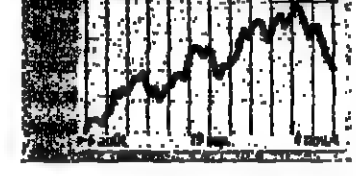
FRANCKFORT Les valeurs du DAX 30

05/11	04/11	31/10
Allianz Holding N	2757	2760
Bayer AG	49,05	49,34
Bayer AG	37	37,50
Boehringer Mannheim	44,90	45,08
Bayer Vereinsbank	58,30	57,25
BMW	884	882
Commerzbank	34,10	34,05
Daimler-Benz AG	90,75	90,41
Deutsche Bank AG	609	604,50
Deutsche Bank AG	70,30	70,97
Dresdner Bank AG	40,63	40,75
Henkel AG	68	68,50
Hoechst AG	57,10	57,15
Karstadt AG	54,75	54,75
Leibniz AG	84	84
OT. Lufthansa AG	20,10	20,28
Man AG	367	369,50
Mannesmann AG	587	591,50
Mercator AG	26,55	26,80
Pressing AG	36	36,50
Rohr AG	63,15	63,15
Schering AG	121,80	123,50
Siemens AG	76,52	76,52
Thyssen	275,70	274,50
Veba AG	81,50	81,60
Viel AG	570,50	565,50

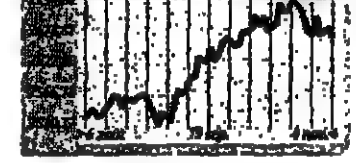
New York. Dow Jones sur 3 mois



Londres. FT100 sur 3 mois



Frankfurt. Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX

Légère progression du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en légère hausse, mardi 5 novembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre progressait de 4 centimes, à 126,38 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 5,97 %, soit 0,04 % au-dessous du rendement de l'emprunt allemand de même

échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en hausse, malgré l'annonce d'une progression plus forte que prévu (+1,9 %) des dépenses de construction au mois d'octobre. Les rendements à trente ans s'étaient détendus à 6,66 %.

La Banque de France a laissé inchangé, mardi matin, à 3,31 %, le taux de l'argent au jour le jour.

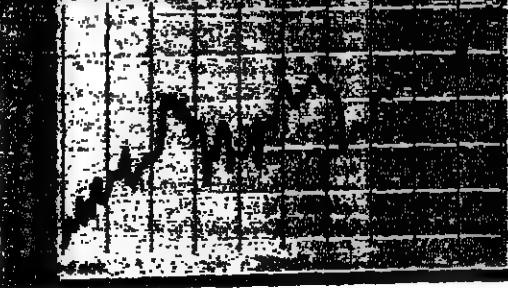
LES MONNAIES

Repli du dollar face au mark

LE DOLLAR était en baisse, mardi matin 5 novembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5120 mark, 5,1135 francs et 113,80 yens. Le dollar était pénalisé par les craintes d'un raz-de-marée démocrate lors des élections présidentielle et législatives. Dans le cas où le parti de Bill Clinton remporterait la majorité au Congrès, le président risquerait de relâcher la discipline budgé-

taire. Les analystes s'interrogent également sur la poursuite de la politique de dollar fort, une fois passée l'échéance présidentielle, certaines voix commençant à s'élever, dans les milieux industriels américains pour dénoncer la vigueur du dollar face au yen. Affecté par la faiblesse du billet vert, le franc cédait du terrain, mardi matin, face à la monnaie allemande, à 9,3640 francs pour un mark.

Notionnel 10 % première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux 04/11	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,33	5,97	6,66	102,40
Allemagne	3,33	5,97	6,66	102,40
Grande-Bretagne	6	7,95	8,75	106,39
Italie	7,80	8,75	9,50	104,70
Japon	0,04	5,97	6,66	107,48
Euro-Union	5,50	5,97	6,66	105,35

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux au 04/11	Taux au 31/10	Indice (base 100 fin 95)
Fonds d'Etat à 3 ans	4,54	4,54	102,40
Fonds d'Etat à 5 ans	5,35	5,35	104,40
Fonds d'Etat à 7 ans	5,78	5,78	106,39
Fonds d'Etat à 10 ans	6,14	6,14	108,39
Fonds d'Etat à 15 ans	6,56	6,56	110,39
Fonds d'Etat à 20 ans	6,99	6,99	112,39
Fonds d'Etat à 25 ans	7,42	7,42	114,39
Fonds d'Etat à 30 ans	7,85	7,85	116,39
Fonds d'Etat à 35 ans	8,28	8,28	118,39
Fonds d'Etat à 40 ans	8,71	8,71	120,39
Fonds d'Etat à 45 ans	9,14	9,14	122,39
Fonds d'Etat à 50 ans	9,57	9,57	124,39
Fonds d'Etat à 55 ans	10,00	10,00	126,39
Fonds d'Etat à 60 ans	10,43	10,43	128,39
Fonds d'Etat à 65 ans	10,86	10,86	130,39
Fonds d'Etat à 70 ans	11,29	11,29	132,39
Fonds d'Etat à 75 ans	11,72	11,72	134,39
Fonds d'Etat à 80 ans	12,15	12,15	136,39
Fonds d'Etat à 85 ans	12,58	12,58	138,39
Fonds d'Etat à 90 ans	13,01	13,01	140,39
Fonds d'Etat à 95 ans	13,44	13,44	142,39
Fonds d'Etat à 100 ans	13,87	13,87	144,39

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Ach. 04/11	Vente 04/11	Ach. 31/10	Vente 31/10
1 mois	3,40	3,40	3,40
3 mois	3,48	3,48	3,48
6 mois	3,59	3,59	3,59
1 an	3,69	3,69	3,69

MATIF

Échéances 04/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %	4821	126,38	126,40	126,36	126,34
Mars 97	4833	126,38	126,40	126,36	126,34
juin 97	752	126,38	126,40	126,36	126,34
Sept. 97	752	126,38	126,40	126,36	126,34

PIBOR 3 MOIS

ECU LONG TERME				
Déc 96	854	93,90	93,90	93,78
Mars 97	---	---	93,47	93,34

RÈGLEMENT
MENSUELMARDI 5 NOVEMBRE
Liquidation : 22 novembre
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 10h15

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coulé (1)
A.B.P. (T.P.)	916	916	0	54,22
A.C. (T.P.)	790	790	0	51,99
A.C. (T.P.)	1586	1586	0	95,39
A.C. (T.P.)	1425	1425	0	85,41
A.C. (T.P.)	1191	1191	0	73,61
A.C. (T.P.)	1015	1015	0	62,42
A.C. (T.P.)	640	640	0	39,31
A.C. (T.P.)	151,80	151,80	0	9,19
A.C. (T.P.)	779	779	0	46,70
A.C. (T.P.)	430,20	430,20	0	25,50
A.C. (T.P.)	319,10	319,10	0	19,10
A.C. (T.P.)	581	581	0	34,86
A.C. (T.P.)	757	757	0	45,32
A.C. (T.P.)	515	515	0	30,80
A.C. (T.P.)	440	440	0	26,40
A.C. (T.P.)	175	175	0	10,40
A.C. (T.P.)	772	772	0	46,32
A.C. (T.P.)	590	590	0	35,40
A.C. (T.P.)	194,80	194,80	0	11,68
A.C. (T.P.)	551	551	0	33,06
A.C. (T.P.)	2065	2065	0	124,10
A.C. (T.P.)	494	494	0	29,64
A.C. (T.P.)	1362	1362	0	81,72
A.C. (T.P.)	240	240	0	14,40
A.C. (T.P.)	740	740	0	44,40
A.C. (T.P.)	2851	2851	0	171,06
A.C. (T.P.)	234,10	234,10	0	14,04
A.C. (T.P.)	148	148	0	8,88
A.C. (T.P.)	981	981	0	58,86
A.C. (T.P.)	230,90	230,90	0	13,85
A.C. (T.P.)	44,35	44,35	0	2,66
A.C. (T.P.)	301	301	0	18,06
A.C. (T.P.)	361	361	0	21,66
A.C. (T.P.)	137,10	137,10	0	8,22
A.C. (T.P.)	1097	1097	0	65,82
A.C. (T.P.)	1145	1145	0	68,70
A.C. (T.P.)	231,20	231,20	0	13,87
A.C. (T.P.)	684	684	0	41,04
A.C. (T.P.)	170,30	170,30	0	10,22
A.C. (T.P.)	635	635	0	38,10
A.C. (T.P.)	899	899	0	53,94
A.C. (T.P.)	314,90	314,90	0	18,89
A.C. (T.P.)	230,10	230,10	0	13,81
A.C. (T.P.)	611	611	0	36,66
A.C. (T.P.)	940	940	0	56,40
A.C. (T.P.)	2475	2475	0	148,50
A.C. (T.P.)	405,60	405,60	0	24,34

CAC 40

PARIS

+0,40 %

CAC 40

2150,69

Montant

coulé (1)

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

AUJOURD'HUI

SPORTS

VOILE Dès leur première journée au grand large, lundi 4 novembre, dans le golfe de Gascogne, les concurrents du Vendée Globe ont rencontré des vents violents et une

mer dure, qui a mis à rude épreuve le matériel. ● UN DÉMÂTAGE a contraint Didier Mundutéguy, sur Club-60-Sud, à faire demi-tour et à rentrer aux Sables-d'Olonne sous

grément de fortune. ● LE BRITANNIQUE Tony Bullimore, skipper de Global-Challenger, avait dû lui aussi, quelques heures plus tôt, remettre le cap sur le port de départ

afin de réparer un pilote automatique défaillant. ● LES INNOVATIONS techniques des bateaux des favoris confèrent légèreté et vitesse à des voiliers qui devront aussi

prouver leur fiabilité tout au long de ce périple de plus de cent jours. L'expérience du Vendée Globe devrait servir à la conception des futurs bateaux de plaisance.

Les voiliers de demain font leurs preuves dans la course autour du monde

Le Vendée Globe permet d'expérimenter dans des conditions difficiles, comme celles que rencontrent les concurrents dans le golfe de Gascogne, les innovations qui seront ensuite adaptées aux bateaux de plaisance

LES SABLES-D'OLONNE de notre envoyé spécial Certains les surnomment les « pelles à feu ». Avec leurs carènes plates, leurs immenses tableaux arrière, ces 60 pieds (18,28 mètres) ressemblent plus à de gigantesques planches à voile qu'à des voiliers traditionnels. On parle de bateaux de la « nouvelle génération », un peu comme on dit « génération glisse ». Dimanche 3 novembre, cinq de ces bateaux étaient au départ de la troisième édition du Vendée Globe, le tour du monde en solitaire, sans escale et sans assistance.

Quatre ont été dessinés par les mêmes architectes : PRB d'Isabelle Autissier, Aquitaine-Innovations d'Yves Parlier, Groupe-LG 2 de Gerry Rouds et Geodis de Christophe Auguin sont des plans Finot-Conq. Avec Budapest du Hongrois Nandor Fa, qui y ressemble étrangement, ils sont les favoris d'une course qui doit les conduire, pendant plus de trois mois sur les mers les plus dures du globe (Le Monde du 2 novembre). Leur ligne et, pour certains, quelques innovations audacieuses leur confèrent une impression de fragilité. Le gros temps rencontré dès les premières heures de course dans le golfe de Gascogne devait être un premier test sérieux.

Pour Jean-Marie Finot, le fondateur du groupe d'architectes navals qui porte son nom, l'objectif de sécurité absolue était primordial quand il s'est mis devant sa planche de travail et ses ordinateurs pour dessiner ces quatre bateaux. La même priorité de fiabilité

l'avait inspiré pour Generali Concorde, Bagages Superior et Groupe Sceta. Alain Gautier avait amené le premier à la 6^e place du Vendée Globe en 1990. Il avait remporté avec Bagages Superior la deuxième édition de l'épreuve en 1993, dont Yves Parlier avait pris la 4^e place sur le dernier rebaptisé Cacolat d'Aquitaine.

Ces deux bateaux ont repris la mer pour cette course sous le nom de Café Legal-Le goût avec Eric Dumont et de Crédit immobilier de France avec Marc Thiercelin. « Pour le Vendée Globe comme pour le BOC, la règle est simple : faire des bateaux capables de boucler le tour

du monde, explique Jean-Marie Finot. Le reste, c'est-à-dire qu'ils aillent vite et qu'ils fassent gagner leur skipper est secondaire. Car je ne supporterais pas que l'un d'entre eux ne puisse revenir aux Sables-d'Olonne. Comme je me sens responsable de la sécurité des personnes qui naviguent sur l'un des 27 000 voiliers de croisière ou de course que j'ai dessinés. »

« Arriver, c'est déjà une victoire », dit l'architecte avec l'expérience des précédents tours du monde, qui ont toujours laissé en cours de route la moitié des concurrents.

Priorités

Alors, Jean-Marie Finot a imposé ses priorités avec ses commanditaires. Il les a contraints de prendre les matériaux les plus résistants, quel qu'en soit le coût. « Nous n'avons pas voulu faire

Groupe-LG 2 en fibre de verre, cela aurait été un retour en arrière. Et en discutant avec les fournisseurs, nous avons obtenu du carbone à des prix intéressants. Pour PRB et Aquitaine-Innovations, nous avons abandonné les deux couches en sandwich autour d'un nid d'abeille pour le carbone monolithique, c'est-à-dire des tissus préimprégnés de résine et cuits au four. Le gain de rigidité et de résistance, mais aussi de

pooids est considérable : 2,8 tonnes pour la coque au lieu de 5 tonnes en aluminium ou 3,5 tonnes en tissu de verre. »

Jean-Marie Finot a dessiné des carènes larges et plates, aux lignes tendues : « Avec les gains de poids, on peut leur donner plus de volume à l'avant pour les empêcher d'enfoncer dans les plus grosses vagues. Mais ce sont de faux bateaux larges. Pour 5,80 mètres au maître-bau (la principale poutre transversale), ils n'ont que 2,50 mètres immergés. L'arrière large est dicté par la forme générale de la coque. Le reste est là pour tenir plus de toile dans le gros temps. Pour le confort du skipper, le

bateau doit être stable. Il faut qu'il file sa route le plus droit possible et qu'il soit en même temps facile à manœuvrer par un seul homme. »

Avec les nouvelles lignes, les bateaux sont beaucoup plus rapides. « Ce gain est évidemment appréciable dans des conditions de vent moyennes, mais surtout dans les tempêtes, explique Jean-Marie Finot. La vitesse est un facteur de sécurité. Si le skipper arrive à garder un peu de toile, il se sortira plus vite de conditions difficiles. »

LE COÛT DU POIDS Les quilles pendulaires et orientables de Geodis et de PRB, comme celle de Budapest, doivent permettre de limiter la gîte sans alourdir le bateau avec des ballasts. « Chaque kilo gagné dans le grément permet d'économiser quatre fois plus dans la quille, explique Jean-Marie Finot. Pour les aménagements, nous expliquons aux marins qu'une douche chaude, ou que des toilettes fermées ont un coût en heures de traversée. Un enrouleur de ficelle supplémentaire correspond à deux jours de plus en course. »

Les recherches sur les bateaux du Vendée Globe vont servir à dessiner les voiliers de croisière de demain. Ils préparent une navigation très différente de celle pratiquée jusqu'à maintenant. « Nos bateaux sont à leurs prédécesseurs ce que le funboard est à la planche à voile, explique Yves Parlier. Ils défont et planent au-dessus de l'eau grâce à la forme de leur carène et à la puissance de leur grément. » Ces sensations de glisse, ce plaisir de laisser filer leurs bateaux au-dessus des vagues, préfigurent la navigation de plaisance de demain.

Christophe de Chenay

Nordine Mouchi oublie les JO pour découvrir la boxe professionnelle

NORDINE MOUCHI n'a pas une minute à perdre. C'est un boxeur pressé. Atlanta, les Jeux olympiques, les derniers feux de l'athlétisme sont déjà loin. Il a oublié l'Amérique. Tout comme la déception d'avoir failli dans la chasse à la médaille et le douloureux sentiment d'être rentré bredouille, battu en quarts de finale. Pourquoi s'attarder sur ces misères ?

Déjà, il court après la gloire, son ambition sprinte à nouveau entre les cordes. Mouchi, « la Mouché », a rejoint les rangs professionnels dans la catégorie des super-légers, premier d'entre les amateurs olympiques à entrer dans la carrière. A Levallois, pour ses débuts, samedi 2 novembre, il a vite expédié son affaire. Dès la première reprise, Mark Piette, belge et inconnu, est tombé. L'arbitre l'a sagement renvoyé dans son coin. Et Nordine Mouchi a pris la pose. Le vainqueur s'est offert aux flashes des photographes mimant les gestes des plus grands, ceux auxquels il espère ressembler un jour.

UN PROFIL INTÉRESSANT Car le jeune boxeur de vingt-quatre ans n'est pas du genre à jouer les garçons timides. Il en dit, il en rajoute, mais toujours avec le sourire, ou le clin d'œil qui fait mouche. Histoire de confirmer à sa manière le pronostic de Dominique Nato, son entraîneur de l'équipe de France amateur, qui suit ses premiers pas chez les professionnels.

« Mouchi n'est pas seulement un boxeur à l'énorme potentiel physique, affirme le technicien. Il a aussi un profil intéressant au niveau de la communication. » C'est sans doute pour cela que Michel et Louis Acariès, organisateurs tout-puissants de la boxe en France, ont décidé de le prendre sous contrat. Il en retire l'assurance de

combattre régulièrement, d'apprendre au mieux son métier.

Le « guerrier », vanté par Dominique Nato, a besoin de canaliser sa rage. Il doit apprendre les ficelles de la boxe pro, s'initier aux secrets de la tactique. Chez les amateurs, il s'agit d'abord de foncer. L'adversaire n'a que trois reprises pour rendre raison. Il faut le bousculer au plus vite, déborder sa défense.

« Les professionnels sont comme des diables, remarque Nordine Mouchi, ils prennent leur temps pour démarquer. » Il n'a pas tout à fait coupé avec son passé amateur. Il s'entraîne encore à l'insu, croisant les gants avec la nouvelle génération de l'équipe de France dans les gymnases du bois de Vincennes. « On lui assure ainsi un déroulement de carrière sain, on ne l'abandonne pas, livre à lui-même », commente Dominique Nato. « Monsieur Nato et moi, c'est une histoire de six ans, il me connaît mieux que moi-même », ajoute Mouchi en guise d'acquiescement.

Christophe Mendy, grand espoir chez les poids lourds, n'a pas en la même sagesse. Il était lui aussi à Atlanta. Il a lui aussi échoué au pied du podium. Il a lui aussi voulu se lancer dans le professionnalisme, nant d'une flatteuse réputation de boxeur doué.

Dans son désir de bien faire, il s'est précipité, a signé plusieurs contrats aux États-Unis qui le lient à différents promoteurs. Aujourd'hui, il attend toujours pour remonter sur le ring. Nordine Mouchi n'a, quant à lui, que des soucis de boxeur. S'entraîner, combattre, récupérer. Il souhaite participer à sept ou huit réunions par sa première année. Ensuite, il s'attaquera au titre de champion de France. A toute vitesse.

Pascal Ceaux

David Falk, l'homme le plus puissant du basket américain

ATLANTA correspondance

Le 15 juillet dernier, le basketteur professionnel Dikembe Mutombo assistait à Atlanta à l'entraînement de l'équipe olympique féminine du Zaïre, son pays natal, lorsque le signal électronique de son pager l'a prévenu d'un appel de David Falk, son agent.



BASKET

Le pivot des Denver Nuggets a saisi le téléphone le plus proche et composé le numéro à Washington de Falk Associates Management Enterprises, une société plus connue en NBA sous le nom générique de FAME (en anglais, renommée). Et il n'a oublié, depuis, aucun détail de la conversation qui a suivi. « David m'a annoncé que j'étais depuis quelques minutes un membre de l'équipe des Atlanta Hawks, raconte Dikembe Mutombo. Il m'a communiqué le montant du contrat : 56 millions de dollars pour cinq ans. Et il

Changements

La saison NBA 1996-1997, qui a débuté vendredi 1^{er} novembre, a été marquée par un nombre record de transferts, dont voici les plus marquants. Los Angeles Lakers : Shaquille O'Neal (des Orlando Magic) ; Houston Rockets : Charles Barkley (des Phoenix Suns) ; New York Knicks : Larry Johnson (des Charlotte Hornets) ; Charlotte Hornets : Vladi Divac (des Los Angeles Lakers) ; Atlanta Hawks : Dikembe Mutombo (des Denver Nuggets) ; Phoenix Suns : Robert Horry et Sam Cassell (des Houston Rockets) ; Washington Bullets : Rod Strickland (des Portland Trailblazers) ; Sacramento Kings : Mahmoud Abdul-Rauf (des Denver Nuggets).

m'a prévenu que j'avais une conférence de presse dans moins de deux heures. »

Dikembe Mutombo, vingt-quatre ans, un géant de 2,18 m réputé en NBA pour ses talents de polyglotte et sa capacité à contrer les tirs adverses, a obéi sans une hésitation aux recommandations de son agent. Il a tenu une conférence de presse, visé sur son crâne une casquette aux couleurs de sa nouvelle équipe, et bouché ses mailles pour quitter sans tarder sa propriété du Colorado.

Une règle dont il avait accepté tous les principes quelques années plus tôt, au moment de rejoindre David Falk et son « équipe », une collection de perles rares qui compte notamment Michael Jordan, Patrick Ewing, Alonzo Mourning et Juwan Howard. Peu bavard et souvent discret, David Falk se sert de peu de mots pour définir sa fonction. « Je représente les intérêts de mes clients dans leurs négociations salariales ou commerciales, dit-il de sa voix sans nuance. Et je fais tout mon possible pour leur obtenir les meilleures conditions. » Une tâche dont ce New-Yorkais d'origine s'acquitte avec un savoir-faire et une conscience professionnelle dont les clients en question n'ont jamais à se plaindre.

Au cours du dernier été, David Falk n'a pas seulement « déplacé » Dikembe Mutombo de Denver à Atlanta et aidé le Zaïrois à réaliser une significative plus-value. Il a également contribué à multiplier par dix le salaire annuel de Michael Jordan aux Chicago Bulls (30 millions de dollars pour l'actuelle saison). Et dirigé depuis son bureau de Washington quelques-uns des principaux transferts d'un été décisif, une poignée de semaines qui ont vu la NBA se laisser gagner par une vertigineuse inflation des salaires. Le déménagement de Shaquille O'Neal d'Orlando vers Los Angeles (121 millions de dollars pour sept

ans) s'est fait sans lui. Mais David Falk et ses associés auraient brassé environ un demi-milliard de dollars entre juin et septembre derniers. Un jeu de chaises musicales dont les effets se sont fait bruyamment entendre dans les calsses de la société FAME, la règle maison consistant à prélever 6 % sur tous les contrats signés de la main experte de David Falk.

LES DÉFAUTS QUE J'AIME

Souvent questionné sur ses méthodes de travail et le secret de sa formidable réussite, David Falk ne consent que rarement à s'exprimer sur lui-même. Il laisse ses clients le faire pour lui. Un exercice dans lequel excelle Michael Jordan. « Pourquoi j'ai choisi David ? Simplement parce qu'il est le meilleur dans son domaine, expliquait-il récemment. Il comprend le marché, il comprend les joueurs. On le dit arrogant, agressif et égoïste dans la négociation. Il l'est certainement. Mais ce sont les défauts que j'aime chez quelqu'un dont le métier consiste à défendre mes intérêts financiers. »

A en croire la rumeur, ce serait David Falk qui aurait imaginé l'expression « Air Jordan », un concept de marketing qui a largement contribué à sa légende.

Trop puissant pour se connaître seulement des amis, David Falk

traîne dans son ombre un long chapelet de critiques. On lui reproche son rôle, obscur mais sûrement déterminant, dans le furieux bras de fer qui a opposé l'an passé le syndicat des joueurs aux officiels de la NBA.

On l'accuse également d'entretenir d'étroites relations financières avec les entraîneurs des meilleures équipes universitaires, un échange de bons procédés qui lui assurerait la priorité sur les jeunes joueurs les plus prometteurs. Une pratique dont il se défend mollement. « Je ne recrute personne, dit-il. Je n'en ai pas la nécessité, les gens viennent naturellement vers moi. » Mais son regard se fait plus vif lorsque l'envie lui prend de raconter par le détail ses méthodes de travail. « Au printemps dernier, explique-t-il, j'ai eu un problème avec Vitaly Potapenko, un joueur ukrainien. Il avait un accident de poids de 15 kilos qui risquait de lui fermer la porte de la NBA. Je l'ai donc fait venir à Washington, où je l'ai confié pendant plusieurs semaines à un entraîneur personnel chargé de le remettre en forme. En juin, il avait retrouvé tout son potentiel. Et il a été recruté par Cleveland. » Un client supplémentaire, donc. Et sûrement éternel.

Alain Mercier

■ **FOOTBALL** : Lionel Letizi (FC Metz) est le seul nouveau venu parmi les 18 joueurs retenus par le sélectionneur Aimé Jacquet dans l'équipe de France qui affrontera le Danemark en match amical, samedi 9 novembre à Copenhague. Les sélectionnés : Fabien Barthez (Monaco), Lionel Letizi ; Vincent Candela (Guingamp), Marcel Desailly (Milan AC), Alain Goma (Auxerre), Franck Lebeuf (Chelsea), Lilian Thuram (Parma) ; Didier Deschamps (Juventus Turin), Christian Karembeu (Sampdoria Gênes), Pierre Laigle (Sampdoria), Corentin Martins (La Corogne), Bruno N'Gotty (Paris SG), Zinedine Zidane (Juventus) ; Youri Djorkaeff (Inter Milan), Marc Keller (Karlsruhe), Patrice Loko (Paris SG), Reynald Pedros (Marseille), Robert Pirès (Metz). ■ **TENNIS** : Sydney accueillera la rencontre Australie-France comptant pour le premier tour du groupe mondial de la Coupe Davis 1997, du 7 au 9 février. Les matches seront disputés sur le court de gazon du stade de White City qui peut accueillir plus de 4 000 spectateurs. — (AFP)

Cousins d'Asie

Les chefs français sont de plus en plus séduits par l'Extrême-Orient

DANS leur revue datée de décembre 1971, Gault et Millau vont longuement raconter l'un de leurs reportages, une histoire peu commune, survenue deux mois auparavant à l'hôtel Mandarin de Hongkong, au cours des six repas consacrés à un « banquet de mandarins », réplique à l'identique de ceux engagés au XVIII^e siècle par les empereurs mandchous.

Soixante-dix plats préparés de longue main sous les ordres du cuisinier en chef de l'établissement, un certain Leung Sze, qui se souvenait avoir participé à des exercices similaires peu après la première guerre mondiale. Aux commandes, Peter Stafford, le récent patron australien du palace, que le défi et le coup publicitaire amusent. Tout le gratin de la ville était là, escorté d'une grosse presse internationale.

Il avait fallu faire le voyage au pays de Mao et longuement parlementer avec les négociants communistes pour être parvenu en produits frais, mais rien ne devait être épargné aux deux gastronomes : paumes d'ours, limaces de mer, queues de dauphin, bouillon de grue huppée, chat sauvage braisé, ventres de grenouilles, langues d'oies.

D'autres spécialités se révélaient plus curieuses encore, entrecoupées de mets moins tragiques qui leur avaient permis de reprendre des forces. Dans l'après-midi de retour, ils disent s'être jetés sur le caviar et le saumon de perdreau avec appétit, tout en essayant de décrire le sens de ces trois jours de gourmandise, de surprise et d'effroi.

Cette cuisine de l'impossible restera confidentielle et les deux curieux n'y toucheront plus, entraînant leurs lecteurs sur des voies moins obscures quand ils se valent à repérer de la Chine et de ses sordides. En France, l'Asie avait déjà depuis longtemps ouvert ses portes aux gourmets et au bon vouloir des cuisiniers, recettes au goût de l'habitant. Tout était sage. Seuls les Nippons forcèrent la prudence des palais gaulois en proposant leur poison cru, qui aujourd'hui ne fait plus trembler personne.

La haute table ne pouvait pas ne pas tenir compte de cet en-



gouement pour tous ces souffles venus d'Extrême-Orient. De nombreux chefs en ont assez tôt vanté la sagesse autant que les inventions. Alain Senderens, le premier, milita pour une politique d'ouverture et expérimenta des recettes qui ne cachèrent rien de leurs origines. Son faux ennemi du moment, Joël Robuchon, non plus, tout ému qu'il est devant l'épure japonaise, et qui vient, avec Eric Lécuyer, de mettre à la carte du restaurant de l'hôtel Astor une soupe aux saveurs exotiques très étonnantes.

Moment judicieusement choisi par les éditions Philippe Picquier, pour publier, sous la signature de Christine Nguyen-Công, *Le Cuisinier asiatique, recettes des grands chefs*. L'âge heureux et finement savant ont regroupés les tours de main d'une sélection de toques maitres de la capitale, mais aussi ceux de quelques restaurateurs parisiens qui n'hésitent plus à enjamber les frontières. Ainsi d'Alain Passard.

À l'âge de quarante ans, il est le dernier promu trois étoiles du Michelin. Un garçon solide que rien n'effraye, même pas le succès. C'est une distinction suprême de l'Éminence rouge, que l'on reçoit généralement en tremblant de plaisir et de peur, lui n'en a pas fait une montagne. Il était prêt à l'assumer, il l'assume. Regard

bien et poigne bretonne. Le genre « si vous avez des remarques à me faire, n'hésitez pas ». Un très bon, pas fier, avec l'assurance d'avoir une solide réserve d'années devant lui pour aménager plus subtilement encore ses progrès.

Nous n'étions pas là pour sa grillade de lièvre et raviolis de foie gras à la diable, ni pour son saint-pierre aux feuilles de laurier sous la peau, mais plus modestement pour un tourteau et navets en algues, sauce indolitablement d'origine cantonaise, préparé de cette manière, un homard breton et inscrit à la carte. Navets rendus à l'état de pétales, algues douces aériennes, chair de crabe émincée sous son repaire d'arômes. Il n'y a pas de pastiche, une création seulement. Un vin blanc corse de vieille vigne se tenait à carreaux devant le plat.

Il n'est pas le seul à tenter l'Orient, comme le note Christine Nguyen-Công. Voici le porte-parole du monde sans fin des épices, fruits lointains et condiments, Christian Constant, chef et patron de la Table d'Anvers, à Paris, place d'Anvers. Il dit tout sur un filet de thon à la papaye verte, riz mouillé à la citronnelle. Christian Constant, du Cédion, s'explique, lui, sur un croustillant de ris de veau et écrevisses au gingembre et José Martínez, de La Maison blanche, avenue Montaigne, sur un travers de porc caramélisé. Tous, persuadés du bien-fondé de

part savant et bientôt indispensable du métissage. Echange de bons procédés. Voici chez Chen, rue du Théâtre, un cuisinier originaire de Shanghai qui, depuis son installation en France, en 1971, a compris qu'il pouvait, sans perdre son âme, céder au nouveau credo des chefs modernes : simplification de présentation, chocs des saveurs, produit laissé intouché dans sa personnalité. Ses cuisses de grenouilles sautées au sel et poivre de Se Tchuang sont une démonstration de ce savoir-faire fracturé qui tente de séduire et à la fois d'éduquer le mangeur. On viendra aussi chez cette excellente personne pour goûter son canard, recette dite de « M. Chen », présentée pour deux personnes et en trois services, véritable tour de force qui fait oublier tous les autres volatiles laqués de la capitale. Une table de confiance, bouillante, accueillante, très sère.

Jean-Pierre Quilès

★ *Le Cuisinier asiatique*, recettes des grands chefs, de Christine Nguyen-Công, éd. Philippe Picquier, 181 p., 70 F.
★ L'Arpège, 84, rue de Varenne, Paris-7. Fermé samedi et dimanche midi. Menus : 320 F et 690 F ; carte à partir de 650 F. Tél. : 01-45-51-47-30.
★ Chen, 15, rue du Théâtre, Paris-19. Fermé le dimanche. Menus : 170 F 200 F et 450 F ; carte à partir de 250 F. Tél. : 01-45-79-34-34.

TOQUES EN POINTE

Bistrot

MONSIEUR LAPIN

Pour ses vingt ans, Monsieur Lapin s'est mis sur son « 31 », décor refait à neuf, espace agrandi, plus rien du bistrot-clapier initial, nappes à carreaux et gibelotte obligée. Voici vingt ans que ça dure. François Ract, le chef, et Yves Plantard, avec la même constance, proposent à une clientèle d'amateurs avérés le lapin sous toutes ses coutures : en terrine à la sauce verte ou en gelée, le râble aux champignons des bois, mijoté au vinaigre de cidre et miel, en confit à la confiture d'oignons ou bien en croustillant à la cuillère. Sans compter les délicieuses foies de lapin poêlés à l'échalote. Pour les besoins de l'agro-industrie qui s'apprête à le commercialiser prêt à cuire, le chef a mis au point une simple recette de rilons de lapereau, le mot ne désigne que la forme aromatisée au persil, dont la cuisson n'exécute pas huit minutes à feu vif. Un fameux sauté, tout de simplicité et d'honnêtes saveurs. Le lapin, heureusement, n'épuise pas tous les plaisirs d'une carte variée aux produits savoureux. Très intéressant menu-carte 160 F.

★ Paris, 11, rue Raymond-Losserand (75014). Tél. : 01-43-20-21-39. Fermé lundi.

LA SOLOGNE

Qu'est-ce qu'un menu-carte à prix serrés aujourd'hui à Paris ? Celui de Didier Maillet, pour 155 F, ouvre à plus d'interrogations qu'il n'y répond. Bel établissement au demeurant, la bonne façon, le tour de main, tout y est. Voici l'entrée, le gratin léger de homard et petites roselles. L'origine du homard n'est pas précisée, la variété de pommes de terre l'est. La maison a des ambitions gastronomiques. Confirmation avec le croustillant de volaille et champignons sautés sur un lit de parmentier. Un plat de la légende des chefs, quelques simples ingrédients, un habit de gala, un mot magique, « croustillant ». Mais avec un supplément, nous dit-on, soit pour 65 F de plus, vous aurez un civet de sanglier, un perdreau ou bien un râble de lièvre. L'affaire est d'importance et le gibier succulent. D'une carte des vins coûteuse, l'on extraira un Domaine de Grangeon 1994. L'effort de Didier Maillet est remarquable, ston courant. Mais n'est-il pas été plus simple, en l'occurrence, d'écrire sur une seule carte, qu'il existe deux menus, l'un à 155 F, l'autre à 220 F.

★ Paris, 164, avenue Daumesnil (75012). Tél. : 01-43-07-68-97. Fermé samedi midi et dimanche.

LA FONTAINE AUX PERLES

Le Manoir de la Poterie, demeure cossue nichée dans la verdure des faubourgs de Rennes, n'a certes rien d'un bistrot, au sens parisien du terme. Si ce n'est par l'attention portée, même sur les produits les plus simples, d'un carte par ailleurs abondante, dans un étonnant menu à 130 F. On s'agisse de la terrine de sanglier, de la salade de coeurs de canards au foie gras ou bien d'une délicate spirale de saumon cru mariné aux saint-jacques, le sérieux et la qualité sont là. Lieu jaune aux épices, saint-jacques aux herbes ou filet de canard gras rôti sur la peau à l'hydromiel sont proposés dans ce même menu, avec trois desserts classiques. Bien entendu, le civet de homard au layon n'entre pas dans les prix de ce menu, mais en semaine, au déjeuner, une formule à 100 F est proposée par Cathy et Rachel Geisbert. Une leçon de sagesse, un accueil empressé, un service attentif.

★ Rennes, 96, rue de la Poterie (35200). Tél. : 02-99-53-90-90. Fermé dimanche soir et lundi.

Brasseries

LE NAPOLEON III

Brasserie située à l'entrée du parc des Buttes-Chaumont, non loin de la mairie du 19^e arrondissement, dans la partie élégante du quartier. Vaste espace clair, ouvert sur la verdure, dans un décor des années 50, avec ferronnerie, verrière, un goût décoratif auquel l'on prête à nouveau attention. C'est une maison classique, ouverte sept jours sur sept, qui fait le bonheur des repas de famille, avec un petit menu à 79 F pour le quotidien. Mais l'intérêt réside dans la grande carte où, pour 150 F, l'on choisira entre le potage aux sept légumes, la salade de foie gras, les œufs brouillés, des plats de pâtes à l'italienne, des poissons aussi - saint-jacques poêlés beurre aux baies roses, gambas rôties aux herbes - et un choix de viandes et volailles : canard landais, mignon de porc et escalope de dinde. De bons fromages et les desserts de brasserie, dont une tarte fine aux pommes très excellente. Le patron et sa femme, un couple jeune, s'occupent avec bienveillance et courtoisie de la clientèle du quartier. Un mode de vie tout compte fait sans histoire. Ce sont les plaisirs cachés de Paris. Menu 79 F. A la carte, compter 150 F.

★ Paris, 1, place Armand-Carrel (75019). Tél. : 01-42-08-33-04. Fermé samedi midi et dimanche.

LA RÔTISSERIE

Grillades, viandes et volailles rôties forment l'ordinaire de ce que Daniel Ballester propose dans le vaste espace, où l'on devine encore, sous le vélum, la charpente métallique de l'ancienne imprimerie reconstruite. Plantes vertes et atmosphère art déco, à peine au-delà de la porte Champerret. Raviolis de langoustines et cassiolette d'escargots à la provençale sont à l'affiche, mais aussi vol-au-vent à l'ancienne ou bien salade de langues d'agneau confites pour placer le gourmet dans l'embarras du choix. La canette rôtie aux deux cuissons convient - sans hésitation - au fruit ample et délicat d'un bourgogne Hautes Côtes de Nuits, de Jayer-Gilles (1993). Des poissons, un dos de biche sauce grand veneur (avec supplément), quelques desserts classiques, il semblerait qu'il soit tout aisé, la qualité de la table, l'efficacité du service et la modestie du propos. Daniel Ballester espère encore resserrer le prix de son unique carte-menu, aujourd'hui à 155 F.

★ Levallois-Perret, 24, rue Anatole-France (92500). Tél. : 01-47-48-13-82. Fermé samedi midi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

Sucre en morceaux

Avec les Russes, les Tchèques et autrichiens les Nigériens, les Français sont parmi les rares peuples qui apprécient le sucre en morceaux. Sous cette forme, il perd cependant chaque année un peu plus de terrain au profit du sucre semoule. Est-ce le « canard » qu'on trempe dans la tasse qui va sauver les petits carrés blancs ou rous ? A en croire les derniers chiffres d'une société spécialisée dans l'étude des marchés alimentaires (Secodip), c'est grâce aux propriétaires de chiens que la poudre parle si peu en France. Ces derniers achèteraient en effet 11,4 kg de sucre en morceaux par an, contre 7,6 kg seulement pour ceux qui ne possèdent pas de chiens.

Le parallélisme sucre et d'invention récente. C'est un épicer parisien, Eugène François, qui déposa en 1875 le brevet d'une cassette qui débitait le sucre en morceaux réguliers plus faciles à doser. Louis Chambon, immortel inventeur de la machine à tondre le cure-dent, perfectionna le système au début du XX^e siècle.

Aujourd'hui, la société qui porte son nom fabrique toujours à Orléans les trois quarts du matériel qui sert à confectionner dans le monde du sucre en morceaux. Le procédé a bien changé : on mouille désormais du sucre en poudre pour façonner les morceaux. Les 270 000 tonnes de sucre que nous avons consommées en 1995 sous cette forme laissent rarement place à la fantaisie quant aux formes choisies : rectangles ou carrés. Les Allemands sont-ils plus poétiques ? Depuis trente-cinq ans ils commercialisent sous la forme de trèfle, carreau, cœur ou pique, de petits morceaux de sucre qu'ils appellent les « Glückswürfel ». Le produit d'abord exporté en Autriche, en Suisse, puis en Angleterre - sous l'appellation « Bridge Sugar » - est arrivé en France il y a un peu plus de cinq ans. Ce sucre fabriqué à Ochenfurt par la société Stähzucker a pris ici le nom de « TFFrais ». Cette découpe originale vaut plus cher qu'un produit standard. Si l'insouciance annonçait le kilo de sucre en morceaux à 7,69 francs en 1995, cette version remodelée tourne autour de 13 francs.

Moins cher cependant que les sucres emballés à la grille de Frauchon et que l'on débusque de plus en plus dans les grandes surfaces. Les trois dits blancs ou rous enveloppés sous les couleurs du très chic épicer parisien se trouvent dans les rayonnages pour 17 francs en moyenne le kilo. Quant à une petite entreprise de Souppes-sur-Loing (Seine-et-Marne), elle vend, avec succès, du sucre à 360 francs le kilo. Commercialisés dans les épiceries fines et chez les torréfacteurs, ces banaux cubes de sucre de betterave sont décorés un à un à la main. A l'aide de douilles, les artisans déposent un décor de meringue à leur surface. Fruits, légumes, fleurs : les motifs sont bien sages. Les Japonais, qui pratiquent aussi cet artisanat, osent beaucoup plus : leurs sucres érotiques sont depuis longtemps en vente dans les supermarchés.

Guillaume Crouzet

★ Sucres décorés « Sucrandises », 45 F la boîte de 25 sucres, soit 100 grammes. Points de vente en appelant le 02-35-24-02-66.

DÉPÊCHE

TERROIR : Jean-Pierre Soisson, maire d'Auxerre et ancien ministre de l'Agriculture, a créé avec les chefs Joël Robuchon, Bernard Loiseau, Alain Ducasse, et le PDG de Cartier, Alain-Dominique Perrin, une Association pour la valorisation des produits de terroir. L'objectif de ce rassemblement est de « rendre au produit de terroir, souvent galvaudé par des récupérations commerciales réduites, son intégrité originelle et le valoriser dans toutes ses dimensions : historique et culturelle, économique, gastronomique ». Parmi les missions que se fixe l'association figurent la constitution d'un référentiel pour les produits de terroir, le rassemblement d'informations et de projets de recherche, la réalisation d'études en liaison avec l'Institut national des appellations d'origine (INAO), dont le président Jean Pinchon siège au bureau.

GASTRONOMIE

PARIS 1^{re}
L'Escargot Montorgueil
Midi 180 F. Menu de saison 250 F
Carte de tradition - Tous les jours
38, rue Montorgueil - 01.42.36.53.51

PARIS 6^e
ALSACE A PARIS T.J.L.
01.43.26.21.48
9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS
CHOUCHOUTES, GRILLADES,
FLAMMEKUECHE, POISSONS,
HUITRES ET COQUILLAGES

PARIS 17^e
L'Afrique Noire à l'Étoile.
Un nouveau lieu, avec des cocktails
uniques et les saveurs de sa table.
Cadre chic, ambiance feutrée.
150 à 180 F par personne.
LE DIAM TANN
1, rue des Colonels-Remard
75017 PARIS - 01.45.74.48.60

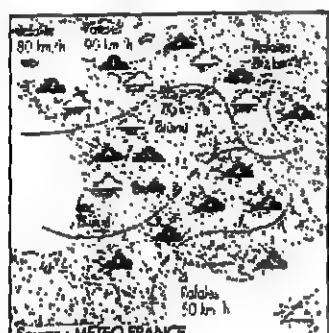
LA TAVERNE
"Menu de l'Ecailler"
à 139 F
30 Huitres de Normandie 1^{re}5
Dessert, 1^{re} de vin, Café
24 Boulevard des Italiens
Paris 9^e - Tél. : 01 47 70 16 64

Sur nos plateaux, c'est elle la star !
PROMOTION
FRUITS DE MER
6 PLATEAUX
80' à 244'
121' - 152'
LA CHAMPAGNE
GRANDE BRASSERIE ALCAZAR
3, place du 18-Juin-1940 - 75008 Paris
Tél. 46 74 44 78 - Fax 46 80 63 10
CHEZ HANSI
GRANDE BRASSERIE ALCAZAR
3, place du 18-Juin-1940 - 75008 Paris
Tél. 46 48 06 42 - Fax 46 48 06 40

LA GASTRONOMIE dans "LE MONDE"
C'est chaque mardi daté mercredi, pour vos annonces publicitaires
contactez le : 01.44.43.77.36 - (Fax : 01.44.43.77.30)

Pluie et vent fort sur la moitié nord

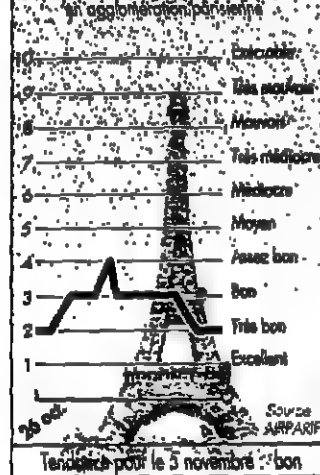
LES DÉPRESSIONS continuent à s'enchaîner très rapidement sur l'Atlantique nord. Une nouvelle perturbation active arrive dans la nuit de mardi à mercredi sur le nord-ouest de la France et s'accompagne de forts vents de sud-ouest. Elle stagnera sur la moitié nord une grande partie de la journée. Les régions méridionales seront protégées par une poussée de l'anticyclone des Açores et bénéficieront d'un ciel plus clément.



Prévisions pour le 6 novembre vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution



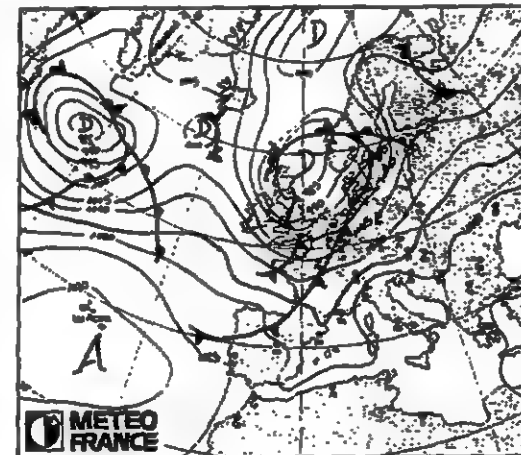
Température pour le 6 novembre vers 12h00

Mercredi, il pleuvra faiblement la nuit et une grande partie de la journée sur les Pays de la Loire, la Bretagne et la Normandie. Ces pluies pourront connaître une courte accalmie dans la matinée, mais reprendront de la vigueur l'après-midi. Un fort vent de sud-ouest balayera les côtes, les rafales maximales étant prévues aux alentours de 100 km/h en matinée du Finistère au Cotentin. Des éclaircies reviennent en toute fin de journée le long des côtes de la Manche. Plus à l'est, du Pas-de-Calais aux Vosges et de la Bourgogne au Limousin, le temps sera tout aussi maussade. La journée se passera sous la grisaille, et sera agitée par un vent de sud-ouest assez fort, de faibles pluies se déclencheront. Le vent sera violent sur le détroit du Pas-de-Calais, où les plus fortes rafales, voisines de 100 km/h, sont attendues en matinée. En Ile-de-France, les nuages et petites pluies resteront au programme du matin au soir. Le vent de sud-ouest soufflera en rafales aux environs de 50 à 60 km/h. Dans toutes ces régions de la moitié nord, on bénéficiera d'une douceur océanique. Il fera généralement 13 à 15 degrés tout au long de la journée.

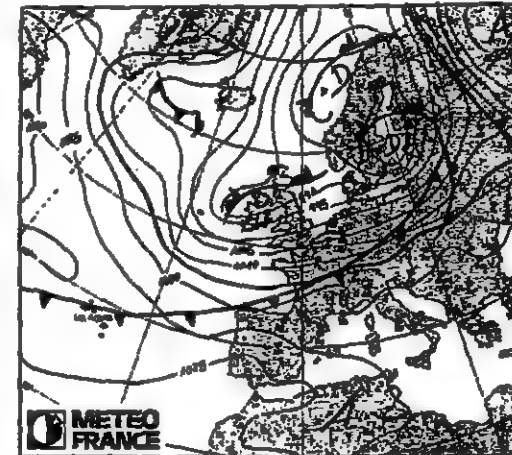
De l'Aquitaine et des Pyrénées au Massif central, les passages nuageux seront assez fréquents tout au long de la journée. Ils donneront même quelques bruines de temps à autre du Pays basque au Bordelais et à l'Auvergne. Les températures maximales s'échelonneront entre 15 et 18 degrés. Autour de la Méditerranée, le mistral et la tramontane faibliront en matinée. Les éclaircies du matin déclineront un peu l'après-midi, du Roussillon à la Côte d'Azur, au profit d'un ciel voilé. En Corse, le soleil brillera du matin au soir. Les thermomètres atteindront l'après-midi de 16 à 19 degrés. (Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	18/14	TOURS	13/8	CHICAGO	7/5	LISSONNE	19/13	PRETORIA	31/20
du 4 novembre	LILLE	13/10	LYON	17/12	ALGER	23/16	LONDRES	19/9	RABAT	27/11
max/min	MARSEILLE	18/16	PARIS	16/11	AMSTERDAM	14/10	LOS ANGELES	18/14	RIO DE JANEIRO	26/22
FRANCE	NANTES	15/9	STRASBOURG	17/11	DUBLIN	12/6	MADRID	15/9	SAN FRANCISCO	20/9
ALGER	NICE	14/9	TOULOUSE	19/11	FRANCOFORT	14/12	MARRAKECH	30/14	SANTIAGO	28/17
BARCELONE	PARIS	14/9	LYON	17/12	GENEVE	17/11	MEXICO	19/11	SEVILLE	25/15
BERLIN	PAU	18/11	STRASBOURG	17/11	HANOI	22/21	ST-PETERSBURG	11/5	STOCKHOLM	11/5
BOMBEY	PERPIGNAN	17/12	TOULOUSE	19/11	BERLIN	16/11	MONTEVIDEO	19/9	STOCKHOLM	11/5
BRASILIA	PORT-AU-PRINCE	31/22	TOULOUSE	19/11	BRUXELLES	13/10	MOSCOW	17/10	STOCKHOLM	11/5
BUENOS AIRES	RENNES	15/9	TOULOUSE	19/11	BUENOS AIRES	19/12	NEW DELHI	31/16	TOKYO	20/14
BUDAPEST	ST-ETIENNE	21/10	TOULOUSE	19/11	CAIRO	25/15	NEW YORK	11/5	TOKYO	20/14
BUENOS AIRES	STRASBOURG	17/11	TOULOUSE	19/11	LE CAIRE	25/15	PALMA DE MAJORQUE	21/10	TOKYO	20/14
CARACAS	TOULOUSE	19/11	TOULOUSE	19/11	PRAGUE	22/15	PRAGUE	14/5	TOKYO	20/14



Situation le 5 novembre, à 0 heure, temps universel

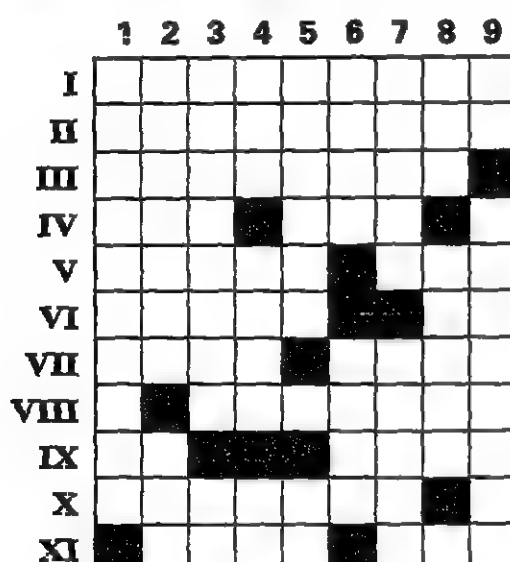


Prévisions pour le 7 novembre, à 0 heure, temps universel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6946

SOS Jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min)



HORIZONTALEMENT

I. Moderne, elle est ennemie de la calotte. - II. Militaire, c'est une partie de campagne. - III. Qu'il ne faut pas laisser traîner. - IV. Trouble le silence des forêts. Très sec quand il est froid. - V. Un papier grossier. Peut faire

tache. - VI. Qu'on pourrait croire sorties d'un poulailler. Note. - VII. Nom de bataille. Peut être mis à la porte. - VIII. Peut gâcher un voyage au Mexique. - IX. Conjonction. Ville de Bretagne. - X. A une tête bien emplumée. - XI. Peut réveiller quand il est fort. Qui n'a pas circulé.

VERTICALEMENT

1. Ne sont pas laissés aux mauvais garçons. - 2. Certaine est réservée à l'artiste. Le mouvement perpétuel. - 3. Apportent une détente. Note. - 4. Partie carrée. Ville de Belgique. Porte... bouteilles. - 5. Qui n'ont pas les mains libres. Bande d'étoffe. - 6. Mit au point un moteur. Pays. - 7. Golfe. Pour faire l'appel. - 8. Une des Cyclades. Est vraiment coton. - 9. Pronom. Peut permettre un changement de décor.

SOLUTION DU N° 6945

HORIZONTALEMENT

I. Passagère. - II. Artichaut. - III. Ré. Réuni. - IV. Abat. Er. - V. Néré. Tube. - VI. Insolite. - VII. Henné. Sr. - VIII. Epie. Raga. - IX. Sue. Lin. - X. Erreur. Ob. - XI. Estienne.

VERTICALEMENT

1. Parenthèse. - 2. Are. Epure. - 3. Stéarins. - 4. St. Benne. Et. - 5. Acra. Se. Lui. - 6. Chetto. Rire. - 7. Eau. Usan. - 8. Runeberg. On. - 9. Etire. Aube.

Guy Brouty

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G^e Leclerc - 60646 Chantilly Cedex - Tél. : 01-42-17-32-90.

Je cotise la durée m'engage	France	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F
6 mois	1 038 F	1 123 F
3 mois	536 F	572 F

LE MONDE (ISSN 0183-9128) is published daily for \$ 0.92 per year + LE MONDE + 21 06, rue Claude Bernard 75342 Paris Cedex 05, France. Periodicals postage paid at Champlain N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 21 06, rue Claude Bernard 75342 Paris Cedex 05, France. For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3170 Pacific Avenue Suite 400, Virginia Beach VA 23461-2951 USA Tel.: 800-421-3000

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____ 601 MAY 001

Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : _____

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

● par fax 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

● par e-mail 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 01-42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation sur minitel : 3617 LMONDE

ou 08-36-29-04-56

LE MONDE sur CD-ROM : 01-44-08-78-30

Index et microfiches : 01-42-17-29-33

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 21 06, rue Claude Bernard, 75342 Paris Cedex 05, France.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN : 0183-9128

Imprimé en France

Imprimé par le Monde

12, rue de la République, 94852 Ivry Cedex

PRINTED IN FRANCE

Personnel directeur général

Dominique Alduy

Député général

Gerard Morav

133, avenue des Champs-Élysées

75409 Paris Cedex 08

Tél. : 01-44-42-76-00 ; Fax : 01-44-43-77-30

PARIS EN VISITE

Jeudi 7 novembre

MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : la Mésopotamie, 11 h 30 ; L'Exposition du corps de saint Bonaventure, de Zurbaran, 12 h 30 ; l'art du retable, 14 h 30 (Musées nationaux).

MUSÉE D'ORSAY : une œuvre à voir, La Guerre, du Douanier Rousseau (24 F + prix d'entrée), 12 h 30 ; exposition Acquisitions 1990-1996 (36 F + prix d'entrée), 19 heures (Musées nationaux).

MUSÉE DU PETIT PALAIS : un autre regard sur la sculpture, la genèse de l'œuvre (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE (55 F), 14 h 20, sortie du métro Hôtel-de-Ville côté rue Lobau (Christine Merle).

LA MAISON DU FONTAINEUR (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 42, avenue de l'Observatoire (Tourisme culturel).

MUSÉE CERNUSCHI (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 7, avenue Vélazquez (Musées de la Ville de Paris).

PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES : premier parcours (50 F), 14 h 30, angle de la rue de Rivoli et de la rue Marengo (Paris autofs).

LE QUARTIER BATIGNOLLES-ÉPINETTES (50 F), 14 h 30, sortie du métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).

LES CATACOMBES (40 F + prix d'entrée), 14 h 45, 2, place Denfert-Rochereau (Approche de Paris).

GRAND PALAIS : exposition Picasso et le portrait (34 F + prix d'entrée), 15 heures, hall d'entrée (Musées nationaux).

L'HÔPITAL SAINT-LOUIS (45 F + prix d'entrée), 15 heures, 12, rue de la Grange-aux-Belles, devant la chapelle (Monuments historiques).

LA MAISON DE BALZAC (45 F + prix d'entrée), 15 heures, 47, rue Raynouard (Monuments historiques).

LE VIEUX SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS (50 F), 15 h 30, sous le porche d'entrée de l'église (Claude Marti).

LE MONDE diplomatique

Novembre 1996

● PROCHE-ORIENT : Ces colomes vacillantes de l'ordre régional, par Alain Gresh. - Pendant la négociation, la colonisation continue, par Geoffrey Aronson. - Main basse sur Jérusalem, par Jan De Jong. - Aux origines de la pensée de M. Netanyahu, par Dominique Vidal.

● IRAN : Des femmes contre le clergé, par Azadeh Kian.

● GHANA : La fin d'une exception, par Martin Verlet.

● BOSNIE : Amers lendemains d'élections, par Paul-Marie de La Gorce.

● ISLANDE : Fièvre de son identité, par Philippe Boret.

● BERLIN : Une métropole culturelle retrouvée, par Brigitte Fitzold.

● ALIMENTATION : Le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, par Karen Lehman. - An Mexique, les fausses promesses de l'Alena (K. L.). - Refonder l'agriculture européenne, par Odile Jankowiak.

● PRESSE : Misère du journalisme de province, par Philippe Descamps.

● MÉDIAS : Pour une information libre, par Ignacio Ramonet.

● MYTHOLOGIES : Mère Teresa, une sainte méditerranée, par Christopher Hitchens.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

Le pèlerinage italien du général Juin

LE GÉNÉRAL JUIN, qui était arrivé en Italie à la veille de la Toussaint, accompagné de la plupart des généraux qui ont mené sous ses ordres les victorieuses batailles du corps expéditionnaire français en 1944, a achevé hier le pieux pèlerinage qu'il est venu effectuer sur les tombes des combattants français tués au cours de la campagne pour la libération de l'Italie. Après avoir présidé l'inauguration des cimetières français de Miano, à Naples, de Venafro, au sud de Frosinone, et du Montemario, à Rome, le général a posé à Sienne la première pierre d'un quatrième mausolée qui sera élevé à la mémoire de ses soldats. A Naples, à Rome et à Sienne, les autorités alliées et italiennes, dont les généraux Morgan et Lic, ont participé aux diverses cérémonies du souvenir rendu à nos quelque 7 700 combattants, chrétiens et musulmans, d'Afrique du Nord, qui ont succombé dans la lutte victorieuse menée durant six mois contre les armées de Kesselring, sous le commandement du général Alexander.

Plus que partout ailleurs, c'est à Sienne, dans la vieille ville médiévale où nos troupes sont entrées au milieu des acclamations unanimes de la population au soir du 2 juillet 1944, que le général Juin a manifesté la vive émotion qui l'étreignait. Dans son discours improvisé devant les tombes encore provisoires, il a exprimé la gratitude de la patrie envers ces hommes qui demeurent en terre amie pour témoigner des vertus de l'armée française et comme le symbole de la réconciliation entre les deux pays.

Jean d'Hospital (6 novembre 1946.)

LE CARNET DU VOYAGEUR

GRANDE-BRETAGNE. La compagnie British Airways va améliorer les services qu'elle propose à l'intérieur du Royaume-Uni en introduisant un système de billetterie électronique sur tous ses vols domestiques et en lançant, dès le printemps 1997, un sixième vol quotidien entre Londres-Gatwick et Glasgow (Ecosse). - (Bloomberg).

PHILIPPINES. La direction de la compagnie Philippine Airlines et le syndicat du personnel au sol sont parvenus, samedi 2 novembre, à un accord pour mettre fin à une grève de quatre jours qui a sérieusement perturbé l'activité de la compagnie aérienne. La PAL a dû annuler trente vols internationaux et une centaine de vols intérieurs.

ÉTATS-UNIS. A l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, la compagnie Northwest Airlines a organisé un tirage au sort au terme duquel soixante-dix passagers ayant réservé, du 24 octobre au 19 décembre, sur le vol NW 51 entre Paris et Detroit recevront un cadeau surprise.

JAPON. Les étudiants chargés du nettoyage du mont Fuji après la saison touristique collectent environ 300 kilos de détritus (canettes de boisson, vêtements, restes de nourriture) en quinze jours. Accessible aux marcheurs aux mois de juillet et août, le plus haut sommet du Japon, situé à une centaine de kilomètres à l'ouest de Tokyo, est pris d'assaut chaque été par deux millions de visiteurs qui se pressent jusqu'à mi-septembre, terminant d'une route goudronnée empruntée par d'innombrables cars. Quelque 300 000 personnes font l'ascension jusqu'au sommet. - (APF).

ALLEMAGNE. La compagnie allemande Lufthansa, qui a ajouté le 27 octobre un cinquième vol quotidien entre Francfort et Strasbourg, propose, jusqu'au 31 décembre, un tarif spécial « Companion Fare » sur ses vols en classe affaires entre la France et l'Allemagne et sur certaines liaisons entre la France et d'autres pays d'Europe. Ce tarif permet à toute personne qui accompagne un passager de bénéficier d'une réduction de 50 %.

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 6 NOVEMBRE 1996

MUSIQUE Aventuriers de la chanson française, défricheurs de territoires cosmopolites depuis le succès jamais démenti, en 1984, de *Marcia Baila*, les Rita Mitsouko - Ca-

therine Ringer, presque quadragénaire, et Fred Chichin, déjà quadragénaire - viennent d'enregistrer un disque acoustique, comportant deux nouvelles chansons et dix succès

réorchestrés avec une section de cordes. Réalisé en une semaine, cet album témoigne de la vitalité du groupe. Il sortira le 30 novembre, jour de la diffusion d'une

nouvelle émission de M 6, « Concert privé », enregistrée à huis clos fin octobre à l'Opus Café, sur le canal Saint-Martin, à Paris. Cette émission reprend le principe de la série *Un-*

plugged - concerts acoustiques - de la chaîne musicale américaine MTV. • UN NOUVEL ALBUM studio, successeur de *Système D*, doit sortir en 1997.

La variété-pop musicalement incorrecte des Rita Mitsouko

Le duo français est définitivement inclassable. Avec un nouvel album et un concert acoustique, il continue d'écrire, par la voix de Catherine Ringer, les synthétiseurs et les guitares de Fred Chichin, la chronique amusée de l'époque

FANS de synthétiseurs, Moog ou Oberheim, de consoles à boutons, de bricolages images, de scénarios sonores conçus sur bande originale, les Rita Mitsouko n'ont pas cessé de croire aux vertus de la re-fonte. Une manière comme une autre de vérifier que leurs chansons « tiennent la route », à l'image de *Marcia Baila*, éloge joyeux du cancer d'une chorégraphe argentine, toujours d'actualité. En 1990 sortait *Re*, remixage de quelques-uns de leurs succès, réalisé avec une poignée de DJ anglo-saxons et de producteurs avancés.

Paru en 1993, leur dernier album, *Système D*, apportait son lot de nouveautés, considérations innocentes, et non naïves, sur la France d'aujourd'hui (*Y'a d'la haine*, référence à Charles Trenet, poignante une France éternelle et sans doute, sur l'amour, plus une superbe chanson à la gloire de la fidélité conjugale (*Chères Petites*, chanson dédiée à leurs deux filles).

Réorchestration de sons synthétiques

Les Rita Mitsouko n'aiment pas les disques de concert. L'exercice leur paraît artificiel. De surcroît, ils n'ont pas toujours été bons en scène. Le pari acoustique proposé par M 6 a obligé le duo à « réorchestrer » entièrement dix de leurs anciens succès, de *Marcia Baila* à *Nuit d'ivresse* et *Les Amants*, composée pour *Les Amants du Pont-Neuf*, le film de Léa, Carax. Fabriqué dans l'urgence (une soirée d'enregistrement, une semaine de peaufinage en studio), l'album sortira le jour de l'émission. S'appuyant sur une « forte section rythmique - percussions, guitare, contre-basse, piano », Fred Chichin et Catherine Ringer ont cherché la légèreté : la fête et les cordes imitent les « sons froids des synthétiseurs » qui faisaient le charme et la vigueur des arrangements originaux. « La boucle est bouclée, dit Catherine Ringer. Avec les synthés, on a copié les sons naturels, et maintenant, avec des violons, on a recréé des sons synthétiques, c'est drôle. »

Pas de disque depuis trois ans ? Et alors ? Cessation d'activité ? Congé sabbatique sous les tropiques ? Non, les Rita travaillent (un album à venir en 1997) à Paris, relèvent les défis, comme celui de M 6 qui a demandé à ces premiers adeptes français de la musique synthétique d'essayer les platres de « Concert privé », émission calquée sur les concerts *unplugged* (acoustiques) de MTV, dont ont été tirés des albums mémorables, tels ceux d'Eric Clapton et de Nirvana. Les Rita rendent donc aujourd'hui leur copie de musiciens d'orchestre, fondus dans un groupe de neuf instrumentistes, dont un trio de cordes.

HAUSSE D'ÂGE

Catherine Ringer et Fred Chichin écoutent de la musique, toute la musique, du monde entier, du rock aussi, mais pas seulement. Une attitude, déguisée par eux-mêmes comme « musicalement incorrecte ». Ils ont été de nouvelles chansons, toujours avec ce mélange d'humour et de froideur clinique qui leur fait examiner les maux du temps en arsons. Catherine Ringer, est, on le sait, un apôtre de la fausse cécité. Ses explications de *La Tille du bambou*, une de leurs nouvelles chansons, sont éloquentes : « Eh bien, ça parle de comment on taille une fille, dans un raseau, pour faire de la musique. » A l'audition, on comprendra que le X, ici d'un chic parisien et populo digne d'Arletty, peut rester léger, déconstruit de tout aspect



plastique qui n'ont jamais été le lot des Rita Mitsouko. Eux n'ont qu'une religion : le plaisir. Ils s'amuse, se jouent des autres, d'eux-mêmes et de leur image. Ils sont un peu transformistes, ignorent les frontières, mais pas les limites.

Un soir de juin 1995, Catherine Ringer s'était transformée en chanteuse solo à la Cité de la musique (où le groupe sera invité en février). Elle a de la voix, de l'ampli-

tude, du coffre, du culot. Habillée d'une jupe longue façon jersey ocre, plutôt rétro et moulante, elle y avait interprété Piaf, Rimbaud et Ferré, Charles Trenet et Caetano Veloso, accompagnée par l'accordéoniste Richard Galliano. Fred Chichin, en philosophe de studio, s'essayait à imaginer pendant ce temps-là une nouvelle *world music* brassage de rythmes et de sons.

Groupe de studio, rendu célèbre par des clips déformés, dont le C'est

comme ça (un singe, une télé) réalisé par Jean-Baptiste Mondino, les Rita Mitsouko ont, depuis deux ans, appris la scène. Ils se divertissent, ils réfléchissent. Ils savent que la forme (de leur musique, de leurs vêtements taillés dans des sacs plastiques et de leurs dentitions-gruyères, comme à leurs débuts) peuvent marquer l'époque aussi sûrement qu'une chanson engagée.

Réflugié pour quelques heures au Studio garage, à Ménilmontant, là où ils avaient enregistré le superbe *The No Comprendo* en 1986, le duo est un étrange mélange de classique et de moderne.

Fred Chichin n'en fait pas de ressembler à une grande perche dégingandée, fine moustache, voyou débouaîné en pull de laine fluo tricoté main ; Catherine Ringer préfère les baskets de collégienne et le débardeur. Ils ont comme un air de Ténardier responsables, de Dames Michu éclairées, de cancaniers distingués. Imprévisible Catherine Ringer. Boulimique du sentiment à vie, cernée par une rigueur presque protestante, elle peut - mais ne le fait pas - passer subitement de la gentillesse à la barge, du sourire à la baffa.

Au lieu de ça, elle mime, chante (avec quelle voix !) des *bizarres* hip hop avec des airs de ménagère à plumeau. « Musicalement incorrecte », donc, Ringer, ancienne actrice de cinéma X farouchement attachée à la responsabilité amoureuse (« L'amour, c'est du taf, ça s'travaille », et « éduquée »

comme telle. Allez trouver la « rock n'roll attitude » là-dedans ! « Y'en n'a pas. On ne cherche pas l'image rock, répond Fred Chichin. On fait de la variété-pop. » Catherine Ringer explique qu'elle chante avec plaisir *Les Petits Pains au chocolat* de Joe Dassin et *Adagio d'Albinoni*, qu'elle adore Nana Mouskouri et le Brésilien Carlinhos Brown.

Pour tenter l'expérience acoustique, les Rita Mitsouko ont fait appel à des musiciens qui pensent comme eux, des classiques qui aiment le divertissement, « les ambiances et l'interprétation ». Le trompettiste, lui, est « assez fin pour glisser les quatre notes de l'indicatif de RTL dans une chanson juste pour rire et de se dandiner en jouant », confie Catherine Ringer, tandis qu'elle fredonne une mesure du *Chapeau de Zozo* en roulant les r.

C'est aussi cela qui fait le charme des Rita, cette façon d'avancer en diagonale. Dans la famille « pas victime du classement » (l'expression est de Catherine Ringer), les Rita, (et leur maison de disques, Delabel/Virgin), ont invité le très laconique Doc Gynéco, médecin-charlatan ennemi du stress, à bâtir un petit joyau de rap très coloré de be bop, *Les Consonnes* (ou les *Cons sonnent* ?), sur lequel Catherine Ringer improvise un délire quotidien qu'elle achèvera en imitant les aigus de David Bowie : « *Voice is a nice thing, voice is a sweet thing* ». Et du flot des mots, la voix de Ringer bâtit son étrange poésie.

Véronique Mortaigne

Concert privé sur les bords du canal Saint-Martin

L'OPUS CAFÉ est un petit lieu musical parisien, situé sur les bords du canal Saint-Martin, côté quai de Volney, en face de l'Hôtel du Nord. Les Rita Mitsouko habitent sur la même rive de cette voie d'eau très urbaine où passent encore les péniches. Au soir du 23 octobre, Fred Chichin et Catherine Ringer prennent le frais air du bord de l'eau. Il fait une chaleur torride à l'Opus Café. Depuis le début de l'après-midi, les Rita Mitsouko répètent afin de donner leur premier « Concert privé », émission de télévision lancée le 30 novembre par M 6, inspirée de « *Unplugged* » (en français « débranché », c'est-à-dire sans électricité), émission de MTV où se produisent les plus grands groupes. Discrètement - pas de journalistes, pas de battage

publicitaire - les Rita Mitsouko essuient les platres. A cinq heures et demie du matin, après quatre heures de répétition et sept d'enregistrement, le groupe aura livré la matière d'un nouveau disque et de quatre-vingt-dix minutes de plaisir télévisé.

Fred Chichin est à la guitare (acoustique, évidemment), Catherine Ringer à la voix, à la danse, à la farce. Chanter trois fois de suite *Andy* avec la même conviction, après avoir attendu la fin d'une discussion entre techniciens, est la preuve d'une santé à toute épreuve. Catherine Ringer est presque quadragénaire (elle est née en 1957, Fred Chichin en 1954), mais son énergie, sa fraîcheur, lui donnent plutôt vingt ans. L'alternance de tension et de relâchement qu'imposent les

contraintes d'un enregistrement télévisé en « faux » direct est épuisante. Dans la salle, les trois enfants Ringer-Chichin admirent gentiment leurs parents, surveillés du coin de l'œil par une grand-mère toujours attentive aux talents de sa petite Catherine.

Les Rita sont des gens normaux, complètement fous. Ils donnent à tout cela un côté cabaret, une intimité où Kurt Weill a son mot à dire. La maison de disques s'est déplacée, en nombre, pour surveiller l'expérience. On y fait la cagoule (derrière le pianiste et Fred Chichin) avec bonhomie, à tour de rôle, tandis que cordes et trompette s'essaient à reproduire l'attaque de *Marcia Baila*.

Princess Erika vient chanter *Ailleurs* en duo. Doc Gynéco est affalé sur un fauteuil au pre-

mier étage, attendant son heure. Ringer mène le bal, discute avec Chichin, guitariste effacé. Les employés de la télévision portent des T-shirts où il est écrit « je bosse », excuses anticipées à tous les pieds meurtris, aux angles de visions bouchées. La salle s'enfonce dans la nuit ; des histoires d'amitié toutes simples, des histoires d'amour (« *Les histoires d'A*, les histoires d'amour finissent mal, en général») se nouent. Catherine Ringer rit, scande : « *Ma langue, faudrait qu'elle soye vivace, pas comme une grosse limace* », s'allonge par terre, boit une rasade d'eau minérale, regarde Fred Chichin : « *Celle-ci, on la refait* »...

V. Mo.

barbara

NOUVEL ALBUM STUDIO



EUROPE 1



18 sept. - 31 déc.
25ème éditionFESTIVAL
D'AUTOMNE
À PARIS

Théâtre

JUSQU'AU 16 NOV
THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD
PETER BROOK
OU LES BEAUX JOURS
DE SAMUEL BECKETT5 AU 24 NOV
THÉÂTRE DE GENÈVE/ILLIERS
MARC FRANÇOIS
MACBETH DE WILLIAM SHAKESPEARE9 AU 17 NOV
CRÉTEIL MAISON DES ARTS
ROBERT LEPAGE
LES SEPT BRANCHES
DE LA RIVIÈRE OUA12 NOV AU 1ER DEC
MC 95 BOBIGNY
KLAUS MICHAEL GRÜBER
LE POËTE DE VLADIMIR HADOUKOV18 NOV AU 2 DEC
CENTRE GEORGES POMPIDOU
CLAUDE BUCHVALD
LE REPAS DE VALÈRE NOVARTINA22 AU 30 NOV
THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD
LUCA RONCONI
VERSO PER GUNT DE HENRIK IBSEN

Danse

THÉÂTRE DE LA VILLE
19 AU 23 NOV
MERCE CUNNINGHAM
26 AU 30 NOV
CATHERINE DIVERREZ

Musique

JUSQU'AU 30 NOV
CHEZ LUI
PIERRE HENRY4 AU 10 NOV
THÉÂTRE DE LA BASTILLE
MEREDITH MONKOPÉRA BASTILLE
9 ET 10 NOV
KARLHEINZ STOCKHAUSEN18 NOV
PHILIPPE FÉNELON26 NOV
FRANK KRACZYK21 NOV
CITÉ DE LA MUSIQUE
BRIAN FERNEYHOUGH22 AU 26 NOV
CRÉTEIL MAISON DES ARTS
CARLES SANTOS28 NOV
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
HEINZ HOLLIGER
GYÖRGY KURTÁG

Cinéma

USC CINÉ CITÉ LES HALLES
13 AU 26 NOV
TAKESHI KITANO
KIRK WONG
JOHN WOO

Exposition

JUSQU'AU 10 NOV
CHAPELLE SAINT-LOUIS
DE LA SAMPÉRIÈRE
BILL VIOLA
TRILOGY - FIRE, WATER, BREATHLocation
01 42 96 96 94« Béton prude » et « garce high tech »
se disputent les rues de Paris

Une exposition à l'Arsenal met en scène passé et avenir de la capitale

L'exposition du Pavillon de l'Arsenal permet d'observer à la loupe la constitution et l'évolution des quartiers excentrés de Paris. Cette exposition, volontairement séduisante, soupèse aussi les conséquences sur l'aspect général de la capitale des choix architecturaux et urbains des aménageurs.

PARIS DES FAUBOURGS, Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4^e. Livre-catalogue : « Paris des Faubourgs, formation et transformation », coédité avec Picard, 224 p., 280 F. Jusqu'au 5 janvier 1997. Tél. : 01-42-76-33-97.

Le Pavillon de l'Arsenal, point de rencontre de tous ceux qui s'intéressent à l'architecture et à l'urbanisme parisiens, vient d'être encore une fois transformé pour les besoins d'une nouvelle cause, celle des quartiers périphériques de la capitale. « Paris des faubourgs », tel est le thème de l'exposition, exceptionnelle à maints égards, qui occupe les lieux jusqu'au 5 janvier 1997.

Par faubourg, il faut comprendre grosso modo l'ensemble des quartiers, anciens villages ou campagne, qui s'étendaient entre l'enceinte des Fermiers généraux, achevée par Talers et presque aussitôt condamnée, en 1859, par l'annexion des territoires aujourd'hui prisonniers du boulevard périphérique. Le terme retenu par l'équipe de l'exposition, conduite par Jacques Lucan, exclut donc les « faux » bourgs devenus plus vrais que nature tels que Saint-Germain ou Saint-Honoré. Il inclut en revanche la plaine Monceau, passée sans transition du statut de campagne à celui de prototype de quartier haussmannien.

Montmartre, dont l'apparence est conservée dans le formel ; Belleville, ravagé avant que le maître actuel, Jean Tiberi, ne décide volci peu d'en sauver les parties « basses », gage donné à son électorat d'écologie ; la Goutte-d'Or, repassée mais sans faux col selon les normes d'un urbanisme qui se redessine désormais, mais avec peine, de commencer

par faire table rase ; les ZAC anciennes ou nouvelles qui ont donné, chacune selon ses règlements d'exception, les visages modernes du Sud ou de l'Est parisiens. Autant de quartiers explorés à la loupe, autant de méthodes décorées depuis leur processus initial jusqu'à leurs conséquences urbaines. A ce titre, même si l'équipe s'en tient à des exemples, ils sont assez significatifs pour qu'on puisse, enfin, parler d'une démarche à caractère scientifique en matière d'urbanisme et d'architecture. Rien de doctrinal pour autant, car c'est sur le mode historique que les doctrines sont exposées. Rien de théorique, car les quartiers disséqués sont de ceux qu'on peut visiter chaque jour.

BONS ET MAUVAIS POINTS

Un faubourg naît d'un village, comme Charonne, dont il gardera une église et quelques rues campagnardes. Il s'étend avec l'essor d'ateliers ou de manufactures comme le quartier Saint-Antoine, dessinant des cours industrielles, ou bien des ruelles ouvrières, ou encore des cours d'ilot, plus ou moins cernés par les géomètres du Second Empire, mais riches d'ateliers, de verreries, de potagers, de surprises.

Derrière la diversité, derrière le « pittoresque », des modèles urbains se font jour qui font la richesse même d'une ville comme Paris. Méfions-nous du tout Haussmann, nous disant, en défenseurs de la fragilité, les organisateurs de l'exposition. Méfions-nous de tout ce qui « efface », même si c'est pour garder en apparence le caractère : n'est-ce pas ce qu'on fait depuis vingt ans, après avoir, dans la période d'après-guerre, massacré tant de sites comme la place des Fêtes. Un

peu faux-jeton, l'exposition décerne les bons et les mauvais points sur un mode qui se veut presque constamment interrogatif, prétendant ne pas apporter de solutions, pour en résumer certaines récentes et en sauver quelques autres, éventuellement rescapées du début du XX^e siècle. Les exemples architecturaux choisis, souvent de très bonne qualité (seront-ils lus comme tels ?), sont de facture brique polie, « béton prude » ou, plus rarement, « garce high tech ». Ils ont cependant un aspect poussé-au-crime, mis côte à côte avec des photographies attachantes, des plans suggestifs, des relevés de quartiers où chacun d'entre nous est susceptible de se reconnaître.

A l'Arsenal, il faut séduire, pour tenter d'accrocher les visiteurs à ces sujets arides que sont l'urbanisme et l'architecture. Et, mis en forme par l'architecte Yves Lion, notre « Paris des faubourgs » parvient en effet à mettre dans sa poche un public qui ne retient que ce qu'il veut, ou ce qu'il ressent, de l'algèbre efficace de Lucan et de ses comparses. Les démarches sont rigoureusement honnêtes, mais au point de rencontrer d'un projet scientifique rectiligne et d'un mouvement muséographique au tempo enivrant (Edith Piaf, Maurice Chevalier et tout ça), la raison peut parfois prendre la tangente ou ne glaner que des fragments simplistes. Rien ne serait plus dangereux qu'une interprétation nostalgique et passéiste, notamment de la part des édiles parisiens, qui pourraient dès lors être tentés de figer la vie même de la ville, de passer sur la médiocrité du pastiche, le confort trompeur des cartes postales de collection.

Frédéric Edelmann

Barye, maître sculpteur du carnage

Le Louvre rend justice à celui qui a élevé l'animal au rang d'œuvre d'art

LA GRIFFE ET LA DENT. Musée du Louvre, aile Richelieu. De 9 heures à 17 h 45, lundi et mercredi jusqu'à 21 h 45. Fermé mardi. Catalogue-dossier, 134 p., 150 F. Jusqu'au 11 janvier 1997. Tél. : 01-40-20-51-51.

Barye ne serait pas un sculpteur tout à fait sérieux. Un homme qui a passé le plus clair de son temps à dessiner et modeler des bêtes sauvages et domestiques, un animalier autrement dit, ne pourrait prétendre à mieux qu'une demi-gloire, concédée avec quelque compassion. Ses œuvres feraient de parfaits ornements pour dessus de cheminée en marbre et commodités anciennes. De plus grandes dimensions, elles conviendraient aux jardins publics, où elles effraieraient et amuseraient les enfants. Cette opinion a prévalu du vivant de l'artiste et elle n'a pas perdu toute son autorité, d'autant qu'il est assez fréquent de voir Barye confondu avec Frémiet ou Cain, lesquels ne furent même pas ses élèves, mais ceux de Rude. Barye, quant à lui,

avait été l'élève du sculpteur néo-classique Bosio et du peintre Gros. Cela se passait peu après la chute du Premier Empire. Barye était âgé de vingt ans et avait une formation de praticien des métaux, ayant été placé en apprentissage chez des orfèvres parisiens qui lui avaient appris par la pratique la fonte et le cislage.

Ni eux ni ses maîtres à l'Ecole des beaux-arts ne lui apprirent cependant l'essentiel de son art : à savoir concilier justesse de la forme et puissance de l'expression. Cet équilibre le caractérise comme il caractérise Delacroix, qui fut de ses amis. Nul effet de style, chez eux, qui ne se fonde sur l'observation, nul sacrifice de la vérité en faveur de l'éloquence ou d'un idéal. Autant que le dessin de Delacroix, quoique avec moins de fluidité, celui de Barye se veut avant tout relevé des proportions et des formes, exploration des corps, tracé des mouvements, science de l'anatomie.

Avant de sculpter fauves et antilopes, il se rend dans des ménageries, à la Foire de Saint-Cloud - où il y eut des tigres à partir de 1827 - et au Muséum d'histoire naturelle. Il les regarde, examine leurs cadavres, assiste à leur dissection, comprend leur structure et mesure leurs proportions. Ses croquis préparatoires ressemblent de près aux planches d'un traité de zoologie, et de plus près encore aux dessins de Cuvier, son contemporain. Leur présence, aux murs de l'exposition, lui donne son sens, parce qu'ils rappellent que ces nœuds de serpents, ces baillottes de molosses et d'ours ont été exécutés selon une méthode invariable. Dans cet art, contrairement aux apparences, il n'y a pas place pour les déformations lyriques et les élégances de chic, le néoclassicisme et les jolieses de l'ingrisme.

La vérité étant rarement haieuse, la sculpture de Barye décrit

des luttes terribles. Il n'exalte pas la force, il ne célèbre pas la maîtrise du fauve rugissant, il montre des meurtres et des agonies. Le carnassier abat le beau cheval : le serpent pourrait avoir raison du lion qui le méprise ; les chiens, en nombre, déchirent vivant le grand ours qu'ils ont renversé ; le jaguar dévore paisiblement le lièvre. La création tout entière cède à la « volupté gourmande du sang » - la formule est des Goncourt à propos de ces œuvres funèbres. D'autres références littéraires viennent à l'esprit, de Buffon à Rosny en passant par le Flaubert de *Salammbo*. Les comparaisons picturales seraient innombrables, des chasses de Rubens aux cavalades de Géricault et Delacroix.

Ces combats enragés de bêtes affamées, ces massacres si minutieusement figurés, jusqu'au détail de l'échelle, du sabot, des crocs et des griffes, s'élèvent fort au-dessus du pittoresque et de l'illustration - en quoi Barye se distingue d'un Frémiet. Sans rien concéder aux figures convenues de l'allégorie, le sculpteur passe sans effort de la narration au symbole, de la fable à sa moralité. Dans le bronze, il coule les lois de la nature, qui sont aussi, pour partie, les lois de l'homme. Cet animalier aspire à l'universel. L'exposition du Louvre, que l'on aurait aimée plus vaste, plus complète et disposée dans un espace moins resserré et étouffant, s'efforce de le placer à son rang, parmi les plus grands sculpteurs de son siècle. Ce n'est que justice.

Philippe Dagen

Geneviève Brisac a reçu
le prix Femina

Le Femina étranger a été décerné à Javier Marias. Les prix Médicis ont aussi été attribués lundi 4 novembre

LA SAISON des prix littéraires d'automne s'est ouverte, lundi 4 novembre - après l'attribution, le 24 octobre, du grand prix du roman de l'Académie française à Calixte Beyala -, avec les Femina et Médicis. Le Femina, pour la littérature française, est revenu à Geneviève Brisac, romancière, éditrice et critique littéraire au « Monde des livres » depuis plus de dix ans.

Si le titre de son roman, *Week-end de chasse à la mère* a été, ici et là, contesté, Geneviève Brisac avait fait l'unanimité dans la presse : d'une gaieté poignante, d'un réalisme tonique, cette chronique - mi douloureuse, mi désolante - de quelques jours de la vie d'une jeune femme avec son fils faisait partie des enchantements de la rentrée. « Rien n'est plus délectable que de suivre avec Geneviève Brisac ce couple acharné à traquer la magie des instants », écrivait Viviane Forrester (« Le Monde des livres » du 20 septembre), rien, en même temps n'est plus pathétique, car la femme et l'enfant semblent communiquer à travers une douleur en permanence réprimée, une angoisse inavouée, et qui, d'ailleurs, aiguise leur aptitude à la joie.Le prix Femina étranger a été, lui, décerné à Javier Marias pour *Demain dans la bataille* pense à moi. Subtil jeu de mots et de mort, truffé de références shakespeariennes, ce texte ensorcelant où se disputent vertiges du verbe et variations sur le vrai et le faux confirme l'époustouflant talent du

Les lauréats

- Femina. *Week-end de chasse à la mère*, de Geneviève Brisac, éd. de L'Olivier, 206 p., 95 F.
- Femina étranger. *Demain dans la bataille* pense à moi, de Javier Marias, traduit de l'espagnol par Alain Kerazore, Rivages, 352 p., 135 F.
- Médicis. *Ex aequo*: *Orlando*, de Jacqueline Harpman, Grasset, 300 p., 99 F ; *L'Organisation*, de Jean Rolin, Gallimard, 184 p., 85 F.
- Médicis étranger. *Ex aequo*: *Himmelfahrt*, de Michael Krüger, traduit de l'allemand par Claude Porcell, Seuil, 172 p., 120 F ; *Sonietchka*, de Ludmila Oulitskaïa, traduit du russe par Sophie Bessuch, Gallimard, 116 p., 80 F.
- Médicis essai. *L'Horreur économique*, de Viviane Forrester, Fayard, 216 p., 98 F.

Jean-Luc Douzin

DÉPÊCHES

■ CINÉMA : le candidat français aux Oscars 1997, désigné par un comité de professionnels réunis autour de Jérôme Deschamps, président en exercice de la commission d'avance sur recettes, a été choisi le 28 octobre. Il s'agit de *Ridicule*, de Patrice Leconte. Il revient ensuite à l'Academy of Motion Picture Arts and Science de désigner parmi les candidats nationaux les cinq « finalistes ».■ ARCHITECTURE : la Maison des écritures et l'école d'architecture de Paris-La Villette organisent des rencontres entre un architecte et un écrivain. Paul Chemetov et Didier Daeninckx ouvrent, mercredi 6 novembre à 19 h 30, ce cycle animé par Hélène Bleskine et Jean-Pierre Le Dantec, qui a lieu à l'école (144, rue de Flandre, Paris 19^e, M^e Crimée). Suivront, le 11 décembre, Henri Gaudin et Jean-Pierre Vernant. En 1997, les architectes Chiani, Nouvel, Stinco, Grumbach et Portzamparc rencontreront les écrivains Baudrillard, Bailly, Roth, Topor. Tél. : 01-49-54-68-80.■ OPÉRA-BASTILLE : un préavis de grève a été déposé le 31 octobre par les artistes des Chœurs de l'Opéra national de Paris. Il vise la première, le 6 novembre, des *Capulets et Montaigu*, de Vincenzo Bellini. La raison invoquée par les choristes est le faible montant des indemnités proposées par l'Opéra national de Paris aux victimes de l'accident survenu à Séville, le 16 juillet 1992. Ce préavis précède le procès, les 14, 15 et 20 novembre par la 31^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris, des onze personnes impliquées dans cet accident.

■ COLLOQUE : une rencontre intitulée « Pillage et restitutions », consacrée au destin des œuvres d'art sorties de France pendant la seconde guerre mondiale, aura lieu le 17 novembre à l'école du Louvre à Paris. Organisé par la direction des musées de France, en liaison avec la direction des archives et de la documentation du ministère des affaires étrangères, ce colloque présente quatre grands thèmes : « Les musées sous l'Occupation », « Les spoliations », « Le marché de l'art », « Récupération et restitutions ». Les invitations sont à retirer dans la limite des places disponibles. Renseignements aux 01-40-15-36-00 et 01-40-15-36-11.



WILLIAM SHAKESPEARE - MARC FRANÇOIS

MACBETH

THÉÂTRE DE GENÈVE/ILLIERS 5 - 24 NOVEMBRE 01 41 32 26 26

L'image pour appréhender la création

Au Centre Pompidou un siècle de ballets, de portraits d'avant-garde



LA LISTE est superbe. Voir et revoir, mais aussi découvrir, car après tout, nous n'avons jamais que deux yeux : tous les jours de DV8, l'histoire de la danse au XX^e siècle en cinq tomes ; *Martha Graham*, l'histoire de la danse ; celle de la danse urbaine ; des Merce Cunningham signés Charles Atlas ou Elliott Caplan ; la grande Pina Bausch avec une douzaine d'œuvres. Tant d'images. Et des trésors, des inédits. Des images, mais aussi des interventions dans le cadre de la *Revue parlée* : une rencontre avec Merce Cunningham intitulée « Travailler avec des plasticiens, chorégraphier pour la caméra ».

Un titre qui, apposé au nom même de Cunningham, sonne comme un pléonasme (17 novembre, 16 heures, petite salle, entrée libre). « Écritures, films de danse : mémoires », ces rencontres seront animées par Marcelle Michel et Isabelle Giot. D'abord, on regarde, et après, on parle (16 décembre, 21 heures, petite salle).

Centre Pompidou, rue Rambuteau, Paris 1^{er}. M^o Rambuteau. Du 6 novembre au 16 décembre. Grand Foyer, 1^{er} sous-sol, de 14 heures à 21 heures, fermé mardi. Tél : 01-44-78-13-15. Entrée libre.

UNE SOIRÉE À PARIS

Viktoria Postnikova (piano) Viktoria Postnikova est une pianiste assez époustouflante, une sorte de Richter au féminin. Son jeu peut parfois décevoir, d'autres fois étonner par son audace. Il est rare qu'elle consacre un récital à Chopin, et quel Chopin ! Celui des quatre Ballades, de la Fantaisie, de la Barcarolle.

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^o Miromesnil. 20 h 30, le 5 novembre. Tél : 01-49-53-03-07. De 105 F à 240 F.

Richard Galliano Le rythme du disque *New York Tango* (Dreyfus), Al Foster à la batterie, George Mraz à la basse, à plus d'allure et de catégoie que Philippe Aerts et Roberto Gatto annoncés en concert. Mais cela ne veut rien dire. C'est le jazz. Richard Galliano, remarquable accordéoniste, aimé de Piazzolla, n'est pas forcément un jazzman. Il est escorté d'un phénomène de la guitare, authentique musicien de jazz, lui, Bireli Lagrene.

Les Halles-L'Auditorium, 3, porte Saint-Eustache, Paris 4^e. M^o Châtelet-Les Halles. 20 h 30, les 6 et 7 novembre. Tél : 01-42-36-13-90. 140 F.

Edison Cordet Ce Brésilien totalement atypique chante franc, Janis Joplin, Raul

Selgas, mais aussi les grands airs de *Carmin* ou des opéras de Mozart. Il possède une voix remarquable qui lui permet de donner une version androgyne et démodée des standards latino-américains tels que *Babalu*, *Hot Brass*, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 6 novembre. Tél : 01-42-00-14-14. 120 F.

Red Snapper Avec des instruments traditionnels, ce passionnant collectif de musiciens britanniques capture les rythmes synthétiques de la techno. Leur virtuosité, entièrement vouée à une transe hypnotique, dissimule d'inévitables climats. *Le Divin du monde*, 75, rue des Martyrs, Paris 9^e. 19 h 30, le 5 novembre. Tél : 01-44-92-77-66. 105 F.

Pierre Perret Sa dernière production discographique choquera les adversaires de *L'Origine du monde* de Courbet. Chansons érotiques au langage vert, mais jamais vulgaires, fabulettes réuses, l'univers de Perret passe en douceur. *Catino de Paris*, 16, rue de Cligny, Paris 9^e. M^o Trinité. 20 h 30, du mardi au samedi : 16 heures, dimanche, jusqu'au 24 novembre. Tél : 01-49-95-99-99. De 130 F à 250 F.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Le Cirque Flume de Bernard Kudlak, mise en scène de l'auteur, avec Alexandre Darnay, Valérie Dubourg, Michèle Faivre, Valérie Garçon, Jean-Marie Jacquet, Pierre Kudlak, Alain Maillet, Robert Miny, Rachel Ponsorby, Patricia Reynier-Peugnieux, Jacques Schneider et Brigitte Seppey.

Part de La Villette (Espace Chapiteau), avenue Corentin-Liou, Paris 19^e. M^o Porte-de-La Villette. A partir du 7 novembre. Du jeudi au samedi, à 20 h 30 ; les dimanches, à 15 heures. Tél : 01-40-03-75-75. Durée : 1 h 45. 110 F^e et 140 F. Jusqu'au 30 décembre.

La Demoiselle de la poste d'Ewa Pokas, mise en scène de Catherine Hegel, avec Dominique Constant et Jean-Baptiste Malarre. Comédie-Française Studio-Théâtre, 98, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. M^o Palais-Royal, Louvre. A partir du 7 novembre. Du mercredi au dimanche, à 18 h 30. Tél : 01-44-58-98-58. De 45 F^e à 80 F. Jusqu'au 30 décembre.

En attendant Godot de Samuel Beckett, mise en scène de Patrice Kerbrat, avec Pierre Arditi, Marcel Maréchal, Robert Hirsch, Jean-Michel Dupuis et, en alternance, Guillem Picot, Mehdi Aïgnel Djebali et Cyril Boccaro.

Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e. M^o Franklin-D-Roosevelt. A partir du 5 novembre. Les mardi 5, jeudi 7, vendredi 8, samedi 9, à 20 h 30 ; mercredi 6, à 19 h 30 ; dimanche 10, à 15 heures. Tél : 01-44-55-98-10. Durée : 2 h 30. De 80 F^e à 160 F. Jusqu'au 25 janvier.

L'Enfants-rê de Armand Gatti, mise en scène d'Hélène Châtelain, avec Christophe Ansell, Claude Lucas, Juliette Aubert-Craus, Tiziana Cicculio, François Hapchette, Patrick Coffin, Claude Cotte-Emard, Myrtille Marchais, Guillaume Moos, Fabrice Pina et Magali Velter.

Théâtre international de langue française (Part de La Villette), 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. A partir du 8 novembre. Du mardi au samedi, à 19 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél : 01-40-03-93-95. Durée : 2 h 45. De 50 F^e à 110 F. Jusqu'au 30 novembre.

Machete de William Shakespeare, mise en scène de Marc François, avec Sébastien Bourdier, Aurélien Bonjour, Michel Bonjour, Nicolas Bonjour, Olivier Bonjour, Jean David, Sébastien Derray, Simon Duprez, Marc François, Mala Grash, David Leroux, Sylvain Leroux, Maria Montès, Alexandre Pavloff, Valérie Schwarzer, Marthe Vassallo et en alternance Nicolas Ance, Jérôme Kessler et Romain Rouillard.

Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennévilliers. A partir du 5 novembre. Du mardi 5 au samedi 9, à 20 h 30 ; dimanche 10, à 16 heures. Tél : 01-41-32-26-26. Durée : 3 heures. De 80 F^e à 140 F. Jusqu'au 24 novembre.

Maitres et serviteurs de Jean-François Prévand, mise en scène de l'auteur, avec Yves Pignot, Jean-François Prévand et Damien Briconneau.

Théâtre de l'Œuvre, 55, rue de Cligny, Paris 9^e. M^o Place-de-Cligny. A partir du 6 novembre. Du mardi au vendredi, à 19 heures ; le samedi, à 17 heures. Tél : 01-44-53-88-88. De 50 F^e à 130 F. Jusqu'au 30 décembre.

Li Risa de Stanislas Wyspianski, mise en scène de Stanislas Nordoy, avec Gaël Baron, Gérard Béliard, Marc Bodnar, Marie Carles, Sarah Chagnette, Rémi Claude, Garanza Dor, Olivier Dupuy, Delphine Eliet, Valentina Fago, Jean-Claude Flems, Magali Foucault, Guillaume Gatteau, Eric Lagulgné, Eric Jakobiak, Valérie Lang, Jacak Malka et Véronique Nordoy.

Maison des arts, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. A partir du 6 novembre. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél : 01-46-14-70-00. Durée : 3 h 30. De 80 F^e à 140 F. Jusqu'au 8 décembre.

Les Sept branches de la rivière Ota de Robert Lapage, mise en scène de l'auteur, avec Eric Bernier, Rebecca Blankenship, Marie Brassard, Anne-Marie Cadieux, Normand Daneau, Richard Fréchette, Marie Gignac, Patrick Goyette et Ghislaine Vincent.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94 Clichy. Les samedi 8, dimanche 10, samedi 16, dimanche 17, à 14 h 30 ; du mardi 12 au vendredi 15, à 20 heures. Tél : 01-45-13-19-19. De 55 F^e à 100 F. Jusqu'au 17 novembre.

Le Songe d'une nuit d'été de William Shakespeare, mise en scène de Niels Pasolini, avec Marco Taille-buis, Gaspard Laclère, Geneviève Knopps, Xavier Decout, Monique Gellers, Paulino Alvarez, François Houart, Frédéric Lepers, Barbara Dauwe, Eric Mat, Véronique Guérin, Claudia Nunes et Jean-Luc Dietrich.

Cartoucherie (sous chapiteau), route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M^o Château-de-Vincennes. A partir du 7 novembre. Du jeudi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél : 01-48-08-20-07. Durée : 2 h 30. 110 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Machete de William Shakespeare, mise en scène de Niels Pasolini, avec Marco Taille-buis, Gaspard Laclère, Geneviève Knopps, Xavier Decout, Monique Gellers, Paulino Alvarez, François Houart, Frédéric Lepers, Barbara Dauwe, Eric Mat, Véronique Guérin, Claudia Nunes et Jean-Luc Dietrich.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^o Châtelet. Du mardi 5 au vendredi 8, à 20 h 30. Tél : 01-42-74-22-77. Durée : 2 heures. 95 F^e et 140 F. Dernières.

SÉLECTION

La Baye de Philippe Adrien, mise en scène de Laurent Pelly, avec Hervé Briaux, Pierre David-Cavaz, Rémi Gibier, Bernard Jousset, Sébastien Lebois, Magali Magne, Vincent Millet, Christine Murillo, Jean-Benoît Terral, Patrick Zimmermann, Valérie Verril, Lydie Pruvot et Fabienne Kocobay.

Théâtre Gérard-Philipe, 53, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél : 01-43-13-70-00. Durée : 1 h 30. 70 F^e et 110 F. Jusqu'au 24 novembre.

Bombon acide de Ricardo Sued, mise en scène de l'auteur, avec Rosario Audras, Marie-Laure Dognan, Jean-Claude Fernandez, Nathalie Ortega, Adriana Pegueroles, Jérôme Kircher et David Michel.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maite-Brun, Paris 20^e. M^o Gambetta. Les mardi, jeudi, vendredi, samedi, à 21 heures ; le mercredi, à 12 h 30 et 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél : 01-44-62-52-52. Durée : 1 h 10. De 110 F^e à 160 F. Dernières.

Edouard II de Christopher Marlowe, mise en scène d'Alain Françon, avec Jean-Marc Avocat, André Baeyens, Pierre Baillet, Carlo Brandt, Maxime Caxelles, Clovis Cornillac, Gilles David, Valérie de Dietrich, Michel Didym, Jean-Claude Durand, Guillaume Leveque, Antoine Mélieu, Nicolas Pirson, Freddy Sica, Eric de Staercke, Lionel Tui et Dominique Valadié.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6^e. M^o Odéon, Luxembourg. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél : 01-44-41-36-36. Durée : 3 heures. De 30 F^e à 150 F. Jusqu'au 15 décembre.

Le Faiseur d'Honoré de Balzac, mise en scène de Françoise Petit, avec Jean-François Balmer, Marion Bierry, Stéphane Bierry, Philippe Bouclet, Auguste Brunet, Paul Crauchet, Dominique Du-guier, Isabelle Fontaine, Sylvia Genty, Erik Laugérias, Stéphanie Noël, Mathieu Rozé et Maurice Vaudois.

Elodorado, 4, boulevard de Strasbourg, Paris 10^e. M^o Strasbourg-Saint-Denis. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 16 h 30 et 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél : 01-42-38-07-54. Durée : 2 heures. De 50 F^e à 200 F. Jusqu'au 17 novembre.

Huis clos de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Stéphane Aucante, avec Pascal Parsat, Christine Gidrol, Marine Arnault et de Vincent Ferrand.

Théâtre Hébertot (Petit), 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 17^e. M^o Villiers-Rome. Du mardi au jeudi, à 18 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. Tél : 01-45-08-43-16. Durée : 1 h 30. 70 F^e et 100 F. Jusqu'au 30 décembre.

Ile du Salut (Rapport 55 sur la colonie pénitentiaire) d'après Franz Kafka, mise en scène de Mathias Langhoff, avec Amir Amir, ramachvil, Marcel Dal, Enzo Bo, Gérard Morel, Jean Lambert-Will et Jean-Marc Stiehl.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^o Châtelet. Du mardi 5 au vendredi 8, à 20 h 30. Tél : 01-42-74-22-77. Durée : 2 heures. 95 F^e et 140 F. Dernières.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constant, Jacques Serres, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Miché, Igor Tycksa, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey.

Comédie-Française-Salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1^{er}. M^o Palais-Royal. Les mardi 5 et jeudi 7, à 20 h 30 ; samedi 9, à 14 h 30. Tél : 01-44-58-15-15. Durée : 2 h 15. De 30 F^e à 185 F. Dernières.

Oh, les beaux jours ! de Samuel Beckett, mise en scène de Peter Brook, avec Natasha Parry et François Berné.

Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10^e. M^o La Chapelle. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Tél : 01-46-07-34-50. Durée : 2 heures. De 70 F^e à 130 F. Jusqu'au 16 novembre.

Passagers clandestins de Philippe Genty et Mary Underwood, mise en scène des auteurs, avec Russel Garbutt, Meredith Kitchen, Jennifer Newman-Preston, Brian Parker et Simon Rann.

Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 16, boulevard Jourdan, Paris 14^e. M^o Strasbourg-Saint-Denis. Du mardi au vendredi, à 20 h 45 ; le samedi, à 16 heures et 20 h 45 ; le dimanche, à 15 heures. Tél : 01-42-08-00-32. Durée : 1 h 15. De 100 F^e à 220 F. Jusqu'au 17 novembre.

Le Normand de Lulu de David Deca, mise en scène de Didier Long, avec Sandrine Kiberlain, Gérard Darmon, Roger Van Hool et Laurent Bateau.

Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, Paris 9^e. M^o Trinité. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél : 01-42-80-01-81. Durée : 1 h 45. 170 F^e et 220 F. Jusqu'au 31 décembre.

Selate de Robert Schneider, mise en scène de Bernard Levy, avec Eric Elmosino et Christine Seghezzi.

Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris 14^e. M^o Cité-Universitaire. Les lundi, mardi, vendredi et samedi, à 21 heures ; le jeudi, à 19 h 30 ; le dimanche, à 17 heures. Tél : 01-45-89-38-69. Durée : 1 h 30. De 55 F^e à 110 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Blames ! de Tony Kushner, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Roland Bertin, Isabelle Carré, Luc-Antoine Diquero, Jean-Claude Jay, Marie Verdi, Isabelle Sadoyan, Michel Peyreron, Yann Collette, Işıl Karahan et Axelle Giret.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maite-Brun, Paris 20^e. M^o Gambetta. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél : 01-44-62-52-52. Durée : 1 h 35. De 110 F^e à 160 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Un Cœur français de Jean-Marie Besset, mise en scène de Patrick Kerbrat, avec Samuel Labadie, Mala Simon, Marie Burel, Judith Magre, Cécile Magnat, Philippe Estess, Joël Demarty, François Dunoyer et Jacques Connort.

Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 17^e. M^o Rome. Du mardi au vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 18 heures et 21 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél : 01-45-07-23-23. Durée : 1 h 30. De 100 F^e à 220 F. Jusqu'au 11 janvier.

(*) Tarifs réduits.

1^{er} : Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-63) ; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).

MIKHAIL KOBAKHIDZE, (cinq courts métrages inédits) de Mikhail Kobakhidze, 5^e (01-43-26-19-09).

MISSION IMPOSSIBLE de Brian De Palma, Américain (1 h 50).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 13^e (01-47-70-33-88) ; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88) ; Gaumont Opéra, 14^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5^e (01-43-54-15-80) ; L'Arlésquin, 6^e (01-45-44-26-80) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; UGC Rotoronde, 4^e ; La Pagode, 7^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (01-47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; Gaumont Opéra, 17^e (01-43-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10

« Etel », édition électronique du quotidien « Ouest-France », sera disponible dans deux ans

Le premier quotidien français, le journal breton *Ouest-France*, a décidé de se donner du temps avant de lancer une édition électronique. Il a ouvert au début de l'été - avec la région de Bretagne et l'IBM - un site sur Internet, « France-Ouest Com », qui propose des services sur la Bretagne à propos de l'économie, de la recherche, de la culture et du tourisme. Le journal n'est pas consultable sur ce serveur, mais des événements importants font l'objet d'un traitement spécial sur Internet.

C'est le cas des Vingt-quatre heures du Mans, du Festival inter-celtique de Lorient, du voyage du pape à Sainte-Anne d'Auray ou bien des Transmusicales de Rennes. Des articles ou des résumés d'articles, des photos, mais aussi des extraits sonores étaient consultables. Depuis le 9 juillet, *Ouest-France* a recensé 600 000 consultations du serveur - 61 % viennent d'Europe et 29 % des États-Unis.

Le grand projet est la version électronique du quotidien, baptisée « Etel » (patronyme d'une commune et d'une rivière bretonnes, mais qui signifie aussi « édition télématique »), à l'étude depuis septembre 1995 et qui ne devrait pas voir le jour avant deux ou trois ans.

Etel donnera accès aux 40 éditions, aux 400 pages, aux 2 500 articles et aux 1 500 photos du quotidien. Il permettra aussi de consulter les archives et s'enrichira de documents visuels et sonores. Le système devrait permettre d'obtenir une édition personnalisée, par cri-

tères géographiques et thématiques. Le projet vise un public international, mais aussi hexagonal, situé en dehors des zones de diffusion (Bretagne, Basse-Normandie, Pays de la Loire), et les lecteurs désirant des informations locales qui dépassent le cadre de leur édition. Un lecteur de Rennes peut ainsi avoir envie d'avoir des articles sur Nantes ou Saint-Malo, qu'il ne trouve pas dans son édition.

PROBLÈMES DÉONTOLOGIQUES

Des réflexions sont en cours pour intégrer la publicité et les petites annonces. Le budget de ces études est d'une dizaine de millions de francs. Le service sera payant, mais les systèmes de tarification ne sont pas encore arrêtés. Reste à résoudre le problème des modes de paiement électronique.

Lors de la présentation de ces projets, mercredi 30 octobre, le PDG d'Ouest-France, François-Régis Hudin, est intervenu sur les problèmes déontologiques posés par Internet : « On s'obtient derrière l'ampoule du réseau. Mais tout créateur, tout serveur, doit être tenu pour responsable de ce qui passe sur ses réseaux. Chaque État, à commencer par le nôtre, doit regarder ce qu'il en est et arrêter ses choix. En France, on vit déjà dans un système hypocrite, avec des serveurs contrôlés par des services de télécommunications qui s'estiment simples transporteurs, et pas responsables de ce qu'ils transportent, tout en étant payés par des services incriminés. »

Alain Salles

Les médias écrits en français connaissent un regain d'intérêt au Proche-Orient

Les émissions francophones se développent aussi à la radio et à la télévision

LE CAIRE

Le Quai d'Orsay a contribué pour 220 000 francs à cette manifestation, dont l'un des animateurs a été Gilles Kraemer, jeune publiciste parisien qui a participé au lancement d'*El Ahram Hebdo* (magazine politique en français dirigé par l'écrivain égyptien Mohamed Salamaoui) tout en publiant à Paris, aux éditions L'Harmattan, trois siècles de presse francophone dans le monde.

Dans ce livre, il évoque *Le Courrier d'Égypte*, fondé il y a deux siècles par Bonaparte, et qui est l'ancêtre d'une presse orientale en français, longtemps nombreuse avant de devenir squelettique (sauf au Liban) depuis les années 60. M. Kraemer pourrait ajouter maintenant un chapitre sur la renaissance, soudaine et inattendue, de feuilles en français au Levant, avec une extension inédite dans le Golfe.

Ces innovations ne doivent rien à la nouvelle « chiraquomanie » arabe, née du récent coup de colère de M. Chirac contre la police israélienne à Jérusalem, mais elles

prennent un relief particulier à la lumière de cet engagement francophile. On rappelle ici les propos de Boutros Boutros-Ghali, alors ministre égyptien, sur « le français, langue non alignée » ou la « coproclamation » du secrétaire général de l'ONU et de Jacques Chirac au sommet franco-égyptien de Cotonou : « La francophonie sera subversive ou ne sera pas ! »

SUPPLÉMENTS EN FRANÇAIS

La plupart du temps, ces nouveautés dans la presse écrite sont des suppléments ou des pages en français ajoutées à un titre paraissant en arabe ou en anglais comme *Le Journal*, inséré dans *The Star* à Amman, ou *Echo des Émirats* dans *Emirates News* et *Une Semaine* dans *Khaleej Times* à Dubaï. A Beyrouth, malgré la présence d'une quinzaine de publications francophones, le quotidien *L'Orient-Le Jour* a créé un supplément *Jeunesse* et un mensuel *L'Orient-Express*, tandis que le quotidien arabophone *Nahar* lançait l'hebdomadaire *Hyde Park* (30 000 exemplaires), dans lequel les moins de trente ans s'épanchent exclusivement en français, langue qui est en train d'améliorer ses positions au pays du Cèdre (*Le Monde* du 5 août).

Au Caire, le centenaire *Progrès égyptien* diffuse trois suppléments, dont un pour les jeunes. Les tirages de ces journaux complets ou simples feuilles ne sont souvent que de l'ordre de quelques milliers, mais ils ont un taux de circulation élevé et sont lus par l'élite pensante et les étudiants. Ce regain des mé-

dias écrits en français est complété avec un nombre grandissant de radios locales programmant des émissions en français et de télévisions ayant créé ou renforcé leur journal en français, du Caire à Amman via Abu-Dhabi (à Téhéran, la revue orientaliste *Logman* est remarquable, en particulier par la qualité de son français).

La prochaine rencontre de la presse francophone du Proche-Orient, prévue à Beyrouth en 1998 à l'invitation d'Elie Assaf, doyen de la faculté d'information de l'Université libanaise, convoquera également les médias audiovisuels régionaux en français, ce qui n'a pas été le cas au Caire. D'ici là, les responsables de la presse écrite francophone au Proche-Orient vont essayer de mettre en commun ressources publicitaires et reportages.

La France pourrait aider cette entreprise. En attendant, après avoir informatisé les agences de presse marocaine, tunisienne et roumaine, elle contribue à moderniser l'agence égyptienne, qui a un service en français. Seule ombre à ce tableau arabo-francophone, la rencontre du Caire s'est tenue au même moment que le congrès annuel de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française, organisé à Kinshasa et auquel plusieurs journalistes arabes n'ont donc pu participer. Selon le Quai d'Orsay, il s'agissait d'un « malentendu » qui ne se reproduira plus.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Philippe Alexandre quitte RTL

LE JOURNALISTE Philippe Alexandre, 64 ans, éditeur de RTL depuis vingt-sept ans, a annoncé, lundi 4 novembre, qu'il quittera la station mercredi 6, après sa dernière chronique matinale. Michèle Cotta devrait lui succéder en prenant en main la chronique matinale de la radio.

Le journaliste entend faire jouer la « clause de cession », en raison de la récente fusion d'UFA (filiale de l'allemand Bertelsmann) et de la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion (CLT, maison mère de RTL). La clause de cession est une disposition de la convention collective des journalistes, qui les fait bénéficier, s'ils le souhaitent, dans le cas du changement de propriétaire de leur entreprise des indemnités prévues pour un licenciement.

« J'ai eu, jeudi dernier, une conversation avec Jacques Rigaud [le PDG de RTL], où je lui ai confirmé que mon départ était ferme et définitif », a affirmé Philippe Alexandre, dont la chronique était écoutée chaque matin par plus de 3 millions d'auditeurs.

En septembre dernier, la direction de RTL avait indiqué, dans une lettre recommandée à Philippe Alexandre, qu'il était admis à faire valoir ses droits à la retraite en mars 1997. Le journaliste avait alors annoncé qu'il souhaitait quitter la station, en faisant jouer la clause de cession, avec préavis de deux mois. Les deux parties avaient fini par s'entendre et le chroniqueur avait déclaré qu'il restait sur RTL (*Le Monde* du 7 septembre).

MARDI 5 NOVEMBRE

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour.
14.35 Dallas.
14.45 Dailies.
15.30 Hôtel. Série.
16.10 et 16.40 La Chance aux chansons. 159.
16.25 Une famille en or. Jeu.
16.35 Club Dorothée.
17.35 Karine et Ari.
18.10 Le Rebelle. Série.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.30 et 20.45 Météo.
20.00 Journal. Tiercé.

LA FILLE DE D'ARTAGNAN
Film de Bertrand Tavernier
Avec Sophie Marceau
1194, 132 min.
41545124
La fille du célèbre mousquetaire, persuadée qu'un complot se tramait contre le roi, se lance à l'aventure.

LE MONDE DE LÉA
Magazine présenté par Paul Amara
110 min.
0.55 et 1.35, 2.45, 3.50, 4.50 TF 1 nuit.
1.05 Reportages.
Documentaire.
Les enfants du royaume.
d'Henri Chabon (rediff., 30 min).
Dans les réserves de l'Arizona ou du Nouveau-Mexique, des gamins d'âge de 4 à 12 ans partent à la recherche de leur père.

1.45 et 4.00, 5.05 Histoire. Nanquino, 2.55 L'Amérique (rediff.). 5.00 Météor. Concert (15 min).

Pianète
20.35 La Légende des bateaux volants. Jeu.
21.30 Surprenant désert.
22.20 C'était hier (471) la bombe ou la vie.
23.15 Rambala.

France 2

12.30 Pyramide. Jeu.
12.55 et 13.40 Météo.
13.00 Journal.
13.30 Secret de chef.
13.50 Derrick. Série.
14.55 Les Trois vieilles chaises.
15.35 Les Trois vieilles chaises.
16.10 et 16.40 La Chance aux chansons. 159.
16.25 Les Trois vieilles chaises.
16.35 Les Trois vieilles chaises.
17.30 Sauvés par le gong : la nouvelle classe.
Série. Maria et sa star.
17.55 Hartley, cœurs à vif.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit les petits.
19.25 et 20.35 Studio Gabriel.
Invités : Lory Mœr.
20.00 Journal. A cheval. Météo.

BUFFALO GIRLS
Téléfilm (22) de Rod Hardy, avec Amy Poehler, Melanie Lynskey
110 min.
41545124
Les aventures de Martha Jane Cannary, alias Calamity Jane, se poursuivent en Europe, où elle accompagne le « Wild West Show ».

TARATATA
Variétés présentées par Alexandra Jaziri
France 2. Invités : France Gall, Princess Erika, le groupe Fun Loving Criminals (70 min).
23.40 Journal. Spécial élections américaines.
0.30 Bourde. Météo.
0.35 Le Cercle de minuit.
Actualité du cinéma.
1.51 Histoires courtes. Court métrage. Le miroir sur l'autre rive. 2.30 Histoires courtes. Court métrage. « I ». 3.10 4 qui m'ont la cocotte ? 4ème à double franchon. 3.55 La Compère. Secret de pierre. 4.10 24 heures d'insolite. 4.30 L'été. 4.50 L'été. Au-dessus de la fragilité (rediff., 10 min).

PARIS PREMIÈRE
20.00 et 0.00
20.10 Paris Première.
Invité : Victor Lanoux.
21.00 L'Am-Edem's Club.
22.50 Aïeul blaireau.
Film de Bob Decon.
1994, 40 min.
1.00 Stars en stock.
Vivian Leigh. Errol Flynn (55 min).

France Supersérie
20.05 L'Hiver
des grands créateurs.
Sophie Sabon

France 3

12.30 Journal. Keno.
13.35 Parole d'Expert !
Invitée : Valérie-Anne Ciscard d'Estalio.
14.30 Le Quart d'heure de Faut pas rêver.
14.40 Le Journal du Sénat.
14.55 Questions au gouvernement.
16.10 Secrets de famille.
16.40 Les Minikeux.
17.45 Le passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.48 Un livre, un jour.
Au-delà des illusions, de Duong Thu Huong.
18.55 Le 19-20.
d'Information.
19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

LA CARTE AUX TRÉSORS
Jeu présenté par Sylvain Augier.
Spécial Francophonie.
Les candidats : Danyel Bouras et Laura Fiesel
115 min.
22.25 Journal. Météo.

COULEUR PAYS
Magazine. Programme des événements régionaux en direct.
190 min.
22.00 et 22.30 Surfactiva. Documentaire (40 min).
Au programme de Cinéma étoilés, des entretiens avec Jean Dujardin, réalisateur de La Servante amoureuse.
Jean-Pierre Bacri pour un air de famille, de Cédrick Klapisch, et Nue Caranig, réalisatrice d'Asphalte Tango.
0.25 Sagesse. 0.35 Sagesse. 0.45 Sagesse. 0.55 Sagesse. 1.00 Sagesse. 1.10 Sagesse. 1.20 Sagesse. 1.30 Sagesse. 1.40 Sagesse. 1.50 Sagesse. 2.00 Sagesse. 2.10 Sagesse. 2.20 Sagesse. 2.30 Sagesse. 2.40 Sagesse. 2.50 Sagesse. 3.00 Sagesse. 3.10 Sagesse. 3.20 Sagesse. 3.30 Sagesse. 3.40 Sagesse. 3.50 Sagesse. 4.00 Sagesse. 4.10 Sagesse. 4.20 Sagesse. 4.30 Sagesse. 4.40 Sagesse. 4.50 Sagesse. 5.00 Sagesse. 5.10 Sagesse. 5.20 Sagesse. 5.30 Sagesse. 5.40 Sagesse. 5.50 Sagesse. 6.00 Sagesse. 6.10 Sagesse. 6.20 Sagesse. 6.30 Sagesse. 6.40 Sagesse. 6.50 Sagesse. 7.00 Sagesse. 7.10 Sagesse. 7.20 Sagesse. 7.30 Sagesse. 7.40 Sagesse. 7.50 Sagesse. 8.00 Sagesse. 8.10 Sagesse. 8.20 Sagesse. 8.30 Sagesse. 8.40 Sagesse. 8.50 Sagesse. 9.00 Sagesse. 9.10 Sagesse. 9.20 Sagesse. 9.30 Sagesse. 9.40 Sagesse. 9.50 Sagesse. 10.00 Sagesse. 10.10 Sagesse. 10.20 Sagesse. 10.30 Sagesse. 10.40 Sagesse. 10.50 Sagesse. 11.00 Sagesse. 11.10 Sagesse. 11.20 Sagesse. 11.30 Sagesse. 11.40 Sagesse. 11.50 Sagesse. 12.00 Sagesse. 12.10 Sagesse. 12.20 Sagesse. 12.30 Sagesse. 12.40 Sagesse. 12.50 Sagesse. 13.00 Sagesse. 13.10 Sagesse. 13.20 Sagesse. 13.30 Sagesse. 13.40 Sagesse. 13.50 Sagesse. 14.00 Sagesse. 14.10 Sagesse. 14.20 Sagesse. 14.30 Sagesse. 14.40 Sagesse. 14.50 Sagesse. 15.00 Sagesse. 15.10 Sagesse. 15.20 Sagesse. 15.30 Sagesse. 15.40 Sagesse. 15.50 Sagesse. 16.00 Sagesse. 16.10 Sagesse. 16.20 Sagesse. 16.30 Sagesse. 16.40 Sagesse. 16.50 Sagesse. 17.00 Sagesse. 17.10 Sagesse. 17.20 Sagesse. 17.30 Sagesse. 17.40 Sagesse. 17.50 Sagesse. 18.00 Sagesse. 18.10 Sagesse. 18.20 Sagesse. 18.30 Sagesse. 18.40 Sagesse. 18.50 Sagesse. 19.00 Sagesse. 19.10 Sagesse. 19.20 Sagesse. 19.30 Sagesse. 19.40 Sagesse. 19.50 Sagesse. 20.00 Sagesse. 20.10 Sagesse. 20.20 Sagesse. 20.30 Sagesse. 20.40 Sagesse. 20.50 Sagesse. 21.00 Sagesse. 21.10 Sagesse. 21.20 Sagesse. 21.30 Sagesse. 21.40 Sagesse. 21.50 Sagesse. 22.00 Sagesse. 22.10 Sagesse. 22.20 Sagesse. 22.30 Sagesse. 22.40 Sagesse. 22.50 Sagesse. 23.00 Sagesse. 23.10 Sagesse. 23.20 Sagesse. 23.30 Sagesse. 23.40 Sagesse. 23.50 Sagesse. 24.00 Sagesse. 24.10 Sagesse. 24.20 Sagesse. 24.30 Sagesse. 24.40 Sagesse. 24.50 Sagesse. 25.00 Sagesse. 25.10 Sagesse. 25.20 Sagesse. 25.30 Sagesse. 25.40 Sagesse. 25.50 Sagesse. 26.00 Sagesse. 26.10 Sagesse. 26.20 Sagesse. 26.30 Sagesse. 26.40 Sagesse. 26.50 Sagesse. 27.00 Sagesse. 27.10 Sagesse. 27.20 Sagesse. 27.30 Sagesse. 27.40 Sagesse. 27.50 Sagesse. 28.00 Sagesse. 28.10 Sagesse. 28.20 Sagesse. 28.30 Sagesse. 28.40 Sagesse. 28.50 Sagesse. 29.00 Sagesse. 29.10 Sagesse. 29.20 Sagesse. 29.30 Sagesse. 29.40 Sagesse. 29.50 Sagesse. 30.00 Sagesse. 30.10 Sagesse. 30.20 Sagesse. 30.30 Sagesse. 30.40 Sagesse. 30.50 Sagesse. 31.00 Sagesse. 31.10 Sagesse. 31.20 Sagesse. 31.30 Sagesse. 31.40 Sagesse. 31.50 Sagesse. 32.00 Sagesse. 32.10 Sagesse. 32.20 Sagesse. 32.30 Sagesse. 32.40 Sagesse. 32.50 Sagesse. 33.00 Sagesse. 33.10 Sagesse. 33.20 Sagesse. 33.30 Sagesse. 33.40 Sagesse. 33.50 Sagesse. 34.00 Sagesse. 34.10 Sagesse. 34.20 Sagesse. 34.30 Sagesse. 34.40 Sagesse. 34.50 Sagesse. 35.00 Sagesse. 35.10 Sagesse. 35.20 Sagesse. 35.30 Sagesse. 35.40 Sagesse. 35.50 Sagesse. 36.00 Sagesse. 36.10 Sagesse. 36.20 Sagesse. 36.30 Sagesse. 36.40 Sagesse. 36.50 Sagesse. 37.00 Sagesse. 37.10 Sagesse. 37.20 Sagesse. 37.30 Sagesse. 37.40 Sagesse. 37.50 Sagesse. 38.00 Sagesse. 38.10 Sagesse. 38.20 Sagesse. 38.30 Sagesse. 38.40 Sagesse. 38.50 Sagesse. 39.00 Sagesse. 39.10 Sagesse. 39.20 Sagesse. 39.30 Sagesse. 39.40 Sagesse. 39.50 Sagesse. 40.00 Sagesse. 40.10 Sagesse. 40.20 Sagesse. 40.30 Sagesse. 40.40 Sagesse. 40.50 Sagesse. 41.00 Sagesse. 41.10 Sagesse. 41.20 Sagesse. 41.30 Sagesse. 41.40 Sagesse. 41.50 Sagesse. 42.00 Sagesse. 42.10 Sagesse. 42.20 Sagesse. 42.30 Sagesse. 42.40 Sagesse. 42.50 Sagesse. 43.00 Sagesse. 43.10 Sagesse. 43.20 Sagesse. 43.30 Sagesse. 43.40 Sagesse. 43.50 Sagesse. 44.00 Sagesse. 44.10 Sagesse. 44.20 Sagesse. 44.30 Sagesse. 44.40 Sagesse. 44.50 Sagesse. 45.00 Sagesse. 45.10 Sagesse. 45.20 Sagesse. 45.30 Sagesse. 45.40 Sagesse. 45.50 Sagesse. 46.00 Sagesse. 46.10 Sagesse. 46.20 Sagesse. 46.30 Sagesse. 46.40 Sagesse. 46.50 Sagesse. 47.00 Sagesse. 47.10 Sagesse. 47.20 Sagesse. 47.30 Sagesse. 47.40 Sagesse. 47.50 Sagesse. 48.00 Sagesse. 48.10 Sagesse. 48.20 Sagesse. 48.30 Sagesse. 48.40 Sagesse. 48.50 Sagesse. 49.00 Sagesse. 49.10 Sagesse. 49.20 Sagesse. 49.30 Sagesse. 49.40 Sagesse. 49.50 Sagesse. 50.00 Sagesse. 50.10 Sagesse. 50.20 Sagesse. 50.30 Sagesse. 50.40 Sagesse. 50.50 Sagesse. 51.00 Sagesse. 51.10 Sagesse. 51.20 Sagesse. 51.30 Sagesse. 51.40 Sagesse. 51.50 Sagesse. 52.00 Sagesse. 52.10 Sagesse. 52.20 Sagesse. 52.30 Sagesse. 52.40 Sagesse. 52.50 Sagesse. 53.00 Sagesse. 53.10 Sagesse. 53.20 Sagesse. 53.30 Sagesse. 53.40 Sagesse. 53.50 Sagesse. 54.00 Sagesse. 54.10 Sagesse. 54.20 Sagesse. 54.30 Sagesse. 54.40 Sagesse. 54.50 Sagesse. 55.00 Sagesse. 55.10 Sagesse. 55.20 Sagesse. 55.30 Sagesse. 55.40 Sagesse. 55.50 Sagesse. 56.00 Sagesse. 56.10 Sagesse. 56.20 Sagesse. 56.30 Sagesse. 56.40 Sagesse. 56.50 Sagesse. 57.00 Sagesse. 57.10 Sagesse. 57.20 Sagesse. 57.30 Sagesse. 57.40 Sagesse. 57.50 Sagesse. 58.00 Sagesse. 58.10 Sagesse. 58.20 Sagesse. 58.30 Sagesse. 58.40 Sagesse. 58.50 Sagesse. 59.00 Sagesse. 59.10 Sagesse. 59.20 Sagesse. 59.30 Sagesse. 59.40 Sagesse. 59.50 Sagesse. 60.00 Sagesse. 60.10 Sagesse. 60.20 Sagesse. 60.30 Sagesse. 60.40 Sagesse. 60.50 Sagesse. 61.00 Sagesse. 61.10 Sagesse. 61.20 Sagesse. 61.30 Sagesse. 61.40 Sagesse. 61.50 Sagesse. 62.00 Sagesse. 62.10 Sagesse. 62.20 Sagesse. 62.30 Sagesse. 62.40 Sagesse. 62.50 Sagesse. 63.00 Sagesse. 63.10 Sagesse. 63.20 Sagesse. 63.30 Sagesse. 63.40 Sagesse. 63.50 Sagesse. 64.00 Sagesse. 64.10 Sagesse. 64.20 Sagesse. 64.30 Sagesse. 64.40 Sagesse. 64.50 Sagesse. 65.00 Sagesse. 65.10 Sagesse. 65.20 Sagesse. 65.30 Sagesse. 65.40 Sagesse. 65.50 Sagesse. 66.00 Sagesse. 66.10 Sagesse. 66.20 Sagesse. 66.30 Sagesse. 66.40 Sagesse. 66.50 Sagesse. 67.00 Sagesse. 67.10 Sagesse. 67.20 Sagesse. 67.30 Sagesse. 67.40 Sagesse. 67.50 Sagesse. 68.00 Sagesse. 68.10 Sagesse. 68.20 Sagesse. 68.30 Sagesse. 68.40 Sagesse. 68.50 Sagesse. 69.00 Sagesse. 69.10 Sagesse. 69.20 Sagesse. 69.30 Sagesse. 69.40 Sagesse. 69.50 Sagesse. 70.00 Sagesse. 70.10 Sagesse. 70.20 Sagesse. 70.30 Sagesse. 70.40 Sagesse. 70.50 Sagesse. 71.00 Sagesse. 71.10 Sagesse. 71.20 Sagesse. 71.30 Sagesse. 71.40 Sagesse. 71.50 Sagesse. 72.00 Sagesse. 72.10 Sagesse. 72.20 Sagesse. 72.30 Sagesse. 72.40 Sagesse. 72.50 Sagesse. 73.00 Sagesse. 73.10 Sagesse. 73.20 Sagesse. 73.30 Sagesse. 73.40 Sagesse. 73.50 Sagesse. 74.00 Sagesse. 74.10 Sagesse. 74.20 Sagesse. 74.30 Sagesse. 74.40 Sagesse. 74.50 Sagesse. 75.00 Sagesse. 75.10 Sagesse. 75.20 Sagesse. 75.30 Sagesse. 75.40 Sagesse. 75.50 Sagesse. 76.00 Sagesse. 76.10 Sagesse. 76.20 Sagesse. 76.30 Sagesse. 76.40 Sagesse. 76.50 Sagesse. 77.00 Sagesse. 77.10 Sagesse. 77.20 Sagesse. 77.30 Sagesse. 77.40 Sagesse. 77.50 Sagesse. 78.00 Sagesse. 78.10 Sagesse. 78.20 Sagesse. 78.30 Sagesse. 78.40 Sagesse. 78.50 Sagesse. 79.00 Sagesse. 79.10 Sagesse. 79.20 Sagesse. 79.30 Sagesse. 79.40 Sagesse. 79.50 Sagesse. 80.00 Sagesse. 80.10 Sagesse. 80.20 Sagesse. 80.30 Sagesse. 80.40 Sagesse. 80.50 Sagesse. 81.00 Sagesse. 81.10 Sagesse. 81.20 Sagesse. 81.30 Sagesse. 81.40 Sagesse. 81.50 Sagesse. 82.00 Sagesse. 82.10 Sagesse. 82.20 Sagesse. 82.30 Sagesse. 82.40 Sagesse. 82.50 Sagesse. 83.00 Sagesse. 83.10 Sagesse. 83.20 Sagesse. 83.30 Sagesse. 83.40 Sagesse. 83.50 Sagesse. 84.00 Sagesse. 84.10 Sagesse. 84.20 Sagesse. 84.30 Sagesse. 84.40 Sagesse. 84.50 Sagesse. 85.00 Sagesse. 85.10 Sagesse. 85.20 Sagesse. 85.30 Sagesse. 85.40 Sagesse. 85.50 Sagesse. 86.00 Sagesse. 86.10 Sagesse. 86.20 Sagesse. 86.30 Sagesse. 86.40 Sagesse. 86.50 Sagesse. 87.00 Sagesse. 87.10 Sagesse. 87.20 Sagesse. 87.30 Sagesse. 87.40 Sagesse. 87.50 Sagesse. 88.00 Sagesse. 88.10 Sagesse. 88.20 Sagesse. 88.30 Sagesse. 88.40 Sagesse. 88.50 Sagesse. 89.00 Sagesse. 89.10 Sagesse. 89.20 Sagesse. 89.30 Sagesse. 89.40 Sagesse. 89.50 Sagesse. 90.00 Sagesse. 90.10 Sagesse. 90.20 Sagesse. 90.30 Sagesse. 90.40 Sagesse. 90.50 Sagesse. 91.00 Sagesse. 91.10 Sagesse. 91.20 Sagesse. 91.30 Sagesse. 91.40 Sagesse. 91.50 Sagesse. 92.00 Sagesse. 92.10 Sagesse. 92.20 Sagesse. 92.30 Sagesse. 92.40 Sagesse. 92.50 Sagesse. 93.00 Sagesse. 93.10 Sagesse. 93.20 Sagesse. 93.30 Sagesse. 93.40 Sagesse. 93.50 Sagesse. 94.00 Sagesse. 94.10 Sagesse. 94.20 Sagesse. 94.30 Sagesse. 94.40 Sagesse. 94.50 Sagesse. 95.00 Sagesse. 95.10 Sagesse. 95.20 Sagesse. 95.30 Sagesse. 95.40 Sagesse. 95.50 Sagesse. 96.00 Sagesse. 96.10 Sagesse. 96.20 Sagesse. 96.30 Sagesse. 96.40 Sagesse. 96.50 Sagesse. 97.00 Sagesse. 97.10 Sagesse. 97.20 Sagesse. 97.30 Sagesse. 97.40 Sagesse. 97.50 Sagesse. 98.00 Sagesse. 98.10 Sagesse. 98.20 Sagesse. 98.30 Sagesse. 98.40 Sagesse. 98.50 Sagesse. 99.00 Sagesse. 99.10 Sagesse. 99.20 Sagesse. 99.30 Sagesse. 99.40 Sagesse. 99.50 Sagesse. 100.00 Sagesse. 100.10 Sagesse. 100.20 Sagesse. 100.30 Sagesse. 100.40 Sagesse. 100.50 Sagesse. 101.00 Sagesse. 101.10 Sagesse. 101.20 Sagesse. 101.30 Sagesse. 101.40 Sagesse. 101.50 Sagesse. 102.00 Sagesse. 102.10 Sagesse. 102.20 Sagesse. 102.30 Sagesse. 102.40 Sagesse. 102.50 Sagesse. 103.00 Sagesse. 103.10 Sagesse. 103.20 Sagesse. 103.30 Sagesse. 103.40 Sagesse. 103.50 Sagesse. 104.00 Sagesse. 104.10 Sagesse. 104.20 Sagesse. 104.30 Sagesse. 104.40 Sagesse. 104.50 Sagesse. 105.00 Sagesse. 105.10 Sagesse. 105.20 Sagesse. 105.30 Sagesse. 105.40 Sagesse. 105.50 Sagesse. 106.00 Sagesse. 106.10 Sagesse. 106.20 Sagesse. 106.30 Sagesse. 106.40 Sagesse. 106.50 Sagesse. 107.00 Sagesse. 107.10 Sagesse. 107.20 Sagesse. 107.30 Sagesse. 107.40 Sagesse. 107.50 Sagesse. 108.00 Sagesse. 108.10 Sagesse. 108.20 Sagesse. 108.30 Sagesse. 108.40 Sagesse. 108.50 Sagesse. 109.00 Sagesse. 109.10 Sagesse. 109.20 Sagesse. 109.30 Sagesse. 109.40 Sagesse. 109.50 Sagesse. 110.00 Sagesse. 110.10 Sagesse. 110.20 Sagesse. 110.30 Sagesse. 110.40 Sagesse. 110.50 Sagesse. 111.00 Sagesse. 111.10 Sagesse. 111.20 Sagesse. 111.30 Sagesse. 111.40 Sagesse. 111.50 Sagesse. 112.00 Sagesse. 112.10 Sagesse. 112.20 Sagesse. 112.30 Sagesse. 112.40 Sagesse. 112.50 Sagesse. 113.00 Sagesse. 113.10 Sagesse. 113.20 Sagesse. 113.30

Matins

par Agathe Loveart

Qui regarde, à cette heure-là ? Et pourquoi ? Derrière les vraies fenêtres des vraies maisons, le jour - le vrai jour - se lève, sur cet insondable mystère qui fait qu'il faudrait toujours qu'il y ait une vie télévisée, avant la vraie vie.

★ « Le Tuteur », M 6, mercredi
6 novembre à 20 h 50.

TF 1

France 2

France 3

La Cinquième

M 6

Canal +

Radio

LES GROSSES TÊTES

BALDIPATA
T88 film de Michel Lano

LA MARCHÉ DU SIÈCLE

**LES MERCREDIS
DE L'HISTOIRE :**

LE TUTU
Téléfilm de P.

ONLY YOU
Film de Norman Jewison

de Berlin, p.
Senff-Chor
Symphonie

22.50

22.40

Poulla, biologiska
(170 min).

21.40

22.30

23.35

0.00 jazz vivant, 6
octobre, au studio

Les soirées sur le câble et le satellite

20.00 Faut pas rêver
La fondation :

20.35 Fascisme.
[1/2] Le retour.

20.30 Georges Seurat.
(50 min.)

de Pétre ■ ■ ■
Film de Philip Kaufman
(1987, 165 min) B1482341 22

unapé.

Robert Redford. Aventure
Film d'André Hune

► Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».

- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classique.

♦ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les
malentendants.

100

• • • • •

100

1

1

3

par Pierre Georges

Tout juste si le grand maître

les urnes, tant l'âge et les limites du prétendant républicain ne semblaient pas le prédisposer à effectivement « jeter un pont vers le *XXI^e siècle* » promis par Bill Clinton. Images en somme d'un Bob Dole venu trop tard dans un siècle trop vieux ! Alors, retenons de ces élections ce qu'elles permirent de voir, dans les torrents rituels d'encre et d'images : une radiographie de contrôle, à usage universel, de l'état de la société américaine.

Les médecins spécialistes se préparent à une nouvelle grève du 7 au 11 novembre

• **IM ULTIMATUM** •

Ce protocole est assorti de cinq grandes orientations, définies par des caisses en application de la réforme de la «Sécu»: renforcement de la maîtrise médicalisée des dépenses; information du système de soins (carte à puce de suivi, codage des actes et des prescriptions, etc.); départ en préretraite à cinquante-six ou cinquante-sept ans, d'ici à 1999, de 200 000 médecins, grâce à une allocation annuelle maximale portée à 10 000 francs; création, à titre expérimental, de réseaux et de filières de soins renforçant le rôle des généralistes; définition, avant

Le président de la CSMF s'est dit « indigné » par ce qu'il considère comme « un ultimatum » de l'assurance-maladie. « Si les caisses veulent dénoncer la convention, qu'elles prennent leurs responsabilités », a-t-il déclaré.

tes, a indiqué Claude Maffioli à Pique de la réunion. Si leur choix est d'aller à l'affrontement, nous irons à l'affrontement». Une analyse vivante et stimulante a été donnée par le président de la CNAMTS, qui ne veut pas vouloir «affirmer aux médecins libéraux un cadre clair permettant de développer durablement une médecine de qualité» et une véritable «cogestion» du système de soins.

Sur le terrain, les praticiens multiplient les actions et des coordinations se mettent en place. Une centaine de médecins ont manifesté à Marseille, lundi, à l'occasion du sommet franco-espagnol, aux cris de «Chirac menteur, puppe voleur». La mobilisation est très forte dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées, Ile-de-France, y compris méditerranéenne, chaque jour les mots d'ordre des syndicats les plus divers circulent.

Jean-Michel Bezat

« **LE PAIN**, vous avez oublié le pain ! Quand on donne

Le croyait pourtant avoir pensé à tout, Jean-Pierre Blanchard. Depuis plus d'un mois, il traitait de rédaction en rédaction son sourire à la Fernel pour annoncer l'opération, s'enquérir des souhaits des journaux sur leur moyen de locomotion préféré afin de rejoindre la gare via le siège du Front national à Saint-Cloud. Dès 17 heures, lundi, la soupe attendait dans la marmite le passage de la presse pour être versée dans un conteneur thermique; dans la cour, un minibus patientait devant la camionnette, sur laquelle était inscrit : « ICAF - sociale, solidarité nationale ».

Aprévarant, les journalistes étaient invités à rencontrer Jean-Marie Le Pen, soucieux de « témoigner de sa sympathie » à cette initiative qui transforme les « discours en action concrète ». Une sympathie teintée de réserve, si l'on en juge par la brièveté de l'intervention du président du Front national et par son contenu : l'opération ne sera soutenue par le parti que « dans la limite de ses moyens ». Soit, pour le moment, rien d'autre qu'une collecte auprès des mil-

M. Le Pen ne veut pas que l'on prenne M. Blanchard, proche de Jany Le Pen, sa femme, et de son gendre, Samuel Marchal, tous deux protestants, pour un « pseudopode du FN », chargé de combler « un vide dans l'action » du parti. Aussi s'en tient-il à un « service minimal ». Il est vrai que l'homme ne recueille pas la confiance de tous au parti. Ex-éducateur, pasteur de fraîche date, rattaché à un synode intégriste américain, le Wisconsin Evangelical Lutheran Synod, ex-militant UDF, ex-routard et manifestant au Larzac, ex-militant UDF, ex-secrétaire depuis 1994 au FN, blanc impérialiste, M. Blanchard doit faire ses preuves. L'autre, il s'y est employé, allant d'un journaliste à l'autre, veillant à leur bien-être et commentant le flux d'abord très réduit, puis plus intense, avec le départ des caméras, des SDF rattrapés par des militants chargés de « ratisser » la gare. Pour M. Le Pen, cette action ne doit bénéficier qu'aux Français. M. Blanchard, « en tant que chrétien », affirme qu'il la veut ouverte à tous.

Christiane Chomberg

BOURSE **TOUTE LA BOURSE EN DIRECT** 36 15 L'ÉCONOMIE
Cours relevés le mardi 5 novembre à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE **CLAUSTRINE**

DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	20633,10	+0,81	+3,84
Hong Kong indice	12599,40	-0,24	+25,61
Tokyo. Nikkei sur 3 mois			
01/01/95	19000		
01/02/95	19500		
01/03/95	20000		
01/04/95	20500		
01/05/95	21000		
01/06/95	21500		
01/07/95	22000		
01/08/95	22500		
01/09/95	23000		
01/10/95	23500		
01/11/95	24000		
01/12/95	24500		
01/01/96	25000		
01/02/96	25500		
01/03/96	26000		
01/04/96	26500		
01/05/96	27000		
01/06/96	27500		
01/07/96	28000		
01/08/96	28500		
01/09/96	29000		
01/10/96	29500		
01/11/96	30000		
01/12/96	30500		
01/01/97	31000		
01/02/97	31500		
01/03/97	32000		
01/04/97	32500		
01/05/97	33000		
01/06/97	33500		
01/07/97	34000		
01/08/97	34500		
01/09/97	35000		
01/10/97	35500		
01/11/97	36000		
01/12/97	36500		
01/01/98	37000		
01/02/98	37500		
01/03/98	38000		
01/04/98	38500		
01/05/98	39000		
01/06/98	39500		
01/07/98	40000		
01/08/98	40500		
01/09/98	41000		
01/10/98	41500		
01/11/98	42000		
01/12/98	42500		
01/01/99	43000		
01/02/99	43500		
01/03/99	44000		
01/04/99	44500		
01/05/99	45000		
01/06/99	45500		
01/07/99	46000		
01/08/99	46500		
01/09/99	47000		
01/10/99	47500		
01/11/99	48000		
01/12/99	48500		
01/01/00	49000		
01/02/00	49500		
01/03/00	50000		
01/04/00	50500		
01/05/00	51000		
01/06/00	51500		
01/07/00	52000		
01/08/00	52500		
01/09/00	53000		
01/10/00	53500		
01/11/00	54000		
01/12/00	54500		
01/01/01	55000		
01/02/01	55500		
01/03/01	56000		
01/04/01	56500		
01/05/01	57000		
01/06/01	57500		
01/07/01	58000		
01/08/01	58500		
01/09/01	59000		
01/10/01	59500		
01/11/01	60000		
01/12/01	60500		
01/01/02	61000		
01/02/02	61500		
01/03/02	62000		
01/04/02	62500		
01/05/02	63000		
01/06/02	63500		
01/07/02	64000		
01/08/02	64500		
01/09/02	65000		
01/10/02	65500		
01/11/02	66000		
01/12/02	66500		
01/01/03	67000		
01/02/03	67500		
01/03/03	68000		
01/04/03	68500		
01/05/03	69000		
01/06/03	69500		
01/07/03	70000		
01/08/03	70500		
01/09/03	71000		
01/10/03	71500		
01/11/03	72000		
01/12/03	72500		
01/01/04	73000		
01/02/04	73500		
01/03/04	74000		
01/04/04	74500		
01/05/04	75000		
01/06/04	75500		
01/07/04	76000		
01/08/04	76500		
01/09/04	77000		
01/10/04	77500		
01/11/04	78000		
01/12/04	78500		
01/01/05	79000		
01/02/05	79500		
01/03/05	80000		
01/04/05	80500		
01/05/05	81000		
01/06/05	81500		
01/07/05	82000		
01/08/05	82500		
01/09/05	83000		
01/10/05	83500		
01/11/05	84000		
01/12/05	84500		
01/01/06	85000		
01/02/06	85500		
01/03/06	86000		
01/04/06	86500		
01/05/06	87000		
01/06/06	87500		
01/07/06	88000		
01/08/06	88500		
01/09/06	89000		
01/10/06	89500		
01/11/06	90000		
01/12/06	90500		
01/01/07	91000		
01/02/07	91500		
01/03/07	92000		
01/04/07	92500		
01/05/07	93000		
01/06/07	93500		
01/07/07	94000		
01/08/07	94500		
01/09/07	95000		
01/10/07	95500		
01/11/07	96000		
01/12/07	96500		
01/01/08	97000		
01/02/08	97500		
01/03/08	98000		
01/04/08	98500		
01/05/08	99000		
01/06/08	99500		
01/07/08	100000		
01/08/08	100500		
01/09/08	101000		
01/10/08	101500		
01/11/08	102000		
01/12/08	102500		
01/01/09	103000		
01/02/09	103500		
01/03/09	104000		
01/04/09	104500		
01/05/09	105000		
01/06/09	105500		
01/07/09	106000		
01/08/09	106500		
01/09/09	107000		
01/10/09	107500		
01/11/09	108000		
01/12/09	108500		
01/01/10	109000		
01/02/10	109500		
01/03/10	110000		
01/04/10	110500		
01/05/10	111000		
01/06/10	111500		
01/07/10	112000		
01/08/10	112500		
01/09/10	113000		
01/10/10	113500		
01/11/10	114000		
01/12/10	114500		
01/01/11	115000		
01/02/11	115500		
01/03/11	116000		
01/04/11	116500		
01/05/11	117000		
01/06/11	117500		
01/07/11	118000		
01/08/11	118500		
01/09/11	119000		
01/10/11	119500		
01/11/11	120000		
01/12/11	120500		
01/01/12	121000		
01/02/12	121500		
01/03/12	122000		
01/04/12	122500		
01/05/12	123000		
01/06/12	123500		
01/07/12	124000		
01/08/12	124500		
01/09/12	125000		
01/10/12	125500		
01/11/12	126000		
01/12/12	126500		
01/01/13	127000		
01/02/13	127500		
01/03/13	128000		
01/04/13	128500		
01/05/13	129000		
01/06/13	129500		
01/07/13	130000		
01/08/13	130500		
01/09/13	131000		
01/10/13	131500		
01/11/13	132000		
01/12/13	132500		
01/01/14	133000		
01/02/14	133500		
01/03/14	134000		
01/04/14	134500		
01/05/14	135000		
01/06/14	135500		
01/07/14	136000		
01/08/14	136500		
01/09/14	137000		
01/10/14	137500		
01/11/14	138000		
01/12/14	138500		
01/01/15	139000		
01/02/15	139500		
01/03/15	140000		
01/04/15	140500		
01/05/15	141000		
01/06/15	141500		
01/07/15	142000		
01/08/15	142500		
01/09/15	143000		
01/10/15	143500		
01/11/15	144000		
01/12/15	144500		
01/01/16	145000		
01/02/16	145500		
01/03/16	146000		
01/04/16	146500		
01/05/16	147000		
01/06/16	147500		
01/07/16	148000		
01/08/16	148500		
01/09/16	149000		
01/10/16	149500		
01/11/16	150000		
01/12/16	150500		
01/01/17	151000		
01/02/17	151500		
01/03/17	152000		
01/04/17	152500		
01/05/17	153000		
01/06/17	153500		
01/07/17	154000		
01/08/17	154500		
01/09/17	155000		
01/10/17	155500		
01/11/17	156000		
01/12/17	156500		
01/01/18	157000		
01/02/18	157500		
01/03/18	158000		
01/04/18	158500		
01/05/18	159000		
01/06/18	159500		
01/07/18	160000		
01/08/18	160500		
01/09/18	161000		
01/10/18	161500		
01/11/18	162000		
01/12/18	162500		
01/01/19	163000		
01/02/19	163500		
01/03/19	164000		
01/04/19	164500		
01/05/19	165000		
01/06/19	165500		
01/07/19	166000		
01/08/19	166500		
01/09/19	167000		
01/10/19	167500		
01/11/19	168000		
01/12/19	168500		
01/01/20	169000		
01/02/20	169500		
01/03/20	170000		
01/04/20	170500		
01/05/20	171000		
01/06/20	171500		
01/07/20	172000		
01/08/20	172500		
01/09/20	173000		
01/10/20	173500		
01/11/20	174000		
01/12/20	174500		
01/01/21	175000		
01/02/21	175500		
01/03/21	176000		
01/04/21	176500		
01/05/21	177000		
01/06/21	177500		
01/07/21	178000		
01/08/21	178500		
01/09/21	179000		
01/10/21	179500		
01/11/21	180000		
01/12/21	180500		
01/01/22	181000		
01/02/22	181500		

Tirage du *Monde* daté mardi 5 novembre 1996 : 530 208 exemplaires

Pour partir
vers l'Espagne d'Orly,
il y a deux possibilités :
soit vous allez
à Orly Sud et ensuite
à Orly Ouest,
soit, vous allez directement
à Orly Ouest !

A partir du 27 octobre, Iberia transfère ses vols d'Orly Sud à Orly Ouest. **IBERIA**

1
 2
 3
 4
 5
 6
 7
 8
 9
 10
 11
 12
 13
 14
 15
 16
 17
 18
 19
 20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100
 101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525



Qu les

[illegible]

La rue
d'offre d'
"Collectivités"
du vendredi 14

CEM
INITIATIVES

a été exceptionnellement
reporté dans
en par

MANAGEMENT
Les entreprises
négligent souvent
le rôle de la maîtrise
lors des réorganisations
page V



TRIBUNE
par François Silva
page IV

Le Monde EMPLOI



ANNONCES CLASSÉES
de la page VI à la page XII

DANS
« LE MONDE »
EMPLOI
DU 13 NOVEMBRE
Changements
de statut
dans les entreprises
publiques

MERCREDI 6 NOVEMBRE 1996
INITIATIVES



Jacques Chirac
défend le droit
d'entreprendre.
Sur le terrain,
de nombreuses
expérimentations
se développent

Que fleurissent les projets locaux

Sous l'égide des lois dites « lois de décentralisation », le moment où les politiques macro-économiques, plémentaires et s'adressant à l'ensemble du territoire, se font de l'emploi, où les dispositifs d'aide publique sont accusés d'inefficacité et parfois remis en cause, l'attrait pour les initiatives locales fait un retour en force. Michel Godet, professeur au CNAM (Conservatoire national des arts et métiers), qui aime résumer les problématiques d'une formule, s'amuse à dire, à ce propos, que « le changement viendra d'en bas, puisqu'il est impossible de le décider par le haut ». Avec une autre référence, mais celle-ci, il le fait possible de proclamer que cent ou mille fleurs doivent maintenant s'épanouir.

Si, en tout cas, ainsi qu'il convient d'entendre le récent discours du président de la République en faveur du « droit d'entreprendre », assimilé aux droits de l'homme. Prononcé lors de son voyage dans le Pas-de-Calais, l'appel avait des accents auxquels ont été sensibles les défenseurs de l'économie régionale. Les acteurs de terrain, tous les acteurs, étaient conviés à se mobiliser, à imaginer et à agir au plus près des besoins. Aucun effort et aucune coopération ne devaient être mésestimés.

Bien sûr, le message de Jacques Chirac n'était pas exempt d'ambiguïté. Dans la même veine, et il y a déjà plus de quinze ans, Raymond Barre, alors premier ministre, avait préconisé les réflexions sarkasiques en préconisant que les chômeurs créent leur entreprise. La proposition avait été jugée comme une insulte faite à ceux qui étaient privés d'emploi et, mal comprise, avait alimenté un fort ressentiment à l'égard d'un gouvernement accusé de ne pas comprendre le désarçonnement des Français ou d'y répondre avec la légèreté d'une Marie-Antoinette proposant aux Parisiens, s'ils n'avaient plus de pain, de manger de la brioche. A la longue pourtant, les comportements se sont modifiés à cet égard, autorisant l'invité présidentielle. Peu à peu, et notamment à la suite des expériences gouvernementales socialistes, l'option a fini par admettre qu'elle ne pouvait pas tout attendre de l'Etat et beaucoup, localement, ont commencé à prendre leurs responsabilités. Non sans résultats, d'ailleurs, ainsi que le démontre, entre autres, la somme des actions entreprises à Pompey (Meurthe-et-Moselle) par toute une équipe réunie autour de Jacques Chérèque, ancien sidérurgiste, ancien syndicaliste CFDT et ancien ministre.

Là, en terre dévastée par la mort des aciéries, des emplois sont revenus et la multiplicité des montages inventés pour venir en aide à la population porte ses fruits. De même, les succès obtenus par Ardan (Association régionale pour le développement d'activités nouvelles) ne sont plus confidentiels. A partir de sa base lorraine, où sa méthode a permis en huit ans à 1-350 cadres de retrouver un poste, l'association est en train d'essaimer dans d'autres régions. Les Pays de la Loire, depuis septembre, et bientôt le Nord-Pas-de-Calais, la Bourgogne et l'Alsace.

d'un accompagnement adapté. Tous ceux qui ont participé aux travaux soulignent les chances de synergie, pour que chacun n'ait pas à réinventer l'eau chaude dans son coin, et rêvent déjà de la

gramme « Entreprendre en France » est une preuve supplémentaire de l'intérêt que chacun manifeste à l'égard des initiatives locales. Le dispositif, ambitieux, devrait permettre l'éclosion de dizaines de milliers de créateurs d'entreprises et comporte des éléments de soutien pour le lancement. Mais quel dommage que, en choisissant leur nom et en arrêtant leur technique d'intervention, les promoteurs aient, involontairement, mis leurs pas dans ceux d'une autre association, également appelée Entreprendre en France, plus ancienne, et qui pratique le cautionnement pour prêt bancaire afin de venir en aide aux petits projets de publics en difficulté, dont les immigrés.

Ce cafoillage malheureux vient en souligner d'autres, encore plus préoccupants, qui nuisent à la démarche et peuvent contrarier son extension. Si les chambres de commerce semblent déterminées à réinvestir l'une de leurs missions d'origine, la création d'entreprises, cela coïncide également avec le déclin de l'agence spécialisée, l'ANPE (Agence nationale pour la création d'entreprise), dont le budget a été rogné et qui a dû licencier. Parallèlement, l'aide publique aux chômeurs créateurs d'entreprise (Accre) a été victime de son succès et subit maintenant d'importantes restrictions, la prime devant être supprimée. Tant et si bien que l'on peut s'interroger sur la distance qui, une fois de plus, sépare les pratiques réelles du discours, même quand il émane de Jacques Chirac.

Alain Lebaube

- ▼ Le discours présidentiel sur « le droit d'entreprendre » à l'épreuve de la réalité par *Francine Aléon*
- ▼ Michel Godet parle sur le facteur humain par *Philippe Baverel*
- ▼ L'indispensable coup de pouce aux créateurs d'emplois par *Catherine Leroy*
- ▼ Une seule dérogation pour deux programmes par *Clarisse Fèvre*
- ▼ La loi de Lorraine entre reprise économique et marxisme social par *Marie-Claude Bédier*
- ▼ Emploi des cadres : Ardan fait des émules par *Olivier Plot*

Lire pages II et III

constitution de réseaux qui faciliteront le développement. Que l'Afccl (Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie) se soit associée à l'AFB (Association française des banques) pour élaborer le pro-

La rubrique
d'offre d'emplois en
« Collectivités Territoriales »
du vendredi 1er novembre*,
Le Monde
INITIATIVES LOCALES
a été exceptionnellement
reporté dans ce numéro
en page XI

* daté samedi 2

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents Since 1980
114 Sherman Street, San Francisco, CA 94104 U.S.A.

Université à San Francisco

MBA Master of Business Administration
for International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

Autres programmes de l'université : BACHELOR, DOCTORATE of Business Administration

— European Information Center :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : 01-45-51-52-52 - Fax : 01-45-51-09-08
— 114 Sherman St. San Francisco CA 94104
Tél. : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052
E-Mail : IUA@IUA.EDU

IUA
SAN FRANCISCO

Le discours présidentiel sur « le droit d'entreprendre » à l'épreuve de la réalité

Jacques Chirac appelle à la création d'entreprises, tandis que les mesures gouvernementales vont à son encontre

FIN septembre, lorsque Jacques Chirac a célébré « le droit d'entreprendre », on a cru retrouver des accents de 1980. Interpellé sur la montée du chômage, Raymond Barre, alors premier ministre, avait lancé : « Les chômeurs n'ont qu'à créer leur entreprise. » C'est sous son gouvernement qu'est née, en 1977, l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (Accre) ainsi que l'Agence nationale pour la création d'entreprise (ANPE), qui ouvrirait ses portes en 1979.

Les discours de Jacques Chirac a fait mouche auprès de certains. « Il a parlé de l'esprit de création, et c'est un discours nouveau de la part d'un président », souligne Marc Saint-Olive. Le directeur de la fondation Nord Entreprendre, à Roubaix, dont la vocation est d'accorder des prêts à des porteurs de projet, perçoit même dans les phrases de Jacques Chirac « un style gaullien », incitant à « résister au déclin, au pessimisme ». « C'est la première fois qu'un président reconnaît l'importance de l'initiative locale, des microprojets, etc. », remarque Christian Tytgat, président d'Autonomie et solidarité, à Lille, une société coopérative de placements à risque qui milite contre le chômage et l'exclusion. Mais, maintenant, « il faut passer aux actes », reprend Marc Saint-Olive, en suggérant la naissance d'un grand ministère de la création d'entreprise.

Le discours du président de la République apparaît, pourtant, en contradiction avec les actions du gouvernement. Au point que certains viennent à expliquer avec ironie « que ce n'est pas Jacques Chirac qui a nommé Alain Juppé et son équipe ». En effet, le paysage de l'aide à la création d'entreprise a subi récemment plusieurs bouleversements.

Le premier, c'est la coupe drastique du budget de l'ANPE, qui chute de 29,7 millions de francs en 1995 à 19,1 millions en 1996. Du coup, trente salariés ont dû quitter l'agence, dont l'effectif est désormais de trente-trois postes. Supprimés, donc, les quinze emplois de délégués régionaux, chargés d'animer sur le terrain le réseau Point Chances, soit 650 structures labellisées par l'ANPE pour l'accueil des porteurs de projet. Désorganisé, l'observatoire de la création d'entreprise, dont une grande partie des membres ont opté pour un départ volontaire de l'ANPE.

La dernière réforme de l'Accre apparaît, elle aussi, plus comme une entrave que comme un encouragement à entreprendre. En août 1995, la loi de finances rectificative impose en effet que les demandeurs d'emploi soient inscrits depuis plus de six mois à l'ANPE pour bénéficier de cette aide. « L'Etat vous aidera quand vous vous serez enfoncés dans le chômage et la détresse », ont traduit certains.

L'effet est immédiat : alors que le nombre de bénéficiaires de

l'aide était en hausse de 43 % au premier semestre 1995 par rapport à la même période de 1994, une baisse de 16 % est enregistrée au second semestre. Par la suite, pendant des mois, des rumeurs ont couru sur la réforme à venir du montant de l'aide. Les décrets du 6 avril 1996 indiquent qu'elle

900 millions de francs sur le seul dispositif d'Etat pour les chômeurs créateurs », observe Brigitte Landon, responsable du Point Chances Le Phare à Auxerre. Enfin, « le gouvernement a actuellement dans ses cartons un projet de restructuration de la création d'entreprise », indique Michel

L'Accre aura vingt ans en 1997

L'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (Accre) n'a cessé d'être réformée au cours de son histoire. Destinée à l'origine aux cadres, elle s'est étendue à d'autres catégories de chômeurs en 1980. Elle est alors équivalente à six mois d'allocations Assedic. En 1984, l'Accre devient accessible à tous les demandeurs d'emploi indemnisés. La prime est modulée de 10 750 francs à 43 000 francs. En 1991, l'aide est étendue aux bénéficiaires du RMI, et son montant minimal rehaussé à 16 125 francs. La loi quinquennale la réforme à nouveau à partir d'avril 1994 : la prime, fixée à 32 000 francs, est ouverte aux chômeurs non indemnisés inscrits à l'ANPE depuis au moins six mois. L'exonération des charges est étendue à un an. Seize mois plus tard, nouveau changement : les chômeurs indemnisés doivent, eux aussi, être inscrits depuis plus de six mois. La modulation de l'Accre, de 5 000 à 32 000 francs, est réintroduite en avril 1996. La loi de finances pour 1997 prévoyait de supprimer la prime.

est désormais modulée, de 5 000 francs à 32 000 francs, en fonction du besoin de financement du projet.

Ce n'est pas fini. Le projet de loi de finances pour 1997 prévoit la suppression pure et simple de la prime. « Psychologiquement, une telle décision provoquerait un découragement des créateurs », prévient Christian Tytgat. « Je constate que le gouvernement fait savoir partout qu'il va économiser

Hervé, président de l'ANPE. Je déplore simplement qu'il ait choisi de la démanteler avant de la restructurer et d'inscrire de nouvelles mesures. » Le discours de Jacques Chirac marque peut-être « une prise de conscience » de sa part, espère Brigitte Landon. « Mais il faut qu'il réfléchisse bien à ce qu'il a proclamé. J'attends de voir les nouveaux dispositifs pour 1997. »

Francine Aizicovici

Michel Godet parie sur le facteur humain

Ce sont les hommes et les organisations, et non les subventions, qui font la différence

Le changement ne viendra pas d'en haut mais des initiatives locales : d'une formule frappée au coin du bon sens, Michel Godet, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), résume bien la philosophie du rapport De l'activité à l'emploi par l'insertion, qu'il a remis au ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, en juillet dernier.

Fruit des travaux de la mission « Activité-Insertion-Emploi » lancée en avril par Jacques Barrot et composée d'une douzaine d'acteurs de terrain, ce rapport a servi de document de base aux premières rencontres nationales des initiatives locales de développement, qui se sont déroulées le 24 octobre à la Maison de la chimie, à Paris, sous l'égide du ministère du travail, avec la participation, notamment, du ministère des petites et moyennes entreprises et de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie. Des rencontres appelées à essaimer au niveau régional afin de mieux coordonner les initiatives des acteurs du développement local.

RÉALITÉ DU TERRAIN

Premier des cinq constats - présentés comme autant d'axiomes validés par nombre d'expériences locales - contenus dans le « rapport Godet » : « Ce sont les hommes et les organisations qui font la différence entre les territoires... et pas les subventions. Autrement dit, explique Michel Godet, « il faut juger les acteurs locaux sur la dynamique de développement qu'ils insufflent plutôt que sur les dépenses qu'ils engagent ».

Deuxième constat : « C'est l'activité qui crée l'emploi. » L'objectif de toute entreprise étant non pas de créer des emplois, mais de produire de la richesse, « les aides à l'embauche créent sans doute peu d'emplois nets, alors qu'elles engendrent de multiples effets pervers », souligne l'auteur de l'ouvrage Le Grand Mensonge. L'emploi est mort, vive l'activité (Flam), paru en 1994. Localement, il s'agit donc de créer des activités nouvelles, avant de songer sérieusement à insérer des chômeurs.

De même, « c'est l'insertion qui crée l'employabilité » : bien des comportements professionnels ne peuvent s'acquiescer que par une expérience ou une formation en entreprise. Or, trop souvent, la perception dite « passive » d'allocations de chômage ne favorise pas l'insertion. D'où cette idée reprise par le rapport : « Il ne devrait pas y avoir de revenu ou d'indemnisation sans contrepartie d'activité ou d'insertion. »

Quatrième constat, « le marché du travail est marqué par une surabondance de diplômés et une pénurie de professionnels », notamment dans les métiers manuels et les emplois de services aux particuliers ou aux entreprises, trop

souvent déconsidérés, particulièrement en France. Or, les trois quarts des emplois créés annuellement le sont dans les services.

Le dernier constat - « C'est l'initiative et l'innovation qui créent l'activité... et c'est l'accompagnement qui augmente les chances d'aboutissement » - est à appréhender à la lumière de deux chiffres : une entreprise existe toujours trois ans après sa création dans quatre cas sur cinq si son créateur a bénéficié des conseils de professionnels au départ ; en revanche, sans cet accompagnement initial, la probabilité tombe à une sur deux.

A partir de ces constats, le rapport formule seize propositions, toutes élaborées à partir d'expériences locales, tant il est vrai que « la réalité du terrain dépasse souvent la fiction des idées », souligne Michel Godet. Les neuf premières propositions invitent les acteurs du développement économique local à multiplier les initiatives inspirées de celles qui ont réussi ici ou là (Arden en Lorraine, la Maison des professions à Marcq-en-Baroeul, dans le Nord...).

Evidemment, les solutions ne peuvent être les mêmes à Roubaix ou à Besançon : « Il faut savoir trouver les clés qui correspondent à l'histoire de chaque région », précise Michel Godet. Partant du principe selon lequel, « pour gagner sur le plan local, il ne faut pas se diviser mais se rassembler sur des objectifs communs au-delà des clovis politiques et des rivalités personnelles », le rapport en appelle à la création de réseaux d'initiatives locales qui pourraient organiser des « forums régionaux de l'expérimentation ».

Il exhorte également les pouvoirs publics à simplifier les formalités administratives pour favoriser la création d'activité et l'embauche ; et suggère aux collectivités locales de consacrer 2 à 3 % de la taxe professionnelle au développement économique des entreprises comptant moins de vingt salariés.

INITIATIVES

Quant aux sept dernières propositions dont le but est de « faciliter l'insertion, l'initiative et l'innovation », elles visent à mieux soutenir les créateurs d'entreprise, sur le plan de la gestion notamment, et à créer un véritable statut de professionnel indépendant (avec avantages fiscaux et sociaux à la clé).

Enfin, parmi les propositions les plus intéressantes, il importe de développer la formation continue, au nom de l'égalisation des chances tout au long de la vie professionnelle. Il conviendrait, précise le rapport, de « moins privilégier la formation initiale par rapport à la formation continue et à la reconnaissance des acquis professionnels ».

Dans cette optique, la formation continue est à considérer comme un véritable investissement dont le prix serait calculé en fonction du coût et de la rentabilité escomptée. D'où l'idée des « crédits-éducation » qui pourraient être débloqués à tout moment du parcours professionnel.

La formation initiale et les premiers pas dans le monde du travail ne doivent pas être négligés pour autant : aussi le rapport souhaite-t-il le développement des bourses d'insertion professionnelle pour les jeunes, diplômés ou non, sur le modèle, par exemple, du chèque-insertion en Bretagne qui permet aux jeunes d'acquiescer une première expérience professionnelle rémunérée. De même, l'un des moyens de revaloriser l'image sociale des apprentis serait de les considérer désormais comme des étudiants-salariés déjà insérés. C'est dire si ce rapport, disponible au ministère du travail, appelle à un profond changement des mentalités.

Philippe Baverel
* « De l'activité à l'emploi par l'insertion », Cahiers du LIPS n° 6, septembre 1996 (Librairie des Arts et Métiers, 33, rue Réaumur, 75003 Paris, tél. : 01-42-72-12-43).

Clarisse Fabre

L'indispensable coup de pouce aux créateurs démunis

DANS une petite rue calme du neuvième arrondissement, à Paris, un Africain, mallette à la main, pousse la porte du local d'Entreprendre en France. « C'est bien ici qu'on peut obtenir un cautionnement pour un prêt bancaire ? », s'enquiert-il avec un grand sourire. Au chômage depuis huit mois, il envisage d'ouvrir une boutique de produits alimentaires en gros dans la banlieue parisienne. Il a 50 000 francs d'apport personnel, mais il a besoin de 250 000 francs pour se lancer, et les banques se font tirer l'oreille. Classique. Pour pouvoir passer à l'action, il espère un coup de pouce d'Entreprendre en France, une association créée en 1988.

Avec une bande d'amis, on a décidé d'aider les exclus du marché du travail - à l'époque c'étaient essentiellement des immigrés - à créer leur emploi », raconte Claude Briat, président de la société financière de cautionnement Entreprendre en France. Il s'agissait de construire non seulement une structure de conseil, mais aussi de financement, car rien ne sert de conseiller des créateurs d'entreprise s'ils ne trouvent pas d'argent pour réaliser leur projet. L'association recueille dans un premier temps 3 millions de francs : 2,5 millions auprès du FAS (Fonds d'action sociale) et 500 000 francs « en faisant la quête à droite et à gauche ».

Avec cette somme, qui augmentera progressivement, Entreprendre en France aide les créateurs d'entreprise à concrétiser leur projet en cautionnant 80 % de la somme empruntée en

banque dans la limite de 160 000 francs (120 000 francs en moyenne). Depuis 1989, l'association a étudié 550 dossiers et aidé la création de 102 entreprises en accordant près de 10 millions de francs de caution qui ont permis de lever 14,5 millions d'emprunt.

UNE PROCÉDURE ORIGINALE

L'association a mis en place une procédure d'examen des demandes assez originale. Chaque candidat se voit remettre un dossier à remplir. « On insiste beaucoup pour que ce soit lui qui le fasse. On ne veut pas se contenter d'un simple tableau élaboré par une boutique de gestion. Cela lui permet de voir s'il a pensé à tout », explique Saïd Benchaba, consultant bénévole de l'association et, par ailleurs, gérant fondateur d'une société de publicité.

Les dossiers sérieux sont soumis au « comité des engagements », constitué d'une vingtaine de cadres et dirigeants d'entreprise exerçant dans des secteurs d'activité variés. Trois semaines avant la réunion, chaque membre du comité reçoit un exemplaire des dossiers qui seront examinés lors de la séance : cela permet à chacun de les étudier, de préparer des questions précises pour cerner la faisabilité du projet.

Lors de la réunion, chaque candidat a une heure pour défendre ses idées. « On accable le candidat de questions. On le déstabilise. On cherche à voir à qui on a affaire. Ce face-à-face est indispensable pour détecter l'esbroufe et véri-

fier la viabilité du projet. Il est très constructif aussi car il permet, dans certains cas, d'apporter des améliorations. »

Les opérations soutenues n'ont pas toujours été un succès. Le taux d'échec est de 39 %. « Par rapport aux statistiques nationales sur les défaillances d'entreprises, qui sont beaucoup plus élevées, ce n'est pas si mal et, si l'on considère que nous avons affaire à un public en difficulté, c'est même une réussite », affirme Saïd Benchaba. « Nous travaillons sur une lame de couteau, à la limite entre le social et l'économique, rappelle Claude Briat. Nous ne pouvons pas adopter les mêmes critères que les banquiers. Sinon, nous n'aurions aucune raison d'être, et en même temps il faut se garder de cautionner un projet qui n'a aucune chance de réussir. »

Aujourd'hui, l'équilibre semble trouvé. Reste que ces échecs n'ont pas été sans conséquences. « Il a fallu verser 2,5 millions de francs aux banques pour non-remboursement de prêts cautionnés », indique Claude Briat. Du coup, par manque d'argent, les actions ont dû être limitées : 85 des 102 entreprises créées l'ont été avant 1994. Inlassable démarcheur, Claude Briat reste cependant optimiste. Des aides devraient arriver du Conseil régional d'Ile-de-France, du FAS, de la Ville de Paris... Mais Entreprendre en France apprécierait de pouvoir compter sur des rentrées régulières, histoire d'avoir un peu de visibilité dans ses actions.

Catherine Leroy

Une seule étiquette pour deux programmes

ATENTION, une structure Entreprendre en France peut en cacher une autre. Depuis le mois d'octobre 1995, l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI) et l'Association française des banques (AFB) ont lancé un réseau qui vise à favoriser l'emploi par la création ou la reprise d'entreprises. Et qui porte le même nom que l'association Entreprendre en France (50, rue La Rochefoucauld, 75009 Paris), dont le nom a été déposé à l'Institut national de la propriété intellectuelle le 5 février 1988. « Plagiat », lance son président Claude Briat, qui estime que son homonyme propose les mêmes services que lui, tout en utilisant son nom.

Tout nous distingue, rétorque Gérard Trémège, président de l'ACFCI. D'abord, nous ne nous adressons pas au public en difficulté. Ensuite, nous ne sommes pas une société financière de cautionnement, mais une structure d'animati-

on avec des partenaires. Parmi lesquels - outre l'ACFCI et l'AFB - figurent les sociétés de cautionnement Sofaris et Mutua-Equipement. L'ordre des experts-comptables, le Conseil supérieur du notariat, EDF, le groupe Peugeot, etc. En fait, à la différence de son aîné, le réseau Entreprendre en France bis a une approche plus économique que sociale.

Une centaine d'entreprises ont été créées depuis le lancement du réseau. « Notre objectif est d'atteindre le rythme de 40 000 créations annuelles dès l'année prochaine », prévoit Gérard Trémège. 156 chambres de commerce et d'industrie (CCI) sur les 162 qui couvrent le territoire national sont engagées dans le processus. Tout candidat porteur d'un projet élaboré avec le permanent de l'espace Entreprendre de la CCI locale.

Ce dernier lui remet un passeport qui ouvre accès à différents services gratuits (consultations de notaires, d'experts-comptables)

s'il estime que le projet est viable et qu'il présente un intérêt économique. Ce document sert également à consigner toutes les étapes de l'élaboration du projet et atteste du parcours réalisé. Une fois cette étape franchie, le dossier est examiné par un comité d'engagement composé de représentants de la CCI, de la Sofaris, de Mutua-Equipement et d'un technicien Entreprendre en France. Pas de chefs d'entreprise dans l'organe de décision : « C'est celui qui paie qui décide », résume Gérard Trémège.

HUIT DOSSIERS SUR OUI

Le candidat ne vient pas non plus défendre son projet. Si la décision du comité est positive, Sofaris et Mutua-Equipement cautionnent le prêt bancaire à hauteur de 70 %-80 % et le créateur, muni de son sésame, soumet son dossier à sa banque. En moyenne, huit dossiers sur dix sont acceptés.

Les partenaires du réseau s'engagent à accompagner le créateur

jusqu'au troisième exercice suivant la création ou la reprise de l'entreprise. Au total, 156 correspondants locaux et dix permanents au siège dont le rôle est de centraliser les informations, élaborer les statistiques et les diffuser. Un géant comparé à la petite association parisienne qui s'est montée dès le début favorable à un règlement amiable. « Nous souhaitons, comme vous, arriver à un accord constructif avec l'association qui l'AFB et l'ACFCI ont fondée », écrit Claude Briat le 5 février 1996 dans une lettre adressée au directeur des affaires bancaires de l'AFB.

Que propose-t-il ? D'abord, obtenir la caution de la Sofaris et de Mutua-Equipement, ce qui permettrait à l'association, qui rencontre des difficultés financières, de poursuivre sa mission. Ensuite, participer au conseil d'administration du réseau Entreprendre en France, l'expérience de plus de huit ans des premiers pouvant profiter aux seconds.

Enfin, la perspective du réseau national de l'ACFCI et de l'AFB rencontre l'objectif de Claude Briat. En effet, celui-ci souhaiterait pouvoir répondre « aux nombreuses demandes qui nous viennent quotidiennement de toute la France. Nous avons trouvé un terrain d'entente en avril, mais depuis l'ACFCI et l'AFB n'ont pas donné suite ». En attendant, reste le problème du nom commun aux deux structures avec le risque de confusion qui en résulte. Sur le Minitel, seule l'association originale Entreprendre en France figure, mais sa page 36-15 « J'entreprends » et vous découvrirez le second...

« Nous ne savons pas qu'un autre organisme portait déjà ce nom, assure Gérard Trémège, mais de toute façon « Entreprendre » et « France » sont deux termes génériques et, si confusion il y a, elle ne peut que leur profiter », poursuit-il. Tout dépendra du succès de leur entreprise.

Clarisse Fabre



Val de Lorraine
marasme social

Jacques Chirac
ministère de l'Économie et des Finances

Entreprendre en France
association de créateurs d'entreprise

Entreprendre en France
association de créateurs d'entreprise

Entreprendre en France
association de créateurs d'entreprise

Entreprendre en France
association de créateurs d'entreprise

Entreprendre en France
association de créateurs d'entreprise

Entreprendre en France
association de créateurs d'entreprise



OLIVIER BESSON

Le Val de Lorraine entre reprise économique et marasme social

Amer succès pour Jacques Chérèque, le sidérurgiste devenu ministre : Pompey revit, mais les anciens des Acières et leurs enfants restent encore sur le bord du chemin

SUR le grand tableau blanc qui couvre l'un des murs de la salle de réunion, François Collignon, délégué général de l'Association pour le développement des vallées de la Meurthe et de la Moselle (ADVMM), n'en fait pas d'aligner les colonnes et de les remplir de sigles. « Economie, urbanisme, logement, action sociale, environnement, transport, tourisme... nous touchons à tout, nous avons engagé des actions dans tous les secteurs. » Par la fenêtre, on voit de l'herbe, des buissons, quelques très jeunes arbres. On est ici juste au confluent de la Meurthe et de la Moselle, au cœur de ce qui était autrefois la vallée de la Moselle, un haut-fourneau non entretenu à vite fait de tomber en ruines ; il a fallu libérer le pays de ces « cadavres » pour accueillir de nouvelles activités. 1986-1996 : dix ans de bataille pour relancer la vie dans ce pays sinistré. C'est assez pour tenter un premier bilan. Et qui pourrait le faire mieux que Jacques Chérèque, l'enfant du pays qui fut ouvrier aux Acières avant de devenir ministre du gouvernement Rocard entre 1988 et 1991, aujourd'hui conseiller général et président de l'ADVMM qu'il a créée en 1989 ?

ACTEURS EN RÉSEAU

« Au début, se souvient-il, nous avons surtout cherché à montrer à la population que des formes nouvelles d'emploi étaient non seulement nécessaires, mais possibles. Nous avons tout fait pour attirer de nouvelles entreprises. Des fonds publics considérables y ont été consacrés. » L'homme reste dans l'âme le syndicaliste qu'il a longtemps été :

très vite il a lancé l'idée que, pour aller plus avant, les communes devaient s'associer. Un vrai changement culturel ! La tradition dans cette vallée de la Moselle entre Nancy et Metz (on dit aujourd'hui le « Val de Lorraine ») est plutôt au « chacun chez soi ». En 1989, est créée l'ADVMM qui regroupe bientôt trente-deux communes, non seulement dans le bassin de Pompey, mais aussi dans celui voisin de Pont-à-Mousson.

AVANTAGE DE RMISTES

Dans ce dernier, on produit de la fonte et l'activité industrielle tient bon. Mais le sidérurgiste devenu ministre a compris que Pompey pris seul est trop petit pour permettre une réelle politique de développement local. L'ensemble, en revanche, constitue par avance ce que la loi Pasqua de février 1995 baptisera « pays », à telle enseigne qu'il est aujourd'hui l'un des quarante-deux « pays de préfiguration » où s'expérimente la démarche d'aménagement du territoire prévue par le dispositif législatif. L'ADVMM est une association au sens fort du terme : on s'y rassemble pour agir. Tous ceux qui veulent participer à la relance de la vie dans la vallée y ont leur place, qu'ils appartiennent au monde politique, économique, associatif ou qu'ils soient simples citoyens. « Faire du développement local, souligne François Collignon, c'est d'abord mettre ces acteurs en réseau, créer entre eux des solidarités. Nous nous efforçons en permanence de fédérer les gens. » Et cela pas uniquement par catégories : « On ne sait d'avance ni quand ni comment, mais l'économique, le culturel, le social, finissent toujours par se rencontrer. » L'efficacité de chacun et les possibilités globales s'en trouvent augmentées. Cette volonté de s'associer est d'autant plus importante que l'accueil de nouvelles entreprises ne suppose pas seulement la remise en valeur d'un site, mais aussi celle de l'environnement humain : affaire de réseau s'il en est. Il faut qu'augmente la capacité des élus, de l'administration, à répondre aux besoins et aux at-

tentes des entreprises qui envisagent de s'installer. Il faut aussi rénover le cadre de vie « car ici tout est marqué par le poids de cent ans de sidérurgie : habitat, transports, équipements... ». Le résultat est là : si le bassin de Pompey n'a pas encore retrouvé les trois mille emplois perdus lors de la fermeture de l'aciérie, la « reconquête » atteint aujourd'hui les deux tiers ; et ce score a de bonnes chances de continuer à s'améliorer. En 1993 (année noire pour l'emploi en France), 1994 et 1995, l'emploi local a augmenté de 9 %.

Il faut rénover le cadre de vie car tout est marqué par le poids de cent ans de sidérurgie : habitat, transports, équipements...

Mais le nombre de RMistes ne baisse pas pour autant. Il a même plutôt tendance à augmenter. « Le travail que nous avons fait ne profite que peu aux victimes de l'effondrement de la sidérurgie, se désole Jacques Chérèque. Alors qu'autrefois sur trois salariés travaillant à Pompey deux y habitaient, il n'y en a plus qu'un aujourd'hui. Les deux autres viennent d'au-delà du bassin ; et les anciens ouvriers restent sur le carreau. » Pis : une partie de leurs jeunes descendants sont eux aussi touchés par cette marginalisation. Une bonne part des efforts de l'ADVMM est donc aujourd'hui centrée sur ce problème. Toutes les formules qui ont été inventées en France depuis quinze ans en matière d'insertion de jeunes et de lutte contre le chômage sont présentes ici, regroupées et organisées par un Plan local d'insertion par l'économie (PLIE) : en-

treprises d'insertion, associations intermédiaires, Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), Fonds local emploi solidarité (FLES)... « Nous ne cherchons pas l'originalité, explique Marie Mérel, la directrice de la mission locale, au contraire ! Nous allons en priorité vers ce qui a déjà fait ses preuves ailleurs. » C'est ainsi que l'ancien bâtiment administratif de l'aciérie où se trouve la mission locale héberge « CAP entreprises », une démarche initiée à Bordeaux voilà quelques années et tournée vers l'accès direct au travail ; pratiquée de manière très codifiée, en une cinquantaine de lieux à travers la France, elle garantit un haut taux d'insertion. Le foisonnement des initiatives va du plus modeste au plus ample : Locamob qui facilite l'accès du chômeur à une Mobylette, Artistique qui lutte contre l'isolement et qui a une démarche très élaborée d'action périscolaire dans les quartiers les plus pauvres, un « pôle services de proximité » en cours d'organisation, un secteur d'Economie solidaire qui va s'attacher à mobiliser l'épargne de proximité pour des projets socio-économiques qui mèneront travail salarié, bénévolat et fonds publics.

On ne mène pas une telle bataille sur des années sans penser réforme globale. Michel Houillon, directeur d'un centre d'aide à l'insertion des jeunes, Le Grand Sauvoir, réfléchit en ces termes. Il a en tête un véritable plan faisant des « pays » la base d'une organisation renouvelée, donnant notamment une large place à des services publics d'un type nouveau : paiement locaux, décidés sur place en fonction des besoins. Ce qui se fait actuellement dans le cadre de l'ADVMM devrait, selon lui, pouvoir être intégré dans un plan d'ensemble élaboré par la population et qui ferait l'objet d'un contrat avec l'Etat. Ce n'est pas tellement loin de ce qu'envisage la loi Pasqua. Mais ici on a commencé à en poser les jalons.

Marie-Claude Betbeder

Emploi des cadres : Ardan fait des émules

L'association lorraine organise un transfert de savoir-faire vers d'autres régions

C'ÉTAIT voilà un an, presque jour pour jour, le 7 novembre 1995. Un curieux auditoire est alors réuni à l'Assemblée nationale, constitué de personnes venues des quatre coins de la France. Il ne s'agit pas de députés, Conseillers régionaux, membres des chambres consulaires, dirigeants régionaux de l'ANPE, de l'APEC, de l'AFPA, des Assedic, des services déconcentrés de l'Etat... Ils sont 350 à être présents pour écouter la présentation faite par leurs homologues de la région lorraine. Le thème de la conférence ? Le bilan des activités de l'Association régionale pour le développement d'activités nouvelles (Ardan).

« Le but de cette manifestation était de faire connaître notre méthode et les raisons de notre succès », raconte aujourd'hui Christian Parra, président de l'association. Il faut bien reconnaître que peu de programmes de soutien à l'emploi des cadres ont connu, ces dernières années, la réussite d'Ardan. Créé en 1988, l'organisme de formation-développement, dont le siège est à Metz, se fixe d'emblée pour objectif la promotion d'activités nouvelles au sein des PME-PMI lorraines, « en vue de favoriser la formation et l'embauche des cadres ». En sept ans, cinq programmes sont petit à petit rendus opérationnels : mise à la disposition de cadres dans les PME, création et transmission d'entre-

prises, personnes est venue rencontrer, le 30 octobre, l'équipe technique d'Ardan pour se familiariser avec le concept. Parmi elles, Lionel Cossé, conseiller régional des Pays de la Loire. « La convention de coopération avec Ardan va nous permettre de bénéficier de son expérience acquise depuis plusieurs années », confirme-t-il. La structure est déjà constituée : une cellule a en effet été mise en place au conseil de région. Baptisée Elan (Energie ligérienne pour les activités nouvelles), elle se fixe pour objectif de « traiter de 120 à 130 dossiers l'an prochain, assure Lionel Cossé. Elle sera dotée d'un budget de 4 à 5 millions de francs en 1997 ».

Le concept créé en Lorraine, dans une région où se côtoient dix-sept bassins d'emplois à forte tradition industrielle, est-il donc transposable comme un clone ? « Nous allons devoir l'adapter, reconnaît Lionel Cossé. Une vingtaine de partenaires sont déjà associés à la démarche, mais il nous faudra faire un effort tout particulier d'informations auprès de notre tissu de PME-PMI. » Toujours est-il que cette première exportation devrait être suivie par de nombreuses autres : Ardan s'apprête à signer, courant novembre, une deuxième convention avec la région Nord-Pas-de-Calais, et avec deux autres régions (Bourgogne et Alsace) dès janvier.

Olivier Plot

Repères

- L'ANPE (Agence nationale pour la création d'entreprise) remplit principalement une mission de service public. 70 % de ses ressources proviennent de l'Etat. Elle apporte un appui à la création par l'information, la formation et le conseil. Des ministères, des organisations professionnelles et des chefs d'entreprise siègent au conseil d'administration de l'agence.
- Les comités de bassin d'emploi, composés de collectivités locales, d'entreprises et de syndicats salariés, ont pour objectif l'amélioration de l'emploi et le développement local de territoires. Ils interviennent sur la formation initiale, les politiques d'équipement, l'aide à la création d'activités, l'insertion, etc. Au nombre de quatre-vingts environ, ils sont regroupés dans un comité de liaison des comités de bassin d'emploi, instance nationale placée auprès du ministère du travail.
- L'Alliance villes-emploi a été créée en 1993 par sept villes de 2 000 à 400 000 habitants. Ce réseau, qui regroupe actuellement cent communes, a pour fonction de susciter des échanges sur les initiatives des villes en matière d'accueil et de conseil des chômeurs, d'insertion, de formation, etc.

club STRATEGIES MANAGEMENT
Fondé par Henri Vacquin et Yves Muscietti
19 novembre 1996 • Paris • 17h-20h
Groupe Compétences
Rhône-Poulenc
Étude de cas autour de R. Janin
Renseignements : 01 47 34 26 36 - fax 45 66 50 30

Trouver un emploi le guide
Recherche d'emploi et reconversion professionnelle
Une approche marketing du marché du travail
En vente en librairie 119 F. 280 pages
LES ÉDITIONS D'ORGANISATION

Informatique, management et DRH

par François Silva

L'INFORMATISATION n'a pas entraîné de changement dans la structure hiérarchique pyramidale de l'organisation du travail, en particulier les circuits décisionnels. Ce en quoi les nouvelles technologies interrogent la fonction ressources humaines. La pérennisation des structures de pouvoir héritées du taylorisme s'est maintenue. Les schémas et organigrammes organisationnels des entreprises sont toujours verticaux. Elles ont encore un mode de fonctionnement où les notions de territoire à préserver et de système pyramidal de décisions hiérarchiques continuent à primer. Pourtant, elles sont en train de vivre un changement de paradigme dont on ne mesure pas aujourd'hui les conséquences.

Avant, on produisait puis on vendait cette production. Maintenant, on vend d'abord (c'est-à-dire que l'on traduit les besoins d'un client), puis l'on produit et enfin on livre. La réduction des délais constitue un facteur important de compétitivité. C'est pourquoi les entreprises s'engagent dans une organisation autour des processus. Ainsi, un producteur d'emballages comme Pechiney doit modifier peu ou prou, chaque année, plus du tiers (entre 35 % et 40 %) des produits qu'il fournit. Ses clients, qui sont dans des logiques de stock zéro, commandent pour être livrés

immédiatement. La notion de carnet de commandes donne une visibilité maximale de quinze jours. Pour être compétitive, une entreprise doit donc posséder une capacité de réactivité organisationnelle centrée sur la circulation de l'information.

La production industrielle est déjà dans la réalité du flux tendu. Une nouvelle génération informatique va faire entrer l'ensemble de l'organisation des entreprises, et plus seulement la production, dans l'après-taylorisme. Le secteur

se concrétisait, jusqu'à présent, par le cheminement des documents papier dans un parapheur entre différentes personnes, avec des délais plus ou moins longs. Il s'agit, dans la démarche du *work-flow* (modélisation de l'ensemble des procédures pour les informatiser), de comprendre la circulation décisionnelle entre les différentes personnes. Informatisée, elle devient un circuit d'information dans lequel chacun apporte sa valeur ajoutée décisionnelle dans une durée limitée : donner-distribuer l'in-

Pour être compétitive, une entreprise doit posséder une capacité de réactivité organisationnelle centrée sur la circulation de l'information

formation à celui qui doit la mettre en œuvre. La mise à disposition d'information au plus grand nombre va donc signifier la redistribution d'une partie du pouvoir dans le fonctionnement du quotidien, et donc leur responsabilisation. L'arrivée de nouvelles informations entraîne une suite de microdécisions pour agir.

Mais fonctionner en transversalité et en horizontalité rend obso- lète les structures d'encadrement

tertiaire de l'entreprise est maintenant concerné, et en premier lieu les cadres, qui sont fondamentalement des créateurs et des gestionnaires d'information. Les cinq cents plus gros groupes mondiaux sont en train de mettre en place ce type de système d'information. Il s'appuie sur des technologies et des architectures informatiques émergeant depuis moins de cinq ans, centrées sur deux axes.

Tout d'abord, le processus de décision. Dans les « bureaux », il formation à celui qui doit la mettre en œuvre. La mise à disposition d'information au plus grand nombre va donc signifier la redistribution d'une partie du pouvoir dans le fonctionnement du quotidien, et donc leur responsabilisation. L'arrivée de nouvelles informations entraîne une suite de microdécisions pour agir.

hiérarchiques, et en premier lieu les fonctionnels, qui sont dans la diversité.

Ensuite, la masse d'informations. Elle engendre une complexité rendant ces informations illisibles. La nouvelle architecture informatique, de type client-serveur, peut connecter des informations provenant de différentes sources, type bases de données. Elle va les trier, les classer et les relier entre elles en leur donnant du sens. Ainsi, leur destinataire est en situation de prendre les décisions adéquates, ou de pouvoir réagir de façon adéquate. Ce sont des instruments d'aides à la décision.

En quoi ces nouvelles technologies peuvent-elles concerner la fonction ressources humaines ? La mise en place de ces technologies accélère les logiques de « PMISA » des entreprises, centrées sur le client ou le projet, afin que les salariés soient plus réactifs. L'organisation du travail bâtie autour de la règle des unités est remise en question.

Elle s'organise jusqu'à présent dans un même lieu, bureaux ou ateliers, en même temps, avec des équipes identiques composées par les mêmes personnes, porteuses de savoirs stables ou à évolution lente.

François Silva est consultant.

Un revenu mal aimé

A QUOI SERT LE RMI ?

dirigée par Nathalie Mlekuz

Revue Panoramiques, n° 27, Arléa-Corlet, 192 p., 90 F.

O n'a pas fini de tourner et de retourner le RMI sur le gril. C'est ce que fait cette livraison de la revue *Panoramiques*, qui ne prétend pas apporter « une réponse définitive » mais juxtapose les informations, les témoignages, les suggestions, les prises de position. Et ces dernières peuvent être valables. En accumulant les bonnes raisons de s'indigner, Michel Godet, professeur au Cnam, parle de « scandale » et d'« incitation à la paresse et à la fraude » ; le député Alain Griotteray traite le dispositif de « néfaste et nuisible ». Que de passion ! Notre société a décidément bien du mal à accepter que le pain quotidien ne soit pas la contrepartie d'un labeur.

Pourtant, à travers ses difficultés et ses insuffisances, le fonctionnement du RMI n'est pas aussi horrible qu'il y paraît. « Contrairement aux idées répandues mais erronées, l'insertion professionnelle des allocataires est importante, et en constant développement. Près d'un sur trois a accès chaque année à un emploi ou à une formation. » Le contrôle des bénéficiaires par les caisses d'allocation familiales est en général strict et, en bonne partie, évite les dérives. Toutefois, les quelques pages d'entretiens montrent l'importance du versement mensuel pour continuer à vivre et à espérer s'en sortir. Certes, le système n'est pas exempt de reproches, mais ne s'est-on pas volontairement illusionné sur le « 1 » final du sigle, qui ne pouvait à l'évidence que fonctionner imparfaitement ?

Quelques contributions à cet ouvrage prônent des alternatives au dispositif actuel : lever « le tabou du Smic », créer « de quatre à six millions d'emplois » (1) financés par les sommes consacrées aux « indemnités diverses », par la réduction des célèbres « gaspillages » et des dépenses médicales provoquées par le chômage... Le gouvernement a, pour sa part, inventé le contrat d'initiative locale : une mesure de plus relevant d'intentions louables, mais qui ne débouche que sur des postes de travail de seconde zone, sans dispenser des gros efforts d'insertion déjà mis en œuvre sur le terrain.

Face à ces tentatives pour sortir du caractère « passif » de l'allocation, on a bien envie d'écouter le sociologue Robert Castel quand il déclare : « Sans en faire une défense diaphane, loin de là, je me méfie de critiques trop emphatiques ou d'un enterrement trop rapide du RMI, parce que je vois mal ce que l'on pourrait faire de mieux à la place. » Et on est tenté de suivre Didier Lévêque, du CJD (Centre des jeunes dirigeants), qui voit dans l'instauration de ce revenu le signe de « la fin du modèle de l'emploi classique normé ». La démarche de fond à entreprendre n'est-elle pas, en effet, que l'ensemble de la société se penche vraiment sur « une nouvelle définition du travail » et sur « un nouveau mode de redistribution des richesses » ?

Derrière la grille

LES CLASSIFICATIONS PROFESSIONNELLES

de Philippe Denimal.

Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 124 p., 40 F.

A UJOURD'HUI la pratique des classifications, si elle relève toujours d'une construction délicate, est un peu floue. Elle a rencontré en chemin les politiques de gestion de ressources humaines. Et presque en même temps la problématique des compétences : comment les rémunérer tout en bâtissant un système cohérent ?

Question essentielle que Philippe Denimal traque dans ses moindres recoins. Il souligne l'influence du mode d'harmonisation de l'entreprise sur ce système, qui a lui-même un impact sur l'évolution du fonctionnement des équipes de travail. Une vérité première, mais qu'il est utile de rappeler.

Va-t-on, pour coller aux spécificités de chaque entreprise, vers une « joyeuse anarchie » ? La question valait d'être posée. On est actuellement au milieu du qual, « à mi-chemin entre le collectif tout-puissant de Frederick Winslow Taylor (...) et l'individualisation salariale des années 80 ». L'auteur croit à la possibilité d'un compromis entre ces deux positions extrêmes « qui mettrait fin à un effet de balancier trop longtemps subi ». Son « Que sais-je ? » constitue une bonne base pour y réfléchir.

Au cœur d'un paradoxe

L'EXCLUSION - LE SOCIAL À LA DÉRIVE

d'Olivier Mazel.

Le Monde Éditions-Marabout, 248 p., 38 F.

DES anciens aux nouveaux pauvres, ce livre rassemble l'essentiel sur l'un des problèmes les plus épineux qui taraudent notre société. Comment le lien social se rompt-il ? Comment est-on amené à faire partie de « ceux du dehors » et non plus de « ceux du dedans » ? Les explications (historiques, sociologiques, économiques, sociales) sont claires et s'appuient sur des textes de spécialistes ainsi que sur des données chiffrées. Elles montrent comment on a pu aboutir au paradoxe de l'extension de la pauvreté dans une zone du monde qui produit de plus en plus de richesses. Quant aux tentatives de réponse visant à « reconstruire le lien social », dont le contenu et le sens sont ici précisément décrits, on sait qu'elles ne donnent que des résultats limités ; la « multitude de rapports, de lois et de textes » en la matière est en effet « loin d'apporter des solutions définitives ».

Le travail qu'a effectué Olivier Mazel sera utile à tous ceux qui souhaitent comprendre les caractéristiques de l'exclusion. Il indique aussi que, pour y remédier, il est urgent de repenser « les modes de solidarités et d'organisations de la répartition du travail et des richesses ».

Une catégorie en mutation

L'EMPLOI NON QUALIFIÉ

Éditions Liaisons, 138 p., 99 F.

G LOBALEMENT en recul, l'emploi non qualifié se développe pourtant dans le tertiaire. Marqué par la précarité et concerné au premier chef par la recherche de flexibilité et par le recours aux contrats à durée déterminée, il est en train de changer de nature. L'image de l'OS taylorien s'estompe. Non seulement parce que les emplois se déplacent vers les services, mais aussi parce que, dans l'industrie, les mécanismes de renouvellement des non-qualifiés « se trouvent profondément modifiés et ne laissent qu'une place réduite à ceux qui ne présentent pas la garantie d'un minimum de formation ».

C'est une des données que dégage ce dossier mis au point par l'Insee, *Liaisons sociales* et le ministère du travail (direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques). Il reprend des articles et des études déjà parus, et fixe les idées sur les caractéristiques d'une catégorie professionnelle qui représente près d'un actif sur cinq et dans laquelle le nombre des employés a récemment dépassé celui des ouvriers.

Daniel Urbain

Les conditions de travail du « juste-à-temps »

La nouvelle génération d'usines d'équipement automobile accentue la pénibilité des tâches confiées aux opérateurs

A U cours des quinze dernières années, le terme de « sous-traitance » est devenu une expression presque générique. Elle recouvre pourtant des réalités très différentes. En effet, en fonction des types d'activités, les modes d'organisation et les conditions de travail induits par l'externalisation d'activités autrefois assurées au sein même des groupes n'ont pas le même visage. C'est à ces questions que deux chercheurs du CEE (Centre d'études de l'emploi), Armelle Gorgeux et René Mathieu, consacrent leur travail depuis les années 70. D'abord spécialisés dans les sous-traitances industrielles, ils ont, depuis 1988, recentré leurs recherches sur le secteur de l'automobile.

Sous-traitance

Plus précisément, leur travail porte sur un type particulier de sous-traitance généralisée depuis la fin des années 80 : la construction en France d'usines d'équipement automobile dites « de proximité ». Les deux chercheurs ont publié une première étude exhaustive l'an passé (*Recrutement et production au plus-juste*, CEE, dossier 7, 1995).

Depuis, leur enquête s'est poursuivie et affinée, donnant lieu à deux publications complémentaires : *Les Ambiguïtés de la proximité* (Actes de la recherche, septembre 1996) et à un article à paraître dans l'ouvrage collectif, *La Précarisation sociale, travail et santé* (CNRS-Inserm). Premier constat des deux chercheurs : le phénomène assez récent des « nouveaux établissements d'équipement automobile de proximité » est loin d'être négligeable.

Depuis 1988, ce sont près de quarante usines de ce type qui ont poussé comme des champignons un peu partout en France, toujours dans une zone géographique proche des usines de montage des constructeurs automobiles. Les dernières

statistiques disponibles remontent à la fin 1994. À l'époque, trente-quatre établissements avaient vu le jour en six ans, employant « 5 400 personnes en contrat à durée indéterminée, soulignent les deux auteurs de l'enquête, mais, en fait, environ 7 000 personnes, avec les intérimaires et les contrats à durée déterminée ».

Contrairement par les « livraisons "juste-à-temps" (JAT) imposées par les constructeurs », ces usines implantées à proximité de leur client – souvent unique – vivent au rythme de la forme la plus tendue de livraison, le « flux synchrone ». Comme le précisent les deux chercheurs du CEE, « l'usine de montage envoie aux fournisseurs l'ordre de livraison par téléransmission au moment précis où chaque caisse de voiture identifiée par caméra entre dans l'atelier de montage. L'équipementier dispose de moins d'une heure (pour les composants livrés en premier) à quelques heures, pour livrer dans l'ordre les produits correspondants ».

Même si les deux chercheurs ne consacrent pas l'essentiel de leur enquête aux conditions de travail induites par ce mode d'externalisation – s'attachant surtout à l'analyse des modes d'organisation –, ils soulignent néanmoins certains effets pervers générés par le rythme imposé aux salariés de ces équipements.

Flux synchrone

Premier constat : en dépit de la forte automatisation des flux de production, « ces activités exigent beaucoup de travail manuel, considéré traditionnellement dans l'industrie automobile comme non qualifié », indique leur étude. Conséquence : les tendinites sont fréquentes car les gestes restent fortement répétitifs. Ces maladies « sont liées à une organisation du travail mal adaptée au processus ou trop taylorisée », poursuivent les deux chercheurs. La pénibilité se traduit aussi par un ac-

croissement de fatigue dû au rythme de travail, à la position debout et, pour certaines activités, au maniement de charges lourdes. « C'est le cas pour les sièges. Lorsque l'un d'entre eux a été monté, il doit être porté de la table de travail à un plateau assurant la continuité du flux vers l'encyclage. Dans le haut de gamme, un siège peut peser jusqu'à 30 kilos et doit être alors porté par deux ouvriers. »

Polyvalence

Les services de l'Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail) ont d'ailleurs été sollicités à plusieurs reprises pour intervenir dans ce type d'établissement. Ce fut notamment le cas dans une usine de fabrication de sièges travaillant en flux synchrone. « Un quart des jeunes opérateurs de montage et des couturières déclaraient alors soixante-dix TMS (Troubles musculo-squelettiques) entre 1990 et 1992 », précise l'enquête du CEE. L'importance de cette maladie péri-articulaire n'est pourtant que la partie la plus visible des

effets directs de la production en JAT.

D'une façon générale, les salariés de cette nouvelle génération d'usines d'équipement automobile souffrent de tâches liées à des « emplois souvent pénibles et dévalorisés, supprimés chez les constructeurs », avec de surcroît, pour les occuper, « l'exigence de compétences accrues (polyvalence) ». Les deux chercheurs précisent en outre que la « pression constante du client est source d'une tension nerveuse de tous les instants ». D'autant que l'organisation du travail est calquée, chez les équipementiers, sur celle de l'usine de montage du constructeur. Mais chez ces derniers, elle est « négociée avec les organisations syndicales », alors que dans l'unité de proximité, elle est « imposée par le client, et le fournisseur peut être prévenu seulement quelques jours à l'avance des surcroûts de travail ». Ainsi les opérateurs doivent se plier à des horaires qui « remettent en cause les loisirs et empiètent sur la vie privée ».

Olivier Plot

Le Monde propose

UNE MALETTE PÉDAGOGIQUE pour mieux connaître la presse

• Un jeu de 5 transparents

La course contre la montre pour réaliser un journal
La diffusion et l'audience
Le coût d'un exemplaire
Les métiers de la presse
Le multimédia

• Deux dossiers de référence

Un lexique des termes utilisés dans la presse, des tableaux, des chiffres et un jeu...
L'histoire du journal, sa structure, sa nouvelle formule...

• Un numéro hors série du *Monde Dossiers et Documents* « Les médias en question »

Bon de commande

☐ Je souhaite recevoir... maquette(s) pédagogique(s) au prix de 125 F TTC x... =... F

Adresse de livraison :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél : _____

☐ Je joins un chèque de... F à l'ordre du *Monde*

☐ Je règle dès réception de la facture

Bon de commande à faire parvenir à :

Le Monde - Malette pédagogique - B.P. 214
76100 SAINT-AUBIN-LÈS-EL-BEUF ou par télécopie : 16 (1) 32-90-44-55

Etudiants Bac + 1 à Bac + 5 !

Retrouvez en direct sur Minitel

3615 LEMONDE

des milliers d'offres de stages en entreprise

STAGIUM

€

MNEF

Les entreprises négligent souvent le rôle de la maîtrise lors des réorganisations

Diminuer les échelons hiérarchiques devait augmenter la flexibilité et la réactivité des salariés. Mais la démarche s'avère bien plus compliquée

Le rôle de l'encadrement de proximité est un sujet dont les entreprises n'aiment pas trop parler. Il dérange et on comprend bien pourquoi, puisqu'il revient à s'interroger sur le bien-fondé de la diminution des lignes hiérarchiques, credo managérial entonné il y a maintenant une dizaine d'années. A l'époque, face à un univers économique qui se complexifiait, l'idée d'augmenter la flexibilité et la réactivité des salariés avait prévalu. L'information descendrait et remonterait plus vite, tout en étant moins déformée. Les ouvriers, trop longtemps infantilisés par une maîtrise autoritaire, allaient devenir « autonomes » et « responsables ».

Aujourd'hui, les premiers bilans amènent à relativiser cet enthousiasme. D'ailleurs, le 18 décembre prochain, à Paris, à l'initiative de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), des chefs d'entreprise viendront témoigner des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre d'organigrammes aplatis et qui tournent autour d'un point clé : une mauvaise appréhension du rôle des agents de maîtrise. « Imaginer que la seule diminution des lignes hiérarchiques va permettre à une entreprise d'être plus réactive est un leurre », affirme Anne-Marie Léonard, chargée de mission au sein du département travail-emploi-qualification de l'Anact. Cela ne suffit pas. Ce dogme managérial repose sur l'idée erronée que l'encadrement de proximité ne remplit qu'une mission hiérarchique. Or c'est aussi, par exemple, un régulateur économique qui, ayant une vision globale, peut intervenir en temps réel.

MYTHE Les entreprises qui ont modifié leur organisation expliquent, en général, avoir pris un certain nombre de précautions, à commencer par des stages de formation pour les opérateurs de base appelés à devenir polyvalents et plus autonomes, ainsi que la mise en place de grilles de classification qui permettent de rémunérer ces compétences nouvelles. Les erreurs sont en général dans la manière dont a été traité l'encadrement de

proximité. « En France, on vit avec ce mythe que les agents de maîtrise n'ont pas véritablement besoin d'actualiser leurs compétences et que l'urgence, quand il y a réorganisation, est du côté des ouvriers », remarque Damien Brochier, chargé d'études au Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq).

Le cas de la CelluRhône Pyrénées, usine de fabrication de pâte à papier (groupe La Rochette) est as-

chique (de huit à trois niveaux) est décidé par la suite, conséquence presque inévitable d'un collectif de travail devenu plus complet, donc plus autonome. En haut de la pyramide, le directeur d'usine, puis les chefs de service, et enfin les équipes d'opérateurs postées en 3x8.

En 1989, CelluRhône se retrouve dans le peloton de tête en termes de compétitivité, réussissant à rivaliser avec les Suédois et les Finlan-

où ils tiennent, au rythme d'un travail administratif de jour, le rôle d'une personne ressource.

Un rôle qu'ils ont d'autant plus de mal à tenir que leur carrière d'agent de maîtrise, ancienne morture, a été longue. « Au-delà du contrôle hiérarchique, qui était certes réel, un agent de maîtrise travaillait chacun avec son équipe, pouvait être amené à régler des problèmes individuels, explique Damien Brochier, qui a fait de CelluRhône l'un de ses terrains d'observation privilégiés. Leur légitimité venait aussi de cette proximité relationnelle ».

Certains opérateurs, selon l'équipe à laquelle ils appartenaient, confirment ce sentiment de malaise. « Les agents de maîtrise opérationnels ont la responsabilité de plusieurs équipes en même temps, raconte l'un d'entre eux. Ils n'ont pas le temps de s'occuper de nos problèmes personnels, des congés par exemple. On va nous dire que dans ces cas-là, il y a les fonctionnaires ou le chef de service, mais ils ne sont pas facilement atteignables. » Revenir en arrière ? Ni la direction, ni les ouvriers, qui ont appris à travailler de manière autonome, ne l'envisagent. Il faut plutôt raisonner en termes d'amélioration continue.

CelluRhône souhaite aborder une deuxième étape, dictée en partie par l'appréhension du dollar et les dévaluations monétaires finlandaises et suédoises qui ont quasiment annihilé en six mois les efforts organisationnels réalisés. « Nous devons à nouveau regagner en compétitivité sur l'ensemble de notre chaîne de production, confirme Jean-Claude Antonicelli. Les hommes et les structures vont être nos atouts. » Côté syndical, on attend d'en savoir plus sur les changements à venir. Mais il ne fait aucun doute que les enseignements issus de la première étape, notamment concernant la place de l'encadrement de proximité, seront du bon.

Marie-Béatrice Baudouin

★ Renseignements : Anact, secrétariat du département travail, emploi et qualification. Tél : 01-42-31-40-35.

Sous la loupe des chercheurs

La diminution des échelons hiérarchiques est étudiée par les chercheurs, qui disposent maintenant d'expériences assez longues (entre cinq et dix ans de mise en œuvre) pour lancer le débat. Ils s'approprient, soit à l'Anact, soit à l'Anact, mais aussi au CNRS, au laboratoire de changement social de Paris-VIII, etc. Ainsi Jean-Pierre Ségat (CNRS) s'est penché sur les cas de la RATP - où Christian Blanc, alors président, avait lancé en 1990 un processus de décentralisation, réduisant de sept à trois le nombre des niveaux hiérarchiques -, de la Snecma, de la SNCF. Mais la problématique est loin d'être franco-française, elle est européenne ; ce qui a amené, par exemple, Jean-Pierre Ségat à s'intéresser aux réseaux des métros européens, à Londres et à Berlin, et à constater le poids des cultures lors des processus de changements d'organisation.

seu révélaient. L'établissement (277 salariés) reçoit régulièrement la visite de chercheurs, de responsables d'entreprises qui lui reconnaissent un rôle de précurseur dans le domaine. Dès 1982, la direction de l'entreprise parle de « les hommes et l'organisation » pour se hisser parmi les meilleurs. Ce choix est guidé par la réalité économique de l'activité, fortement capitaliste et très sophistiquée au niveau technologique.

L'ensemble des acteurs industriels présents sur le marché disposant de machines à peu près similaires, la différence, en matière de compétitivité, ne peut se faire qu'à travers les équipes et leurs capacités de réactivité. L'entreprise décide de se lancer dans la formation de l'ensemble du personnel. « Selon deux axes, explique Jean-Claude Antonicelli, directeur des ressources humaines. Un premier, lié au développement des compétences métier. Un second, méthodologique et transversal, qui a permis aux salariés d'acquiescer un langage commun dans la résolution des problèmes. » La diminution des lignes hiérar-

chiques, de huit à trois niveaux, est décidée par la suite, conséquence presque inévitable d'un collectif de travail devenu plus complet, donc plus autonome. En haut de la pyramide, le directeur d'usine, puis les chefs de service, et enfin les équipes d'opérateurs postées en 3x8.

En 1989, CelluRhône se retrouve dans le peloton de tête en termes de compétitivité, réussissant à rivaliser avec les Suédois et les Finlan-

RENCONTRES

■ **MÉCÉNAT HUMANITAIRE.** L'Institut du mécénat humanitaire (IMH) propose, dans le cadre de ses rencontres, une journée parisienne consacrée à « l'engagement de l'entreprise et de ses collaborateurs dans la cité : un nouveau facteur de tonus social ? ». Le débat sera axé sur l'importance du corps social que représente l'entreprise dans la cité en tant que clé de son propre développement et de son adaptation aux mutations socio-économiques. Par ailleurs, l'implication des salariés dans des actions au service de la collectivité, lorsqu'elle est voulue et maîtrisée, peut constituer un acte de management à part entière.

Contact : IMH. Tél : 01-43-57-52-52.

■ **EUROPE.** L'association Cirof (droit et politiques de formation) organise, les 5 et 6 décembre à Paris, un séminaire pour présenter les travaux innovants de partenaires sociaux dans les pays membres de l'Union européenne. Quatre thèmes ont été retenus : les nouvelles réponses aux besoins individuels (temps de travail et temps de formation), la validation des acquis, la formation et les PME, l'allocation des ressources. Pour chacun de ces thèmes, des partenaires sociaux des pays membres, directement impliqués dans la mise en œuvre d'expériences significatives, viendront débiter de leurs initiatives comme ils le font depuis 1993, année où ils se sont dotés d'un dispositif d'appui au dialogue social. Les différents programmes européens contribuant au développement de ce dialogue seront présentés. Des représentants de la Commission européenne et de pouvoirs publics français seront présents.

Contact : Cirof, 7480, rue Roque-de-Fillol, 92800 Puteaux. Tél : 01-41-45-08-80.

FORMATION

■ **VENTE.** Larousse Diffusion, qui fait partie de CEP Communication, premier groupe français d'édition, souhaite développer la vente directe auprès d'une clientèle de particuliers. Pour ce faire et renforcer ses équipes en Ile-de-France, un partenariat vient d'être créé avec la chambre de commerce et d'industrie de Versailles Val-d'Orse-Yvelines et l'ANPE des Yvelines pour la formation et le recrutement des vendeurs. La société s'engage à recruter des commerciaux sous contrats d'apprentissage et assurer leur formation par alternance. L'ANPE procède à la diffusion des offres d'emplois confirmées par Larousse Diffusion sur le département.

Contact : ANPE Ile-de-France-Yvelines-Sud, 43 bis, rue des Chantiers, « Le Mémor », 78006 Versailles Cedex.

■ **AVENTURE DES MÉTIERS.** Près de 100 000 collégiens et lycéens sont attendus à « l'Avventure des métiers » 1997, du 21 au 26 janvier 1997 à Paris (Grand Halle-La Villette), pour y découvrir les métiers de demain. Cette année sera mise en valeur l'artisan technologique qui, affirmant les organisateurs, « est de ceux qui perçoivent le mieux les nouvelles attentes des marchés et savent les traduire en produits, en emplois, en créations d'entreprises. Formé par l'enseignement général ou professionnel, l'artisan technologique se rencontre dans l'ensemble des secteurs professionnels - industrie, agriculture, commerce et distribution, services - qui, de plus en plus, comptent sur lui pour porter l'innovation ». De nombreuses entreprises et fédérations professionnelles seront présentes, permettant aux jeunes d'aller à la rencontre de plusieurs centaines de métiers différents, expliqués et montrés par ceux-là mêmes qui les pratiquent.

GUIDE

■ **CADRES ET FONCTION PUBLIQUE.** Le dernier ouvrage de la collection « Demain les cadres », codé par l'Association pour l'emploi des cadres (Apec) et les Editions d'Organisation, fait le point sur les opportunités d'emplois cadres dans la fonction publique d'Etat et dans la fonction publique territoriale. Une approche par fonction et par métier permet d'analyser les postes cadres (de catégorie A), qui représentent aujourd'hui plus de 85 000 salariés. Le guide apporte un éclairage sur les règles qui régissent le recrutement, les carrières, les rémunérations, les différents statuts des personnels (titulaires, contractuels, etc.), et explique les moyens d'intégrer la fonction publique. Cet ouvrage de référence, utile pour les jeunes diplômés et les cadres, présente par ailleurs les postes principaux, regroupés au sein de neuf familles, avec pour chacune d'elles, une description des employeurs, les métiers-types, leur contenu, les modalités d'accès. (Apec-Editions d'Organisation, collection « Demain les cadres », 128 p., 75 F).

L'œnologie met du marketing dans son vin

Gardien du savoir-faire, il doit également tenir compte des attentes des consommateurs

AUJOURD'HUI, l'œnologie n'est plus seulement un scientifique du vin, il doit aussi savoir en parler, et le vendre. Tel semble être le profil idéal de la profession, quarante ans après la création du diplôme national d'œnologie (en 1955). Ouverte aux bac plus deux, la formation dure deux ans et est dispensée à Bordeaux, Dijon, Toulouse, Montpellier et Reims. L'œnologie est polyvalente par définition, explique Bernard Crebassa, président des œnologues de la faculté de Bordeaux : « Selon leur formation initiale, certains ont des compétences en viticulture, et peuvent donc diriger une exploitation ; d'autres sont ingénieurs ou titulaires d'un troisième cycle, et peuvent enseigner ; une formation commerciale leur ouvre la porte du négoce, etc. »

D'après une enquête réalisée en juin 1996 auprès des membres de l'Union des œnologues français, qui rassemble 1 400 personnes sur un total de 6 500 titulaires du diplôme, 23 % seulement sont œnologues au sens traditionnel, c'est-à-dire analystes conseils. 17 % sont dirigeants et 10,7 % directeurs techniques ou de production. Par ailleurs, les fonctions de commercial, de qualificateur, d'acheteur en grande surface et de relations publiques voient leur cote monter.

Signe des temps : l'université de Bourgogne a créé un diplôme intitulé « vin et culture » ouvert aux œnologues et à tous les profes-

sionnels du vin qui souhaitent améliorer leur communication orale ou écrite. « La part d'œnologie en profession libérale, au départ majoritaire, n'est plus que de 16 % aujourd'hui. D'où la nécessité de nouvelles compétences en gestion de production et en management », explique Jean-François Joumier, œnologue et auteur de l'enquête. Une chute de 9 % des revenus des œnologues indépendants, entre 1993 et 1996, a certainement renforcé cette évolution. Mais dans l'ensemble, l'emploi semble mieux préservé qu'ailleurs, avec un taux de chômage de 6,3 % qui touche plus les femmes que les hommes.

VIGNOBLES DU MIDI

Pourtant, la profession se féminise progressivement avec un taux de 20 % en 1996, contre 12 % en 1986. « Les femmes réussissent particulièrement bien dans les relations publiques, la qualité et les laboratoires d'analyse œnologiques. En revanche, les métiers de maître de chai leur sont encore fermés », poursuit l'auteur de l'enquête.

Sentiment que ne partage pas Milène Bru, jeune œnologue de trente ans, dont la carrière illustre bien la « nouvelle vague » de la profession. Diplômée de l'université de Montpellier en 1989, elle est embauchée par la Sopexa, société de promotion de produits agroalimentaires situés à Paris, où elle forme des sommeliers, et fait de la communication. Retournée dans sa région natale des Corbières,

cette petite-fille de vigneron rêve à présent de produire son vin. Pour l'instant, outre une activité de conseil, elle vient de concevoir un jeu sur le vin et d'écrire un livre sur les vins de France, La Clé des vignes, qui va bientôt sortir. « Homme ou femme, tout est une question de personnalité. Certains milieux sont réputés misogynes, à tort. Il y a aujourd'hui des femmes maîtres de chai ou œnologues dans des caves coopératives. »

Reste que les différences de revenus entre les deux sexes sont plus frappantes qu'ailleurs. Le salaire moyen annuel des femmes est de 125 340 francs, contre 196 160 pour les hommes. L'évolution des revenus est cependant très liée à l'ancienneté dans cette profession, et la moyenne d'âge des femmes (trente-quatre ans) y est nettement inférieure à celle des hommes (quarante ans).

Les dernières décennies ont aussi été marquées par l'amélioration de la qualité des vins, stimulée par l'évolution du goût des consommateurs, mais orchestrée par les œnologues. Le cas type est celui des vignobles du Midi, qui ont réussi une percée dans les vins de cépage et même dans les appellations d'origine contrôlée (AOC), c'est-à-dire au sommet du classement. Eugène Sanchez, œnologue conseil dans un laboratoire situé à Limoux, dans l'Aude, a vécu cette mutation. « Dans les années 60, nos clients produisaient essentiellement des vins destinés au

coupage avec ceux d'Afrique du Nord. Puis, ils ont pris conscience qu'il fallait évoluer, et nous les avons accompagnés dans le choix des nouveaux cépages et des investissements nécessaires, dans l'amélioration du contrôle des températures de fermentation, etc. », explique cet homme qui s'est formé sur le tas et a passé son diplôme d'œnologie à l'âge de cinquante ans.

Pasteur et les maladies du vin

L'œnologie n'est pas née dans l'obscurité des caves, mais dans les laboratoires des savants, explique Emile Peynaud, œnologue réputé, dans son ouvrage *Le Vin et les Jours* (Payot, 1988). Le chimiste Chaptal a légué la capitalisation, qui consiste à ajouter du soufre à la vendange ou au moût pour élever le degré alcoolique du vin. Mais c'est Pasteur qui a fondé l'œnologie moderne. En 1863, il étudia les maladies qui dévastaient le vin et firent son commerce. Il suit au microscope la fermentation des moûts de raisin et observe des particules en forme de bâtonnets, tout à fait semblables au ferment lactique qu'il avait découvert l'année d'avant dans une bière altérée. Il en déduit que les maladies du vin sont dues à des « êtres minuscules ». Pour s'en débarrasser, il suffit de porter le vin à une température assez élevée. Cette opération sera baptisée pasteurisation en 1871.

D'autres producteurs ont obtenu la dénomination « Vin de pays d'Oc » à partir des fameux cépages Merlot, Cabernet-Sauvignon et Chardonnay. De plus, contrairement aux AOC, les vins de pays ont le droit d'indiquer le nom du cépage sur l'étiquette de la bouteille, ce qui est plus vendeur. Eugène Sanchez aide à commercialiser les produits. « Nous recevons des clients canadiens, américains,

allemands, nous devons être à leur écoute... Sans céder aux sirènes de la mode », lance-t-il, prudent. Car l'œnologie est aussi le gardien du temple face à la mondialisation. Actuellement, par exemple, la mode est aux vins boisés. Or boiser un vin coûte cher. La méthode traditionnelle consiste à utiliser des barriques en chêne, à 2 500 francs pièce, dans lesquelles

pas les mêmes. Surtout, les copeaux de chêne donnent un arôme fugace, qui risque de virer avec le temps. L'aromatization n'est donc pas indiquée pour des vins destinés à vieillir, mais seulement pour des vins jeunes qui se consomment vite, comme les vins de pays. Nous refusons d'ailleurs que ce procédé s'applique aux AOC », explique-t-on à l'Institut national des appellations contrôlées.

Pour l'instant, l'artifice n'est pas autorisé par le droit communautaire. En France, des expérimentations sont en cours, sous le contrôle de la répression des fraudes. « Les règles du jeu ne sont pas les mêmes pour tous. En France, on n'a pas le droit d'arroser la vigne, alors qu'en Californie, l'arrosage au goutte-à-goutte est autorisé. Toujours aux Etats-Unis, il est possible d'indiquer le nom du cépage sur les étiquettes des bouteilles, ce qui est défendu à nos AOC, à quelques exceptions près », commente Pierre Druet, œnologue viticulteur installé à Bourgueil, qui déplore la production croissante de vins « sans grande âme ». « La profession, poursuit-il, est amenée à arracher les vieux plants de vigne et à les remplacer par des clones pour accélérer le cycle de production, et améliorer la rentabilité. Aujourd'hui, la région compte seulement 5 % de vignes âgées de cinquante à quatre-vingt-dix ans, contre 40 % au début des années 80. »

Clarisse Fabre

Dirigeants

Société industrielle fortement exportatrice et parmi les leaders mondiaux dans son secteur, recherche

Directeur Finances et Contrôle

Paris Ouest

400/450 KF

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous animerez le département contrôle de gestion en cohérence avec les procédures du groupe (élaboration des budgets, analyse des résultats, mesure et suivi des écarts, reporting aux normes US GAAP...). Spécialiste des contrats internationaux, vous superviserez la trésorerie franc et devises, les relations avec les différentes banques du groupe ainsi que les conditions de financement des contrats (essentiellement à l'export).

Agé de 32/38 ans environ et de formation supérieure, vous possédez une première expérience de 4 saisons dans un cabinet d'audit anglo-saxon (Big six) complétée par 5 à 7 ans au sein d'un groupe international à un poste similaire où vous aurez participé au déploiement des outils de gestion de projets existant et à l'évolution des procédures comptables et reporting.

Véritable animateur et coordinateur du département, vos qualités relationnelles vous permettront de former vos collaborateurs (12 personnes) aux normes US GAAP et aux techniques de gestion financière internationales.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

La réussite à ce poste vous permettra d'évoluer au sein du groupe.

Réf. MAG 15092

Merci d'adresser à Miguel Gomez (réf. MAG 15092) Michael Page Finance ou Christophe Blanc (réf. CB15093) Michael Page Tax & Legal, lettre manuscrite + CV + photo + n° de téléphone + rémunération actuelle au. 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 MPAGE (Cronache 3,48 F/mn) sous la référence choisie.

Michael Page Finance
Le spécialiste du recrutement Financier



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Responsable des Affaires Juridiques

Paris Ouest

400 KF

Juriste unique et directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous aurez en charge l'ensemble des dossiers juridiques de la société.

Vous conseillerez et assisterez en totale autonomie l'ensemble des opérationnels (commerciaux, ingénieurs) à l'occasion de la négociation et de la rédaction des différents contrats commerciaux français et internationaux (appels d'offres, contrats de vente et de distribution, accords de licence, transferts de technologie, coopération technique et industrielle, etc.). Vous interviendrez également dans le cadre du montage des financements de projets.

En outre, vous devrez faire preuve d'expertise en matière de propriété industrielle et aurez en charge le droit des sociétés.

Agé de 30/35 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DJCE, etc.), vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans acquise de préférence au sein d'un groupe industriel.

Une maîtrise de l'anglais (parlé, écrit) est indispensable.

Votre expérience opérationnelle ainsi que vos aptitudes tant techniques que relationnelles vous permettront d'évoluer au sein du groupe.

Réf. CB 15093

Directeur

D'une Société de Capital Investissement en création dans une région du centre de la France.
Abondée par des fonds provenant de Partenaires institutionnels et Privés, essentiellement régionaux, elle a pour vocation l'apport de fonds propres dans le Capital de PME régionales afin de favoriser leur développement.

Responsable devant le Président du Conseil d'Administration, vous serez chargé de sa Direction et de l'animation au sein d'une équipe de trois personnes.

Vous mettrez en œuvre la stratégie opérationnelle en fonction des objectifs et des orientations préalablement déterminés : recherche et identification des entreprises potentielles ; prise de contact avec leur Dirigeant ; analyse de leur situation économique ; diagnostic de leur besoin financier ; validation de l'intérêt d'une prise de participation ; montage des dossiers ; négociation des accords et recherche éventuelle de partenaires ; suivi de l'évolution dans le temps.

A 35/45 ans de formation supérieure en management, type Ecole Supérieure de Commerce, IEP, Ingénieur ou équivalent, vous justifiez d'une expérience professionnelle réussie d'une dizaine d'années et connaissez parfaitement le fonctionnement des PME et leur environnement.

Votre maîtrise de la conduite de dossiers complexes, vos aptitudes relationnelles et une réelle capacité à évoluer en économie régionale vous permettront une efficacité rapide et durable.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil et souhaitez participer au développement économique d'une région, merci de faire parvenir votre dossier de candidature avec lettre + CV + photo + prétentions sous référence AB1096 Y à notre conseil en Ressources Humaines, RH PARTNERS 18 rue Fennel - 33000 BORDEAUX et de consulter la définition de fonction sur le 3617 RHPARTNERS (3,48 F/mn).

RH PARTNERS

Directeur Général

100 km Est de Paris
400 KF + bonus

PMI de 90 personnes

Nous créons, fabriquons et

commercialisons des produits

en ayant recours à l'ensemble

des techniques de la

transformation des métaux.

Notre créativité nous a fait

remporter plusieurs Oscars.

Notre objectif : optimiser

nos résultats, notre savoir-

faire technique et notre part

de marché par une rationali-

sation de nos compétences.

Remettant compte au Président,

Vos missions prioritaires :

• diriger l'entreprise sur le site

de production • fédérer

et dynamiser les équipes

opérationnelles (commerciale,

artistique, industrielle

et de gestion)

• organiser et prévoir

en préconisant les choix

stratégiques à moyen terme.

Décideur, homme de terrain et d'action, 40 ans environ,

Ingénieur de formation (AM ou l'équivalent) + LAE

ou CPA... vous avez déjà dirigé, avec succès et résultats

à l'appui, une PMI du secteur transformation des métaux,

et parlez couramment l'anglais. Votre implication,

notre aptitude à décider avec souplesse et diplomatie

vous incitent à nous rejoindre pour relever ce défi.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre

candidature, sous référence 9632 au 7 rue de Monceau,

75008 PARIS.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Notre société est une organisation multinationale de prestations de services la plus intégrée et la plus complète d'Europe. Nous recherchons, pour notre entité française, notre

Directeur Général

- Définir avec le siège européen les orientations stratégiques, développer une politique générale permettant de conduire les évolutions de l'entreprise dans un contexte européen
- diriger, adapter, coordonner, dynamiser l'ensemble de l'activité : commerciale, gestion, qualité, organisation
- motiver et animer l'ensemble des effectifs permanents (120 pers.) autour du projet d'entreprise

sont les missions principales que nous confierons à un candidat de formation supérieure de type Grandes Ecoles de Commerce.

Agé d'environ 40 ans, vous nous apportez une expérience professionnelle réalisée dans un contexte international.

Vous êtes un homme d'entreprise doté aux méthodes de reporting anglo-saxonnes, ayant travaillé dans la prestation de services. Réaliste, actif, diplomate, vous êtes capable de faire progresser l'entreprise et les hommes.

La maîtrise de l'anglais, langue d'échanges dans le groupe, est impérative, une deuxième langue européenne est souhaitée.

Le poste est basé à LYON.

Un dossier complet sur l'entreprise et le poste sera adressé dans un délai de 10 semaines aux candidats présélectionnés.

Denis BOUSSON, notre Conseil, vous remercie de lui transmettre vos CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation manuscrite sous référence M 1156



19 place Tolozan - 69001 LYON

GEHIS
France

GEHIS est la filiale informatique du groupe de distribution pharmaceutique OCP (33 milliards de F de CA), lui-même filiale du groupe allemand GEHE (19 milliards de DM de CA). Dans le cadre du déploiement d'un nouveau système d'information, de dimension internationale, sur les 60 sites en France, GEHIS recherche aujourd'hui son nouveau

Directeur Général

Rém. motivante liée au résultat + voiture

Paris

LA SOCIÉTÉ

◆ Près de 80 personnes, 130 MF de CA.

◆ Prestataire interne du groupe, chargé de

toutes les questions informatiques.

◆ Considérable projet en cours, sous le contrôle

de la maison mère, de refonte du système

d'information, à l'échelle européenne.

◆ Excellente expertise technique, dans des

métiers logistiques à forts volumes.

LE POSTE

◆ Sous l'autorité d'un membre du directoire

de GEHE AG, vous :

- êtes entièrement responsable du man-

agement opérationnel de l'entreprise,

- gerez les équipes de développement, dont

certaines sont dédiées à des projets

internationaux,

- êtes responsable des budgets, du contrôle

financier, des relations sociales et

contractuelles avec les tiers (notamment les fournisseurs).

- veillez à la rentabilité et au développement de

l'entreprise.

PROFIL RECHERCHÉ

◆ 35-40 ans, excellente formation supérieure,

type ESC ou Grande Ecole d'Ingénieur.

◆ Expérience réussie et prouvée de la direction

d'une entité autonome, dans le domaine des

services informatiques.

◆ Vous êtes indéniablement un manager

d'équipes techniques mais aussi un vrai

développeur commercial et un excellent

communicateur.

◆ Vous êtes parfaitement à l'aise dans un

environnement international et multiculturel

et serez le garant de l'adaptation de l'entreprise

aux exigences d'un métier très pointu.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle

sous réf. LM61101 à N.B.S. 44 rue du Collège, 75008 PARIS.

N.B. SELECTION LTD
a BNB Resources plc company

NBS

Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City - Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Stirling - Madrid

Nous sommes une société internationale d'origine allemande. Nous fabriquons et distribuons une gamme complète de moteurs électriques et réducteurs destinés à être intégrés dans les machines/equipements de nos clients. Avec 4 usines

et 700 collaborateurs, nous réalisons un chiffre d'affaires de 120 millions de DEM. D'une parfaite qualité, nos produits sont systématiquement adaptés aux besoins de chacun de nos clients. Notre souci de perfection se traduit par une grande capa-

cité d'innovation et d'acquisition régulière de machines performantes pour équiper nos usines. Déjà présents à l'international, nous souhaitons nous développer en France en créant une filiale, nous recherchons donc notre

Directeur de filiale Région parisienne

Directement rattaché au Directeur Commercial et Marketing Groupe, vous participerez à la création de notre filiale et développerez la vente de nos produits auprès d'une clientèle d'industries. Votre action commerciale portera tant sur le suivi des clients existants que sur le développement des prospects. Vous analyserez le besoin des clients et proposerez, avec notre centre de R & D, des solutions adaptées. Vous calculerez les prix et rédigerez les propositions commerciales. Vous

recruterez et formerez un assistant commercial qui prendra la responsabilité des approvisionnements et des livraisons. Parallèlement, vous structurerez également l'organisation des opérations en France sur le plan marketing, financier, etc. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un professionnel de notre secteur d'activité qui, après une

formation de 2 mois à nos produits, nos techniques et notre culture d'entreprise, sera autonome dans la gestion de son centre de profit. Agé de 32/40 ans, diplômé d'une école d'ingénieurs, vous devez être impérativement bilingue anglais. La connaissance de l'allemand sera un plus.

Si cette opportunité vous intéresse, merci de contacter Kienbaum S.A. sous référence 37018, 13 boulevard Malesherbes, 75008 Paris ou faxez au 01 53 43 84 05.



Kienbaum

Conseil international en ressources humaines

Gummersbach, Düsseldorf, Berlin, Dрезде, Francfort, Hambourg, Hanovre, Karlsruhe, Munich, Stuttgart, Paris, Prague, Vienne, Zurich, San Francisco, São Paulo, Johannesburg, Certifié ISO 9001

مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 6 NOVEMBRE 1996 / VII

Gestion - Finance

Aide Action

L'ECOLE, UN CADEAU POUR LA VIE

est une Association humanitaire favorisant l'éducation des enfants par la mise en place de projets de scolarisation dans les pays du tiers-monde. Avec 52 000 parrains et un budget de 85 MF, elle intervient dans 10 pays au bénéfice de 500 000 enfants. Elle recherche son

Responsable Administratif et Financier H/F

A 35/45 ans, directement rattaché au Directeur de l'Association et membre du Comité de Direction, vous aurez la responsabilité globale des fonctions finance, gestion, administration, informatique et ressources humaines, dans un contexte fortement informatisé. Vous aurez la responsabilité d'une équipe de 11 personnes.

De formation supérieure à dominante comptabilité finance, vous parlez couramment l'anglais. Vous êtes un professionnel de la fonction en entreprise, PME ou grand Groupe, et avez réussi dans la fonction de management.

Vous êtes aujourd'hui attiré par une toute nouvelle expérience en milieu associatif ou humanitaire, dans un contexte intellectuellement passionnant, avec des responsabilités très larges.

Organisé, rigoureux, vous avez une excellente qualité d'écoute et force de conviction.

Ce poste s'adresse à un candidat à fort potentiel. Il est basé à Paris avec des déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous réf. 96.15.30 à notre conseil : LINDEN, chemin de la Bruyère, Evreux 6, 69160 LIMONEST.

Linden

ORGANISATEUR BANCAIRE

Le Directeur de l'Ecole Normale Supérieure de Paris, 150 années d'expérience, 30 ans de formation de professionnels de

vous êtes chargé de concevoir et d'animer des projets de développement avec pour objectif d'améliorer le rendement de l'entreprise et la fiabilité des informations.

Vous avez complété votre formation supérieure par une 2^{ème} Ecole de Commerce ou d'Ingénieur par un 3^{ème} cycle Systèmes d'Information A30 ans d'expérience avec une parfaite connaissance des structures d'une banque à ses services.

Vous avez travaillé dans un établissement bancaire de 1^{er} plan ou dans un cabinet conseil. Vous êtes capable de gérer et d'organiser des équipes de travail et d'assurer la mise en œuvre de projets de développement.

Vous êtes capable de gérer et d'organiser des équipes de travail et d'assurer la mise en œuvre de projets de développement.

Vous êtes capable de gérer et d'organiser des équipes de travail et d'assurer la mise en œuvre de projets de développement.

Vous êtes capable de gérer et d'organiser des équipes de travail et d'assurer la mise en œuvre de projets de développement.

Vous êtes capable de gérer et d'organiser des équipes de travail et d'assurer la mise en œuvre de projets de développement.

et votre talent
la dimension
d'une
entreprise.

Se présenter pour participer activement au développement de nos projets, nous pourrions vous offrir une expérience professionnelle enrichissante. CV, photo et prétentions en prélevant sur l'enveloppe la réf. 599, 16 Commandeur, 60500, rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

Conseil en Carrières

Dirigeants prêts à changer ?

Pourquoi attendre ? Vous vous interrogez sur votre vie professionnelle ; vous avez le sentiment qu'il vous faut faire le point et vous êtes prêts à agir.

Les consultants de Forgeot, Weeks peuvent vous y aider très concrètement. Depuis 21 ans, ils ont ainsi conseillé et suivi plus de 8 000 dirigeants et cadres supérieurs. Y compris dans la prospection de la face cachée du marché.

Bilan de carrière, Outplacement ?

De plus en plus souvent, les entreprises prennent en charge nos prestations.

Alors, n'hésitez plus : prenez rendez-vous pour un premier entretien exploratoire strictement confidentiel et sans frais.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE
Paris, 128, rue de St-Hippolyte, 75008. Tél. 01 45 63 35 15. Fax 01 45 63 35 18
Genève : 9, route des Jemines, 1227. Tél. 022 342 52 49
La Haye, Leidsestraatweg 77 - 2509 OC. Tél. (31) 70 383 7173. Fax (31) 70 383 0124
Bureaux associés : Londres, Zurich, Francfort

Agir au cœur des évolutions bancaires

Les banques vont faire face dans les années qui viennent à des évolutions majeures : fusions, euro, migration vers de nouveaux systèmes d'information, réorganisation en profondeur de leurs activités... Orgaconseil les accompagnera dans leurs projets et contribuera à associer les compétences de consultants d'exception. Orgaconseil, cabinet de 100 consultants, est leader dans le conseil de grands projets d'organisation bancaire. Notre appartenance au réseau The European Independents nous donne une vision internationale du secteur bancaire.

Diplômé d'une grande école, vous avez une expérience du secteur bancaire grâce à un parcours professionnel réussi de 3 à 5 ans dans une banque ou un cabinet-conseil. Vous avez l'expérience de la mise en œuvre des systèmes d'information et de l'évolution des organisations. La volonté de faire aboutir des projets ambitieux, le goût pour animer des équipes pluridisciplinaires, une forte capacité d'entraînement, de l'imagination et une grande disponibilité sont vos qualités essentielles. Vous trouverez au sein d'Orgaconseil une ambiance de travail motivante et disposerez d'une large autonomie. Votre contribution à la réussite de nos missions vous fera progresser rapidement dans la prise de responsabilité auprès de nos clients et au sein du cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Catherine Bocquet, Orgaconseil, 64 rue du Ranelagh, 75016 Paris.

BANQUE DE RÉPUTATION INTERNATIONALE

recherche

Gérant Actions Internationales

2 à 3 ans d'expérience de gestion de portefeuille.

Formation économique et statistique.

BAC +5. Anglais courant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction des ressources humaines. Réf. GPA 161 096. State Street Banque - 21, rue Balzac, 75008 Paris

Juristes - Ressources Humaines

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin Recherche son DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin**
- Représente 25.000 entreprises auprès des pouvoirs publics
 - Exerce 4 métiers tournés vers les entreprises (Conseil, Formation, Information, Equipement)
 - Gère un budget de 250 MF et un total bilan de 740 MF en 1996
 - Emploie 270 collaborateurs et 200 intervenants en formation
 - Gère le 7^{ème} aéroport français (2 millions de passagers prévus en 1996)

MISSIONS

Internes :

- Gestion prévisionnelle des compétences
- Préparation et suivi du plan de formation
- Gestion administrative du personnel

Externes :

- Participation active aux actions pour l'emploi menées par la CCI
- Contacts réguliers avec les entreprises du département

PROFIL

- Une expérience probante de gestion de ressources humaines en entreprise sera exigée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. à : M. Philippe Grillault-Lamche, Directeur Général
Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin
10, Place Gutenberg 67081 STRASBOURG Cedex

Filiale française d'un grand groupe international intervenant dans le domaine des hautes technologies recherche pour son site industriel de 900 personnes basé dans l'Ouest de la France

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES (H/F)

En charge de l'ensemble de la fonction sous tous ses aspects, vous définissez et mettez en œuvre votre politique Ressources Humaines en étroite collaboration et sous l'autorité du D.R.H. de la division et travaillez en coordination avec le Directeur du site.

Dans un contexte de mutation structurelle, vous développerez une politique sociale basée sur la réactivité, l'adaptabilité et le pragmatisme, dans le respect de la politique sociale du groupe.

Agé(e) de 35/45 ans, de formation supérieure (Droit, Sciences Po., ...), vous possédez une expérience en Direction des Ressources Humaines, acquise en milieu industriel, d'au moins 5 ans, avec une bonne pratique de l'encadrement d'équipes.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et C.V. en français et en anglais) sous la Référence 482 à

PARANNONCES - 13, rue Charles Lecocq,
75737 PARIS Cedex 15, qui transmettra.

SKF

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL (Mécanique de précision)
Leader sur son marché
recrute

CHEF DU PERSONNEL

Rattaché au Chef d'Etablissement, vous serez responsable de la gestion et du développement du personnel d'une des unités du site (550 personnes).

Auprès des responsables opérationnels, vous mettrez en œuvre la politique des ressources humaines de l'entreprise dans le respect des impératifs de coordination du site. Proche du terrain, vous gèrerez tous les aspects de la fonction, en consacrant une part importante de l'activité à la formation, au développement du travail en équipe et de la qualité totale.

Agé de 35 ans ou plus, cadre confirmé de l'industrie, formation supérieure en Droit - Gestion - DESS Relations Humaines. Forte qualité de communication, animation et créativité. Esprit développé de travail en équipe. Rigoureux.

Anglais écrit et parlé indispensable.

Poste basé en Touraine.

Les dossiers de candidature sont à envoyer
avant le 14 novembre 1996 à :
Sylvie DARMON - SKF FRANCE
8 avenue Réaumur - BP 206 - 92142 CLAMART Cedex

JURISTE EN DROIT FINANCIER

Vous avez environ 28-30 ans, une formation juridique de troisième cycle (DEA - DESS), complétée idéalement par un diplôme d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP, EAP).

Une première expérience professionnelle réussie de trois ans environ auprès d'un établissement bancaire ou d'un cabinet d'avocats vous a permis d'acquérir une compétence dans le domaine du droit financier, du droit des sociétés et du droit boursier, et d'être immédiatement opérationnel.

Une banque d'affaires internationale vous offre de rejoindre sa Direction Juridique, rattachée à la Direction Générale.

Au sein de l'équipe, vous serez associé à la conception et à la réalisation d'opérations financières d'envergure, notamment dans le domaine des fusions-acquisitions.

Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 5914 également précisée sur l'enveloppe, à notre Conseil

RESSOURCES & DEVELOPPEMENT
110 BD JEAN JAURES 92100 BOULOGNE

Consultant

Notre cabinet connaît une forte croissance due à la qualité de nos méthodes et à nos relations de partenariat établies avec les sociétés qui nous font confiance. Nos activités : recrutement par approche et par approche directe, évaluation de potentiel, gestion de compétences.

➤ **Votre mission :** Après une période de formation à nos outils d'évaluation et à notre culture, vous prenez rapidement en charge le développement de votre activité. Votre responsabilité est complète, de la prospection à la réalisation des missions. Votre mission de métier s'exerce au travers d'un suivi permanent de qualité d'études et de recrutements candidats.

➤ **Votre profil :** De formation Grande École, à 27/30 ans, vous avez acquis une compétence commerciale et d'encadrement dans un environnement exigeant et opérationnel ou une expérience dans une fonction de conseil (formation, organisation, recrutement...). Vous maîtrisez la langue anglaise ou une autre langue européenne. Au-delà de votre expérience, votre sérieux et votre implication font de vous un interlocuteur reconnu des décideurs.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe dynamique, d'entreprendre et de contribuer dans une structure ambitieuse qui fonde son succès sur une démarche rigoureuse.

Si vous souhaitez partager votre expérience et votre réussite, nous vous remercions d'adresser votre candidature à Vidal Associates, 98-102 rue de Paris, 92100 Boulogne, en précisant la référence 5540 sur l'enveloppe et la lettre.

Vidal Associates

Société financière du secteur agro-alimentaire
recherche un

Juriste d'Affaires Senior

Paris

En qualité de juriste généraliste au sein de la société, vous assurez le traitement de l'ensemble des dossiers en droit des affaires (droit des contrats, droit des sociétés, fiscalité, droit communautaire, droit social, etc.).

A ce titre, vous assistez les différentes directions en particulier lors de l'étude et de la mise en place des interventions financières (prise de participation, garantie d'actif et de passif, prêts à moyen et long terme, etc.), des contrats de recherche/développement ou de tout autre engagement pris par la société.

Par ailleurs, vous avez un rôle de conseil auprès des filiales de la société pour les questions juridiques et fiscales.

Agé d'environ 35 ans, de formation juridique supérieure (DJCE, DESS, DEA), vous justifiez d'une expérience réussie de 8/10 ans en droit des affaires et fiscalité acquise en entreprise et/ou en cabinet d'avocats d'affaires.

Disponible, pragmatique et rigoureux, votre sens de la négociation et des contacts vous permettront de réussir dans ce poste qui nécessite une bonne pratique professionnelle de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + n° de téléphone + rémunération actuelle à Stéphanie Dru, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret ou de taper votre CV sur le 36.17 MPAGE + Commerce + REP Merci sous référence SD14971

MP

Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Pour un cadre de plus de 50 ans Une mission de responsable des ressources humaines d'un site industriel

Vous avez l'expérience du terrain, l'habitude des relations avec les partenaires sociaux et une connaissance opérationnelle des problèmes de recrutement, de gestion du personnel, de paie, de formation. Dans une importante usine d'équipements automobiles.

Hommes & Missions

Conseil en recrutement de cadres seniors

vous allez remplacer pendant 7 mois (CDD) la responsable des ressources humaines. Région ouest. Frais de séjour et déplacements pris en charge. Merci d'adresser votre dossier sous réf. 7504 à Hommes et Missions, 145 bis rue de la Pompe, 75116 Paris.

Vous êtes ingénieur, découvrez votre Monde le lundi

Un rendez-vous :

« Le Monde des ingénieurs »

- Secteurs de pointe
- Informatique/Reseaux télécommunications
- Ingénieurs-conseils
- Ingénieurs commerciaux

Carrières technologiques internationales
dont carrières européennes

* date mardi

سكس من ابريل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 6 NOVEMBRE 1996 / IX

Marketing - Communication

EURONEWS

Vous vous sentez avant tout Européen ?
Le monde de l'information tout en images vous attire ?
Vous souhaitez travailler en France ?

Rejoignez Euronews, la 1ère Chaîne Européenne d'information en Continu (diffusée dans 36 pays / 80 millions de foyers)

Dans le cadre de son développement, Euronews recrute :

UN(E) RESPONSABLE DE LA VIDEOTHEQUE

Rattaché(e) au Secrétaire Général de la Rédaction, véritable interface avec la Rédaction, vous encadrez une équipe de 6 à 8 vidéothécaires. Vous proposez et mettez en place, après validation de la Direction, la politique de la vidéothèque en cohérence avec le programme et les besoins de la Rédaction. En fonction de ces orientations, vous définissez la nouvelle organisation de la vidéothèque et en assurez la gestion.

Agé(e) d'environ 35 ans, vous avez une expérience similaire de plusieurs années, idéalement dans une chaîne de TV ou une agence d'images. Vous maîtrisez de réelles capacités d'encadrement et de gestion, et maîtrisez l'informatique. Ce poste nécessite la maîtrise de l'anglais et du français ; la connaissance d'autres langues européennes serait appréciée. Il s'adresse à un(e) candidat(e) possédant une excellente culture générale.

Euronews dispose d'une cellule d'accueil pour aider ses nouveaux salariés à s'installer à Lyon, et à accomplir les démarches administratives indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions, certificats) à :
EURONEWS, Service des Ressources Humaines, BP 161, 69131 LYON-ECULLY, FRANCE

De grandes marques alimentaires

Un univers international

Un jeune "pro" du marketing stratégique

Une opportunité particulièrement attractive de développement de carrière est offerte à un jeune Professionnel du Marketing, Innovateur et réalisateur (5 ans d'expérience minimum) par un grand Groupe Français ayant une forte implantation internationale (+ de 60 pays) et possédant plusieurs marques parmi les premières mondiales.

Rattaché au Directeur Marketing du Groupe pour une gamme de produits à image forte représentant plus de 40 % du CA, il sera chargé :

- d'aider la Direction Générale aux choix des orientations stratégiques à retenir pour la France et l'International
- d'assister les différentes filiales pour la mise en oeuvre des stratégies marketing retenues
- d'initier le développement de produits nouveaux.

Ce poste à forte autonomie représente un excellent tremplin pour un candidat jeune, performant et déjà Chef de Groupe en marketing grand public, au sein d'un groupe important, de préférence chez un des "Grands" du marketing.

Son engagement personnel, son professionnalisme lui permettront de s'affirmer comme un interlocuteur de haut niveau et d'évoluer vers de larges responsabilités opérationnelles au sein du holding ou d'une de ses filiales en France ou à l'International.

Poste à Paris. Rémunération très motivante.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

INSTITUT D'ETUDES DE MARCHES
(R. P.)

recherche (H/F) :

DIRECTEUR D'ETUDES confirmé,
pour développement commercial de nouveaux secteurs.

CHARGE D'ETUDES QUANTI SENIOR,
3 ans minimum d'expérience.

ANGLAIS courant nécessaire pour les deux postes.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite (sous réf. n° 9042) à :
Le Monde Publicité
133, avenue des Champs-Élysées - 75409 Paris cedex 08.

Entre sous réf.
45A 3174 GM
Déclaration absolue

Fonction Commerciale

Important groupe coopératif agricole de l'Est de la France recherche, dans le cadre de son développement, un(e) :

"ASSISTANT(E) COMMERCIAL(E) CEREALES"

Placé(e) sous l'autorité du Directeur Commercial, il (ou elle) :

- participera à l'analyse, à la définition et à la mise en marché des productions des agriculteurs, recherche et contractualisera de nouveaux débouchés,
- assurera les relations entre les différents intervenants de la production au client final,
- supervisera l'exécution des différents contrats,
- optimisera les positions sur les différents marchés à terme,
- sera responsable d'une station de production de semences (contrats, production, qualité, délai)

Profil :
Formation supérieure (école de commerce, Ingénieur agro...) avec 2 à 3 ans d'expérience réussie dans une fonction équivalente (achat ou vente) chez un organisme stockeur ou société de négoce.
Connaissance de l'allemand indispensable et de l'anglais souhaitée.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, photo et prétentions) sous n° 9041 à : LE MONDE Publicité
133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08

Donnez
un nouvel
élan à votre
carrière !

UAP, groupe international d'assurance, renforce les équipes commerciales de son réseau « agences générales ».

**Managers
commerciaux**

Après une formation de deux ans, vous animerez la force de vente de votre secteur géographique. Votre rémunération sera liée au développement commercial et aux résultats du secteur confié.

A 28/35 ans, de formation bac + 4/5 (école de commerce ou d'ingénieurs, ou universitaires), vous avez prouvé vos talents

commerciaux et vos compétences d'encadrement grâce à une expérience terrain de 2 à 3 ans dans la vente de services. Impliqué, autonome, rigoureux, vous êtes parfaitement mobile sur la France entière.

Pour en savoir plus sur ces postes qui ouvrent de réelles perspectives d'évolution, appelez le 01 41 38 17 17, du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures, en précisant la référence 355.



Le Monde des Cadres

Vivre l'entreprise autrement...

Groupe international d'origine suédoise, leader en Europe, 17 filiales, 460 consultants dont 45 en France. Mercuri Urval a développé depuis 30 ans un concept global et une méthodologie unique dans l'évaluation des hommes et des organisations.

DEVEZ
CONSULTANT...
REJOIGNEZ
MERCURI URVAL

• Paris • Lille • Lyon • Strasbourg

A 30-35 ans environ, de formation Bac + 5 (grande école/université), vous souhaitez valoriser une expérience réussie (3 à 10 ans) acquise dans des fonctions opérationnelles : manager, commercial grands comptes, ingénieur, chef de projet, auditeur... Vous recherchez aujourd'hui une OUVERTURE : des contacts à haut niveau, plus de diversité, un style de vie différent... tout en conservant une forte dimension opérationnelle et commerciale.

Vous n'avez peut-être jamais envisagé de devenir Consultant, mais votre expérience vous révèle chaque jour l'importance de la composante humaine : LES HOMMES FONT LA DIFFÉRENCE ! Cette conviction, nous vous proposons de la mettre en pratique en aidant les Dirigeants d'Entreprise à : • mieux recruter • mieux organiser • mieux développer... leurs hommes.

Nous vous proposons : • un métier riche et passionnant • un programme d'intégration personnalisé et progressif sur 2 ans • une opportunité unique de développement personnel et professionnel, au sein d'une structure souple et non hiérarchisée.

Nous sommes volontiers ouverts et recherchons avant tout des personnalités : fort engagement, tempérament commercial, sens du résultat, ouverture et souplesse d'esprit.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à :
MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08.
sous la référence 43MU/UM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Notre entreprise conçoit et propose différents services dans le secteur de la santé et compte parmi les principaux acteurs de son département. Elle recherche un :

Responsable des activités Soins Infirmiers - Services à domicile Midi-Pyrénées

Rattaché à notre Directeur de Division, vous prenez la responsabilité opérationnelle d'une activité de soins infirmiers, de services et d'hospitalisation à domicile comprenant 250 salariés à temps partiel travaillant sur plusieurs sites. Vous managez directement une quinzaine de responsables et optimisez les moyens organisationnels, techniques et humains afin de garantir la performance et la qualité de notre service à la clientèle dans le respect du budget à gérer (50 MF environ). De formation supérieure (type ENSP ou Bac + 5 en Gestion), votre expérience confirmée de direction d'un centre de responsabilité dans un environnement médical, vos qualités humaines et votre talent de manager et d'organisateur vous permettront d'évoluer dans notre organisation. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 258 B/M à notre Conseil : PSYNERGIE Marie-José POMES - Le Pré Catelan - 78, allées Jean Jaurès - 31 000 TOULOUSE.

PSYNERGIE
GROUPE PRAXIA

Délégué Général Chambre Syndicale Patronale - Rhône-Alpes

Notre Chambre Syndicale, l'une des plus importantes de la région, est une instance de coordination, de conseil, d'incitation, de communication, au service de ses adhérents. Elle a un rôle majeur dans les domaines de l'emploi, de la formation, de l'environnement, des relations extérieures, de l'économie régionale.

Profil : diplômé(e) de l'enseignement supérieur, excellente culture générale, 40-50 ans, vous avez acquis votre expérience dans le monde syndical patronal, ou en

entreprise et avez nécessairement été fortement impliqué dans le monde syndical (mandats, groupes de travail). animateur, diplomate, vous avez le sens politique et vous voulez vous investir dans une mission de service aux entreprises.

Écrire à Madame Geneviève CROUZET - réf. 849 LM
ARTEMIS CONSEILS - 81 Bd Stalingrad - BP 1234
69608 VILLEURBANNE CEDEX.

ARTEMIS
CONSEILS

IMPORTANT GROUPE SOLIDEMENT IMPLANTÉ SUR LE MARCHÉ DES BIENS D'ÉQUIPEMENT DE LA MAISON OPTIMISE SES MÉTHODES DE FONCTIONNEMENT. CHAQUE FILIALE DU GROUPE EST AMENÉE À UTILISER LE MEME LOGICIEL. POUR CONDUIRE CE CHANGEMENT, LE GROUPE RECHERCHE UN

Responsable de projet

chargé de l'informatisation :
• en priorité, du secteur commercial et logistique,
• dans un second temps, des sites de production.

A 28 ans environ, diplômé d'une école supérieure de gestion, complétée par une spécialité logistique, transport ou organisation commerciale, vous avez déjà une première expérience de conduite de projet d'organisation commerciale, logistique, et production, acquise de préférence au sein d'un Cabinet.

Votre anglais est courant : connaître l'allemand serait appréciée. Véritable interface entre les spécialistes de l'informatique et les opérationnels (utilisateurs du logiciel), vous serez un facilitateur, un pédagogue, jouant un rôle d'intermédiaire, entre les différentes parties, favorisant l'avancement du projet.

Des déplacements sont à prévoir auprès des différents sites : le siège du Groupe est basé dans les Yvelines.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM/498, à notre Conseil, Lydia Troalen ORYADE - 18, avenue Hoché 75005 PARIS.

oryade

Membre de Syntec

Conseil en Ressources Humaines

Aide Action

L'ÉCOLE, UN CADEAU POUR LA VIE

est une Association Humanitaire favorisant l'éducation des enfants pour la mise en place de projets de scolarisation dans les pays du tiers-monde. Avec 52000 parrains et un budget de 85 MF, elle intervient dans 10 pays au bénéfice de 500000 enfants. Elle recherche son

Responsable de la Collecte de Fonds, du Parrainage et du Réseau H/F

A 35/45 ans, rattaché au Directeur de l'Association et membre du Comité de Direction, vous avez la responsabilité du réseau, du parrainage, de la communication externe et interne, de la collecte de fonds et du marketing. Vous encadrez l'ensemble des équipes bénévoles et permanents rattachés aux différents services ci-dessus.

De formation supérieure : universitaire, ESC, IEP... vous parlez couramment l'anglais. Vous avez acquis une solide expérience de la communication et du marketing, idéalement dans le domaine des services où vous avez eu à concevoir, construire et animer un réseau.

Vous êtes un manager reconnu. Ayant réussi dans cette fonction, vous êtes aujourd'hui attiré par une toute nouvelle expérience en milieu associatif ou humanitaire, dans un contexte intellectuel et humain passionnant et valorisant.

Autonome, disponible et enthousiaste, vous avez une excellente capacité à innover, communiquer et convaincre. Ce poste s'adresse à un candidat à fort potentiel. Il est basé à Paris avec des déplacements en province et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous réf. 96.16.10 à notre conseil : LINDEN, chemin de la Bruyère, Evolix 6 69760 LIMONEST.

Linden

Etre cadre chômeur et vouloir s'en sortir

C'est parce qu'ils pensent que le chômage n'est pas une fatalité qu'une équipe bénévole de cadres et dirigeants d'entreprises animée, au sein du M.C.C. (Mouvement des Cadres Chômeurs), le GROUPE RECHERCHE D'EMPLOI.

Professionnels des fonctions personnel et marketing, les animateurs de cette équipe ont pour objectif d'aider gratuitement les cadres au chômage à "en sortir". Leur méthode : une formation aux techniques de recherche d'emploi et le travail en groupe.

Près de 130 groupes et plus de 1 700 cadres ont déjà participé aux sessions organisées, et un grand nombre d'entre eux a pu réussir ainsi sa réinsertion professionnelle.

Les prochaines sessions du G.R.E., destinées aux ingénieurs et cadres confirmés (plus de trois années d'expérience professionnelle) débuteront les :

6 janvier, 24 février 1997 (12 séances de travail le soir à Paris pour chaque session).

Contactez le secrétariat du G.R.E.-M.C.C., 18, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. 01 42.22.18.56. le mardi et le vendredi matin.

La Direction immobilière d'un important établissement public recherche pour son siège un

CHARGE DE POLITIQUE IMMOBILIERE

Dans un contexte en pleine évolution sa mission sera d'animer des réflexions de stratégie immobilière adaptées aux nouvelles orientations des métiers de l'entreprise.

De formation Bac + 4, environ 30 ans, ce poste exige des connaissances générales en immobilier patrimonial et de justifier d'une première expérience similaire dans ce domaine.

Le sens des contacts est indispensable - Poste à pourvoir en région parisienne.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous réf. n° 9046 à :
Le Monde Publicité - 133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08

Ville de
Montpellier

MI

Recherche pour ses sites d'accueil de manifestations

LE CORUM

LE CORUM

Directeur Général

le candidat devra disposer d'une solide expérience dans la direction de sites d'accueil de congrès - expositions - salons

Merci de bien vouloir adresser un dossier de candidature avec curriculum vitae et lettre à l'adresse suivante :

LE CORUM

REF ABM31

ESPLANADE CHARLES DE GAULLE - B.P. 2200 - 34027 MONTPELLIER CEDEX 1

AVANT LE 21 NOVEMBRE 1996

Carrières Internationales

Wez udział w rozwoju naszej firmy w Polsce w dziedzinie telekomunikacji

Important Groupe de sociétés mondiales dans le secteur des télécommunications, notre développement nous amène à rechercher un :

SZEF FILII W POLSCE

En concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, vous élaborerez, proposerez et mettez en œuvre la stratégie du Groupe dans ce pays. A ce titre, vous étudiez et analysez l'environnement, établissez les contacts et menez les actions nécessaires afin de renforcer et développer les activités du Groupe, prospectez et détectez les opportunités d'affaires, initiez et pilotez les actions de communication et de relations publiques. Vous gérez les moyens humains, financiers, techniques et logistiques de votre centre de profit.

A 40 ans environ, de formation supérieure (Ingénieur Télécom ou Grande Ecole de Commerce), vous justifiez d'une expérience réussie dans le domaine des télécommunications. Outre vos aptitudes au "business développement" et à la négociation, vous avez su faire apprécier vos excellentes qualités relationnelles, votre facilité d'adaptation à des milieux polyculturels, votre aptitude au management. La pratique du polonais et de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé à Varsovie.

Merci d'adresser, sous réf. RFP, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à notre Conseil, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

* Agence pour le développement en Pologne dans le domaine des télécommunications
* Responsable de l'Etat en Pologne

SM Conseil 3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

ASIAN DEVELOPMENT BANK

A multilateral finance institution serving half the world's population, based in Manila, Philippines, with offices in nine other countries, seeks staff, particularly women, for the following areas:

- ECONOMISTS:** Infrastructure (Transport/Roads), Social Sectors, Agriculture, Natural Resources, Research, Macro-Analysis, or Environment.
- ENGINEERS:** Civil, Infrastructure, and Power (Thermal) preferably with BOO or BOT experience, Agriculture, or Irrigation.
- FINANCIAL SPECIALISTS:** BOO, BOT, private or public sector experience in Infrastructure, Agriculture, or Power. CPAs or MBA qualified.
- CAPITAL MARKETS SPECIALISTS:** Experience in establishing and developing regulatory controls for capital markets.
- EVALUATION SPECIALISTS:** Recent experience in evaluation of completed projects in the developing world.
- INVESTMENT OFFICERS:** Private bank leading experience in developing countries.
- SOCIAL SECTOR SPECIALISTS:** Education, Health, Population, Urban Development, Sanitation, Water Supply, Gender Analysis and NGOs.
- ADMINISTRATIVE STAFF:** Lawyers, Personnel and Compensation Officers, Training Specialists, Librarians, Economics Editors or Procurement Specialists.

Candidates should have: Master's degree; at least seven years of experience in their field, preferably with field experience in Asia or other developing countries; experience in dealing with senior government and/or private sector officials; and good report writing with excellent spoken English. Versatile candidates, i.e. those with dual qualifications and experiences who are able therefore to be assigned to a number of different areas of the Bank are particularly sought, e.g. economist with social sector experience, or engineers with MBA's.

The Bank offers a competitive salary paid in US Dollars (normally free of tax, however the Bank is not liable to reimburse any tax amount due on Bank income as determined by candidates' national authorities) and an excellent benefits package.

Interested persons may either send their curriculum vitae to, **Reference No. 96-33, HUMAN RESOURCES DIVISION (HRD), ASIAN DEVELOPMENT BANK, P.O. Box 789, 0988, MANILA, PHILIPPINES** or alternately, fax directly to: (632) 636 - 2550 / (632) 636 - 2444 not later than **26 November 1996**. Additional information on the Bank and application forms can be obtained from the Internet at: <http://www.asiadevbank.org>.

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

le Pecq

VILLE DU PECQ - YVELINES (RER Ligne A)
RECHERCHE

UN ATTACHÉ

pour assurer la direction de son **SERVICE FINANCES COMPTABLE**

Vos missions principales :

- élaboration et suivi du budget
- études financières
- contrôle de gestion
- suivi de la comptabilité
- encadrement du personnel.

Rigoureux et disponible, vous avez une formation universitaire ou grandes écoles, vous maîtrisez la M4 et possédez des connaissances approfondies d'Excel 5.

Merci d'adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un CV à Monsieur le Sénateur-Maire, Hôtel de Ville, 13 bis quai M. Berteaux, 78230 Le Pecq.

AVIS DE CONCOURS

Le Conseil général de l'Ariège organise un concours sur titre avec épreuves en vue de procéder au recrutement d'un

Médecin

Ce concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme d'Etat de docteur en médecine et justifiant d'un diplôme ou certificat d'études spécialisées.

Date de dépôt des dossiers à compter du 4 novembre 1996.

Date limite de dépôt des dossiers : le vendredi 10 janvier 1997 à 16h (le cachet de la poste faisant foi).

Nombre de postes à pourvoir : 1.

Les demandes d'inscription sont à retirer à la direction des ressources internes du conseil général, rue du Cap de la ville, 09000 Foix. Tél. 05 61 02 09 18.

LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE organise

UN CONCOURS SUR TITRES

D'ASSISTANT TERRITORIAL

SOCIO-EDUCATIF (femme ou homme)

SPECIALITE ASSISTANCE DE SERVICE SOCIAL

Date limite de dépôt des dossiers d'inscription : le 7 janvier 1997.

Date de l'épreuve : à partir du 4 février 1997.

Lieu de l'épreuve : 42, rue de Romainville - PARIS 19A

Nombre de postes mis en concours : 70

Adresse à laquelle les dossiers de candidature doivent être déposés :

Centre de Gestion 3, rue de Romainville - 75040 PARIS Cedex 19

Ville de Bures sur Yvette

10 000 habitants, au cœur d'un environnement verdoyant et scientifique.

RESPONSABLE DU SERVICE CULTURE SPORT JEUNESSE

Il aura pour mission

- d'assurer la coordination des équipements culturels (centre culturel, bibliothèque, ludothèque et école de musique),
- de réaliser la programmation du centre culturel,
- de concevoir et d'organiser des manifestations culturelles et festives,
- d'assurer l'animation de la vie associative locale et des associations sportives,
- il devra établir un diagnostic permettant l'élaboration d'une politique jeunesse, de créer un service jeunesse et de l'animer.

Profil

Expérience diversifiée dans le domaine culturel et dans le pilotage et l'organisation de manifestations municipales (fête de la musique, fête du parc, journée des associations, manifestations sportives,...).

Polyvalent, il possède de réelles compétences en matière de gestion et une aptitude à encadrer une équipe composée d'une quinzaine d'agents.

Diplôme universitaire, niveau maîtrise, type développement local, apprécié + expérience similaire de 5 ans.

Recrutement par mutation, détachement ou voie contractuelle.

Envoyer lettre de motivation et CV à la mairie, 45 rue Charles de Gaulle - 91440 BURES SUR YVETTE avant le 17 novembre 1996

Conseil et Audit

Coopers
& Lybrand
Consultants

La richesse des talents individuels
et la puissance d'un réseau international

Vous voulez...

- Innover et anticiper
- Imaginer des solutions sur mesure pour de grands clients internationaux
- Conjuguer exigence et convivialité

Vous savez...

- Accompagner le changement avec passion
- Vous engager avec vos clients jusqu'au résultat
- Apporter une forte valeur ajoutée professionnelle
- Allier expertise et vision globale

Vous recherchez...

- Un réseau international : 70 500 personnes dans 140 pays
- Un fort potentiel d'apprentissage : pluridisciplinarité et complémentarité des métiers
- Une évolution rapide : volonté de doubler notre chiffre d'affaires en 3 ans

Alors rejoignez-nous...

Nous recrutons des consultant(e)s, diplômé(e)s d'une Grande Ecole ou d'une Université prestigieuse, maîtrisant l'anglais :

- Seniors, avec 3 à 10 ans d'expérience (cabinet de conseil/grand groupe) en gestion du changement, reengineering de processus, gestion financière, services financiers, systèmes d'information, télécommunications, industrie,...

- Juniors, avec une première expérience en systèmes d'information : architecture technique, multimédia, euro, an 2000,...

Merci d'envoyer CV et lettre de motivation, sous réf. MCS51196, à l'attention de Christiane Lemoine, Coopers & Lybrand Consultants, 32 rue Guersant 75017 Paris.

GRAND ETABLISSEMENT FINANCIER

Recherche pour son Département Organisation Générale, situé à Paris Centre, des

ORGANISATEURS BANCAIRES CONFIRMES

De formation Bac + 5, vous possédez une expérience confirmée (8 à 10 ans minimum) de la conduite de projets d'envergure auprès des maîtrises d'ouvrage, ainsi qu'une connaissance fonctionnelle des différents domaines de l'activité bancaire. Vous exercez vos compétences dans une Banque, une Compagnie d'Assurance, un Cabinet d'Audit ou de Conseil.

En qualité de maîtrise d'ouvrage déléguée et en relation avec la maîtrise d'ouvrage et les utilisateurs opérationnels, vous serez chargé de conduire des missions d'organisation liées au déploiement de grands projets concernant les systèmes d'information et le fonctionnement des grandes entités opérationnelles.

Vous serez amené à prendre en charge :

- des missions d'accompagnement de la conduite du changement : définition, planification et mise en œuvre des plans d'actions ; définition des ressources, constitution et coordination des équipes de déploiement ; suivi de la mise en œuvre des solutions sur sites Paris/Province,
- des missions transversales de cohérence inter-projets ou des missions classiques d'organisateur projet.

La dimension nationale et les stratégies de développement de nos activités offrent de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence ORG63 à notre conseil, Labelle de FORCADE, RIB, 140 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

RIB

Mazars & Guérard

Quadrant

D'origine française, Mazars & Guérard est un cabinet d'audit et de conseil indépendant qui a choisi de développer son propre réseau international. Présent aujourd'hui dans 36 pays, Mazars & Guérard intervient auprès d'entreprises françaises et internationales et de grandes administrations. Quadrant, le cabinet de conseil en management et organisation de Mazars & Guérard, renforce ses équipes pour accompagner sa croissance et un plan de développement ambitieux.

Consultants

Diplômé(e) d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, une double formation étant appréciée, vous avez une première expérience de 1 à 2 ans en cabinet de conseil. Votre anglais est courant. Vous souhaitez vous engager pleinement dans une profession qui vous offrira une grande ouverture sur des méthodes, des métiers et des secteurs économiques très variés et qui vous apportera un savoir-faire dans les techniques modernes de management et de conduite du changement.

La progression rapide de carrière et la rémunération seront à la hauteur de nos exigences en matière d'engagement personnel, d'esprit d'équipe, de rigueur et de mobilité.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et photo), sous référence GR0996, à Mlle Hennis, Quadrant, Tour Framatome, 92084 Paris-La Défense Cedex 16.

Nous sommes une importante Société, leader dans notre domaine d'activité. Dans le cadre de projets impliquant des changements importants en matière de gestion des ressources humaines et d'organisation du travail, nous recherchons :

Consultant en management

Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous êtes la force de proposition et d'aide à la décision pour anticiper, mettre en place et accompagner l'évolution des compétences, des comportements, des méthodes de travail au niveau de tous les établissements, dans un esprit de concertation et de mobilisation du personnel.

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie de plusieurs années dans les "services", qui vous a donné une connaissance approfondie des rouages et des métiers de l'entreprise et qui vous permet de maîtriser les méthodologies d'audit, de conduite d'études, d'organisation.

Outre votre professionnalisme, vos qualités d'écoute, de dialogue et de négociation auprès d'interlocuteurs de tout niveau, votre aptitude au management, votre sens pédagogique, votre disponibilité contribueront à votre réussite.

Le poste est basé à Paris, avec de fréquents déplacements sur la France.

Merci d'adresser, sous référence MNG, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à notre Conseil, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

SM Conseil

3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

Le Monde Economie le lundi
Le Monde Emploi le mardi **

Deux rendez-vous
à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

date mardi
date mercredi